







COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DES

ÉTATS-UNIS

Bruxelles.—Typ. de A. LAENOIX, VERBORCKHOVEN et C^{ie}, rue Royale 3, impasse du Parc.

ŒUVRES DE GEORGE BANCROFT

HISTOIRE
DES
ÉTATS-UNIS

DEPUIS

LA DÉCOUVERTE DU CONTINENT AMÉRICAIN

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR M^{lle} ISABELLE GATTI DE GAMOND

PREMIÈRE SÉRIE : HISTOIRE DE LA COLONISATION



TOME V

PARIS

FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET C^{ie}

RUE JACOB, 56

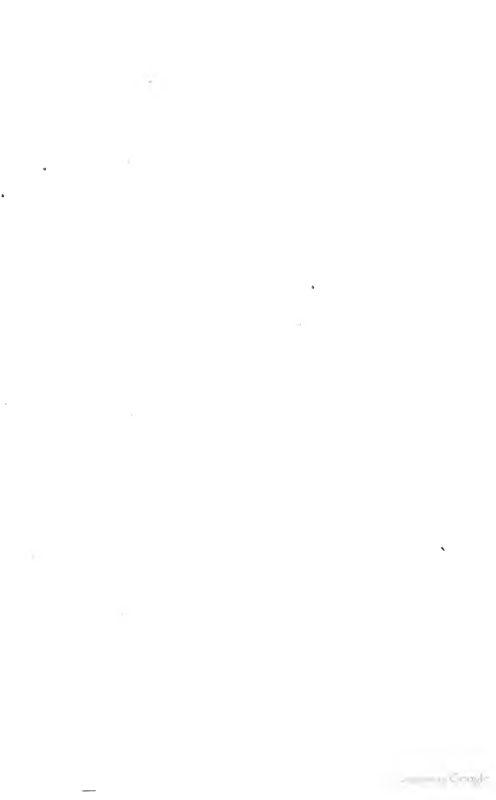
BRUXELLES ET LEIPZIG

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

RUE ROYALE, 2, IMPASSE DU PARC

1863

Droits de traduction et de reproduction réservés



CHAPITRE XXIII.

LES COLONIES FRANÇAISES ET ANGLAISES ENPIÉTANT DE PLUS EN PLUS SUR LES PEAUX ROUGES.

Les Tuscaroras avaient changé de résidence avant la conclusion du traité d'Utrecht. Leurs chefs s'étaient indignés des empiétements des propriétaires de la Caroline, qui avaient assigné les terres des Indiens aux malheureux fugitifs allemands venus des bords du Neckar et du Rhin. De Grattenried, qui avait entrepris d'établir les exilés, accompagné de Lawson, l'arpenteur général de la province septentrionale, remonta au mois de septembre 1711 la Neuse River dans une barque, afin de découvrir jusqu'où elle était navigable et à travers quelle espèce de pays elle coulait. Pris par un parti de soixante Indiens bien armés, tous deux se virent forcés de voyager pendant toute une nuit, jusqu'à ce qu'ils arrivassent à un village des Tuscaroras, où ils furent livrés au chef. Au sein d'un conseil nombreux des notabilités des différentes villes de la tribu, des plaintes s'élevèrent contre

la conduite des Anglais dans la Caroline et spécialement contre les rigueurs de Lawson. Celui qui, avec sa boussole et sa chaîne, avait divisé le territoire indien en lots pour les colons fut l'objet de la réprobation des indigènes, comme étant « l'homme qui avait vendu leurs terres. » Après une discussion qui dura deux jours, on décréta la mort des prisonniers. On alluma le grand feu; on entoura les victimes de liens parsemés de fleurs. Le matin du jour désigné pour l'exécution, un conseil s'assembla de nouveau. Les chefs s'assirent en deux rangs autour des deux hommes blancs; derrière eux se trouvaient trois cents hommes de la peuplade qui se livraient à des danses joyeuses. Cependant on apporta un certain adoucissement aux premières mesures de sévérité; si l'on n'accorda aucun sursis à Lawson, Grattenried du moins, en sa qualité de grand chef des Palatins, et moyennant engagement au nom de ses compatriotes d'observer la neutralité et promesse de n'occuper aucune terre sans le consentement de la tribu, fut autorisé, après une captivité de cinq semaines, à s'en aller à pied à travers les bois. Il s'en retourna donc vers les émigrants alors dans la désolation. Le 22 septembre, de petites bandes de Tuscaroras et de Corecs, agissant de concert, s'avancèrent vers les cabanes disséminées le long du Roanoke et de Pamlico Sound. A l'arrivée de la nuit, un guerrier poussant un cri fit appel à ses féroces compagnons des forêts, pour commencer le carnage sans distinction de victimes. Les malheureux venus du Palatinat, alors habitants du désert, rencontrèrent un ennemi plus sauvage encore que Louvois et que le détesté Louis XIV. A Bath, les réfugiés huguenots et les planteurs du voisinage furent frappés à la faveur des clartés projetées par l'incendie de leurs propres cabanes; une torche de pin allumée d'une main, le tomahawk de l'autre, les chasseurs d'hommes poursuivaient leur gibier à travers les forêts. Pen-

dant les trois jours suivants, ils dévastèrent le pays entourant l'Albemarle Sound et ils ne cessèrent le massacre qu'épuisés par la fatigue.

Tous les Tuscaroras n'avaient pas pris part au complot; Spotswood chercha immédiatement à renouveler alliance avec eux; mais comme les bourgeois de la Virginie se trouvaient engagés avec lui dans des débats au sujet du pouvoir, la vieille province n'apporta aucun secours efficace. L'assemblée de la Caroline du sud vota pourtant sans retard des mesures salutaires; aussi, bravant les difficultés d'une longue marche à travers le désert, de Barnwell, avec les Cherokees, les Creeks, les Catawbas et les Yamassees pour alliés, conduisit-il un petit détachement de milice sur les bords de la Neuse River (1712). Là, dans la partie supérieure du comté de Craven, les Indiens s'étaient retranchés dans un fort grossier. A l'aide de quelques soldats de la Caroline du nord, on assiégea le fort; malheureusement des dissensions intestines déchiraient la province. L'imminence même du danger n'avait pu en pousser les habitants à s'entendre pour agir; ils persistaient dans leur haine pour le gouvernement des propriétaires; entouré d'obstacles, Burnwell ne put faire autre chose que négocier un traité de paix avec les Indiens.

Les troupes de la Caroline du sud, à leur retour, violèrent elles-mêmes le traité et réduisirent en esclavage des habitants de villages, qui auraient dû rester en sûreté sous la garantie de la foi jurée; les massacres sur la Neuse River se renouvelèrent. La province s'appauvrit, — la population se montra mécontente de son gouvernement; en automne, la fièvre jaune se mit à sévir de la manière la plus terrible; et le pays au sud de Pamlico Sound semblait destiné à devenir de nouveau un désert. Pourtant Spotswood réussit à diviser les Tuscaroras. De grands renforts d'Indiens de la Caroline

du sud arrivèrent avec quelques blancs commandés par James Moore; on poursuivit les ennemis jusque dans leur fort (situé dans les limites du comté central de Greene) sur la Neuse (1713), et après la reddition de la place, huit cents d'entre eux devinrent captifs. La législature de la Caroline du nord s'étant assemblée en mai, sous un nouveau gouverneur, émit les premiers billets de crédit pour le montant de huit mille livres; « les plus récalcitrants » parmi la population se montrèrent empressés à fournir des approvisionnements aux forces militaires; l'ennemi se vit poursuivi à travers les lacs et les marais du comté de Hyde; les bois furent parcourus par des patrouilles de Peaux Rouges alliés, qui faisaient la chasse aux Tuscaroras soit pour recueillir des prisonniers et les vendre comme esclaves, soit pour scalper des chevelures et obtenir la prime. A la fin la fraction hostile des Tuscaroras abandonna ses anciennes terres de chasse et émigra dans le voisinage du lac Onéida, où elle trouva bon accueil de la part de la peuplade parente des Iroquois et entra comme sixième nation dans la confédération de ces derniers. Les autres Tuscaroras humiliés purent se fixer et former un simple établissement dans les limites du comté de Hyde (1713). De cette manière la puissance des naturels de la Caroline du nord fut brisée et les forêts de l'intérieur de la province devinrent des lieux sûrs de rendez-vous pour les émigrants.

Sur ces entrefaites la maison de Hanovre venait de monter sur le trône d'Angleterre (1714), et cet événement fut doublement avantageux pour les colonies. Les débats des partis sont une lutte, non entre les personnes, mais entre les idées; la sympathie durable des nations ne peut se conquérir que par l'appel aux principes dominants de l'époque. Georges I^{er} avait emprisonné sa femme; par jalousie il avait fait assassiner un jeune homme; il avait eu de

fréquentes et violentes querelles avec son fils; et maintenant, à l'âge de cinquante-trois ans, suivi de deux femmes de l'aristocratie hanovrienne qui étaient fières de passer pour ses maîtresses avouées, il traversa la mer pour devenir le souverain d'un pays dont il ne comprenait ni les institutions, ni les mœurs, ni la langue. Confiant l'administration aux whigs, il avoua son intention de n'accorder sa faveur qu'à eux, comme s'il était lui-même un membre de leur parti; en retour il obtint d'un ministère complaisant qu'on assurât les places les plus élevées dans les rangs de l'aristocratie anglaise à ses maîtresses, dont il voulait encore augmenter le nombre, à l'âge de soixante-sept ans, quelque temps précisément avant sa mort. Et cependant dans toute l'Amérique anglaise le clergé lui-même proclama l'élévation de George I^{er} comme un gage de bonheur; du haut de la chaire à Boston on ne craignit pas d'avancer, en parlant de la population, que dans le pays tout entier, « pas un chien n'aurait osé remuer la langue pour l'accuser de déloyauté. » Aux yeux des enfants des puritains, l'accession de la maison de Hanovre était le triomphe du protestantisme et la garantie des libertés protestantes.

L'avènement de la nouvelle dynastie était en outre le gage d'une politique pacifique; et ce gage fut retiré. Louis XIV approchait de sa fin (1715); il avait survécu à ses enfants et à tous ses petits-enfants, sauf le nouveau roi d'Espagne, — il avait survécu à sa propre gloire, — à la gratitude de ceux qu'il avait fait grandir. « Mon enfant, » dit-il en donnant sa bénédiction d'adieu à son arrière petit-fils, à cet enfant de cinq ans qui allait être son successeur, « vous serez un grand roi; ne m'imitiez pas dans mes passions pour la guerre; cherchez la paix avec vos voisins et efforcez-vous de devenir ce que j'ai manqué d'être, la joie de votre peuple. » « Triste tâche! » avait dit madame de Maintenon, « que d'amuser un

homme qui ne peut plus s'amuser ; » et, quittant la ruelle du lit du monarque, elle le laissa mourir seul après un règne de soixante-douze ans. Il avait voulu étendre son pouvoir jusqu'au delà de sa vie en établissant un conseil de régence; mais son testament fut annulé par le parlement, et son neveu, le brave, généreux, mais dissolu Philippe d'Orléans, devint régent absolu. Au cas de mort prématurée de Louis XV, qui devait hériter du trône de France? En vertu du traité d'Utrecht, Philippe d'Anjou, acceptant la couronne d'Espagne, avait renoncé au droit de succession à celle de France. Si le traité était observé, Philippe d'Orléans était l'héritier présomptif, si la légitimité parvenait à faire reconnaître comme nécessaire la succession du prince le plus rapproché, la renonciation du roi d'Espagne devenait sans valeur et l'intégrité de son droit restait inattaquable. Ainsi l'intérêt personnel du régent absolu de la France se trouvait en opposition avec la doctrine de la légitimité, et lui fit rechercher l'alliance avec l'Angleterre; tandis que le roi d'Espagne, sous la direction d'Alberoni, fut porté non moins par attachement héréditaire à la légitimité que par ambition personnelle à méconnaître les clauses du traité et à soutenir en même temps les prétentions des Stuarts au trône d'Angleterre et les siennes à la succession de France. Le ministre français Torcy avait déclaré qu'il croyait l'ordre de succession établi par Dieu et ne pouvant être changé par les hommes; l'influence de l'estimable neveu de Colbert dut céder devant celle du rusé, du vil, de l'avidé Dubois. Grâce au crédit de la protestante Angleterre, cet homme immoral avec insouciance, cet homme trois fois infâme, comme corrupteur de son église, comme prêtre dissolu d'une religion spiritualiste et comme homme d'État à la solde d'un pays étranger, Dubois devint cardinal, successeur de Fénelon dans un archevêché et premier ministre de la France. Ce fut sous de

tels auspices qu'une paix heureuse fut assurée aux colonies des deux nations rivales.

Ni la mort de George I^{er}, ni la majorité de Louis XV ne changèrent rien aux dispositions des deux gouvernements (1727). Le caractère de Walpole était un gage de modération. Sans connaissance des principes, nullement au courant de l'histoire ou de la politique des nations étrangères, il était profondément versé dans les maximes de la sagesse mondaine. Ne se vantant jamais de sa philosophie, il possédait cette tranquillité qui permet de perdre les emplois sans trop se lamenter et d'affronter la mort sans la craindre. Privé de fortune ou d'alliances, il s'éleva graduellement au pouvoir et l'exerça avec mesure. L'espérance éclaira toujours le chemin qu'il suivait ; jamais il ne se défia de sa politique ni de lui-même. C'était sa faiblesse de ne pouvoir supporter de rival et de rechercher pour amis des hommes qui étaient ses inférieurs, de laisser dégénérer ses plaisirs en grossière licence, et de ne pas se montrer indifférent aux vanités de la magnificence. Quant à l'emploi des moyens il « se plongea dans la corruption jusqu'aux coudes, » et il eut l'audace de commettre des injustices sans remords ; et pourtant sa politique reposa, principalement pour se maintenir, sur de grandes vues qui se trouvèrent en harmonie avec son époque, qui favorisèrent le commerce et diminuèrent la dette de l'Angleterre. Ne cherchant jamais à pallier sa conduite et ne se souciant que d'obtenir la majorité, — faisant le trafic des hommes pour gagner leurs voix et non leur talent ou leur prestige, — il se conduisit plus honnêtement qu'il ne l'affichait ; si jamais il ne résista à son parti par des motifs de morale ou de justice, s'il eut la faiblesse à la fois de céder sur le point capital de sa politique plutôt que de quitter le cabinet, du moins il ne se sépara jamais de ses amis pour servir ses propres intérêts. La chambre des communes fut son chemin pour

arriver au pouvoir ; et ses pensées se concentrèrent principalement sur le besoin de gagner la majorité par l'intrigue. Il ne savait pas grand'chose des colonies ; cependant elles profitèrent du caractère d'un homme d'État, qui toujours évita les mesures propres à amener une insurrection, — qui repoussa tout système d'impôt nécessitant pour être levé le recours au sabre et à la baïonnette.

Dans sa politique honorable, Walpole se vit favorisé par la modération naturelle de Fleury, qui, à l'âge de soixante-treize ans, fut appelé par Louis XV à diriger les affaires de la France. Le sage cardinal possédait un esprit de discernement et une candeur équitable, qui repoussaient l'intrigue et empêchaient la défiance. Le maintien de la paix, telle fut sa règle de gouvernement ; aussi les souverains divisés par des conflits le choisirent-ils pour médiateur. Sa perception claire des choses lui faisait entrevoir des révolutions imminentes ; mais il apaisa la tempête jusqu'à ce que son jugement sombra sous les infirmités de ses quatre-vingts ans. Heureux temps pour les colonies ! Que l'Angleterre juge, comme elle l'entend, le ministre à qui elle doit les parlements septennaux ; quant à l'Amérique, elle bénit la mémoire de Walpole et de Fleury, comme celle d'hommes d'État, qui mirent le commerce au dessus des conquêtes et n'aspirèrent pas à une gloire plus haute que celle de conservateurs de la paix. Pendant un quart de siècle, si l'on montra moins d'indulgence vis-à-vis de l'Espagne, les contestations de la Grande-Bretagne et de la France au sujet des frontières coloniales, tout en pouvant amener des collisions, ne purent du moins entraîner de rupture.

La perspective d'une paix soutenue causa une rapide extension du trafic avec les Indiens dans la Caroline du sud. Favoisés par la douceur du climat, les trafiquants établirent leurs magasins chez les Chickasas et dans la proximité des Nat-

chez ; puis, par intimidation plutôt que de bon gré, ils parvinrent à se faire admettre même dans les villages des Choctas. Leurs relations commerciales devinrent plus intimes encore avec les rejetons des Muskogees, dans le voisinage immédiat de la province, et spécialement avec les Yamassees qui, importunés par les tentations opérées pour les convertir au christianisme, avaient abandonné leurs anciennes résidences dans la Floride et avaient planté leurs tentes depuis l'île de Port-Royal jusqu'à la Savannah, le long de la rive nord-est de ce fleuve. Les tribus de la Caroline avaient été regardées comme « une population douce et pacifique ; » elles se trouvaient très considérablement endettées du chef des avances qui leur avaient été faites ; et « les trafiquants commencèrent à se montrer durs à leur égard, parce qu'ils voulaient être payés. » L'influence de Bienville de la Louisiane prévalut chez les Choctas, et les Anglais se virent exclus de leurs villages. Toute la race des Indiens depuis la rivière de Mobile jusqu'au cap Jear s'agita. Les Yamassees renouvelèrent leurs relations amicales avec les Espagnols de Saint-Augustin ; ils gagnèrent l'alliance des Catawbas et des Cherokees ; leur messenger, muni « du bâton sanglant, » poursuivit sa route à travers les bocages fleuris, jusqu'aux nouvelles villes des Appalachiens émigrés sur la Savannah, jusqu'aux anciens villages des Uchees, et franchit les rivières, le long desquelles les diverses tribus des Muskogees avaient leurs habitations ; puis ils retardèrent leur soulèvement jusqu'à ce que les délibérations du grand conseil de Creeks fussent terminées et que l'emblème de la guerre fût renvoyé.

Pendant la semaine de la passion, en 1715, les trafiquants de Pocotaligo s'aperçurent du désir de vengeance qui enflammait les Yamassees. Le jeudi soir, sans se douter de l'imminence du danger, Nairne, l'agent anglais, qui était chargé

de faire des ouvertures de paix, s'endormit dans la chambre du conseil avec les chefs civils et les capitaines de guerre. Le matin du vendredi-saint, le massacre sans distinction des Anglais commença. Un jeune garçon s'échappa dans la forêt et après avoir erré pendant neuf jours atteignit une garnison. Seaman Burroughs, homme vigoureux et rapide coureur, perça les rangs des Indiens; puis, quoique chaudement poursuivi et deux fois blessé, il parvint, en courant pendant dix milles et en nageant pendant un mille, à gagner Port-Royal et il répandit l'alarme dans la ville. Les habitants, les uns dans des canots, les autres à bord d'un bâtiment qui par hasard se trouvait dans le port, s'enfuirent à Charleston. Les bandes nombreuses des ennemis, se cachant le jour dans les marais, et attaquant la nuit les établissements disséminés, chassèrent les planteurs dans leur capitale. Les Yamassees et leurs alliés s'avancèrent même jusqu'à Stono, où ils firent halte pour pouvoir torturer et sacrifier à loisir leurs prisonniers, les planteurs avec leurs femmes et leurs enfants. Au nord, une troupe de cavaliers attirée par un guide perfide dans une embuscade, au milieu de grands arbres renversés récemment en nombre assez considérable par un ouragan, perdit son commandant et battit en retraite. Les Indiens insurgés exercèrent leurs dévastations jusqu'à la paroisse de Goose Creek; Charleston même fut en danger; la colonie semblait près de sa ruine.

Mais l'impulsion de la colère des sauvages ne pouvait résister à la valeur réfléchie des hommes civilisés. Le courage de la colonie se réveilla. Au nord, la troupe isolée des assaillants essuya un échec et disparut dans les bois; au sud, Charles Craven, le gouverneur de la province, se mit lui-même en toute hâte à la tête des forces du district de Colleton pour entamer une lutte désespérée avec les guerriers confédérés sur les bords du Salke-Hachie. La bataille

fut sanglante et recommença à plus d'une reprise. L'air retentissait des hurlements des sauvages ; les flèches comme les balles se lançaient avec une précision fatale de derrière les arbres et les taillis. A la fin les Indiens cédèrent et se virent poursuivis jusqu'au delà des limites actuelles de la Caroline. Les Yamassees se réfugièrent dans la Floride et à Saint-Augustin on les accueillit au son des cloches et au bruit des salves d'artillerie, comme si c'étaient des alliés et des amis qui revenaient vainqueurs. Les Uchees quittèrent leurs anciens établissements du bas de la Broad River et les Appelachiens leurs nouvelles cabanes près de la Savannah, pour se retirer vers la Flint River. Quand Craven s'en retourna à Charleston, il fut salué par les applaudissements que son ardeur, son courage et sa conduite lui avaient bien mérités. La colonie avait perdu environ quatre cents de ses habitants.

La guerre avec les Yamassees fut suivie d'une révolution intérieure dans la Caroline. Le sol de cette province avait été défendu par la population même ; elle résolut donc de se gouverner elle-même, sous la souveraineté du monarque anglais. Des bandes de Yamassees, chasseurs de chevelures, quittant leurs places de retraite dans la Floride, continuaient à rôder sur les frontières d'un territoire que les Espagnols prétendaient toujours être à eux. Les propriétaires ne prenaient aucune mesure efficace pour protéger leur colonie. Au lieu d'attirer des colons, ils monopolisaient les terres qu'ils n'avaient pas contribué à défendre. Ils refusèrent d'approuver les dispositions adoptées pour le paiement des dettes coloniales, en partie parce qu'elles imposaient une taxe de dix livres par chaque nègre importé du dehors. Jusque-là les polls relatifs à l'élection des représentants s'étaient tenus pour toute la province à Charleston seulement ; la législature de la province autorisa l'émission des votes dans

chaque paroisse (1719). Mais comme cette réforme accroissait l'influence démocratique, elle fut également accueillie par un veto. Quelques-uns des membres du conseil des propriétaires, par suite d'une longue résidence, s'étaient attachés au sol et aux libertés de leur nouvelle patrie ; ils se virent supplantés, ou leur influence se trouva annulée, grâce à une augmentation soudaine du nombre de leurs collègues. Il s'ensuivit qu'à la première élection de l'assemblée, quoiqu'elle eût lieu à Charleston, les agents des propriétaires ne purent réussir à obtenir la réélection de tous ceux qu'ils désiraient y voir revenir. Les membres élus résolurent, dans des meetings particuliers « de n'avoir plus rien de commun avec les propriétaires ; » et les habitants de la province constituèrent « une association pour la défense de leurs droits et privilèges. » On rappela que les lords du bureau du commerce avaient jadis déclaré la charte confiscatoire ; que la chambre des pairs en avait favorisé la poursuite en justice ; comme en outre l'hostilité reconnue de l'Espagne faisait redouter une invasion, l'assemblée décida « de ne pas s'inquiéter des fonctionnaires désignés par les propriétaires, ni de leur administration, » et pria Robert Johnson, le gouverneur, « de tenir les rênes du gouvernement au nom du roi. » Comme Johnson, voulant rester fidèle à ceux qui l'avaient nommé, rejetait cette offre avec fermeté, l'assemblée, ayant Arthur Middleton pour président, se proclama elle-même, par un vote, « une Convention déléguée par le peuple, » puis, résolut « d'avoir un gouverneur de son propre choix. » Elle élut le brave James Moore, qui était très populaire et « que tout le pays était d'accord pour regarder comme l'homme le plus apte à en entreprendre la défense. La milice de Charleston devait être passée en revue le 21 décembre ; c'est ce jour que l'on choisit pour proclamer le nouveau magistrat suprême. Johnson donna l'ordre exprès

à Parris, l'officier commandant, de différer l'inspection, et de ne pas permettre que le tambour battît dans la ville. Mais le peuple de la Caroline, en vertu du pouvoir de l'opinion publique, avait renoncé au gouvernement des propriétaires. Au jour fixé, les drapeaux flottèrent sur les forts et sur tous les navires qui se trouvaient dans la rade, et la milice, qui n'était autre chose que le peuple en armes, vint se ranger sur la place publique. Il serait fastidieux de raconter minutieusement les menaces, les supplications, les arguments auxquels Johnson eut recours pour résister à l'insurrection. Au nom du roi, il commanda à Parris de disperser ses hommes; Parris répondit : « J'obéis à la Convention. » « Les révolutionnaires avaient leur gouverneur, leur conseil, leur convention, tous émanant de leur propre et libre choix. » C'est ainsi que pacifiquement et sans le moindre sang versé, palatins, landgraves et caciques se virent renvoyés de la Caroline, où ils se rattachaient si peu aux intérêts vitaux de l'État, que l'histoire les a préservés difficilement de l'oubli.

L'agent de la Caroline rencontra en Angleterre un accueil facile de la part des lords de la régence (1720). Les propriétaires furent regardés comme ayant violé leur charte; on prit des mesures pour en déclarer l'abrogation; en même temps François Nicholson, — homme versé dans le gouvernement des colonies, qui avait été élevé à l'école de l'expérience dans le New-York, dans la Virginie, dans le Maryland, qui était brave et nullement parcimonieux, mais un peu étroit d'esprit et irascible, d'une moralité relâchée quoique fervent soutien de l'église, — reçut une commission royale en qualité de gouverneur provisoire de la province. La conduite hardie du peuple de la Caroline qui, en Angleterre, fut regardée de bon œil comme une preuve de fidélité à la royauté, se conserva dans le souvenir de l'Amérique comme un exemple pour la postérité. L'intervention directe de la

suprématie royale fut un gage de la sécurité, et même plus, pour la frontière du sud; on ne traça, ni on ne proposa aucune ligne de démarcation; et cette négligence fit présager que les limites de la nation la plus forte s'étendraient de plus en plus, soit par des empiétements, soit par la conquête.

Le premier acte de Nicholson fut de confirmer la paix avec les naturels (1721). Il se rencontra, sur les confins du territoire des pacifiques Cherokees, en congrès avec les chefs de trente-sept villages différents. Tous fumèrent avec lui le calumet de paix et arrêtaient les limites entre « la nation bien-aimée » et les colons; puis ils s'en retournèrent dans leurs heureux foyers, au sein de leurs vallées, très satisfaits de leur généreux frère et nouvel allié. Un traité de commerce et de paix se conclut également avec les Creeks, dont les terres de chasse, convint-on solennellement, s'étendraient jusqu'à la Savannah. Cependant les vues ambitieuses de l'Angleterre ne s'arrêtèrent pas à ce fleuve; et sur les fourchettes de l'Alatamaha, en dépit des remontrances de l'Espagne et de la Floride, une petite garnison anglaise vint occuper un fort.

La difficulté n'était pas encore arrangée, quand, au mois de septembre 1729, sous la sanction d'un acte du parlement, et moyennant la somme de vingt-deux mille cinq cents livres, les sept huitièmes des propriétaires vendirent à la couronne leur territoire, leur droit de juridiction sur celui-ci et les redevances arriérées qui leur étaient dues. Lord Carteret, seul, tout en renonçant comme les autres à ses droits de gouverner, se réserva une part d'un huitième du sol. C'est à cette époque que remonte le premier gouverneur royal connu de la Caroline du nord. Les hameaux isolés de cette partie de la Caroline n'avaient pas imité la révolution démocratique de la partie méridionale.

Aussitôt que le gouvernement royal se fut solidement établi, il essaya par des traités d'alliance de transformer les Indiens des frontières de la Caroline en alliés ou en sujets; au commencement de 1730, un envoyé spécial, sir Alexandre Cumming, conduit par des trafiquants indiens à Keowee, invita une assemblée générale des chefs de Cherokees à se réunir à Nequassee, dans la vallée du Tennessee. Ceux-ci se rendirent au lieu du rendez-vous, au mois d'avril, et on leur déclara alors que le roi Georges était leur souverain. Lorsqu'ils eurent offert un chapelet, quatre chevelures scalpées de leurs ennemis et cinq queues d'aigle, comme souvenir du traité et gage de leur fidélité, il leur fut proposé d'envoyer des députés en Angleterre; des écrivains anglais interprétèrent leur assentiment comme un acte d'hommage rendu au monarque de la Grande-Bretagne. En Angleterre, on dressa un traité d'alliance offensive et défensive; l'une des parties contractantes y apposa sa signature et son sceau, l'autre, ses emblèmes et ses marques. Nul homme blanc, sauf les Anglais, ne pouvait dorénavant construire des cabanes ou planter du blé sur les vastes terres des Cherokees. Ainsi s'éleva une nation qui devait servir de barrière aux Français. Les sept envoyés venus des montagnes du Tennessee, déjà émerveillés de l'immensité de Londres, ainsi que de la magnificence et de la discipline de l'armée anglaise, furent présentés à la cour; et là, lorsque le roi d'Angleterre déclara que leur territoire et tout le pays environnant étaient sa propriété, la surprise et l'inadvertance arrachèrent à l'un des chefs de guerre cette réponse irrévocable : « *To-eu-hah*, » — ou, c'est « une vérité très certaine; » la remise de plumes d'aigle confirma ses paroles (1730). La convention conclue promettait que l'amour coulerait toujours comme les rivières, — que la paix durerait aussi longtemps que les montagnes; c'est ce

qui s'observa fidèlement, au moins pendant une génération.

De toutes les puissances maritimes de l'Europe, ce fut principalement l'Espagne qui conçut de l'ombrage du progrès des établissements anglais et des alliances anglaises dans le Sud. Les questions à résoudre avec la France furent accompagnées de plus de difficultés. Le traité d'Utrecht abandonnait à l'Angleterre l'Acadie et la Nouvelle Ecosse « avec leurs anciennes frontières. » Des contestations s'élevèrent à ce sujet; mais la limite orientale même de la province du Massachusetts ne fut pas revendiquée sans débat. Quant au pays situé entre le Kennebec et la Sainte-Croix, un nouveau réclameur surgit dans les Abenakis. En 1716, la cour générale proclama que sa juridiction s'étendait jusqu'aux confins les plus reculés de la province; l'esprit d'entreprise des pêcheurs et des trafiquants de la Nouvelle Angleterre, que d'abord les convenances du commerce avaient fait bien accueillir, les poussa non seulement à redonner de la vie aux villages dévastés pendant la guerre, mais en outre à jeter les fondations de nouveaux établissements sur la rive orientale du Kennebec et à les protéger par des forts.

Les Peaux Rouges en prirent de l'alarme (1717-1720). Leurs chefs s'en allèrent, à travers les forêts jusqu'à Québec, demander si la France en effet avait fait abandon du pays, dont eux-mêmes étaient les maîtres légitimes; et comme Vaudreuil répondit que le traité mis en avant par les Anglais ne mentionnait pas le pays des Indiens, leur chef s'opposa aux prétentions du gouvernement du Massachusetts. « J'ai ma terre, » dit-il, « là où le Grand Esprit m'a placé; et tant qu'il restera un enfant de ma tribu, je combattrai pour la défendre. » La France ne pouvait pas conserver son influence par une alliance ouverte, mais les missionnaires français se

trouvaient à la tête de leurs néophytes. A Norridgewock, sur les rives du Kennebec, le vénérable Sébastien Rasles, le compagnon et le précepteur des sauvages pendant plus d'un quart de siècle, avait formé un village florissant autour d'une église qui, quoique bâtie au milieu du désert, montrait quelques prétentions à la magnificence. Ascète rigide, — ne faisant pas usage du vin, ne prenant pour toute nourriture que du maïs pilé, — observateur rigoureux des jours d'abstinence, il avait construit sa propre cabane, cultivé lui-même son jardin, il cherchait lui-même l'eau et le bois qui lui étaient nécessaires, il préparait sa propre bouillie, et, distribuant tout ce qu'il recevait, il donnait l'exemple de la pauvreté religieuse. Pourtant il s'appliquait à orner le sanctuaire érigé par lui dans ces forêts, persuadé que la foi du sauvage doit être excitée par des appels qui frappent les sens. Peintre lui-même, il avait décoré les humbles murs de son église de tableaux. C'était là que presque tous les jours il donnait ses instructions. Allant visiter ses élèves dans leurs wigwams, il savait tempérer l'esprit de dévotion par des entretiens familiers et des plaisanteries innocentes, et gagnait ainsi la domination des âmes par son pouvoir de persuasion. Il avait habitué une petite troupe d'une quarantaine de jeunes sauvages, revêtus de soutanes et de surplis, à l'assister dans les offices du culte et à chanter les hymnes de l'Eglise; et leurs processions publiques attiraient un grand concours de Peaux Rouges. Deux chapelles avaient été bâties près du village, — l'une dédiée à la Vierge et ornée de la statue de celle-ci en relief, — une autre à l'ange gardien; devant ces chapelles le chasseur venait marmotter ses prières, lorsqu'il se mettait en route vers la rivière ou les bois. Quand la tribu, à la saison des volailles sauvages, descendait vers le rivage de la mer, Rasles l'y suivait; et il y consacrait bien vite une petite chapelle décorée sur quelque îlot.



Le gouvernement du Massachusetts tenta à son tour d'établir une mission (1717); le ministre envoyé à cet effet se mit à tourner en dérision le purgatoire et l'invocation des saints, le signe de la croix et le rosaire. « Mes chrétiens, » répliqua Rasles, « croient aux vérités de la foi catholique, mais ne sont pas d'habiles controversistes; » lui-même prépara donc une défense de l'Église romaine. Calvin et Loyola se rencontraient ainsi dans les forêts du Maine. Mais le ministre protestant, incapable de lutter avec le jésuite dans l'affection des Indiens, s'en retourna à Boston, tandis que « le religieux restait, ce boute-feu de malheur. »

Plusieurs chefs avaient été pris, à l'aide d'un stratagème, par le gouvernement de la Nouvelle Angleterre et étaient détenus comme otages (1721). On avait payé, pour les remettre en liberté, une rançon convenue, et cependant ils n'étaient pas encore libres. Les Abenakis demandèrent alors que leur territoire fût évacué et les guerriers prisonniers rendus, sinon qu'ils exerceraient des représailles. Au lieu d'entamer des négociations, les Anglais s'emparèrent du jeune baron de Saint-Castin qui, étant métis, tenait à la fois une commission des Français et occupait chez les Indiens le rang de chef de guerre; puis, après avoir vainement engagé les sauvages à livrer Rasles, Wesbrooke mena au milieu de l'hiver des forces considérables contre Norrigewock pour se saisir du jésuite par surprise. Les guerriers s'étaient absentés pour la chasse; cependant le missionnaire fut averti assez à temps pour pouvoir s'échapper dans la forêt avec les vieillards et les infirmes (1722); aussi les envahisseurs ne purent-ils mettre la main que sur ses papiers. C'étaient des documents importants; car la correspondance avec Vaudreuil prouvait que la France nourrissait en secret l'espoir d'établir sa domination sur l'Atlantique. On trouva en outre son vocabulaire de la langue des Abenakis que

l'apôtre catholique avait composé et qui s'est conservé jusqu'à ce jour.

Ces procédés insultants amenèrent les Indiens à n'espérer de paix qu'en inspirant la terreur. A leur retour de la chasse, après avoir ensemencé leurs terres, ils résolurent de dévaster les établissements anglais sur le Kennebec. Ils envoyèrent des députés porter la hache et entonner le chant de guerre chez les Hurons de Québec et dans tous les villages des Abenakis. Les chefs de guerre se réunirent à Norridgewock, et l'œuvre de destruction commença par l'incendie de Brunswick.

Rasles avec son jugement éclairé prévint l'issue des événements. Les forts des Anglais ne pouvaient se laisser emporter avec les faibles ressources des naturels; « à moins que les Français ne se joignissent aux Indiens, » il regarda le pays comme perdu. Grand nombre de Peaux Rouges de sa mission se réfugièrent au Canada; il les avait suppliés de s'en aller; mais sur leurs sollicitations pressantes de partager leur fuite, le vieillard pressentant la ruine imminente de Norridgewock leur répondit : « Je n'envisage pas la vie comme une chose précieuse pour moi; ainsi je puis terminer avec joie le ministère que j'ai été chargé de remplir. »

Le gouvernement du Massachusetts adopta une résolution déclarant les Indiens de l'Est traîtres et brigands; et tandis qu'on levait des troupes pour la guerre, il stimula en outre l'énergie des particuliers, en offrant pour chaque chevelure indienne scalpée d'abord une prime de quinze livres et plus tard de cent livres.

L'expédition de Penobscot se fit sous les auspices publics (1723). Après cinq jours de marche à travers les bois, Westbrook avec sa compagnie tomba sur l'établissement indien, qui se trouvait probablement au dessus de Bungor, à Old Town. Il rencontra là un fort de soixante-dix yards de

longueur et de cinquante de largeur, parfaitement défendu par des palissades de quatorze pieds de hauteur, et renfermant vingt-trois maisons régulièrement bâties. Au côté sud, tout proche était la chapelle, longue de soixante pieds et large de trente, belle et bien arrangée au dedans comme au dehors, et au sud de celle-ci était située « l'habitation du religieux. » Les envahisseurs arrivèrent là le 9 mars à six heures du soir. Pendant la nuit ils mirent le feu au village et le lendemain au lever du soleil toutes les demeures étaient en cendres.

Deux fois on chercha en vain de s'emparer de Rasles. A la fin, le 23 août 1724, une troupe de partisans venue de la Nouvelle Angleterre atteignit Norridgewock sans être aperçue et échappa à toute découverte jusqu'au moment où elle fit une décharge de coups de fusil près des cabanes.

Il y avait dans ce moment environ cinquante guerriers dans la place. Ils saisissent leurs armes et s'avancent en tumulte au dehors, — non pour combattre, mais pour protéger la fuite de leurs femmes, des enfants et des vieillards. Rasles, averti du danger par leurs clameurs, court en avant pour sauver son troupeau et attire sur sa personne l'attention des assaillants; son espoir n'est pas déçu. Pendant ce temps-là les sauvages s'enfuient vers la rivière qu'ils traversent à gué ou à la nage; les Anglais, eux, pillent les cabanes et l'église, puis, sans se soucier de commettre quelque sacrilège, y mettent le feu.

Après le départ des vainqueurs, les sauvages revinrent soigner leurs blessés et ensevelir leurs morts. Ils trouvèrent Rasles frappé d'un grand nombre de coups, la chevelure scalpée, le crâne brisé à différents endroits, la bouche et les yeux remplis de boue; ils l'enterrèrent à la place où il avait coutume de se tenir devant l'autel.

Telle fut la mort de Sébastien Rasles, le dernier des mis-

sionnaires catholiques dans la Nouvelle Angleterre; ainsi périrent les missions des jésuites et leurs résultats, — les villages des Abenakis sémi civilisés et de leurs prêtres. Rasles était dans sa soixante-septième année et avait été trente-sept ans au service de l'église en Amérique. Il était naturellement robuste, mais les fatigues, l'âge, les jeûnes, l'avaient affaibli. Il connaissait plusieurs dialectes de l'Algonquin et avait rempli le rôle de missionnaire chez diverses tribus depuis l'Océan jusqu'au Mississipi. En 1721, le père de la Classe lui avait conseillé de revenir au Canada : « Dieu m'a confié ce troupeau, » — telle fut sa réponse; « j'en suivrai la fortune, heureux d'être immolé à son profit. » Dans la Nouvelle Angleterre il fut regardé comme le chef des Indiens insurgés; les membres de son ordre le pleurèrent comme un martyr et le glorifièrent dans son heureuse immortalité comme un saint. Le ministère français, voulant donner un exemple de patience, contint son indignation et compta que les commissaires communs nommés pour régler les frontières rétabliraient la tranquillité.

Le renversement des missions acheva la ruine de l'influence française. Les Anglais eux-mêmes étaient devenus fort habiles dans la manière de faire la guerre aux Indiens; aucun parti de guerre des Peaux Rouges ne déploya plus d'adresse ou d'héroïsme que le brave John Lovewell et ses compagnons. Deux fois les volontaires réunis sous ses ordres revinrent chargés de chevelures scalpées. Dans une troisième expédition (1725), étant tombé dans une embuscade dressée par une troupe d'Indiens Sacos plus considérable que la sienne, Lovewell perdit la vie à Frysburg, près d'une nappe d'eau qui a conservé son nom; et le petit cours d'eau qui l'alimente est encore connu des paisibles agriculteurs sous le nom de Battle Brook (le ruisseau du combat).

A la fin, les Indiens orientaux, désespérant de réussir,

instigués mais non soutenus par les Français, incapables de lutter ouvertement contre leurs adversaires et surpassés dans leur propre méthode de guerroyer, conclurent une paix (1726), qui fut solennellement ratifiée par les chefs indiens jusqu'au Saint-John et qui se maintint longtemps et fidèlement. L'influence commerciale remplaça l'influence religieuse, les comptoirs anglais se substituèrent aux missions françaises. La frontière orientale de la Nouvelle Angleterre était assurée.

A l'exception de la Nouvelle Angleterre, il n'y eut point ailleurs de collisions armées. La côte située entre le Kennebec et la Nouvelle Écosse avait toujours été regardée par les Français comme faisant partie de leurs possessions. Si le traité d'Utrecht était resté muet quant à cette prétention, les stipulations du traité relatives au pays des Iroquois semblaient exclure l'idée de toute juridiction française ; et cependant le bassin entier du Saint-Laurent était toujours envisagé comme compris dans les limites de la Nouvelle France. Le désert qui séparait les établissements des prétendants rivaux ne pouvait que contribuer seulement à différer les hostilités. En vertu du traité d'Utrecht, les sujets et alliés des deux nations pouvaient se fréquenter les uns les autres dans l'intérêt réciproque de leur trafic ; aussi un commerce actif reliait-il Albany et Montréal par l'intermédiaire des Iroquois chrétiens. Sous l'administration de Burnet, ce commerce fut prohibé ; et tandis que les marchands, dont les opérations se trouvaient interrompues, témoignaient les sentiments les plus amers et les plus hostiles, le New-York établit un port de commerce à Oswego (1722). Ce fut la première de cette série de mesures qui portèrent les limites des colonies anglaises dans la direction du Michigan et qui, dans l'opinion publique, annexèrent le Nord-Ouest à notre pays. En 1727, ce poste commercial se convertit en une forteresse,

en dépit du mécontentement des Iroquois et des protestations constantes de la France. C'était la route par laquelle l'Ouest fut mis à la portée des trafiquants anglais et par laquelle aussi les Miamis et même les Hurons de Détroit purent parvenir à Albany.

Il n'était pas facile de déterminer la limite de juridiction entre l'Angleterre et la France. Le Canada, en vertu de sa charte primitive, comprenait tout le bassin du Saint-Laurent; et la partie du Vermont et du New-York, qui est baignée par les affluents du Saint-Laurent, avait toujours été regardée par la France comme faisant partie du territoire canadien. La barque de Champlain était entrée dans le lac qui a rendu son nom familier, pendant le même été que Hudson avait remonté la North River. La Hollande n'avait jamais déposé les Français; or la conquête et l'abandon des Nouveaux Pays-Bas ne pouvaient transférer autre chose que les possessions hollandaises. Il n'y avait donc aucun acte antérieur au traité d'Utrecht qui manifestât de la part de la France l'intention de faire cession de ses droits. Dans un langage ambigu, le traité fit, à la vérité, mention « des Cinq Nations sujettes de l'Angleterre; » mais la diplomatie française n'interpréterait jamais une allusion à des hordes sauvages comme un abandon positif d'un territoire relevant du Canada. Le droit de la France sur la partie du New-York et du Vermont, qui se rattache au bassin du Saint-Laurent, dérivait donc de la découverte, de l'occupation, du langage uniforme et des actes de concession et des papiers d'état.

Comme les droits de découverte et de première occupation étaient clairement du côté des Français, les Anglais firent revivre et exagérèrent les droits des Cinq Nations. Pendant la lutte avec la France, sous le gouvernement de De la Barre, quelques uns des chefs de ces peuplades avaient attaché les armes du duc d'York à leurs places fortes; cet

acte fut invoqué comme une reconnaissance de soumission irrévocable vis-à-vis de l'Angleterre. Le traité de Ryswick fit de la situation au commencement des hostilités la base de l'occupation lors de la conclusion de la paix. Or, à l'ouverture de la guerre, le fort Frontenac avait été rasé, et le pays environnant, ainsi que Montréal même, se trouvait en ce moment dans la possession de Mohawks; de sorte que tout le Haut Canada fut déclaré être devenu, par le traité de Ryswick, partie du domaine des Cinq Nations et par conséquent placé sous la souveraineté de l'Angleterre.

Ce n'est pas tout. Au début de la guerre de la succession d'Espagne, les chefs des Mohawks et des Oneidas s'étaient montrés à Albany (1701); et les commissaires anglais, qui ne pouvaient produire aucun traité, avaient trouvé bon de mentionner dans leurs registres d'entrée, que les Mohawks et les Oneidas avaient placé leurs terres de chasse sous la protection des Anglais. Immédiatement on interpréta ces mots *terres de chasse* comme s'étendant jusqu'au lac Nipissing; et sur les anciennes cartes anglaises, cette vaste région est comprise dans les possessions de l'Angleterre, en vertu d'un acte de cession de la part des Iroquois.

Mais un traité, dont il n'existait point de document, ne pouvait guère être invoqué par les légistes anglais comme valant abandon de terres; le gouverneur Burnet se proposa donc d'obtenir la confirmation de pareille concession. Par conséquent, dans le traité conclu à Albany, en septembre 1726, l'octroi du pays des Iroquois à l'ouest du lac Érié et au nord des lacs Érié et Ontario reçut confirmation; et comme clause additionnelle, une bande de terre de soixante milles de largeur, s'étendant d'Oswego à la Cuyahoga River à Cleveland fut « soumise et concédée » par les sachems des trois tribus occidentales à « leur souverain maître, le roi Georges, » « pour être protégée et défendue par sadite

Majesté, dans l'intérêt des trois nations précitées. » Les chefs ne pouvaient communiquer aucune validité nouvelle au traité allégué de 1701 ; ils n'avaient point pouvoir de faire une cession de terre ; et ils ne se doutaient pas de la portée attribuée à leurs actes. Si la France avait renoncé à ses droits sur la partie occidentale du New-York, elle ne l'avait fait que par le traité d'Utrecht. Chaque nouvelle raison invoquée en faveur des prétentions de l'Angleterre renfermait l'aveu que les termes du traité étaient loin d'être explicites.

Quoi qu'il en soit, les Français ne se contentèrent pas simplement de présenter des remontrances contre ces tentatives de rogner leurs limites et de s'approprier leurs provinces. Étant entrés dans le lac Champlain, ils y érigèrent le fort de la Couronne. La garnison française stationnait d'abord sur le rivage oriental du lac, mais bientôt elle se retira à la Pointe, où au moyen de ses batteries elle défendait l'approche du Canada par eau et procurait de la sécurité à Montréal.

Le fort de Niagara avait déjà été relevé. Parmi les fonctionnaires officiels français, qui obtinrent de l'influence sur les Peaux Rouges en se conformant avec une heureuse facilité à la vie du désert, se trouvait Joncaire, l'agent chez les Indiens (1721). Pendant vingt ans il avait été chargé avec succès de négocier avec les Senecas. Il était devenu par adoption un de leurs citoyens et de leurs enfants, et à l'éducation d'un Français il joignait l'éloquence abondante d'un guerrier iroquois. « Je n'ai d'autre bonheur, » dit-il en plein conseil, « que celui de vivre avec mes frères ; » et il demanda la permission de se construire une habitation. « Il est un de nos propres enfants, » lui fut-il répondu ; « il peut construire où il veut. » Il s'établit donc au milieu d'un groupe de cabanes, à Lewiston, à l'endroit où La Salle avait élevé une

grossière palissade et où Denonville avait eu l'intention de fêter les fondements d'un établissement. Au mois de mai 1721, arriva dans ce lieu une troupe de Français pour prendre les mesures nécessaires à une station permanente; parmi eux se trouvaient le fils du gouverneur de la Nouvelle France, De Longueuil, de Montréal, et l'admirable Chaslevoix, le meilleur des anciens écrivains sur l'histoire d'Amérique. On résolut alors d'y construire une forteresse. Les Français ne se montrèrent pas indifférents à la vue des avantages de ce pays; ils remarquèrent la richesse du sol du New-York occidental, la magnificence des forêts, le charme et la fertilité des coteaux, la douceur du climat. « Une bonne forteresse en cet endroit, avec un établissement raisonnable, nous mettra à même, » — c'est ainsi qu'ils raisonnaient, — « de dicter la loi aux Iroquois et d'exclure les Anglais du commerce des fourrures. » Aussi, en 1726, quatre ans après que Burnet eut érigé le comptoir anglais d'Oswego, le drapeau de la France flotta-t-il sur le fort Niagara.

La forteresse de Niagara procura une sorte de surintendance du commerce avec l'intérieur le plus reculé du pays; si les fourrures descendaient par l'Ottawa, elles se dirigeaient directement sur Montréal; si elles suivaient la route des lacs, elles passaient par le portage des chutes. La région sans bornes dans laquelle on les recueillait ne connaissait d'autre juridiction que celle des Français, dont les canots de commerce traversaient en sécurité toutes les eaux, dont les chappelles d'écorce s'élevaient sur chaque rivage, dont les missions s'étendaient jusqu'au delà du lac Supérieur. Les impitoyables Foxes furent châtiés et chassés de leur ancienne résidence sur les bords de Green-Bay. Sauf la forteresse anglaise d'Oswego, la contrée tout entière baignée par le Saint Laurent et ses tributaires se trouva en possession de la France.

Les mêmes vues géographiques, les Français les appliquèrent à leur province de la Louisiane. Du côté de l'Espagne, à l'ouest et au sud, elle était destinée à s'étendre jusqu'au Rio del Norte ; et sur la carte publiée par l'Académie française, la ligne tirée de ce fleuve à la chaîne qui le sépare de la rivière Rouge suivait cette chaîne jusqu'aux Montagnes Rocheuses et puis descendait pour aller se perdre dans le golfe de Californie. Sur le golfe du Mexique il est certain que la France prétendait pousser jusqu'au Rio del Norte. Au nord-ouest, où elle se serait trouvée en collision avec les possessions de la compagnie de la baie d'Hudson, aucun traité, aucune commission ne semble avoir déterminé ses limites.

A l'est, la ligne de démarcation entre l'Espagne et la France était à mi-chemin entre la garnison espagnole de Pensacola et le fort que les Français avaient établi, en 1711, sur l'emplacement de la ville actuelle de Mobile ; vis-à-vis de l'Angleterre, la Louisiane était censée embrasser toute la vallée du Mississippi. Pas une des fontaines ne gazouillait à l'ouest des Alleghanys, sans être réclamée comme rentrant sous la domination française. La Louisiane s'étendait jusqu'aux sources de l'Alleghany et du Monongahela, du Kenawha et du Tennessee. « A un demi-mille de l'origine de la branche méridionale de la Savannah est le Herbert's Spring, qui coule vers le Mississippi ; les étrangers qui en buvaient quelques gouttes auraient pu dire qu'ils avaient goûté de l'eau de la France. »

Le gouvernement de la Nouvelle France, par la force de la centralisation, était à même d'agir avec promptitude ; aussi, avant que le gouvernement anglais ne pût tourner son attention sur les conséquences des événements, les Français avaient affermi leur influence sur les sources de l'Ohio.

En 1698, une fraction de Shawnees, irrités contre les Fran-

çais s'étaient établis à Conestogo ; en 1700, William Penn les admit comme faisant partie de la population de la Pennsylvanie ; ils se dispersèrent alors le long des affluents supérieurs du Delaware et de la Susquehannah. Vers 1724, les Indiens delawares, pour la facilité de trouver du gibier, émigrèrent vers les affluents de l'Ohio, et en 1728, les Shawnees les suivirent peu à peu. Ils se rencontrèrent bientôt avec les trafiquants canadiens ; Joncaire, le citoyen d'adoption de la nation des Senecas, s'ouvrit un chemin chez eux du lac Érié. Cet émissaire rusé invita leurs chefs à visiter le gouverneur de Montréal, et en 1730, ils descendirent en effet avec lui jusqu'à cet établissement. L'année suivante, un plus grand nombre d'entre eux y suivirent les premiers ; et les guerriers de la tribu se placèrent tout à fait sous la protection de Louis XV, après avoir, par fantaisie, arboré un drapeau blanc dans leur ville. Le bruit même se répandit qu'en 1731, les Français avaient construit de solides habitations pour eux. Le gouvernement du Canada leur envoya tous les ans des présents et des messages d'amitié, et poursuivit avec circonspection le projet de les détacher des Anglais.

L'extension dangereuse des prétentions françaises avait depuis longtemps attiré l'attention des colonies. Y résister fut le but des premiers efforts de Spotswood, qui espéra pousser la ligne des établissements de la Virginie assez loin vers l'ouest pour couper la chaîne de communication entre le Canada et le golfe du Mexique (1710-1711). Il fit donc explorer les défilés des montagnes, voulut pousser à fonder des établissements au delà, et chercha à concentrer dans sa province les bandes d'Indiens amis. Trouvant toute autre mesure inutile, il forma le plan d'une compagnie indienne de la Virginie qui, grâce aux avantages qu'elle retirerait d'un monopole du trafic, entretiendrait des forts dans la partie occidentale du pays. Contrarié par l'opposition arrêtée de la

population contre une compagnie privilégiée, il n'en fut pas moins ardent à résister aux empiétements des Français. Mais de Williamsbourg à Kaskaskia la distance était trop grande ; et quoique le droit de la Virginie pût se défendre par une marche d'un jour à travers les montagnes, cependant nulle résistance efficace ne devenait possible, tant que les postes des deux nations ne seraient pas plus rapprochés. Une solitude d'un millier de milles était une bonne garantie contre toute invasion réciproque.

Dans la province plus septentrionale de la Pennsylvanie, les mêmes préoccupations ne sommeillèrent jamais. En 1719, le gouverneur de la colonie appela instamment sur cet objet l'attention des lords du bureau du commerce ; il conseilla l'établissement par la Virginie d'un fort sur le lac Érié. Mais après l'émigration des Delawares et des Shawnees, James Logan, le doux et estimable secrétaire de la Pennsylvanie, ne put s'abstenir de faire des remontrances (1728) et de recommander au propriétaire de prendre garde aux desseins ambitieux de la France, qui s'étendait « jusqu'aux sources de tous les affluents de l'Ohio. » « Cela correspond, » ajoutait-il avec raison, « aux cinq degrés de longitude de cette province ; » le conseil fut également prié de songer à l'imminence du danger (1732).

Ce ne fut pas tout. Pendant l'automne de 1731, immédiatement après la fondation de Crown Point (la Pointe de la Couronne), Lozan rédigea un mémoire sur la situation des colonies anglaises, lequel fut communiqué par l'intermédiaire de Perry, membre du parlement anglais, à sir Robert Walpole. Malheureusement « le grand ministre et ceux qui l'entouraient étaient trop soucieux de leurs propres positions, pour prendre à cœur la moindre affaire concernant des pays si éloignés. »

L'Angleterre laissa donc les Français consolider leur

influence le long des rives de l'Allagham jusqu'à l'Ohio. Ils s'étaient déjà mis tranquillement en possession des trois autres grandes voies de communication entre le Saint-Laurent et le Mississipi; pour la puissance assurée de la route à suivre par le Fox et le Wisconsin, ils n'avaient d'autres adversaires que les Sacs et les Foxes; la route par Chicago, ils avaient continué à la fréquenter sans danger depuis le temps de Marguette; et un rapport sur les affaires indiennes rédigé par Lozan, en 1718, prouve que très anciennement ils se servaient du Miami des Lacs, où après avoir franchi l'endroit du portage d'environ 3 lieues, ils passaient le sommet du plateau et naviguaient ensuite sur un embranchement peu profond qui les conduisait dans le Wabash et l'Ohio. Sur cette ligne de communication les Français établirent un poste; et une partie considérable de la population de Vincennes fait remonter son origine à d'anciens émigrants du Canada. Cependant il n'a pas été possible de fixer avec précision la date de la fondation de Vincennes, pas plus que de Kaskaskia. Le héros dont cet endroit porte le nom termina ses jours en 1736. Cette route peut avoir été adoptée à une époque très reculée, après le retour de La Salle de l'Illinois; ce qui est certain, c'est qu'au commencement du siècle dernier elle était suivie. La tradition conserve le souvenir d'une délivrance de terres, faite en 1742; or ces terres, ayant été cédées pour l'usage des colons, n'auraient pu être concédées qu'après que le poste militaire se fut transformé, en grandissant, en un petit village de Canadiens français. Il semblerait qu'en 1716 la route était établie et assurée, conformément aux instructions venues de France par un poste militaire. L'année 1735, avancée par Volney comme la date probable de son origine, n'est point trop ancienne. Tel fut le commencement de la république d'Indiana. Les voyageurs, en passant par là lorsqu'ils se dirigeaient de Québec vers Mobile ou la Nouvelle-

Orléans, plantaient leurs tentes sur les rives du Wabash ; enfin, en 1742, quelques familles de pâtres résidant là obtinrent des naturels l'autorisation de faire paître leurs bœufs dans les prairies fertiles au dessus de la rivière Blanche.

Que la Louisiane s'étendit jusqu'à la source de l'Alleghany et comprit la chaîne du Laurier, les Grandes Prairies et toutes les rivières coulant vers l'Ohio, c'est ce qui le soir de la conclusion du traité d'Utrecht avait été formellement énoncé dans la concession royale du commerce de la province. Fatigué de tentatives infructueuses, Louis XIV avait assigné (1712) la faculté exclusive de trafiquer dans cette immense étendue territoriale à Antoine Crozat, marchand français, qui avait « réussi à devenir opulent au grand étonnement de tout le monde. » La Motte Cardillac, alors gouverneur royal de la Louisiane, devint son associé ; le propriétaire marchand et le fondateur de Détroit cherchèrent donc fortune dans la découverte de mines et dans des empiétements sur le monopole colonial de l'Espagne.

Cette dernière entreprise ne fut pas le moins du monde couronnée de succès. A peine les fonctionnaires de la nouvelle administration eurent-ils débarqué à l'île Dauphine, qu'on expédia un navire à Vera Cruz (1713) ; mais il ne lui fut pas permis de se défaire de sa cargaison. Le fanatisme commercial extrême de l'Espagne se trouva renforcé de la jalousie politique qui bientôt vint troubler les rapports entre les gouvernements de Madrid et de Paris, — pendant que l'occupation française de la Louisiane était elle-même envisagée comme un empiétement sur le territoire espagnol. Tous les ports espagnols du golfe du Mexique furent fermés aux bâtiments de Crozat.

On chercha ensuite à nouer des relations commerciales par terre. Si ces efforts s'étaient vus favorisés, ils n'auraient même pu réussir alors. Mais quand Saint-Denys, après avoir

renouvelé amitié avec les Natchitoches, eut remonté de nouveau la rivière Rouge et se fut frayé sa route d'un poste espagnol à l'autre, si habilement qu'il atteignit une forteresse dans le Mexique, l'emprisonnement, tel fut le résultat de son entreprise; ainsi même à travers le désert, la liberté du commerce était rigoureusement interdite.

Quant aux mines de la Louisiane, on en comptait (1714) toujours retirer « de grandes quantités d'or et d'argent; » pendant bien des années, la France se berça avec confiance de vagues espérances à ce sujet. Deux morceaux de minerai d'argent, laissés à Kaskaskia par un voyageur venant du Mexique, avaient été montrés à Cardillac comme provenant d'une mine de l'Illinois; celui-ci, tout fier de cette assurance apparente de succès, se hâta de se diriger vers la rivière; mais à son tour, il ne rencontra que désappointement,—car il trouva dans le Missouri abondance de minerai de plomb le plus pur, mais ni argent ni or.

Crozat n'effectua rien pour le progrès de la colonie. La seule prospérité dont elle jouissait était due à l'esprit d'entreprise d'humbles particuliers, qui avaient réussi à établir quelques échanges entre eux et les naturels et un petit commerce avec les établissements européens du voisinage. Ces faibles sources de bien-être se tarirent par suite du monopole sans profit, mais funeste du marchand parisien. Les Indiens étaient trop nombreux pour que ses agents pussent leur en imposer. Les Anglais s'accaparèrent peu à peu du trafic avec les naturels; et tous les Français de la Louisiane, sauf les employés de Crozat, fomentèrent une opposition contre ces privilèges. Crozat renonça à sa charte. Lorsqu'il l'avait obtenue, la Louisiane comptait vingt-huit familles françaises; en 1717, quand il en fit abandon, les troupes envoyées par le roi, réunies aux colons, ne faisaient pas monter le nombre des habitants de la colonie à plus de sept cents individus, y

compris les personnes de tout âge, de tout sexe et de couleur (1714-1717). Cette chétive population était répandue du voisinage des Creeks jusqu'aux Natchitoches. A l'origine de l'Alabama, à la jonction du Coosa et du Tallapoosa, on érigea (1714) avec le concours d'une troupe de Choctas le fort Toulouse, petit poste militaire, où l'on mit garnison. Après une courte période d'hostilités, causées en partie par l'influence des trafiquants anglais chez les Chickasas, le trop puissant Bienville échangea le calumet de paix avec le grand chef des Natchez (1716); et le fort Rosalie, bâti principalement par les naturels, servit à protéger dans leur village l'établissement commercial des Français. Tel fut le commencement de la villa de Natchez. Elle prend rang, dans la vallée du Mississippi, au point de vue de l'ancienneté, parmi tous les établissements situés au sud de l'Illinois.

Le monopole de Crozat se termina par l'abandon qu'il en fit. Les mines, le commerce, l'étendue illimitée de la Louisiane, on invoqua alors tout cela pour soulager les charges et renouveler le crédit de la métropole. L'esprit humain est plein de confiance; les hommes en masse ont toujours foi dans l'approche de temps meilleurs; l'humanité abonde en espérance. La vallée du Mississippi enflamma l'imagination des Français; anticipant sur l'avenir, la nation française regarda l'opulence certaine des âges futurs comme à sa portée immédiate; et John Law, qui possédait la confiance entière du régent, obtint la surintendance générale du commerce de la Louisiane et du Canada.

La dette que Louis XIV avait léguée à son successeur excédait encore, après des réductions arbitraires, deux mille millions de livres; et pour en payer l'intérêt annuel montant à quatre-vingt millions, le surplus des revenus de l'État ne s'élevait pas à plus de neuf millions. La garantie nationale présentait donc beaucoup d'incertitude et les

charges de la nation surpassaient ses ressources. Dans ce moment de crise, John Law proposa au régent un système de crédit qui libérerait l'État de son énorme fardeau, non par des emprunts, dont il faut payer l'intérêt, — non par des impôts qui seraient onéreux pour le peuple, — mais par un mécanisme qui attirerait tout l'argent de la France comme gage. C'était la persuasion de Law, que la monnaie courante d'un pays n'est que le signe de sa richesse en circulation; que ce signe n'a pas besoin de posséder en lui-même une valeur intrinsèque, et peut se fabriquer, non seulement au moyen de métaux frappés au coin, mais avec des écailles ou du papier; que, au lieu de laisser l'or et l'argent constituer les seuls agents de circulation, la richesse d'une nation peut tout d'un coup s'accroître indéfiniment par une diffusion arbitraire de papier; que le crédit consiste dans l'excédant de la circulation sur les ressources immédiates; et que l'utilité du crédit est en raison directe de cet excédant. Appliquant ces maximes à toute la France, il conçut petit à petit le projet follement gigantesque de rassembler tout l'or et l'argent du royaume dans une banque. D'abord avec sa banque privée, qui avait un capital nominal de six millions de livres dont une partie payable en effets du gouvernement, il émit des billets avec modération; et comme le gouvernement despotique de la France avait arbitrairement modifié la valeur de son coin, les effets de Law étant payables en argent monnayé d'un étalon invariable quant au poids et à la pureté, rapportèrent une légère prime. Quand Crozat renonça au commerce de la Louisiane, son monopole fut transféré à la compagnie de l'Ouest, mieux connue sous le nom de compagnie du Mississippi et fondée sous les auspices de Law. Le capital de la société était fixé à deux cent mille actions de cinq cents livres chacune, payables en certificats quelconques de la dette publique. Ainsi près de cent mil-

lions des fonds publics les plus dépréciés se trouvèrent subitement absorbés. Le gouvernement transformait de cette façon le caractère de ses obligations, qui d'engagements vis-à-vis de particuliers devenaient des engagements vis-à-vis d'une compagnie privilégiée, de sa propre création. Au moyen de la banque de Law, les intérêts de la dette se soldèrent ponctuellement; par suite, les certificats de la dette, étant reçus en paiement pour former le capital, montèrent rapidement d'une dépréciation des deux tiers au pair. Quoique l'engagement de la banque dans les hasards des opérations d'une compagnie commerciale fût un présage du sort réservé au « système, » le crédit public parut restauré, comme par miracle. Le mauvais succès de La Salle, d'Iberville et de Crozat, la non réussite des longues recherches des mines de Sainte-Barbe, étaient chose notoire; cependant les fables sur les richesses de la Louisiane se reproduisirent; on avait vu des lingots d'or de cette contrée à Paris. Le rêve d'un fertile empire, avec ses plantations, ses manoirs, ses cités et ses quais pleins d'animation, un monopole du commerce dans toute l'Amérique française du nord, le produit assuré des plus riches mines d'argent et montagnes d'or, se confondaient dans l'imagination des Français avec la perspective illimitée de trésors incalculables. Le régent qui voyait s'ouvrir devant lui des ressources sans fin, — la noblesse, les gens d'église, qui se disputaient les faveurs de l'institution privilégiée, — les agioteurs, qui comprenaient des ducs et des pairs, des maréchaux et des évêques, des femmes de qualité, des hommes d'État et des courtisans, — tous, avides de profiter de la hausse soudaine et indéfinie des fonds publics, conspiraient pour proclamer Law comme le plus grand homme de son temps.

Ce fut en septembre 1717 que la compagnie de l'Ouest obtint sa concession. Le 25 août de l'année suivante, après

un long mais heureux voyage, la *Victoire*, la *Duchesse de Noailles* et la *Marie*, transportant huit cents émigrants dans la Louisiane jetèrent l'ancre près de l'île Dauphine et l'on chanta un Te Deum. Au milieu de l'été de 1718, Bienville, en descendant le Mississipi, ayant déjà fait choix sur les rives du fleuve d'un emplacement pour la capitale du nouvel empire; cette ville promise reçut le nom de Nouvelle-Orléans, du prince qui niait Dieu et « tremblait devant une étoile, » du régent dissolu mais généreux de France. Au lieu de remonter la rivière, les émigrants débarquèrent sur les sables clairs de l'île Dauphine, pour se frayer ensuite un chemin comme ils le pourraient vers les terres qui leur avaient été concédées. Les uns périrent par défaut d'esprit d'entreprise, les autres sous l'influence du climat; d'autres enfin furent plus heureux grâce à leur indomptable énergie. Le Canadien Du Tissecnat, s'étant procuré une boussole, et ayant pris une escorte de quatorze Canadiens, se rendit hardiment de l'île Dauphine à Québec, en suivant la rivière de Mobile, puis s'en retourna sur les bords du Mississipi avec sa famille. Les colons de la Louisiane qui réussirent le mieux furent les robustes émigrants du Canada; ils n'emportaient rien avec eux qu'un bâton et les habillements grossiers dont ils se couvraient habituellement.

Parmi les nouveaux émigrants venus de France quatre-vingts condamnés furent envoyés dans les taillis qui couvraient Nouvelle-Orléans, pour y préparer un espace convenable à quelques tentes et quelques cabanes. Au bout de plus de trois années, l'endroit formait encore une espèce de désert, où deux cents personnes parties pour construire une ville campaient tout simplement au milieu des buissons de roseaux. Et pourtant le voyageur éclairé regardait l'Amérique comme une heureuse contrée, comme une terre où le patriote n'avait à soupirer sur aucune décadence, n'avait à

ressentir aucune douleur en présence de la moindre ruine d'un âge plus prospère; jetant un regard joyeux dans l'avenir, il prévoyait l'opulence et la grandeur de la ville destinée à devenir l'entrepôt de la plus magnifique vallée du monde. En attendant, les émigrants de la Compagnie, quoique, pendant l'hiver de 1718, un de leurs navires eût fait voile sur le fleuve, continuèrent aveuglément à débarquer sur la misérable côte; et même en 1721, Bienville aussi établit une seconde fois le quartier général de la Louisiane à Biloxi.

Sur ces entrefaites Alberoni, le ministre remuant de l'Espagne, avait, contrairement aux intérêts de la France et de l'Espagne, engagé les deux pays dans une guerre et de Serigny arriva au mois de février 1719 avec l'ordre de prendre possession de Pensacola. C'était la baie appelée Ancluse à l'époque de De Soto (1688), puis plus tard Sainte-Marie et Sainte-Marie de Gelve (1693). En 1696, don Andrés de Arriola y avait fait construire sur le rivage un fort, une église et quelques maisons, et cela dans un endroit sans commerce ni agriculture, ni sans travail productif d'aucune sorte. Par la prise de ce fort (1719), qui se rendit après cinq heures de résistance, les Français espéraient étendre leur domination le long du golfe du Mexique, du Rio del Norte à l'Atlantique. Mais au bout de quarante jours les Espagnols recouvrèrent la ville et essayèrent à leur tour de s'emparer des postes français de l'île Dauphine et du Mobile. Au mois de septembre les Français reprirent de nouveau Pensacola, qui, en vertu du traité de 1721, retourna à l'Espagne. La nouvelle de la paix fut accueillie à Biloxi avec une joie inexprimable.

Pendant la durée des hostilités (1720), La Harpe, dans une lettre au gouverneur espagnol le plus rapproché, avait réclamé « le Texas jusqu'au Del Norte, comme faisant partie de la Louisiane. » La France était bien faible pour étendre ses colonies si loin vers l'Ouest; mais ses droits paraiss-

saient si évidents, qu'en temps de paix, on renouvela la tentative d'occuper ces contrées (1722). Cette seconde tentative de Bernard de La Harpe, de fonder une colonie près de la baie de Matagordu, n'eut d'autre résultat que d'exciter les naturels contre les Français et de pousser les Espagnols à prendre pied dans le pays au moyen d'un fort. La France n'en continua pas moins à envisager toujours l'embouchure du Del Norte comme la limite occidentale de la Louisiane sur le golfe du Mexique et cette prétention reçut sa sanction de la part des géographes anglais.

Mais un changement s'était opéré dans les destinées de la Compagnie du Mississippi. Par suite de sa fusion avec la banque de Law, ses premiers essais de colonisation s'étaient dirigés avec une prodigalité imprévoyante. Les plus riches prairies, les campagnes les plus attrayantes de la vallée méridionale du Mississippi avaient été concédées à des compagnies ou à des particuliers, qui cherchaient des principautés dans le Nouveau Monde. Ainsi on avait compté qu'au moins six mille colons blancs s'établiraient dans la Louisiane. Law lui-même s'était fait concéder sur l'Arkansas une de ces vastes prairies, dont les flots de verdure, se perdant dans le lointain, viennent à se confondre avec l'azur du ciel. Là il forma le projet de fonder une ville et des villages (1719); ses premières dépenses montèrent rapidement à un million et demi de livres; par l'intermédiaire de la compagnie qu'il dirigeait et qui possédait le monopole du commerce des esclaves pour les colonies françaises, il avait acheté trois cents nègres; des artisans français et une foule d'émigrants allemands s'étaient engagés à son service, ou comme ses tenanciers; ses agents prodiguaient les dons aux tribus avec lesquelles ils fumaient le calumet. Pourtant lorsqu'en 1727 un jésuite arriva dans ces lieux, il n'y trouva que trente Français dans le besoin, que leur patron avait abandonnés et qui

n'avaient pour toute consolation que la douceur du climat et l'incomparable fertilité du sol. Le déclin de la Louisiane était la conséquence de la crise financière en France.

Au mois de janvier 1719, la banque de Law devint, à la suite des négociations avec le régent, la banque de France ; et le gouvernement qui exerçait, pour ainsi dire, le pouvoir législatif le plus absolu, travailla à donner la plus large extension possible à ce qu'on appelait le crédit. « Law aurait pu déterminer à son gré l'intérêt de l'argent, la valeur des fonds publics, le prix du travail et de la production. » La lutte entre le papier et les espèces commença à éclater, — le premier soutenu par le pouvoir despotique, les seconds faisant appel au sens commun. Dans l'espace de quatre ans, une suite de décrets changèrent la valeur relative de la livre, pas moins de cinquante fois, et cela pour que, par dégoût de ces fluctuations, on accordât la préférence au papier à un taux fixé. Tous les impôts devaient se payer en papier ; à la fin le papier servit d'offre légale pour tous les paiements. Pour attirer le peu d'or et d'argent thésaurisé par les classes les plus humbles de la société, on mit en circulation de petits billets, des billets n'excédant pas même dix livres. L'acquisition de la banque par le gouvernement rencontra moins d'opposition, quand un second plan fut proposé pour en recueillir les résultats. Deux espèces de papier, — des billets payables à vue et des certificats de capital, — furent émises ensemble pour le public ; et l'on forma le projet étonnant de payer la dette publique en billets de banque, pour l'absorption desquels de nouvelles actions de la Compagnie du Mississipi, sous son titre de Compagnie des Indes, étaient constamment créées et offertes en vente. Les espérances les plus folles s'entretenaient par l'abandon successif à la société de monopoles additionnels, — tels que ceux de la traite des noirs, du trafic de la mer des Indes, de la vente du tabac,

des profits de la monnaie royale, du produit du fermage de tous les revenus de la France, — si bien que la promesse d'un dividende de quarante pour cent, venant d'une compagnie qui avait sous sa garde toutes les ressources et qui retirait le bénéfice de tout le commerce de la France, inspira de la confiance, et que les actions qui pouvaient s'obtenir d'abord par le paiement d'un versement de cinq cents livres, s'élevèrent au taux de mille pour cent. L'avidité devint une frénésie, une folie qui s'empara de tous les membres de la famille royale, des gens de lettres, des prélats, des femmes. De bonne heure le matin la bourse s'ouvrait au bruit du tambour et au son de la cloche et elle se fermait le soir sans pouvoir calmer la soif du gain. Douter des richesses de la Louisiane, c'était provoquer la colère; la Nouvelle Orléans était renommée à Paris comme une ville magnifique, avant pour ainsi dire qu'on n'eût commencé à y couper les buissons de roseaux. L'hypocrisie de mœurs, qui pendant la vieillesse de Louis XIV avait transformé la religion en mode, se dépouilla au point de devenir du libertinage, et les plaisirs licencieux accompagnèrent une cupidité non moins effrénée. Ainsi le régent en achetant directement à la compagnie une action pour cinq cents livres était capable de la revendre à un grand bénéfice, peut-être pour cinq mille. Le créancier de l'État payait réellement dix livres de la dette publique pour une livre de capital, et au lieu de conserver des garanties du gouvernement devenait actionnaire d'une compagnie sans consistance. De cette manière, dans l'intervalle de seize mois, plus de deux mille millions de billets furent émis; et la mère du régent pouvait écrire que « toutes les dettes du roi étaient payées. » Les folies de l'agiotage ne firent que s'accroître en présence du discrédit latent qui frappait les actions comme les billets; on achetait du capital, parce qu'on craignait la fin du système du papier et parce qu'avec

les billets on ne pouvait rien acheter d'autre. La fraude devenait manifeste; le parlement protesta en disant que ce système dépouillait les particuliers des trois cinquièmes de leur revenu. Pour étouffer le doute, Law qui s'était converti au catholicisme, fut nommé contrôleur général (1720); et le nouveau ministre des finances compléta le triomphe du papier par un décret, défendant à toute personne ou corporation d'avoir entre les mains plus de cinq cents livres en espèces; le surplus devait s'échanger contre du papier; de plus tous les paiements, sauf ceux des sommes inférieures à cent livres, devaient s'effectuer en papier. La terreur et la crainte des délateurs firent arriver à la banque quarante-quatre millions en trois semaines. Au mois de mars, un décret du conseil fixa la valeur du capital de la compagnie à neuf mille livres pour une action de cinq cents et défendit à certaines corporations de placer de l'argent nulle part ailleurs; toute circulation d'or et d'argent, sauf pour échange, était interdite; tous les paiements devaient s'opérer en papier, sauf pour les sommes inférieures à dix livres. Celui qui aurait essayé de convertir un billet en espèces se serait exposé à voir ses espèces confisquées et à se voir soi-même condamné à l'amende. La confiance disparut, et au mois de mai la banqueroute fut avouée par un décret qui réduisit de moitié la valeur des billets de banque. Quand on est grandement dans l'erreur et surtout quand on a embarqué sa fortune là dessus, on ferme opiniâtrement les yeux à la lumière. Il en fut ainsi du peuple français; il resta fidèle à ses illusions, jusqu'à ce que la France fût appauvrie, le crédit de l'État et des particuliers ruiné, le revenu des capitalistes anéanti et le travail laissé sans emploi, — pendant qu'au milieu du désastre universel des classes moyennes, un petit nombre de spéculateurs circonspects se glorifiaient de leurs injustes acquisitions et des immenses richesses dont ils jouissaient.

Telle fut l'issue du fameux système de Law, qui laissa au monde une leçon dont le monde fut lent à profiter ; — c'est que l'accroissement de la circulation réveille l'industrie, aussi longtemps que cet accroissement continue, car alors les prix s'élèvent et toute espèce de travail se voit rémunéré ; que si ce développement découle de causes artificielles, il doit rencontrer des obstacles et être suivi d'une réaction ; que si la réaction commence, les hauts prix rémunérateurs déclinent, le travail ne réussit plus à trouver d'équivalent, et tous les maux opposés aux avantages antérieurs éclatent ; que, par conséquent, toute expansion artificielle de la circulation, — toute expansion qui ne repose que sur le crédit seul, est une source de désappointement et finalement de perte pour la société et ne rapporte de bénéfices à personne, sauf à ceux qui sont assez habiles pour lire dans l'avenir et pour profiter des fluctuations qui surviennent. Le chancelier d'Aguesseau, qui avait été démis de sa charge parce qu'il s'était montré défavorable au système, se vit réintégré, après une retraite de courte durée, dans de plus grands honneurs qu'auparavant, et son nom survit dans la mémoire du monde comme celui d'un homme d'État tolérant et incorruptible, — tandis que ceux qui se courbèrent devant la vanité sans frein et les promesses de Law n'échappèrent à l'infamie que par l'oubli.

La chute de Law coupa brusquement court à toute nouvelle dépense pour la Louisiane. Heureusement qu'une colonie y était déjà établie, destinée à surmonter tous les dangers, en dépit de la défaveur qui s'attachait en France à cette contrée. Au lieu de splendides visions d'opulence, le public désenchanté ne voulait plus songer qu'aux marais insalubres qui servaient de tombe aux émigrants ; le nom seul de Louisiane inspirait le dégoût et la terreur. La garnison du fort Toulouse se révolta (1722) ; et vingt-six soldats désér-

tèrent vers les établissements anglais de la Caroline. Surpris par Villemont, à la tête d'une troupe de Choctas, ces malheureux furent en partie massacrés, en partie conduits à Mobile et exécutés. Le désert même ne pouvait adoucir la barbarie de la discipline militaire.

L'Alabama avait servi de ligne favorite de communication avec le Nord. Par suite de la plus grande facilité de rapports de Mobile avec la mer, cet endroit resta un poste principal; mais, au mois d'août 1723, Bienville transporta ses quartiers à la Nouvelle Orléans. Ainsi le point central de la domination française, après avoir flotté entre l'île Navire et l'île Dauphine, les baies de Biloxi et de Mobile, s'établit finalement sur les rives du Mississippi et les émigrants pour l'Arkansas se groupèrent dans des plantations situées le long du fleuve dans le voisinage de la Nouvelle Orléans.

Le villages des Natchez, établis au milieu des pays les plus fertiles du Sud-Ouest, s'élevaient près des rives du Mississippi. Chacun d'eux se faisait remarquer par un sanctuaire pour les morts. Dans cet édifice consacré, de forme ovale, ayant une centaine de pieds de circonférence, — simple hutte du reste, sans fenêtre et avec une ouverture basse et étroite sur le côté pour toute porte, — s'entassaient les fétiches les plus précieux de la tribu, dont quelques-uns moulés en argile et cuits au soleil. Là également se recueillaient les ossements des morts; des gardiens désignés y entretenaient un feu perpétuel, comme pour réchauffer, éclairer et réjouir les personnes défuntes. Sur les palissades environnant cet édifice qu'on a qualifié de temple, se disposaient les trophées horribles de la victoire. Il arriva un jour que, pendant un de ces orages, comme il en éclate parfois dans ces régions, qui confondent les éléments, ébranlent les forêts et remuent les cœurs des plus braves, la foudre atteignit le bâtiment sacré et y mit le feu; sept ou huit mères

lancèrent alors, aux applaudissements des tribus frappées de terreur, leurs enfants dans les flammes, pour calmer la puissance inconnue du mal.

Le grand chef de la nation était révééré comme étant de la famille du soleil et il pouvait faire remonter avec certitude son origine à des ancêtres nobles; car le pouvoir se transmettait par hérédité dans la ligne féminine exclusivement. Tout près du temple, sur une éminence de terre artificielle, se trouvait la hutte du Grand Soleil; alentour venaient se grouper les cabanes de la tribu. C'est là que pendant un nombre d'années inconnu le sauvage avait librement murmuré ses paroles d'amour; obtenu sa fiancée en l'achetant au père de celle-ci; placé sa confiance dans ses manitous; s'était tourné au point du jour vers l'Orient pour saluer et adorer les rayons du matin; avait écouté les révélations des songes; invoqué l'assistance des sorciers pour danser la danse-remède; complété ses titres d'honneur par des prouesses de guerre; torturé et brûlé ses prisonniers. Là étaient les champs où, au printemps, toute la tribu se rendait pour cultiver le maïs et la vigne; là se célébraient les fêtes joyeuses lors de la récolte de la moisson; là, sur des amphithéâtres naturels, les conseils se réunissaient, les ambassades étaient reçues et le calumet de la réconciliation se transmettait avec une pompe solennelle de bouche en bouche. Là les morts étaient revêtus de leur plus magnifique appareil; les petites corbeilles de vivres se mettaient à part pour leur nourriture, pendant le premier mois qui suivait le décès; le *Requiem* se chantait sur leurs ossements par les femmes en habits de deuil; là encore, quand un grand chef mourait, on étranglait les personnes du même âge, pour qu'elles pussent lui servir d'escorte dans le royaume des ombres.

Nulle part ailleurs le pouvoir du grand chef n'était plus voisin du despotisme. La race des nobles était si distincte,

que l'usage avait moulé la langue en formules de respect. Sous d'autres rapports, il n'y avait pas plus de culture chez les Natchez que chez les Choctas; et leurs mœurs différaient à peine de celles des tribus du Nord, sauf les modifications résultant du climat.

Les Français, cantonnés chez les Natchez, convoitaient leur territoire; le commandant Chopart, entraîné par une avidité brutale, exigea comme plantation l'emplacement même de leur principal village. Ils écoutèrent les conseils des Chickasas; ils persuadèrent en partie les Choctas et l'on concerta un massacre général des envahisseurs. L'arrivée de la Nouvelle Orléans de barques chargées de marchandises hâta le soulèvement des Natchez. Le 28 novembre 1729 au matin, l'œuvre de sang commença et avant midi presque tous les Français de la colonie étaient massacrés.

Le Grand Soleil s'étant assis dans le magasin de la Compagnie, se mit à fumer le calumet avec satisfaction, pendant qu'on apportait à ses pieds la tête de Chopart. On rangea en ordre l'une après l'autre autour de celle-ci les têtes des principaux fonctionnaires du poste, tandis qu'on jetait au dehors leurs corps en proie aux chiens et aux buses. A cette époque le jésuite Du Poisson était le missionnaire désigné pour visiter les Arkansas. Deux ans auparavant il avait suivi le Mississipi en partant de la Nouvelle Orléans. Sur chacune des plantations les plus voisines qu'il aperçut dans son voyage, des troupes de soixante nègres avaient déjà réussi à cultiver le maïs, le tabac, l'indigo et le riz. Ses compagnons, pendant le trajet, tantôt tiraient la barque le long du rivage, tantôt luttaient contre le courant à force de rames. La nuit ils se disposaient un abri en étendant une toile grossière par dessus des branches d'arbre entassées sur la rive fangeuse; ou bien, attachant solidement leur barque à quelque masse de bois flottant, qui couvrait plusieurs quarts d'acre

et qui dans sa descente sur le fleuve s'était embarrassée dans des racines d'arbres renversés, sans être entièrement détachés du sol, ils allumaient leur feu du soir sur cette espèce de radeau même et y préparaient leur repas ; — ils l'y préparaient joyeusement, surtout quand le chasseur de la bande avait eu la chance de tuer un daim ou un ours ; d'autres fois, s'épuisant à traverser la vase, et les forêts, et les roseaux, ils se frayaient un chemin jusqu'à la cabane de quelque petit chef et recouraient à l'hospitalité des Peaux Rouges habitant ces marais ; tantôt encore, comme à Point Coupée, ils allaient à la recherche de l'humble demeure de quelque colon français, qui, au milieu des forêts gigantesques, avait élevé une cabane sur pilotis, pour la garantir des inondations du fleuve ; — là, à côté de l'immense activité du règne végétal, un surveillant et quelques nègres montraient les chétifs efforts de l'homme pour maîtriser la nature, contrastant avec la majesté du grand cours d'eau, dont les flots débordaient et dont les dépôts d'alluvion fertilisaient la vaste étendue des bas terrains. C'est ainsi que le pèlerin avait remonté le Mississippi, tantôt en buvant au moyen d'un chalumeau les eaux troubles mais salubres ; tantôt goûtant les raisins sauvages encore verts des vignes qui croissent près des rives ; tantôt se dérochant aux nuées de moustiques derrière une tente où l'on étouffait ; tantôt suivi dans la barque d'une légion d'insectes, et lorsqu'il passait près d'un taillis de saules ou d'un buisson de roseaux, accablé par une autre ; à la fin il atteignit les prairies désignées pour les plantations de Law et il fuma le calumet avec les tribus les plus méridionales du Dahcotas. Voulant former un établissement près des bords du Mississippi, il avait touché à Natchez, en quête de conseils, y avait prêché le premier dimanche de l'Avent, visité les malades et revenait avec l'hostie de la cabane d'un moribon, quand lui aussi fut jeté

à terre et décapité. Les Arkansas, ayant appris sa mort, firent vœu de la venger par des représailles qui jamais ne cesseraient. Du Codé, commandant du poste situé chez les Yaroos, qui avait tiré le glaive pour défendre le missionnaire, fut lui-même tué d'une balle de mousquet et scalpé, parce qu'il avait de beaux et longs cheveux. Le planteur De Koli, Suisse de naissance, un homme des plus estimables, plein de zèle pour la colonie, était venu avec son fils prendre possession d'une langue de terre sur la crique de Sainte-Catherine; tous deux périrent également d'un coup de feu. Le missionnaire capucin envoyé chez les Natchez avait eu la chance d'être absent quand le massacre commença; en revenant il fut atteint d'une balle près de sa cabane et un esclave nègre périt à ses côtés. Deux blancs, tous deux artisans, et eux deux seulement, furent sauvés. Le nombre des victimes fut reconnu s'élever à deux cents. On épargna les femmes pour les employer aux travaux domestiques; les enfants également, on les retint en captivité. Quand l'œuvre de mort fut accomplie, le pillage et les festins commencèrent.

Le bruit de cet événement répandit l'épouvante à la Nouvelle Orléans. On envoya des messagers en porter la nouvelle aux Illinois, en suivant la rivière Rouge, puis chez les Choctas et les Cherokees. Chaque maison fut approvisionnée d'armes; la ville, on la défendit par un fossé. Le danger apparaissait de tout côté. Les nègres, dont le nombre était d'environ deux mille, presque le double du chiffre des Français, montraient des symptômes de révolte. Mais le brave et audacieux Le Sueur se rendit chez les Choctas, toujours prêts à entreprendre des expéditions, obtint leur assistance et se fit suivre à travers le pays de sept cents de leurs guerriers. Les forces des Français se réunirent sur le fleuve et furent placées sous les ordres de Loubois.

Le Sueur arriva le premier dans le voisinage des Nat-

chez (1730). Ceux-ci, ne s'attendant pas à une attaque, célébraient des fêtes, dont les dépouilles des Français faisaient les frais. Ivres de leur victoire et enflés de leurs succès, ils se livrèrent au sommeil, dans la soirée du 28 janvier, avec l'insouciance habituelle des enfants du désert. Le lendemain matin, au point du jour, les Choctas firent irruption dans leurs villages délivrèrent leurs captifs et ne perdirent que deux hommes, tandis qu'ils emportèrent soixante chevelures et firent dix-huit prisonniers.

Le 8 février arriva Loubois, qui compléta la victoire. Quelques Natchez s'enfuirent et allèrent se réfugier chez les tribus avoisinantes; le reste de la nation franchit le Mississipi et se rendit dans les environs des Natchitochas. Ils s'y virent poursuivis et, partie par stratagème, partie par force, leur place de refuge fut prise (1731). Quelques-uns s'enfuirent encore plus loin vers l'Ouest. Quant aux débris dispersés de la peuplade, les uns restèrent chez les Chickasas; les autres trouvèrent un asile chez les Muskhogees. Le Grand Soleil et plus de quatre cents prisonniers furent embarqués pour Hispaniola, puis vendus comme esclaves (1732).

C'est ainsi que périt la nation des Natchez. Leur langue spéciale, — qui s'est toujours conservée chez les descendants des fugitifs et qui est peut-être actuellement sur le point de s'éteindre, — leur culte, leur division en nobles et plébéiens, et leurs rites funéraires sanglants, — appelant les conjectures et cependant ressemblant si fort par leur caractère aux usages distinctifs des autres tribus, qu'ils ne font qu'irriter la curiosité sans la satisfaire.

Les frais de la défense de la Louisiane excédant les revenus de son commerce et des concessions de terres, la Compagnie des Indes qui cherchait à s'enrichir par les conquêtes ou bien à trafiquer sur la côte de Guinée et dans l'Indostan, sollicita l'autorisation d'abandonner les déserts du Missis-

sipi; le 10 avril 1732, la juridiction sur la Louisiane et la direction de son commerce firent retour à la couronne de France. La Compagnie avait conservé la possession de cette contrée pendant quatorze ans, et ces années furent les seules années de prospérité relative pour la colonie. Les folles espérances conçues dans le commencement se calmèrent dès que les émigrants en eurent touché le sol, et les émigrants une fois établis prirent soin d'eux-mêmes. En 1735, le Canadien Bienville reparut pour prendre le commandement au nom du roi.

Le premier soin de la Couronne fut de consacrer sa suprématie sur toutes les frontières de la Louisiane. Les Chickasas étaient les ennemis redoutés de la France; c'étaient eux qui avaient poussé les Natchez à répandre le sang et à semer la destruction; c'étaient eux dont les barques de pin, lancées hardiment sur le Mississipi, interrompaient les communications entre Kaskaskia et la Nouvelle Orléans. C'est ainsi qu'ils maintenaient leur indépendance sauvage et qu'ils affaiblissaient la domination française en la divisant. Aucun établissement sur la rive orientale du Mississipi n'offrait de sécurité; et de Natchez, ou même du voisinage de la Nouvelle-Orléans à Kaskaskia, il n'en existait point. En outre, les trafiquants anglais de la Caroline étaient les bienvenus dans leurs villages. Bien plus, décidés dans leur haine, les Chickasas avaient même essayé de détourner les Illinois de leur attachement pour la France et d'extirper la domination française dans l'Ouest. Mais les envoyés cuivrés du Nord descendirent à la Nouvelle Orléans et présentèrent la pipe d'amitié. « Voici, » dit Chicago à Perrier, en concluant une alliance offensive et défensive, « voici le calumet de paix ou de guerre. Vous n'avez qu'à parler, et nos braves frapperont les nations qui sont vos ennemies. »

Pour assurer la vallée orientale du Mississipi, il était

nécessaire de réduire les Chickasas; aussi, près de deux ans se passèrent en préparatifs pour cette entreprise. Enfin, en 1736, toutes les forces de la colonie du sud, d'Artaguet et les troupes placées sous son commandement dans l'Illinois, probablement aussi celles du Wabash se dirigèrent vers le pays des Chickasas, pour s'y réunir le 10 mai. Le gouvernement français avait donné lui-même des instructions pour cette invasion, et ses regards se tournaient avec anxiété de ce côté pour veiller au résultat de la lutte.

La petite flotte de trente barques et d'autant de pirogues partit de la Nouvelle Orléans pour le Fort Condé, à Mobile, qu'elle ne quitta pas avant le 4 avril. Elle remonta en seize jours le Mobile jusqu'à Tombecbee, fort construit par un parti avancé sur la rive occidentale du fleuve, à 250 milles au dessus de la baie. Quelques-uns des hommes employés à la construction de ce fort avaient essayé de s'échapper et de jouir de la liberté du désert; une cour martiale les condamna à mort, dans les solitudes de l'Alabama et ils furent fusillés.

Les Choctas, attirés par des dons de marchandises et des primes considérables pour chaque chevelure scalpée, se réunirent au fort Tombecbee pour soutenir Bienville. Le nombre de ces Peaux-Rouges auxiliaires s'élevait à douze cents environ; toute la troupe suivit alors lentement les sinuosités du Tombecbee jusqu'au point où se trouve actuellement Cotton Gin Port, et qui n'était qu'à 20 milles sud-est environ du grand village des Chickasas. Là on plaça l'artillerie dans des fortifications provisoires; et les solitudes des paisibles forêts et des prairies fleuries entre les sources du Tombecbee et du Tallahatchie furent troublées par la marche de l'armée vers la maison longue de l'ennemi. D'après la coutume de guerre des Indiens, on campa, le soir du 25 mai, à une lieue de distance du village. Le matin, avant le jour, on s'avança pour surprendre les Chickasas, mais en vain. Les braves guerriers

qu'on était venu détruire se tenaient sur leurs gardes ; leurs retranchements étaient solides ; le drapeau anglais flottait sur leur fort ; les trafiquants anglais les avaient aidés dans leurs préparatifs de défense. Deux fois pendant la journée on essaya de prendre d'assaut la citadelle de bois ; deux fois les Français se virent repoussés, avec une perte de 30 hommes tués, dont 4 officiers. Le lendemain eurent lieu des escarmouches entre des partis de Choctas et de Chickasas. Finalement la retraite commença le 29 mai ; le 31, Bienville congédia les Choctas, après les avoir comblés de présents ; puis jetant son canon dans le Tombechee, il descendit honteusement la rivière avec sa troupe. Dans les derniers jours de juin il débarqua sur les bords de Bayou St Jean.

Mais qu'était devenu d'Artaguette, le vaillant commandant de l'Illinois, l'orgueil de la jeunesse du Canada ? Et où donc était le brave Vincennes, ce fondateur d'un État, qui a eu l'honneur de donner son nom au plus ancien établissement de l'Indiana ?

Le jeune d'Artaguette s'était déjà acquis de la gloire dans la guerre contre les Natchez, où il avait bravé la mort sous toutes ses formes. Promu au commandement dans l'Illinois, il obéit aux ordres de Bienville ; à la tête d'une armée d'environ cinquante soldats français et de plus de mille Peaux-Rouges, accompagné du père Senat et du Canadien de Vincennes, notre prudent héros se glissa avec circonspection et sans être aperçu dans le pays des Chickasas ; la veille au soir du jour fixé, il campait près du lieu du rendez-vous, aux sources de l'Yalabusba ; mais l'armée attendue d'en bas n'arrivait pas. Pendant dix jours il sut contenir l'impatience de ses alliés dans le voisinage de leur ennemi ; à la fin, comme ils menaçaient de désertir, il consentit à l'attaque. Ses mesures furent sagement combinées. Il s'empara d'un fort et chassa les Chickasas des cabanes placées sous la pro-

tection de ce boulevard ; l'intrépide jeune homme réussit également à prendre un deuxième fort ; à l'assaut d'un troisième, il reçut une blessure, puis une autre, et fut mis hors de combat au moment de triompher. Les Peaux-Rouges de l'Illinois, découragés par cet échec, s'enfuirent avec précipitation. Voisin, un jeune garçon de seize ans seulement, dirigea la retraite, en ayant l'ennemi sur les talons pendant vingt-cinq lieues, et en faisant quarante-cinq lieues sans vivres, pendant que ses hommes emportaient avec eux les blessés capables de supporter la fatigue. Le malheureux d'Artaguette gisait baigné dans son sang, et à ses côtés étaient tombés plusieurs autres de ses meilleurs soldats. Le jésuite Senat avait pu fuir ; il resta pour recueillir le dernier soupir des blessés, sans s'inquiéter du danger, ne songeant qu'à remplir son devoir. Vincennes aussi, le Canadien, refusa de fuir et partagea la captivité de son brave chef. Suivant la coutume indienne, les Chickasas étanchèrent les blessures de leurs captifs, les recueillirent dans leurs cabanes et les fêtèrent généreusement. Après la retraite de Bienville, ils conduisirent enfin les malheureux dans un champ ; et là, tandis qu'on épargnait l'un de ceux-ci pour aller raconter le fait, l'aventureux D'Artaguette, l'honnête Senat, si fidèle à sa mission, Vincennes, dont le nom se perpétuera aussi longtemps que coulera le Wabash près des habitations des hommes civilisés, — tous les trois ainsi que les autres prisonniers se virent attachés à des poteaux ; ni leur courage ni leur piété ne purent les sauver de la mort par de lentes tortures et par le feu. — Telle est l'histoire du Mississippi à ses débuts.

L'insuccès ne fit qu'augmenter les dispositions à continuer la guerre. Pour favoriser la colonie, un édit royal autorisa pendant dix ans la liberté du commerce entre les îles des Indes occidentales et la Louisiane (1737) ; d'un autre côté, une nouvelle expédition dirigée contre les Chickasas et sou-

tenue, non par l'Illinois seulement; mais encore par Montréal et Québec et par la France, se donna rendez-vous dans l'Arkansas, sur la rivière de Saint-François (1739). A la fin de juin, toute l'armée, composée de douze cents blancs et deux fois autant de Peaux-Rouges et de noirs, prit ses quartiers dans le fort de l'Assomption, sur le mamelon de Memphis; mais l'automne se passa au milieu de l'abattement et de la lassitude; les recrues de France et les Canadiens succombèrent sous l'influence du climat. Au mois de mars 1740, quand un petit détachement se fut avancé vers le pays des Chickasas, il vit venir à sa rencontre des messagers implorant la paix; et Bienville fut heureux d'accepter le calumet. On rasa le fort de Memphis; les troupes de l'Illinois et du Canada s'en retournèrent; le fort sur le Saint-François fut démantelé, et Bienville revint, cachant sa confusion sous de faux prétextes. La paix, disait-on, était établie entre la France et les Chickasas; malheureusement les établissements entre la Basse-Louisiane et l'Illinois se trouvaient interrompus. De Kaskaskia à Bâton-Rouge régnait le désert; les Chickasas restaient sans contestation maîtres de leur pays; et dans cette grande étendue de territoire réclamée par la France, la juridiction du monarque français n'était que nominale. Les Français se voyaient exclus du pays des Chickasas par cette nation elle-même; les Peaux-Rouges défendaient les établissements anglais de l'Ouest.

Tel était l'état de la Louisiane plus d'un demi-siècle après la première tentative de colonisation par La Salle. Sa population pouvait s'élever à cinq mille blancs et à la moitié de ce nombre pour les noirs. Louis XIV avait mis son orgueil à l'encourager et à dépenser généreusement de l'argent pour elle; un riche marchand, célèbre par le succès de ses entreprises, en avait pris la direction; la compagnie du Mississipi, soutenue par un crédit illimité mais éphémère, avait

fondé ses espérances sur elle ; à leur tour enfin Fleury et Louis XV avaient cherché à en faire prospérer les destinées. Des prêtres et des religieux, dispersés parmi les peuplades indiennes, depuis Biloxi jusque chez les Dahcotas, s'étaient attiré la faveur des sauvages. Et pourtant la vallée du Mississippi restait toujours presque comme un désert. Tous ces protecteurs, — quoiqu'il y eût parmi eux des rois et des ministres, — n'étaient pas parvenus à y réaliser en un demi-siècle, le dixième de la prospérité qui découla naturellement, pendant la même période de temps, de la bienveillance de William Penn pour les paisibles colons du Delaware.

Le progrès des colonies anglo-américaines allait croissant, non pas en devançant la lutte avec les naturels, mais en faisant marcher l'industrie. En 1738, on construisit à Boston quarante et un bâtiments à voile jaugeant ensemble six mille trois cent vingt-quatre tonneaux. Dans le voisinage, l'accroissement de la population nécessitait fréquemment la division des communes ; ainsi les agriculteurs des fermes de l'ouest, de Cambridge, comme s'ils voulaient préparer pour leur postérité une place dans les annales du monde, réclamèrent aussi le droit de s'organiser séparément et de former le village de Lexington (1712). La paix sur la frontière orientale fit revivre l'entreprise maritime du Maine, entreprise pleine d'avenir, et les établissements commencèrent à y obtenir une prospérité assurée. Les Français, immédiatement avant l'occupation de la Pointe de la Couronne, plantèrent leurs tentes sur le rivage oriental opposé, dans la commune d'Addison. Mais déjà, en 1724, le gouvernement du Massachusetts avait fondé le fort Dummer sur l'emplacement de Brattleborough ; et ainsi cent quinze ans après l'incursion de Champlain, une colonie d'hommes civilisés s'était formée dans le Vermont. Que le fort Dummer se

trouvât compris dans les limites du Massachusetts, cela n'était pas mis en doute par les Français; car le fort de Saybrook, suivant la règle adoptée par la France, donnait à l'Angleterre tout le bassin du fleuve. Au Connecticut, la population se répandait comme par essaim sur tout le sol et occupait même les hauteurs; car cette étendue entière de pays était à l'abri des incursions et des dévastations des sauvages. La politique égoïste des gouverneurs et du parti royaliste retarda le développement du New-York. La Pennsylvanie, comme une terre promise, servait toujours de refuge aux opprimés (1726-1729). « Nous aurons bientôt une colonie allemande, » écrivait Logan, « tant il y a déjà dans le pays de milliers d'émigrants du Palatinat. » « Nous sommes aussi fort étonnés du nombre considérable de personnes accourant chez nous du nord de l'Irlande. Ces deux espèces d'émigrants viennent fréquemment occuper quelque endroit de terre vacante. Ils disent que le propriétaire a invité tout le monde à arriver et à coloniser son territoire. Les uns et les autres assurent qu'ils sont disposés à payer, mais il n'y en a pas un sur vingt qui ait quelque chose pour cela. » La chaîne de montagnes du Sud-Ouest, depuis le James jusqu'au Potomac, ne manque pas non plus d'être envahie par les planteurs et d'être animée par des cours de comté; et, en 1732, la vallée de la Virginie reçut des blancs pour habitants. A l'ouest des Alleghany, il n'y avait pas d'établissements européens, à moins qu'on ne tienne compte des trafiquants, venant spécialement de la Caroline, qui s'étaient aventurés chez les Indiens et qui, étant devenus sauvages comme les hommes avec lesquels ils trafiquaient, avaient établi leur résidence chez les Cherokeees, les Muskhogees et les Chickasas. Il n'existait point non plus d'établissement, même de la Caroline, sur les rivières qui coulent dans la direction de l'ouest. Les habitations des hommes civilisés s'étendaient à

peine à cent milles de l'Atlantique ; les plus reculées étaient élevées par des bouviers qui faisaient paître leurs bœufs dans les roseaux et les prairies naturelles ; le bétail, difficilement préservé des animaux sauvages qui rôdaient aux alentours, se rassemblait çà et là dans des parcs ou « étables » centrales. Ainsi, dédaignés des Indiens, les pâtres servaient de pionniers de la colonisation dans les déserts de la Caroline. La philanthropie fraya le chemin au delà de la Savannah. L'état florissant des colonies excita l'étonnement en Angleterre ; aussi un poète anglais jetant ses regards au delà de l'Atlantique s'écria avec admiration : —

« Voilà qu'au sud, sous un soleil réjouissant, des essaims
De joyeuses colonies s'étendent, — calme retraite
De malheurs immérités, patrie meilleure
De ceux que le fanatisme repousse des pays étrangers.
Nou fondées sur la rapine, la servitude et les désastres,
Mais reliées par la liberté sociale, fermes, elles s'élèvent. »

Tandis que le Palatinat repoussait ses enfants de ses campagnes dévastées ; tandis que les Écossais, après avoir séjourné quelque temps en Irlande, abandonnaient la culture de terres dont ils n'étaient que les fermiers, et, accourant en foule en Amérique, s'établissaient comme francs-tenanciers dans presque tous les coins des États-Unis, depuis le New-Hampshire jusqu'à la Caroline, — le progrès de la colonisation était principalement dû au rapide accroissement des descendants des premiers colons. A la paix d'Utrecht, les habitants de toutes les colonies n'étaient probablement pas moins de quatre cent mille. Avant une nouvelle rupture de la paix, ils atteignirent à peu près le chiffre de huit cent mille. Heureuse Amérique ! la Providence lui a donné la tranquillité nécessaire pour grandir, aussi bien qu'elle l'a soumise aux épreuves qui devaient la discipliner pour l'action.

Les effets du système américain de liberté sociale se montraient le mieux dans les colonies qui se rapprochaient le plus de l'indépendance. Depuis plus d'un siècle déjà, « les provinces possédant des chartes étaient renommées pour l'excellence de leurs lois et la douceur de leur gouvernement, pour la sécurité de la liberté individuelle et de la propriété, pour l'encouragement de la vertu et la suppression du vice, pour l'avancement des lettres par l'érection d'écoles et de collèges libres. » Parmi les enfants les plus distingués de l'Irlande à cette époque, figurait George Berkeley qui, ainsi que Penn et Locke, concentra toutes ses espérances pour l'humanité sur l'Amérique. Versé dans la connaissance des anciens, dans les sciences exactes et la littérature moderne ; formé par la fréquentation d'une société polie, par les voyages et la réflexion, il unissait la simplicité, l'humilité et l'ampleur des connaissances à la sagacité et à la confiance d'une raison pénétrante. Les factions opposées s'accordaient à lui attribuer « toutes les vertus qui existent sous le ciel. » Aimé et chéri par ceux qui faisaient l'orgueil des lettres anglaises et de la société, comblé de dignités et de richesses qu'il n'avait pas sollicitées, son esprit aspirait, pour être heureux, non à la fortune, ni à la faveur, mais à un véritable progrès dans le domaine de la science ; si bien qu'il consacra son âge avancé comme ses premières années, — les derniers fruits comme les premiers bourgeons, — au culte de la vérité. Les tendances matérialistes de l'époque à laquelle il vivait répugnaient à la pureté de ses sentiments, et parent, par l'âme, de Platon et des philosophes de l'école d'Alexandrie, de Barclay et de Malebranche, il tenait que le monde extérieur est complètement subordonné à l'intelligence, qu'aux esprits seulement peut s'attribuer l'existence réelle. Il ne se méfiait pas des sens, car il était plutôt un observateur rigoureux et exact de leur puissance, et il

savait discerner avec habileté les impressions reçues par eux des conclusions tirées par la raison. Loin de professer le scepticisme, il cherchait à procurer à la foi la plus haute certitude, en faisant dériver toute connaissance de l'intelligence absolument parfaite — de Dieu. S'il parvenait à « expulser la matière de la nature, » si, dans un temps de matérialisme, il savait établir la suprématie de l'esprit, comme seule puissance créatrice et seul être actif, — alors les théories serviles ou corruptrices d'Épicure et de Hobbes se trouveraient totalement extirpées jusque dans leurs racines. Il se proposa donc « de rompre tout doucement les liens qui enchaînent l'âme à la terre et de l'aider à prendre son essor en haut vers le souverain bien. » Pour appliquer de pareilles vues, l'Europe du xviii^e siècle n'offrait guère un théâtre convenable. Il voulut se dépouiller des dignités qu'il possédait en Europe et, envisageant « le bonheur de tous les hommes de toutes les nations » comme le but vers lequel doivent tendre les actions de tout individu, il se rendit dans le nouvel hémisphère pour y fonder une université. Il choisit d'abord pour emplacement l'île de Bermude, si célèbre en Europe par le charme du climat, mais il l'abandonna pour un endroit situé dans notre Amérique, et où il résida pendant plus de deux ans. Malheureusement l'opinion en Angleterre ne se montrait pas favorable à ses projets. « La mère-patrie, » disait-on, « peut retirer de grands avantages du travail et de l'opulence des plantations ; mais les progrès de la littérature, l'amélioration des arts et des sciences dans nos colonies américaines ne peuvent jamais être d'aucune utilité pour la Grande-Bretagne. » Cette opinion semble avoir été partagée par sir Robert Walpole. Les fonds qui avaient paru devoir être consacrés à l'université, — au moyen de laquelle les Indiens devaient se former à la sagesse, les missionnaires se préparer aux œuvres de bien, la science et

la vérité se cultiver, se poursuivre, se disséminer, — ces fonds furent détournés de leur destination pour payer le douaire de la princesse royale. Désappointé, quoique non irrité, Berkeley retourna en Europe, pour doter Rhode Island d'une bibliothèque, pour favoriser les intérêts du collège de Harvard, pour obtenir le droit d'être cité avec reconnaissance à New-Haven, pour encourager la fondation d'un collège à New-York. Promu à un évêché, le libéral et catholique prélat avait son cœur en Amérique. Il aimait la simplicité et les douces vertus qui brillaient dans les villages de ce pays, et, plongeant ses regards dans l'avenir, il traçait, sous la dictée de son ardente bienveillance, la prophétie suivante :

« Dans d'heureux climats, séjour de l'innocence,
Où la nature sert de guide et la vertu de règle,
Où l'on ne doit pas imposer comme vérité et raison
La pédanterie des cours et des écoles ; —

« Là se chanteront un autre âge d'or, —
L'apparition d'un empire et des arts, —
Le bien et le grand qui inspirent la fureur épique, —
Les têtes les plus sages et les cœurs les plus nobles.

« Non pas comme l'Europe en produit à son déclin
Mais tels qu'elle en produisit, lorsqu'elle était fraîche et jeune,
Quand la flamme céleste animait son argile :
Voilà ce que les poètes futurs chanteront.

« L'empire prend son essor vers l'ouest.
Les quatre premiers actes sont déjà terminés,
Un cinquième va clore le drame avec le jour.
Les plus beaux produits du temps sont les derniers. »

Aux écoles et aux collèges libres était venue s'adjoindre la presse périodique ; les journaux aussi commencèrent à remplir leur rôle en Amérique, tant pour satisfaire la curiosité que pour servir de guides et d'organes de l'opinion. Le 24

avril 1704, le *Boston News-Letter*, le premier journal publié sur le continent occidental, vit le jour dans la métropole de la Nouvelle Angleterre. En 1719, il rencontra un rival à Boston et un imitateur à Philadelphie. En 1740, le nombre des journaux dans les colonies anglaises du continent s'était élevé à onze, dont l'un paraissait dans la Caroline du sud, un dans la Virginie, trois dans la Pennsylvanie, sur lesquels un en allemand, un dans le New-York et les cinq restants à Boston. Le format adopté d'abord avait la dimension du papier pot, et il ne se publiait qu'une feuille ou même qu'une demie par semaine. Les journaux cherchaient à se soutenir, plutôt en racontant modestement les nouvelles du jour, qu'en s'engageant dans des luttes; ils n'avaient pas de théories politiques à faire prévaloir, pas de révolutions à opérer dans les croyances. A Boston, à la vérité, où la chaire avait fait traîner les quakers et les sorciers à la potence, un journal, le *New England Courant*, le quatrième journal périodique américain, fut fondé (1721), comme organe de l'opinion indépendante, par James Franklin. Le succès momentané de cette publication s'accrut, grâce au frère et apprenti de son fondateur, à Benjamin Franklin, jeune garçon de quinze ans, qui écrivait des articles pour les modestes colonnes du journal, s'occupait de sa composition typographique aussi bien que de son impression et allait ensuite lui-même, comme porteur, en distribuer les numéros aux abonnés. La petite feuille poursuivait l'hypocrisie de ses satires et traitait les fourbes religieux comme la pire espèce de fourbes. On la dénonça comme tendant « à outrager les ministres de la religion d'une manière intolérable. » « Je me rappelle fort bien le temps, » écrivit Increase Mather, alors âgé de plus de quatre-vingts ans, « où le gouvernement civil aurait pris des mesures efficaces pour supprimer de tels libelles. » Au mois de juillet 1722, le conseil prit une résolution par laquelle

on soumettait à un censeur la presse de James Franklin; mais la Chambre refusa d'y concourir. Les ministres persistèrent; et au mois de janvier 1723, la législature nomma un comité d'enquête. Benjamin Franklin fut interrogé et échappa aux poursuites, moyennant une admonition; James, l'éditeur, refusant de dévoiler le nom de l'auteur du délit, se vit retenu en prison pendant un mois; sa feuille fut censurée, comme déversant l'injure sur les révérends ministres de l'Évangile; et un vote de la Chambre et du conseil lui défendit de l'imprimer « à moins qu'elle ne fût préalablement revue. »

Mécontent des procédés arbitraires de l'Assemblée, voulant s'échapper d'une ville où les gens de bien faisaient avec horreur allusion à sa liberté, indigné aussi de la tyrannie de son frère qui, comme un maître emporté, battait souvent son apprenti, — Benjamin Franklin, alors âgé seulement de dix-sept ans, s'embarqua clandestinement pour New-York (1723); n'y trouvant pas d'occupation, il passa à Amboy, se rendit à pied jusqu'au Delaware; à défaut de vent, il rama dans une barque allant de Burlington à Philadelphie; enfin, portant des marques de son travail de rameur, fatigué, affamé, n'ayant pour tout capital qu'un seul dollar en poche, l'apprenti fugitif, — le plus grand des enfants de la Nouvelle-Angleterre de cette génération, l'humble élève des écoles libres de Boston, riche des espérances sans bornes de la jeunesse et des dons inconscients du génie que la modestie relevait, — débarqua sur le rivage pour aller à la recherche de la nourriture, d'une occupation, d'un abri et de la fortune.

Ce fut sur la base solide de la sobriété, de la frugalité et du travail, que le jeune ouvrier éleva sa fortune et sa renommée; aussi en arriva-t-il bientôt à posséder une imprimerie pour son propre compte. Travaillant de bonne heure

et tard, de ses propres mains il composait et imprimait ; de ses propres mains il transportait à son atelier, dans une brouette, les rames de papier dont il avait besoin. Tel était son esprit ingénieux, qu'il savait façonner des lettres, former des caractères et des dessins sur bois et graver des vignettes sur cuivre. L'Assemblée de Pennsylvanie eut égard à son mérite et le choisit pour son imprimeur. Il projeta l'érection d'un journal ; et, en étant une fois devenu le propriétaire et l'éditeur, il se mit à défendre hardiment la liberté absolue de la pensée et de la parole et la souveraineté inaliénable du peuple. Désireux de faire progresser l'éducation, il proposa des améliorations dans les écoles de Philadelphie ; il inventa le système de bibliothèques par souscription et jeta les fondements d'une qui fut longtemps la plus considérable en Amérique ; il suggéra l'idée d'établir une académie qui a grandi au point de devenir une université ; il comprit les avantages de l'entente pour les recherches de la science et constitua une société philosophique pour son avancement. Logan, cet homme intelligent et fort instruit, a porté témoignage des hautes qualités de Franklin, avant qu'elles ne se fussent révélées au monde : — « Notre très habile imprimeur possède l'intelligence la plus claire avec une extrême modestie. C'est certainement un homme extraordinaire, » — « d'un jugement singulièrement sain, mais d'une modestie non moins grande, » — « un homme supérieur et pourtant sans morgue. » « Ne vous imaginez pas, » ajoute-t-il, « que j'exagère les talents de Benjamin Franklin, car je suis plutôt resté au dessous de la vérité. » Quand le monde scientifique se mit à scruter les prodiges de l'électricité, Franklin surpassa tous les observateurs par la simplicité merveilleuse et l'exposition lucide de ses expériences, et par l'admirable sagacité avec laquelle il sut en tirer les lois qu'elles manifestaient. Ce fut lui qui suggéra le premier (1749) l'explica-

tion des éclairs et de la foudre ainsi que des aurores boréales par les principes de l'électricité; pendant l'été de 1752, s'étant rendu dans la campagne, sans autre instrument qu'un cerf-volant, sans autre compagnon que son fils, il confirma sa théorie en parvenant à établir une ligne de communication avec une nuée d'orage. Et il ne cessa pas de s'occuper de ces questions, avant d'avoir fait des étincelles électriques un passe-temps de famille, d'avoir appris à ses enfants à surprendre le fluide subtil dans son bond extraordinairement rapide entre la terre et le ciel, et à le forcer à donner avis de son passage par la sonnerie inoffensive de quelques clochettes.

Benjamin Franklin, avec son calme et sa tranquillité, savait pénétrer tout doucement et profondément les secrets de la nature. Son intelligence lucide ne se laissa jamais pervertir par la passion, ni gâter par l'orgueil systématique. Fils d'un rigide calviniste, petit-fils d'un quaker tolérant, il s'était familiarisé, dès son enfance, non seulement avec les subtilités théologiques, mais avec le respect le plus large pour la liberté de l'esprit. Plein de scepticisme à l'égard de la tradition comme base de la foi, il vénérât la raison plutôt que l'autorité; et après être tombé momentanément dans le fatalisme, il échappa aux perplexités de la question des décrets invariables et du libre arbitre, et il arriva, à mesure que le nombre de ses années croissait, à voir croître aussi sa confiance dans la providence régulatrice de Dieu. N'adhérant à aucune « de toutes les religions » des colonies, il adhérerait cependant pieusement à la religion, quoique sans professer aucune forme de culte. Bien que renommé comme controversiste et que possédant une aptitude naturelle pour les questions métaphysiques, il obéit à la tendance de son époque et chercha par l'observation à sonder les mystères de l'existence. Aimant la vérité, sans préjugés et sans ména-

gements, il saisissait comme par intuition l'identité des lois de la nature et des lois dont l'humanité a la conscience ; de sorte que son esprit ressemblait à un miroir, dans lequel l'univers en se réfléchissant révélait ses lois. Il s'était affranchi du mysticisme, même jusqu'à la méprise. Sa moralité, répudiant les rigueurs ascétiques et le système qui les prescrit, se montrait indulgente pour les appétits, dont il détestait la domination ; mais ses attachements conservaient une calme intensité ; dans toute sa carrière, l'amour des hommes obtint chez lui le dessus sur l'intérêt personnel. Il n'avait pas l'imagination qui inspire le barde ou échauffe l'orateur ; mais une propriété exquise de termes et une grande sobriété d'ornements communiquaient à ses écrits, même les plus négligés, de l'aisance dans l'expression et de la grâce dans la simplicité. Dans sa manière de vivre, ses goûts aussi étaient délicats. Indifférent aux plaisirs de la table, il goûtait le charme de l'harmonie et de la musique, dont il augmenta les instruments. Sa douceur, sa modestie, ses manières bienveillantes, le faisaient rechercher des hommes intelligents ; avec un enjouement salubre, il savait trouver du plaisir dans les livres, dans la philosophie, dans la conversation, tantôt donnant paisiblement des consolations aux affligés, tantôt se laissant aller à des élans d'une gaieté de bon aloi. Dans ses relations, l'universalité de ses idées pouvait bien revêtir un caractère d'humeur ; mais, quoiqu'il sût clairement apprécier le contraste entre la grandeur de l'univers et la faiblesse de l'homme, une bienveillance sereine le sauvait du mépris de son espèce ou du dégoût des labeurs qu'elle entreprend. Aux yeux d'observateurs superficiels, il aurait pu passer pour étranger aux vérités spéculatives, pour quelqu'un qui se confine dans le monde des sens ; et cependant dans le cabinet et au milieu de ses semblables, son esprit cherchait toujours, avec une simplicité sans affectation, à découvrir et

à appliquer les principes généraux qui gouvernent la nature et les affaires humaines, — tantôt en déduisant de la théorie du calorique des améliorations pour les foyers et les lanternes, et tantôt en faisant progresser la liberté des citoyens au moyen de conclusions solides puisées dans les droits inaliénables de l'homme. Ne manifestant jamais de l'enthousiasme, ne faisant jamais parade de sentiment, sa sagesse pratique passait parfois pour le résultat d'une prudence égoïste; cependant ses espérances étaient aussi inébranlables que celles qui reposent sur le Rocher des Ages, et sa conduite était aussi infaillible que si la lumière qui le guidait était une lumière venue du ciel. Jamais il ne faisait précéder ses actes par des théories de désintéressement; et pourtant au moment de déployer une activité énergique, il savait faire descendre des hauteurs les plus reculées de la vérité idéale et appliquer aux affaires de la vie les principes de bonté les plus sublimes, et cela avec aussi peu de fracas, aussi peu d'ostentation qu'il convenait à l'homme qui, avec un cerf-volant et une corde de chanvre avait attiré la foudre des cicux. Il se séparait si peu de son temps, qu'il a été appelé le représentant du matérialisme; et cependant quand il s'occupait de religion, son esprit ne s'arrêtait pas aux croyances des sectes, mais remontait à la foi en Dieu; quand il écrivait sur des questions politiques, il asseyait la liberté de son pays sur des principes qui ne connaissent pas de changement; il dirigeait son regard investigateur sur la nature, il passait toujours de l'effet à la cause, des phénomènes particuliers aux lois universelles; quand il méditait sur l'histoire, son esprit philosophique trouvait de la satisfaction et du calme dans la perspective lumineuse des progrès de l'humanité.

Voilà comment l'Amérique, par l'accroissement de sa population et par le génie de ses enfants, mûrissait pour

l'indépendance. Mais il n'y avait pas encore d'union ; ni le danger du dehors, ni les atteintes à la liberté, venant de l'Angleterre, n'avaient encore poussé les colonies à la communauté de résistance. Le projet même d'abroger les chartes ne put susciter une opposition combinée. Le sentiment public en Amérique était si peu porté pour les gouvernements des propriétaires, qu'en 1720, les trois gouvernements de la Nouvelle Angleterre, basés sur des chartes, se trouvèrent abandonnés à eux-mêmes dans leur lutte pour leurs privilèges. On déclara, du côté de ceux qui voulaient absorber les libertés coloniales dans la prérogative royale, que les gouvernements de chartes avaient négligé la défense du pays, exercé le pouvoir arbitrairement, tenu peu de compte des actes du commerce, fabriqué des lois en désaccord avec la législation anglaise et, chose la plus dangereuse de toutes, créé, en favorisant l'accroissement et la richesse des habitants, des adversaires redoutables pour l'industrie anglaise et entretenu la disposition à la rébellion.

A ces reproches il fut répondu par l'agent du Massachusetts, que les trois colonies de la Nouvelle Angleterre tenaient leurs chartes en vertu d'un contrat, et qu'elles les avaient obtenues en considération des travaux de ceux qui rachetèrent le désert et l'ajoutèrent aux possessions anglaises ; si les colons avaient pu prévoir que leurs privilèges seraient des mesures purement transitoires, ils ne se seraient jamais engagés dans une entreprise aussi coûteuse et aussi chanceuse ; sans eux la France aurait multiplié ses établissements, au point de devenir seule maîtresse de l'Amérique du nord ; loin de négliger leur défense, les glorieux exploits de leurs soldats, dussent-ils ne pas figurer avec éclat dans les annales de l'Angleterre, consacraient leur mémoire dans leur propre pays et là du moins transmettraient leurs noms à la postérité la plus reculée ; les

chartes elles-mêmes renfermaient les barrières les plus fortes contre une administration arbitraire, au moyen de l'élection annuelle des magistrats; les violations des actes de navigation, qui du reste ont eu lieu également dans tous les ports de mer de l'Angleterre, étaient le fait frauduleux de quelques individus, non la faute de la communauté; dans l'état actuel des choses, tous les percepteurs des revenus étaient désignés par la Couronne et toutes les infractions aux actes du commerce n'étaient justiciables que de la cour de l'amirauté; les lois coloniales, en désaccord avec celles de l'Angleterre, loin de constituer une violation des chartes, étaient par elles-mêmes, en vertu d'un acte du parlement, illégales, nulles et non avenues; les colonies, même « s'il était possible qu'elles projetassent une entreprise aussi extravagante et aussi téméraire que de se révolter, » ne seraient pas en état d'exécuter leur dessein, « à moins de se fortifier d'abord elles-mêmes en formant une confédération de toutes les provinces; » la couronne n'avait nul intérêt à révoquer les chartes, car elle ne pouvait tirer de bénéfice que du commerce des colonies, et la source de la prospérité du commerce, c'est un gouvernement libre, pour qui les lois sont sacrées; la justice s'opposait absolument à un bill d'*attainder* (de flétrissure) contre les libertés des États; ce serait une rigueur sans précédent de priver en un seul jour une population, sans l'assigner à comparaître et sans l'entendre, de tous les privilèges précieux dont elle et ses ancêtres avaient joui pendant près d'un siècle. Tels furent les arguments invoqués par Jérémie Dummer, natif de la Nouvelle Angleterre, qui « dans la pénurie d'amis de ces gouvernements, » sentit sa langue se délier pour la défense des libertés de sa patrie. On ne savait pas alors que, quand même les chartes eussent été brûlées, la liberté se serait spontanément levée du milieu de leurs cendres sous une forme plus belle qu'auparavant. Quoi qu'il

en soit, le bill d'abrogation fut abandonné à cette époque; et quand, en 1726, la charte du Massachusetts se vit modifiée, cela s'effectua non par acte du parlement, mais par ordonnance du roi et on regarda l'assentiment de la colonie comme nécessaire pour opérer la modification. Ce ne fut pas seulement la liberté que l'on rognait alors; car après une longue contestation, on diminua injustement le territoire du Massachusetts en faveur du gouvernement royal du New Hampshire.

Ces débats ne produisirent aucune sensation hors de la Nouvelle Angleterre. La poste n'exerçait point d'influence politique. Les guerres avec les sauvages sur la frontière orientale et méridionale étaient des faits isolés. Les relations avec les Iroquois avaient une plus grande tendance à réaliser l'entente commune; elles intéressaient la Nouvelle Angleterre à l'est; et à un Congrès tenu à Albany (1722), la Virginie, aussi bien que la Pennsylvanie, fut représentée par son gouverneur.

La nécessité d'une action combinée, dans le dessein de se défendre, avait poussé Spotswood de la Virginie lui-même à suggérer (1711) au bureau du commerce l'idée que la régularisation de cette assistance mutuelle ne devait pas être abandonnée à l'humeur précaire d'une assemblée; » il invita donc le gouvernement de l'Angleterre « à rechercher quelque moyen convenable pour la rendre réelle. » Pourtant l'Angleterre ne fit aucune tentative d'imposer l'Amérique. Il est vrai qu'en 1728, l'infâme sir William Keith, — jadis gouverneur de la Pennsylvanie et plus tard patriote ardent, dans des vues personnelles, partisan turbulent de la liberté et de la propriété, songeant à une nouvelle émission de papier-monnaie, — soumit au roi la question de savoir « si les droits de timbre sur le parchemin et le papier existant en Angleterre ne pouvaient pas, à juste titre, s'étendre, par acte du

Parlement, à toutes les plantations américaines. » Cette insinuation, qui probablement ne venait pas en premier lieu de Keith, ne rencontra point d'écho chez les commissaires du commerce. L'influence de sir Robert Walpole, peu enclin par caractère à toute mesure violente, et cherchant à se concilier les colonies par sa patience calculée, servit de garantie contre son adoption. « Je veux laisser la faculté de taxer les colonies anglaises, » — telles sont les paroles qu'on lui a attribuées vers la fin de son ministère, et, à coup sûr, tels étaient ses sentiments, — « à ceux de mes successeurs qui auront plus de courage que je n'en ai et qui seront moins amis du commerce que je ne le suis. C'a été ma maxime, » ajoutait-il, pendant mon administration, d'encourager le commerce des colonies américaines en lui accordant la plus grande latitude; bien plus, il a été nécessaire de passer sur quelques irrégularités de leur trafic avec l'Europe; car en les excitant à étendre, à faire grandir leur commerce à l'étranger, s'ils gagnent cinq cent mille livres, je suis convaincu que deux années plus tard, deux cent cinquante mille livres provenant de ce bénéfice viendront remplir le trésor de Sa Majesté, au moyen du travail et des produits de ce royaume, car d'immenses quantités de toute espèce de nos fabricats iront là bas; et à mesure que ceux-ci s'accroîtront dans le commerce de l'Amérique et à l'étranger, on aura besoin d'un plus grand nombre de nos produits. Voilà le moyen de taxer les colonies bien plus conformément à leur propre Constitution et à leurs lois. »

Un tribut se leva donc sur les objets de consommation de l'Amérique. Pour que le créancier anglais fût garanti de ses avances, un acte du Parlement déclara les terres des plantations saisissables pour dettes. Toutes les branches de consommation furent assurées, autant que la chose était praticable, aux fabricants anglais; on découragea ou l'on prohiba

toute espèce de concurrence industrielle au sein des colonies. Il avait semblé que des chapeaux pouvaient bien se fabriquer dans le pays des fourrures; la Compagnie des chapeliers de Londres fit des remontrances à ce sujet, et ce métier fut protégé par un acte défendant de transporter des chapeaux d'une plantation à une autre. Les propriétaires de forges en Angleterre se montraient jaloux de l'industrie américaine; aussi, en 1719, la Chambre des communes déclara-t-elle, « que l'érection de manufactures dans les colonies tendait à affaiblir leur dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. » Sous prétexte d'encourager l'importation des fournitures américaines pour la marine, la Chambre vota une disposition d'après laquelle « personne dans les colonies ne devait fabriquer des marchandises en fer d'aucune espèce; » et la Chambre des pairs y ajouta l'interdiction d'établir toute « forge mue par l'eau pour confectionner des barres ou tringles de fer. » L'opposition des colonies du Nord déjoua le bill. Logan, le conservateur modéré, comprit clairement la portée de cette mesure qui ne fut jamais perdue de vue. « On parle d'un acte du Parlement, » faisait-il observer en 1728, « ayant pour but de nous défendre de confectionner des barres de fer, même pour notre propre usage. Je ne connais rien qui puisse contribuer plus efficacement à aliéner l'esprit des populations de ces contrées et à ébranler leur soumission à la Grande-Bretagne. »

Après la paix d'Utrecht, les colonies anglaises continentales s'étaient accoutumées à entretenir un petit commerce avec les îles des Français et des Hollandais; elles leur achetaient leur sucre, du rhum, de la mélasse et leur fournissaient en échange des vivres, des chevaux et des meubles. Les colonies anglaises à sucre, toujours empressées pour leur propre compte à exercer la contrebande avec les provinces espagnoles, demandèrent au Parlement de prohiber

toute relation entre les colonies du Nord et toutes les îles des tropiques, les îles anglaises exceptées.

Dans l'organisation du système colonial, toutes les nations européennes estimaient le plus les colonies dont les produits rivalisaient le moins avec les leurs. Jalouse de l'industrie de la Nouvelle Angleterre, l'Angleterre voyait avec orgueil l'accroissement des plantations des tropiques. Elle se montra donc disposée à contenir le Nord et à favoriser le Sud. De là la permission accordée aux planteurs de la Caroline, et plus tard à ceux de la Georgie, de charger leur riz directement pour n'importe quel port de l'Europe, au sud du cap Finistère. De là des restrictions spéciales aux entreprises coloniales maritimes; de sorte que, lorsqu'à l'imitation de la politique française, l'acte de navigation reçut des modifications et que la liberté fut accordée d'exporter directement le sucre des plantations à sucre anglaises sur les marchés étrangers, les navires construits et les navires possédés dans les colonies américaines se trouvèrent exclus de ce privilège. De là encore la conséquence que les produits tropicaux, et spécialement les produits de la canne à sucre, formèrent le point culminant de la politique coloniale. Monopoliser le sucre et les esclaves, — accaparer la culture du premier et le trafic exclusif des seconds, — devint le principal espoir de l'ambition commerciale des Anglais.

Les intérêts des colonies du Nord s'envisageaient donc comme subordonnés à ceux des plantations à sucre; aussi, après deux ans de discussion, un acte du Parlement (1733), tout en reconnaissant la prospérité des colonies à sucre de l'Amérique comme de la plus grande importance pour le commerce de l'Angleterre, » imposa un droit de neuf pence par gallon de rhum, de six pence par gallon de mélasse et de cinq shellings par quintal de sucre, importés des colonies étrangères dans n'importe laquelle des colonies anglaises.

C'était là un acte du Parlement anglais, levant une taxe de consommation en Amérique et devant s'exécuter par des fonctionnaires à la nomination du roi. En Angleterre, on l'envoya dans la suite comme un précédent; en Amérique, la taxe de six pence sur la mélasse produisit le même effet qu'une prohibition et n'aboutit qu'à des importations clandestines. Même en cas de confiscation, personne ne parut pour réclamer le tiers attribué au roi au nom de la colonie. L'acte du Parlement ne rapporta aucun revenu et sembla n'être qu'une réglementation du commerce, un développement nouveau du système colonial. Le motif de la mesure résidait dans le désir de confirmer le monopole des plantations à sucre anglaises; et aussi longtemps qu'elle ne fournît aucun apport à la Couronne, on s'en plaignit comme d'un grief, mais on ne s'y opposa pas comme à une taxe. Ainsi le système colonial subordonnait le commerce des colonies du Nord à celui des Indes occidentales, dans le dessein de favoriser les intérêts de l'Angleterre. Mais ici surgit une nouvelle difficulté. La dépendance commerciale des colonies vis-à-vis de la métropole les mit en dette envers l'Angleterre et cet état de choses ne fit qu'empirer à mesure que le système mercantile redoublait de rigueur.

Il est naturel pour un pays nouveau de désirer du crédit, — de se soumettre même à des exactions et à des expédients plutôt que de renoncer à s'en servir. Là où la nature appelait au développement facile et rapide de ses ressources, l'espoir faisait entrevoir l'occasion de retirer des avantages lucratifs, pourvu que l'on pût obtenir du crédit; et à défaut de celui-ci, la soif avide du gain se montrait toujours fertile à inventer tous les moyens possibles pour le remplacer. La condition d'une contrée jeune, sollicitant du travail, mais non encore enrichie par les produits du travail; les obstacles au progrès provenant de la dépendance des colonies; l'influence

des hommes pratiques sur la législation, — tout cela réuni devait amener des résultats extraordinaires, que rien n'aurait pu rendre tolérables sans la simplicité de la vie des colons et sans la pureté de leurs mœurs. L'état constant de dette vis-à-vis de la métropole fit créer des traites, de sorte que les espèces disparurent. L'Amérique fut laissée sans monnaie courante; elle était incapable du désintéressement spontané nécessaire pour recouvrer des espèces monnayées au moyen du commerce avec l'Angleterre; elle ne pouvait adopter une politique contre-balançant celle de la métropole; et elle était privée d'entretenir avec les autres nations des relations qui lui auraient procuré des ressources. La conséquence de cet état de choses fut une politique dont l'histoire du monde n'avait jamais vu la pareille. La marche de la civilisation européenne avait doté le commerce de la puissance législative. Les avis des commerçants prévalurent en Angleterre, où ils dictèrent la politique nationale, prescrivirent les alliances et les menaces de guerre. En Amérique, l'influence politique du commerce découla non du progrès, mais de la sympathie pour le mouvement de l'Europe, et elle se contenta, avec moins de gloire, d'introduire de nouvelles maximes de législation et de nouveaux systèmes de finances. Que c'est le devoir du gouvernement de procurer une monnaie courante pour le commerce, telle fut la maxime qui obtint la vogue dans toutes les colonies sauf une; et comme l'impossibilité de conserver une monnaie courante métallique dans la situation de dépendance des colonies était envisagée comme incontestable, la maxime réduite en pratique menait à l'emploi dangereux du papier-monnaie. Les provinces se virent invitées à fabriquer des lettres de crédit et à instituer des bureaux de prêts. Le crédit des colonies se trouva invoqué en faveur des emprunteurs. Les premières émissions de papier provincial prirent leur origine dans les

nécessités immédiates du gouvernement. En temps de paix, les provinces qui avaient leur trésor vide émirent des billets de crédit, remboursables à une époque éloignée et lancés dans la circulation, au moyen de prêts faits aux citoyens, à un taux d'intérêts assez bas, et hypothéqués sur les terres. Ces billets, presque sans valeur en eux-mêmes à cause de la date reculée de leur remboursement, constituaient une offre légale. L'emprunteur qui les recevait payait l'intérêt annuel de sa dette à l'État; et cet intérêt formait un revenu public, obtenu, comme on s'en vantait, sans impôt. Ce système se propagea rapidement. En 1712, la Caroline du sud créa de cette manière « une banque » de quarante-huit mille livres. Le Massachusetts, qui, pendant vingt ans s'était servi de billets de crédit pour des dépenses publiques, autorisa en 1714 une émission de cinquante mille livres en billets, à mettre entre les mains de cinq curateurs, à jeter dans la circulation à raison de cinq pour cent, moyennant hypothèque assurée sur biens immeubles, et à rembourser en cinq termes annuels. Les dettes ne s'éteignirent pas par là; mais la clameur publique s'acrut et réclama de plus considérables émissions. En 1716, on fit une émission supplémentaire de cent mille livres et on en confia le soin à des curateurs de comté. La pénurie d'espèces devint de plus en plus un sujet de plaintes; « toute la monnaie d'argent s'envoyait dans la Grande-Bretagne, pour y faire retour en échange de ce qui était dû là. » Pourtant ce système, toutes les colonies l'imitèrent, sauf la Virginie. Franklin, qui plus tard, en comprit les fâcheuses tendances, contribua en 1723 à introduire dans la Pennsylvanie, où l'argent avait circulé jusque-là; aussi, bientôt entendit-on les habitants se plaindre (1728) de ce que « comme leur monnaie était du papier, ils avaient très peu d'or et d'argent, et que quand il en arrivait, on le considérait comme marchandise. » Rhode Island, à l'occasion, combina le vieux

système de paiement consistant dans les produits fixes de l'industrie, avec le nouveau système de crédit, et, en 1721, « créa une banque de quarante mille livres, » dont l'intérêt était payable en lin ou en chanvre.

Au Massachusetts éclata un débat au sujet d'une nouvelle application du système de crédit par l'établissement d'une banque territoriale. Ce projet rencontra une longue résistance comme constituant « une entreprise frauduleuse, » et on lui reconnut la tendance de donner à la compagnie « du pouvoir et de l'influence sur toutes les affaires publiques, plus qu'il ne convenait et plus qu'il ne lui était possible d'en faire bon usage; par conséquent c'était une mesure injustifiable; » cependant, sans l'intervention du Parlement, l'association projetée aurait à la fin obtenu une charte et « l'autorité du gouvernement, » — tel est le langage d'un historien royaliste du siècle dernier, — « aurait passé entièrement entre les mains de la compagnie de la banque territoriale. »

Les premiers effets de l'accroissement fictif de monnaie courante parurent avantageux, et l'on se réjouissait de l'impulsion apparente donnée au commerce. Bientôt on reconnut que le système introduit chassait les espèces du pays; le papier ne fournissait qu'une monnaie dépréciée, subissant des fluctuations dans sa valeur à chaque nouvelle émission; dans l'intérêt des débiteurs, il y avait une sorte de rivalité entre les colonies au sujet des créations de billets; l'accroissement du papier, loin de remédier à la pénurie de monnaie, augmentait la soif de nouvelles émissions; comme la classe des débiteurs, en obtenant la prédominance dans la législature seulement une fois en dix ans, pouvait inonder le pays de billets de crédit, on avait intérêt à rester endetté; le revenu des veuves et des orphelins et de tous ceux qui recevaient des salaires ou des annuités se trouvait atteint d'une manière ruineuse par les fluctuations des valeurs; les admi-

nistrateurs étaient portés à différer les assignations de terres, car chaque année diminuait la valeur des héritages qu'il fallait payer; finalement le commerce se sentait vicié dans ses sources par l'incertitude qui frappait les expressions concernant les valeurs dans tous les contrats.

Cette incertitude ne tarda pas à gagner tout le pays. En 1738, la monnaie courante de la Nouvelle Angleterre ne valait que cent pour cinq cents; celle du New-York, du New-Jersey, de la Pennsylvanie et du Maryland cent pour cent soixante ou soixant-dix, ou deux cents; de la Caroline du sud, un pour huit; tandis que le papier de la Caroline du nord, — l'État le moins commercial de tous par sa nature, — n'était estimé valoir à Londres qu'un pour quatorze, dans la colonie même, qu'un pour dix. Et pourtant on ne répudia point cette politique. Les hommes d'État de l'Angleterre ne proposèrent ou ne manifestèrent jamais le désir de mettre la monnaie courante intérieure des colonies sur le pied d'égalité avec celle du grand monde commercial; le système que Franklin avait appuyé trouva un défenseur dans Pownall et fut soutenu par Edmond Burke, sauf que Burke, au lieu d'une monnaie courante de papier déprécié, proposa l'émission d'espèces d'un taux peu élevé.

Les contestations au sujet de la monnaie courante amenèrent des collisions entre les provinces et l'Angleterre. La déclaration de la reine Anne fut sans utilité. Elle prétendait attribuer au coin de la monnaie telle valeur en Angleterre, telle autre valeur dans les colonies; mais comme ce coin, étant le produit actuel du travail, ne pouvait pas changer, ce n'était en réalité que donner aux mots, livres, shillings et pence une signification différente en Amérique de celle qu'ils portaient en Europe. Une proclamation de la reine ne pouvait porter atteinte à la valeur de l'or ou de l'argent. Tout aussi peu une proclamation royale pouvait-elle fixer la valeur

du papier colonial, qui était le résultat de la législation antérieure et qui dépendait du caractère de la politique future de dix ou douze gouvernements coloniaux désunis.

Ainsi, le grand motif de divergence entre l'Angleterre et ses colonies continentales de l'Amérique résidait dans le système mercantile avec ses conséquences. Des contestations surgissaient en outre dans toutes les parties du pays.

Les charpentiers du Maine s'avisèrent-ils, sur un terrain quelconque acheté depuis la concession de la nouvelle charte du Massachusetts, de couper un magnifique pin en sommiers pour un moulin à scier, l'employé de la Couronne d'Angleterre venait en mesurer le diamètre et accuser les auteurs de ce fait d'avoir commis un délit, en détruisant un mât réservé à la marine anglaise. Les législatures coloniales réprouvaient ces restrictions et le Parlement ne cessait d'intervenir pour étendre et confirmer le monopole royal sur les forêts américains.

Les ministres du Massachusetts, par l'intermédiaire de Cotton Mather, réclament un synode (1723) « pour recouvrer et rétablir la foi et la règle de l'évangile. » Le conseil y donne son assentiment ; la chambre hésite et, en renvoyant la question à la session suivante, donne occasion au peuple de faire connaître ses intentions. L'évêque de Londres prévient toute décision ultérieure, et un blâme venu d'Angleterre interdit une réunion « revêtue d'autorité, » comme un mauvais précédent pour les dissidents. Un prélat anglais venait de nouveau se poser en adversaire des opinions religieuses de la Nouvelle Angleterre.

Les habitants du Massachusetts s'opposaient résolument à ce que des appointements fixes furent alloués au gouverneur du choix de la Couronne, mais tous les ans ils lui votaient, par l'intermédiaire de la législature, telle dotation que ses bons services leur semblaient pouvoir mériter. Burnet reçoit

des instructions (1728) pour insister sur la fixation d'un traitement. La législature refuse de modifier la constitution en abandonnant la moindre parcelle de son autorité relativement à son octroi annuel ; de son côté, le gouverneur défend à la législature de s'ajourner et cherche à la fatiguer pour lui arracher son consentement. Les rustiques patriotes soutiennent avec fermeté les droits du peuple à exercer son influence sur le pouvoir exécutif, et dédaignent « de trahir la confiance considérable que leurs commettants ont mise en eux. » Burnet insinua que le Parlement d'Angleterre pourrait bien être invoqué comme arbitre du débat, et la charte du Massachusetts abolie par un acte de cette assemblée. Les représentants de la province en appelèrent de suite à leurs électeurs, en transmettant à toutes les villes de la colonie un rapport sur la question engagée. Boston, dans un meeting, approuva à l'unanimité le refus de fixer un traitement ; pour échapper à l'influence de cette cité, on convoqua la cour générale à Salem. Le bureau du commerce blâma la conduite de la Chambre des représentants ; les agents du Massachusetts conseillèrent de céder (1729), de peur que le parlement n'intervint ; mais les représentants répondirent : « Il vaut mieux que les libertés du peuple lui soient enlevées, que livrées par le peuple lui-même. » Burnet à sa mort légua cette affaire épineuse à Belcher, son successeur (1730). « L'assemblée du Massachusetts, » était-il dit dans les instructions du nouveau gouverneur, « a cherché, pendant les années qui viennent de s'écouler, et par des moyens qui ne peuvent se justifier, à affaiblir sinon à renverser la soumission due à la Couronne et la dépendance dans laquelle toutes les colonies doivent rester vis-à-vis de la mère-patrie ; » et on menaçait formellement d'en appeler au Parlement. La cour générale n'en persévéra pas moins dans sa résistance opiniâtre ; et à la fin, comme Belcher obtint de la Couronne l'autorisation d'accep-

ter les dotations annuelles, le débat se calma laissant la victoire à l'énergique volonté du Massachusetts.

En 1733, la province de la baie de Massachusetts présenta un mémoire à la Chambre des communes; elle priait d'être entendue par le conseil au sujet de certains griefs, et les griefs dont on se plaignait, c'était une instruction royale. Cette pétition au Parlement contre le roi fut proclamée par un vote, inutile et sans fondement, — constituant une grave insulte, « tendant à ébranler la dépendance de ladite colonie. » Le blâme émis par les représentants du Massachusetts fut en même temps qualifié par un vote « de procédé audacieux. »

Les fermiers du Connecticut aimaient (1728) à partager leurs domaines entre leurs enfants. Quant aux biens laissés *ab intestat*, leur législation fut annulée en Angleterre et on déclara que la loi anglaise, qui favorisait les aînés, devait rester en vigueur chez eux. L'égalité républicaine parut compromise par là; mais à la suite d'un court conflit entre le système européen et le système américain, la nouvelle législation triompha; le roi renonça au projet dangereux de faire appliquer les règles anglaises de succession aux agriculteurs de la Nouvelle Angleterre.

Au New-York, la population et le gouverneur étaient aussi en collision. Cosby imitant Andros dans le Massachusetts, insistait sur de nouveaux mesurages et de nouvelles concessions de terres, en remplacement des anciennes. Comme on lui objectait que c'était contraire à la loi, il répondit : « Pensez-vous que je m'inquiète de cela? J'ai un grand crédit en Angleterre. » La chambre de l'assemblée, choisie sous l'influence royaliste et continuée d'année en année, n'offrit point de résistance. Le droit des électeurs était paralysé, car la durée de l'assemblée était illimitée. Les cours de justice ne se montrèrent pas si souples; aussi Cosby, après

avoir révoqué le grand juge, désigna-t-il lui-même les juges, sans demander le consentement du conseil, ni sans attendre l'approbation du souverain.

La presse seule pouvait encore faire entendre quelques plaintes. On fonda donc un journal pour défendre la cause démocratique ; mais au bout d'un an environ après sa création, l'imprimeur, Jean-Pierre Zenger, fut jeté en prison (1734), sous l'accusation de publier des libelles faux et séditieux. Le grand jury ne trouvait aucun bill à lui appliquer et l'attorney général entama une instruction. Le défenseur de Zenger prit des conclusions au sujet des commissions des juges ; il leur reprocha de dépendre du bon plaisir de ceux qui les avaient nommés et d'avoir reçu leur mission sans le consentement du conseil. La cour répondit à cette exception en excluant de sa barre ceux qui l'avaient opposée. Lors du procès, l'éditeur avoua le fait ; mais le vieux André Hamilton, un légiste de Philadelphie, qui plaidait pour Zenger, justifia la publication en soutenant qu'elle était conforme à la vérité. « Vous ne pouvez être admis, » interrompit le grand juge, « à prouver la vérité d'un écrit qui est évidemment un libelle. » — « Alors, » dit Hamilton au jury, « nous en appelons à vous comme témoin des faits. Le jury a le pouvoir de prononcer à la fois en droit et en fait et il doit le faire. » « La question portée devant vous, » ajouta-t-il, « n'est pas seulement la cause d'un pauvre imprimeur, ni du New-York ; c'est la plus précieuse des causes, — la cause de la liberté. Quiconque préfère vivre libre plutôt qu'esclave vous bénira et vous révérera comme des hommes qui, par un verdict impartial, nous auront assuré d'une manière solide, à nous-mêmes, à nos descendants et à nos voisins, ce à quoi la nature et l'honneur de notre pays nous ont donné droit, — la liberté de nous opposer au pouvoir arbitraire en parlant et en écrivant conformément à la vérité. » Le jury

rendit son verdict de « non culpabilité; » la population des colonies triompha de cette victoire de la liberté; Hamilton reçut du conseil municipal de New-York les privilèges de citoyen, à cause de « sa généreuse et savante défense des droits de l'humanité. » Un patriote de la révolution a regardé ce procès comme l'étoile du matin de la révolution américaine. Mais ce ne fut pas un astre seulement qui annonça le lever de notre indépendance, toute une constellation servit de précurseur de cet heureux événement.

C'est dans la Pennsylvanie que la puissance populaire rencontra le moins d'entraves. « L'ardeur démocratique y faisait rage tout autant que dans aucun autre pays; » et Logan pouvait écrire avec désespoir au propriétaire : — « L'esprit de faction l'emporte chez le peuple; liberté et privilèges, voilà les cris qu'on entend toujours. » Le monde n'avait pas encore appris par expérience combien la fermentation de l'opinion publique est inoffensive, là où l'opinion publique délibère, décide et gouverne. Aux yeux des gens timides (1729), il semblait qu'il y avait « danger réel d'insurrection. » Les assemblées se montraient inconmodés; l'esprit d'insubordination augmentait par l'indulgence; les « squatters » s'accroissaient si rapidement, que leur nombre menaçait de devenir une sécurité pour eux. Le Maryland de son côté était aussi agité que la Pennsylvanie; lord Baltimore, bien que « un très raisonnable gentleman, se voyait fort insolemment traité par quelques membres des assemblées (1728). » Ce résultat était inexplicable d'après les vieilles théories de gouvernement. « Les embarras se succédaient les uns aux autres, comme les vagues remplacent les vagues dans la mer, tandis que la colonie de Penn avait toujours prospéré et grandi à chaque instant depuis ses débuts. » Et pourtant Logan ne pouvait se dépouiller de sa défiance au sujet des résultats de l'essai fait en Pennsylvanie. « Ce gouvernement

placé sous votre dépendance ne peut rester debout sans un miracle, » tel est l'avis qu'il donne au propriétaire (1729). Avec « la longue jouissance d'un air libre et d'une liberté presque sans restriction, nous ne devons pas avoir la moindre apparence ni d'une milice, ni de n'importe quels fonctionnaires, sauf des shériffs choisis par la multitude elle-même, et quelques constables, dont une partie destinée à exécuter les ordres du gouvernement; ajoutons à cela la plus extrême licence d'opinion vis-à-vis de ces autorités si habilement constituées et encouragées. »

Dans la presse, personne ne s'était montré aussi actif que Benjamin Franklin. Son journal défendait la liberté absolue de la parole et de la presse; car il tenait pour constant, que la mensonge seul redoute les attaques et réclame des auxiliaires, tandis que la vérité dédaigne l'assistance du bras séculier et triomphe par sa vigueur innée. Il repoussait avec mépris la « politique d'un gouvernement arbitraire, » capable d'envisager la vérité même comme un libelle. Il ne se faisait pas faute de défendre « le gouvernement du peuple, comme reposant sur les plus sages raisons. » Dans « la multitude, qui hait et redoute l'ambition, » il voyait le véritable contre-poids à opposer à des projets injustes, et il soutenait que les masses n'étaient pas capables « de se tromper sur n'importe quelle question importante. » « Le jugement de tout un peuple, » — tel était l'avis de Franklin, — « s'il est dégagé des préjugés des factions, s'il est à l'abri des artifices de la fourberie, est infaillible. » La voix du peuple est la voix de Dieu, voilà ce qu'il affirmait être vrai universellement; et, par conséquent, « le peuple ne peut, en aucune manière, se dépouiller de l'autorité suprême. » Il proclamait ainsi les droits communs de l'humanité, en faisant briller « des vérités éternelles, qui ne peuvent être ébranlées quand même les bases du monde le seraient. » Voilà quel était

l'état de l'opinion publique dans la Pennsylvanie, il y a un siècle.

La Virginie offrait encore un plus grand contraste avec l'Angleterre. Le xviii^e siècle était l'époque de l'ambition commerciale, et la Virginie, elle, abandonnait son commerce à des facteurs étrangers. C'était l'époque où les nations se lançaient dans les dettes, où les agioteurs et les banquiers disputaient aux propriétaires fonciers l'influence politique; la Virginie, au contraire, payait ses impôts en tabac, et, seule parmi toutes les colonies, seule parmi tous les États civilisés, résistant à la tendance générale du temps, elle n'avait point de dettes, point de billets de crédit, point de papier-monnaie. Le comité des bourgeois n'y craignait point « de parler irrévérencieusement du gouvernement du roi; les royalistes mêmes reconnaissaient que le peuple regardait « l'attachement pour le gouverneur comme incompatible avec l'intérêt du pays; » pourtant le peuple, quoique porté pour l'indépendance, n'avait pas de griefs persistants, pas de mécontentement à nourrir.

Les colonies revêtaient ainsi un caractère spécial. Sur tout le continent, la liberté nationale et l'indépendance gagnaient en vigueur et en maturité. Ce n'était point là le produit de la prévoyance et de la réflexion; ce n'étaient point là des germes semés ou alimentés par la main de l'homme; c'étaient des germes croissant comme les lis, qui se développent sans peine et sans lenteur.

CHAPITRE XXIV.

LES EMPIÈTEMENTS DES ANGLAIS SUR LES MONOPOLES DE L'ESPAGNE, AUX COLONIES, PRÉPARENT L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE.

Le monde moral est gouverné par des lois générales. Ces lois s'étendent non seulement à la nature inanimée, mais à l'homme et aux nations, — à la politique des gouvernants et à l'opinion des masses. Elles dirigent la succession des événements; au sein de la lutte des passions et des intérêts, au sein des guerres et des alliances, du commerce et des conflits, elles forment le principe conducteur de la civilisation, le principe qui assigne aux incidents sans liaison leur place convenable et dispose dans un ordre manifeste et harmonieux les groupes les plus bigarrés. Cependant, que l'homme dans son orgueil ne prétende pas découvrir la tendance des âges par intuition, sans le secours de l'observation. Il faut pour cela des recherches incessantes et poursuivies avec impartialité; tout comme dans l'étude de l'histoire naturelle, si l'on veut examiner même la plus modeste fleur, il faut se

procurer des instruments qui puissent en déployer l'admirable structure, sans s'inquiéter de la couleur et sans la défigurer. Pour l'historien investigateur, s'écarter de l'observation exacte serait tout aussi absurde que, pour l'astronome, de briser ses télescopes et de calculer la marche d'une planète par conjecture. Il y a d'ailleurs un criterium assuré de réussite; en effet, de même que toute assertion fausse renferme contradiction, la vérité seule possède de l'harmonie. La vérité en outre, et la vérité seule, est durable. Les passions égoïstes d'un parti s'évanouissent aussi vite que les intérêts matériels impliqués dans un conflit passager; elles peuvent mériter d'être décrites; jamais elles ne peuvent inspirer l'écrivain; et l'histoire qui va y puiser ses sympathies tombera dans l'oubli aussi rapidement que les cœurs qui en étaient enflammés ont été réduits en poussière. Au contraire, les faits fidèlement rapportés et convenablement rapprochés deviennent par eux-mêmes les anneaux solides d'une chaîne polie et brillante, qui rattache les événements à leurs causes et marque le chemin que la puissance électrique de la vérité a suivi de génération en génération.

Les événements passés sont à l'abri de tout changement, et, lorsqu'ils méritent d'être connus, ils peuvent l'être exactement dans leur aspect général. La constitution de l'esprit humain ne varie que dans les détails; les éléments en sont toujours les mêmes, et la multitude, ne renfermant après tout qu'une combinaison de facultés et de passions dont chacun a la conscience, est soumise aux mêmes lois qui gouvernent les individus. L'humanité donc, constamment enrichie et perfectionnée par les vérités qu'elle développe et les découvertes qu'elle amasse, possède une vie propre, et cependant ne contient aucun élément qui ne soit commun à chacun de ses membres. En confrontant les documents

avec les documents; en analysant les faits et en les rapportant tous aux lois de l'esprit humain dont ils sont la manifestation; en séparant l'idée qui anime l'action combinée des hommes de la forme que celle-ci revêt; en comparant les événements avec le grand mouvement de l'humanité, — la vérité historique peut se constituer en science; et les principes qui dirigent les affaires humaines, s'étendant comme une traînée lumineuse de siècle en siècle, deviennent la démonstration la plus puissante de la providence régulatrice de Dieu.

La conclusion qu'il y a progrès dans la marche de l'humanité se trouve ainsi justifiée. Toujours notre race a cru avec confiance à un avenir meilleur. L'histoire universelle ne cherche qu'à raconter « l'ensemble de toutes les œuvres providentielles de Dieu. » En Amérique, la première idée de cette mission de l'histoire se fit jour dans l'esprit de Jonathan Edwards (1739); cette conception, quoique encore entravée et défigurée par la forme théologique et quoique non dérivée de l'observation, était cependant plus grande que la théorie de Vieo; plus vaste et plus générale aussi que la méthode de Bossuet, elle embrassait dans ses contours toute « l'œuvre de rédemption, » — l'histoire de l'influence de la vérité morale tout entière sur la régénération graduelle de l'humanité. Le bon théologien de la Nouvelle Angleterre, qui avait paisiblement passé ses jours au sein de l'innocence et de la simplicité de la vie rurale, comprit qu'à travers toute la succession des révolutions la cause de la civilisation et de la réforme morale fait des progrès. « La nouvelle création, » — telles sont ses paroles, « est bien supérieure à l'ancienne. Il en est toujours ainsi; lorsqu'une chose est écartée par Dieu pour faire place à une autre, la plus récente surpasse l'ancienne. » — « Les roues de la Providence, » ajoute-t-il, « ne se meuvent pas au gré de l'aveugle hasard,

mais elles sont pourvues d'yeux tout autour et elles sont guidées par l'esprit de Dieu. Elles vont là où cet esprit va. » Rien ne paraît plus spontané que les volontés de chaque individu ; rien n'est pourtant plus certain, si ce n'est que la providence de Dieu dirige ces volontés vers le bien. La volonté privée de l'homme, libre au point de vue de son individualité, est subordonnée, dans sa combinaison avec d'autres, à des lois générales. C'est là la raison pour laquelle le mal se détruit lui-même ; voilà pourquoi la vérité, une fois mise au monde, est sûre de vivre à jamais ; voilà pourquoi la liberté et la justice, quelque résistance et quelque entrave qu'elles rencontrent, renouvellent la lutte d'âge en âge, persuadées que des messagers du ciel combattent à leur côté, et que les astres dans leur course font la guerre contre leurs ennemis à elles. Il semblerait qu'il n'y a point d'harmonie, point de tendance invariable vers un but important, dans les événements confus des règnes de Georges II d'Angleterre et de Louis XV de France ; la législation alors se trouvait tantôt subordonnée à la passion mercantile du gain, tantôt asservie à l'ambition et à l'avidité des maîtresses des rois ; — la corruption et la vénalité des personnages officiels, la débauche ouverte des cours, la voracité cupide du commerce, tout conspirait alors à exercer la domination sur la société civilisée. Le monde politique était vide et sans forme ; cependant l'esprit de Dieu se mouvait sur le chaos des passions humaines et des caprices humains, il produisait les fondements solides sur lesquels de meilleures espérances devaient reposer et il plaçait dans le firmament les phares brillants qui devaient servir de guides aux nations.

L'Angleterre, la France et l'Espagne occupaient tout le continent et presque toutes les îles de l'Amérique du Nord ; chacune avait établi sur ses colonies le monopole oppresseur de la métropole. Si ces trois puissances avaient été

unies, aucune colonie n'aurait pu se soulever avec succès; mais la Grande-Bretagne, orgueilleuse de son opulence, fit exécuter avec vigueur ses propres actes de navigation et ne tint nul compte de ceux de l'Espagne. Faisant respecter rigoureusement son commerce exclusif avec ses colonies, elle convoita le marché espagnol des îles de la terre ferme, et attentive à remplir ses desseins, elle fut sur le point de donner au monde, pour la première fois, dans le domaine de l'histoire, le spectacle d'une guerre pour le commerce. Les puissances coloniales empiétèrent les unes sur les autres et, dans leur soif de gain, non contentes d'opprimer leurs propres plantations, elles s'efforcèrent de s'approprier les richesses et le commerce des colonies de leurs rivales. Les monopoleurs des métropoles se divisèrent ainsi entre eux. Leurs divisions furent pour leurs colonies comme une promesse réciproque d'alliance en cas de rébellion. La guerre engendrée par l'avidité insatiable de l'Angleterre, et dirigée contre le monopole colonial de l'Espagne, hâta le triomphe de la liberté du commerce et renferma pour les colonies un présage d'indépendance.

Une partie des créanciers de l'Angleterre s'étaient constitués en compagnie pour exercer exclusivement le commerce dans les mers du Sud. Mais comme l'Espagne, ayant acquis la côte américaine dans ces mers, possédait le monopole de son commerce, la concession eût été dérisoire et sans valeur si ce monopole de l'Espagne n'avait pu être entamé avec succès; pour atteindre ce but, on attribua à la compagnie de la mer du Sud le bénéfice du traité de l'assiento (de la traite des noirs).

En 1719, le capital de la compagnie s'accrut par suite de nouvelles souscriptions pour un emprunt national; l'année suivante, on proposa d'englober dans ce capital toute la dette nationale de l'Angleterre. Ce système ressemblait à celui de

Law; seulement, le dernier se rattachait à une banque d'émission et avait déclaré la guerre aux espèces. En Angleterre, il n'y eut pas la moindre tentative, soit directe, soit indirecte, d'exclure les espèces; il n'y eut point d'augmentation des moyens de circulation, mais seulement un accroissement de capitaux. Les personnes embarquées dans l'entreprise eurent à souffrir de la fraude des uns ou de la témérité des autres; les agioteurs, — ceux qui avaient pris des actions dans la compagnie avec leurs certificats de la dette nationale, — ceux qui, entraînés par leur aveugle avidité, s'étaient engagés dans d'autres « duperies, » — se virent ruinés; mais le pays n'en fut pas le moins du monde appauvri.

Il était resté assez de ressources à la compagnie de la mer du Sud, après le renversement de ses espérances, qui ne reposaient que sur la fraude ou l'illusion, pour exécuter le contrat concernant les nègres et pour convoiter le commerce illicite avec l'Amérique espagnole. La cupidité n'en devint que plus ardente pour avoir été déjouée; et finalement « l'ambition, l'avidité, la détresse, le désappointement, toute cette complication de vices qui aboutissent à rendre l'esprit humain inquiet, envahirent toutes les conditions et tous les cœurs de la nation anglaise. » Les rêves de la prise de la Floride avec la possession du canal de Bahama, — de la prise du Mexique et du Pérou, avec leurs richesses réelles et imaginaires, — éblouirent les esprits remuants. Pendant qu'on attendait avec anxiété une occasion de conquête et de rapine, la Jamaïque devint le centre d'un commerce de contrebande très étendu; et les bâtiments à esclaves, profitant du traité de l'assiento pour se procurer des passeports, furent les instruments commodes de la cupidité des contrebandiers.

La grande activité du commerce d'esclaves des Anglais ne tire pas son principal intérêt pour l'histoire d'Amérique du

conflit passager auquel elle donna lieu. Tandis que la compagnie de la mer du Sud ne parvenait qu'imparfaitement à assouvir sa soif de richesses, grâce à son monopole de la fourniture des nègres aux îles et au continent espagnol, la compagnie africaine et les trafiquants isolés s'occupaient de plus en plus d'expédier des nègres dans les colonies de l'Angleterre. C'est à cet empressement, encouragé par la législation anglaise, secondé par la faveur royale, et vigoureusement soutenu pendant un siècle par tous les ministères qui se succédèrent en Angleterre, que l'on est redevable de voir le sixième de la population des États-Unis, — la moitié de celle qui réside dans les cinq États les plus voisins du golfe du Mexique, — composée de descendants des Africains.

Les hommes de couleur importés dans nos colonies, tantôt par la route des Indes Occidentales et tantôt, spécialement pour le Sud, directement de l'ancien continent, étaient enlevés tout le long de la côte d'Afrique, sur un espace de trente degrés, depuis le cap Blanc jusqu'à Loango Saint-Paul; depuis le grand désert de Sahara jusqu'au royaume d'Angola, ou peut-être même jusqu'aux limites du pays des Cafres. Il n'est guère possible de dire avec précision dans quelles baies ils étaient respectivement embarqués, de quelles cabanes exposées au soleil on les arrachait, de quelle captivité plus ou moins cruelle on les délivrait. Les trafiquants d'hommes ne se sont pas inquiétés de garder le souvenir de l'origine de leurs victimes. Elles provenaient principalement de bandes sorties de l'intérieur du continent; de sorte que la cargaison d'un seul navire pouvait se composer d'individus de langues différentes et issus de nations tout à fait étrangères les unes aux autres. Il n'y avait pas non plus uniformité de conformation; quelques-uns de ceux qu'on emmena dans notre pays faisaient partie de tribus dont la peau était d'un jaune basané.

Les nègres achetés en Afrique étaient, en partie, des coupables punis de l'esclavage ou condamnés à une amende, qui se trouvait acquittée par leur vente; en partie des débiteurs vendus, quoique à de rares exceptions livrés pour devenir esclaves à l'étranger; en partie aussi, des enfants vendus par leurs parents, des habitants arrachés à leurs villages, des captifs pris à la guerre. Il en résultait que les côtes de la mer et les confins des nations hostiles avaient l'aspect de pays ravagés. Mais la principale source d'approvisionnement, c'était la masse des individus nés à l'état d'esclavage; car le despotisme, la superstition, les mœurs de l'Afrique avaient multiplié la servitude. Dans la partie haute, sur le Sénégal et la Gambie, les trois quarts des habitants n'étaient pas libres, et le maître de l'esclave était le maître absolu des enfants de l'esclave. Le commerce d'esclaves, soit par les caravanes des Mores, soit par les navires des Européens, se trouvait surtout alimenté par l'accroissement naturel de la population. Dans les contrées montagneuses salubres et fertiles de l'Afrique occidentale, sous le soleil du tropique, la puissance de reproduction de cette race prolifique, jointe au développement incomplet de ses facultés morales, donnait à la vie humaine, aux yeux de l'homme lui-même, une valeur inférieure. L'humanité ne s'y respectait sous aucune de ses formes, — individus, famille ou nation. Nos systèmes de mœurs ne peuvent expliquer ce phénomène; il faut en chercher la cause, non pas dans la suppression du sentiment moral, mais plutôt dans la condition d'une branche de la famille humaine, qui n'a pas encore la conscience de ses facultés, qui n'est pas encore en possession complète de sa vie morale et rationnelle. C'est dans la situation de l'humanité elle-même, en Sénégambie, dans la haute et basse Guinée, que l'on trouve la solution du problème du commerce des esclaves. Le genre de vie des tribus natives de l'Amérique

en rendait l'établissement impossible chez elles. La maturité précoce des nègres, la facilité pour eux de se procurer leur subsistance, leur nature soumise à l'influence d'un soleil ardent, la fertilité et la salubrité de leur climat, le peu de développement de leur intelligence, la fécondité de leur race, tout cela fait comprendre comment, de siècle en siècle, les bâtiments à esclaves purent se procurer une cargaison et comment cependant la population de l'intérieur se recrutait constamment.

L'Angleterre estimait l'Afrique, parce qu'elle lui fournissait, en échange de ses produits manufacturés, d'abondants travailleurs pour ses colonies, et elle ne l'estimait pour aucun autre motif. Les trafiquants repoussaient les Africains de plus de trente ans comme trop vieux et en admettaient peu au dessous de quatorze ans. Sur le nombre total des transportés, il n'y avait pas plus d'un tiers de femmes et on regardait à peine, comme méritant d'être emmenées, les femmes de plus de 22 ans. Les bâtiments négriers anglais ne se chargeaient que de la jeunesse de l'Afrique.

L'esclavage et même le changement de maître étaient chose familière aux Africains ; mais se voir conduire aux rivages de l'Océan occidental, se voir condamné à franchir cet abîme immense, puis devoir supporter de nouvelles fatigues, sous un climat non éprouvé et au milieu d'une race inconnue, c'était épouvantable pour les hommes noirs. Les horreurs de la traversée répondaient d'ailleurs à l'infamie de ce trafic. De petits navires, de la capacité à peine de deux cents tonneaux, voilà ceux que l'on employait à cette fin ; car ils pouvaient pénétrer très aisément dans les baies et les fleuves de la côte et parvenaient promptement à se procurer leur cargaison, ils étaient en mesure de s'éloigner le plus vite possible des émanations mortelles de l'Afrique occidentale.

C'était dans de pareilles barques que s'entassaient cinq cents nègres et plus, et on pouvait s'étonner avec raison que sous le tropique des hommes pussent vivre ainsi renfermés dans un espace de quelques pouces. L'inégalité de forces entre l'équipage et la cargaison rendait nécessaire l'usage des menottes; les mains des hommes les plus vigoureux étaient attachées ensemble et la jambe droite de l'un était enchaînée à la jambe gauche de l'autre. L'avidité du trafiquant servait en partie de garantie pour la sécurité de la vie de ces malheureux, autant bien entendu que cela dépendait de lui; mais la mort n'en planait pas moins toujours sur le bâtiment négrier. Les noirs, en arrivant des plateaux élevés de l'intérieur sur le rivage de la mer, — mal nourris, d'ailleurs, pendant leur triste voyage, dormant la nuit sur la terre humide sans couverture, souvent gagnant la côte dans une saison défavorable, — absorbaient des germes de maladie, que leur emprisonnement à bord du navire transformait en fièvre dévorante. Il y a eu des exemples de mortalité de la moitié d'entre eux, — et même, comme on l'a rapporté, des deux tiers d'entre eux, — pendant la traversée. On a calculé que la perte totale par voyage s'est élevée en moyenne à quinze, et certainement à douze et demi au moins pour cent; les ports des Indes Occidentales devenaient le tombeau de quatre et demi en sus pour cent. Aucune scène de désolation ne pouvait surpasser la situation d'un bâtiment à esclaves encombré, en cas d'une tempête sur mer; pour peu encore que le navire fût démâté ou qu'il eût à souffrir d'un prolongement de navigation et du manque de vivres, ses misérables passagers étaient ballottés çà et là sans ressources sous l'ardeur des rayons verticaux du soleil, et ouvraient en vain la bouche pour aspirer une goutte d'eau.

On ne connaît aucune relation d'un voyage direct de la Guinée à la côte des États-Unis, bien que les bâtiments à

esclaves venant d'Afrique entrassent dans presque tous les ports considérables, au sud de New-York.

Dans les provinces septentrionales de l'Amérique anglaise, le petit nombre de nègres se perdait dans la foule plus nombreuse des blancs ; c'est seulement dans les basses terres de la Caroline du Sud et de la Virginie qu'ils constituèrent la grande majorité des habitants. Mais ils y arrivaient avec les facultés bornées de l'homme barbare ; quand ils se rencontraient sur notre sol, ils étaient aussi étrangers les uns aux autres qu'à leurs maîtres. Venant de certains endroits de l'Afrique séparés par des milliers de milles, les nègres émigrant en Amérique n'emportaient avec eux ni communauté de langage, ni conformité de mœurs, de culte ou de nationalité. Ils se voyaient obligés d'adopter un nouvel idiome pour communiquer les uns avec les autres ; un mauvais anglais devenait leur langue aussi bien entre eux qu'avec leurs maîtres. Il n'y avait donc point d'unité entre eux et point de danger politique immédiat à redouter de leur action combinée. Un jour éclata contre eux dans le New-York une agitation excessive, parce qu'on redoutait un prétendu complot de leur part ; mais c'était le produit d'une illusion chimérique. Parfois l'extrême dureté des surveillants a pu provoquer de la résistance, ou parfois un Africain, accoutumé à la liberté dès sa naissance et réduit en esclavage par les hasards de la guerre, portait avec lui de l'autre côté de l'Atlantique l'esprit indomptable d'un guerrier ; mais les cas d'insurrection étaient isolés et restaient sans résultats. Privée de traditions, de coutumes et de lois communes, la population noire n'avait qu'une existence fragmentaire, et ne possédait d'autres liens d'union que la couleur et l'infortune. L'esclave nègre en Amérique dépendait donc de son maître pour se civiliser ; il ne pouvait parvenir à quelque habileté dans les arts que par son maître ; par celui-ci seul il pouvait

se créer une patrie ; aussi, comme conséquence, il en résulta qu'à la génération suivante, s'il était toujours mécontent de son sort, il avait du moins appris à aimer le pays de son maître ; c'était aussi son pays.

Il n'est pas facile de conjecturer combien de nègres ont été importés dans les colonies anglaises du continent. Les évaluations ordinaires dépassent de beaucoup la vérité. Le climat vint en aide à l'opinion pour s'opposer à leur introduction. Comme leur nombre limité diminuait le danger de leur présence, ils paraissent s'être accrus dans le principe, mais peu rapidement pendant la première génération à cause de l'inégalité des sexes. Antérieurement à l'année 1740, on a bien pu introduire dans notre pays près de cent trente mille noirs ; avant 1776, un peu plus de trois cent mille. En 1727, « l'importation considérable de nègres » devint un sujet de plainte dans la Caroline du Sud. Le voyageur allemand, Von Reck, en 1734, portait leur nombre dans cette province à trente mille et exagéra excessivement le chiffre des importations annuelles en l'estimant à environ trois mille.

Dans les États du nord et du centre, on employait le nègre au service domestique et à la culture du froment et du maïs. Presque tout le tabac exporté du Maryland et de la Virginie, tout l'indigo et le riz de la Caroline étaient le fruit de son travail. Au lieu de rester dans un état de servitude sauvage et improductive, il contribuait par son labeur à la richesse des nations ; — son sort, à cause de l'influence qu'il exerçait sur le commerce, excita l'intérêt universel du monde civilisé.

Avec de nouvelles forces de production, le nègre connut de nouveaux besoins qui lui furent fournis au moins en partie. Au nord, il demeurait sous le toit de son maître ; on pourvoyait à son bien-être physique, et l'opinion le proté-

geait contre la cruauté des traitements. Au Sud, sa demeure consistait en une grossière cabane, construite par lui-même avec des troncs d'arbre ou des planches, — et ne lui procurant, sauf l'abondance du chauffage, qu'un faible abri contre l'hiver. Les anciens écrivains nous disent peu de chose de son histoire, sinon qu'il récoltait d'abondantes moissons.

La constitution physique du nègre décida de son séjour dans le Nouveau Monde; il aimait le soleil; le climat même de la Virginie était trop froid pour lui. Son travail augmentait donc de valeur à mesure qu'il s'avancait vers le Sud; il s'ensuivit que les rapports de maître et d'esclave devinrent essentiellement une institution méridionale; ce fut principalement aux colonies du sud que la Providence confia la tutelle et l'éducation de la race de couleur.

Le témoignage unanime de la tradition représente les nègres à leur arrivée comme grossiers et stupides, doués de mémoire et de force physique, mais dépourvus de tout exercice de la raison et de l'imagination. Leur organisation semblait analogue à leur état de barbarie. Mais au bout d'une génération, tous les observateurs ont constaté le progrès marqué du nègre américain. Au milieu des horreurs de l'esclavage et de la traite, les maîtres avaient, en partie du moins, rempli le devoir d'améliorer et de civiliser les nègres.

L'idée d'une émancipation générale se présenta bientôt. Le Massachusetts, où les premiers planteurs s'étaient attribué « le droit de traiter les Indiens sur le pied des Cananéens ou des Amalécites, » s'opposa toujours à l'introduction des esclaves venant du dehors; et en 1701, la ville de Boston donna pour instructions à ses représentants « d'assigner un terme à l'esclavage des nègres. » En 1712, sur une pétition générale pour l'émancipation par la loi des nègres esclaves, la législature de la Pennsylvanie répondit que « il n'était ni

juste ni convenable de les mettre en liberté; » pourtant Georges Keith, le premier abolitioniste, trouva des imitateurs dans l'excentrique Benjamin Lay, — dans Ralph Sandiford, qui regardait l'esclavage comme incompatible aussi bien avec les droits de l'homme qu'avec les principes du christianisme, — et plus tard, dans Antoine Beneret, l'aimable enthousiaste.

Mais le christianisme n'affranchissait-il pas ses convertis? Le monde chrétien de cette époque révérait presque universellement dans le Christ la personnification de la sagesse divine. Pouvait-on équitablement maintenir en esclavage un être intelligent qui, par le médiateur, avait participé à l'esprit de Dieu et, par ses propres efforts intimes, avait acquis la conscience de l'existence suprême et des rapports entre cette existence et l'humanité? De la Nouvelle Angleterre à la Caroline, « l'opinion » prédominante était que la condition « d'être baptisé est incompatible avec l'état d'esclavage; » et cette ancienne idée devint le principal obstacle à l'instruction et à la « conversion de ces pauvres gens. » Ce sentiment était si profondément enraciné et si général, que la Caroline du sud, en 1712, — le Maryland, en 1715, — la Virginie, à plusieurs reprises, de 1667 à 1748, s'y déclarèrent opposés par des décrets spéciaux. Les légistes de leur côté proclamèrent cette crainte sans fondement; et « l'avis du procureur de Sa Majesté et de l'avocat général, Yorke et Talbot, signé de leur propre main, fut en conséquence imprimé dans le Rhode Island et répandu dans les plantations. » « Je désire de tout mon cœur, » ajoute Berkeley, « que cela puisse produire l'effet attendu; » et en même temps il blâmait « le mépris irrationnel professé pour les noirs, » et qui les faisait regarder « comme des créatures d'une autre espèce, n'ayant nul droit à être instruites. » Gibson, évêque de Londres, se prononça dans le même

sens (1727), en disant que « le christianisme et la conversion à l'évangile n'apportent pas la moindre altération à la propriété civile ; » il invitait également les maîtres à envisager les nègres « non simplement comme des esclaves, mais comme des hommes et des femmes réduits en esclavage et possédant la même organisation et les mêmes facultés qu'eux-mêmes. » Ainsi la lutte avec les hommes de loi et les planteurs se trouva évitée par les amis des nègres, qui souhaitaient vivement leur amélioration et qui cependant voulaient laisser leur émancipation se décider par ce résultat.

Sans la différence de couleur, cette question aurait reçu sans retard une solution affirmative. Il n'y a pas, dans toute la législation coloniale de l'Amérique, une seule loi qui reconnaisse d'une manière abstraite la légitimité de l'esclavage. Toutes les provinces étaient favorables à la liberté comme telle. La véritable question en jeu dès le début fut, non pas celle de l'esclavage et de la liberté en général, mais bien celle des rapports de la race éthiopienne et de l'américaine. Les Anglais en Amérique toléraient et pratiquaient non l'esclavage de l'homme, mais l'esclavage de l'homme qui était

« Coupable d'avoir une peau
Non colorée comme la leur propre. »

C'était dans la peau que résidait la faute inexpiable et, comme on le croyait, inexpiable. Le nègre que la bienveillance de son maître avait affranchi ne se voyait pas absorbé dans la masse de la population libre ; sa couleur, il la conservait toujours et elle faisait de lui un élément distinct dans la société. De là l'adoption de lois restrictives du droit d'émancipation. La marque indélébile de la race noire restait invariable et sans modification ; et dans l'état de l'opinion, s'élever, par le mérite seul était pour le noir, chose imprati-

cable ; le chemin vers l'égalité sociale lui était fermé ; il ne pouvait sortir de l'humiliation sans l'élévation de sa race.

Notre pays a bien pu redouter d'assumer la tutelle des nègres. La question de tolérer le commerce des esclaves et la question d'abolir l'esclavage reposaient en effet sur des bases différentes. La première consistait dans le refus d'accepter un dépôt, la seconde dans la manière d'exercer cette mission. Les colonies anglaises du continent, dans leur ensemble, se montrèrent toujours contraires au trafic des esclaves d'Afrique. Le Maryland, la Virginie, la Caroline même, — alarmés de l'excès de production et par conséquent du bas prix de leurs marchandises, des lourdes dettes contractées par l'achat d'esclaves à crédit, et de l'accroissement dangereux de la population de couleur, — témoignèrent toujours dans leur inquiétude une préférence pour l'introduction des blancs ; aussi les lois, ayant en vue de diminuer les importations d'esclaves, se rencontrent-elles disséminées en grand nombre dans les archives de la législation des colonies. Le premier congrès continental (1776), qui assumait les pouvoirs de législateur, communiqua une expression légale à l'opinion bien arrêtée du pays, en décidant « que l'on n'importerait point d'esclaves dans aucune des treize colonies unies. »

Avant que l'Amérique légiférât pour son propre compte, l'interdiction de la traite des noirs était chose impossible. L'Angleterre soutenait inexorablement ce système, qui par ses excès mêmes se fit de nouveaux et plus acharnés partisans. Le commerce anglais des esclaves commença à atteindre sa plus grande activité après le traité de l'assiento. De 1680 à 1700, les Anglais arrachèrent à l'Afrique près de trois cent mille nègres, soit environ quinze mille par an. Ce chiffre, pendant la durée de l'assiento, n'a probablement pas été moindre en moyenne de trente mille. Raynal estime que

le nombre des nègres exportés d'Afrique par toutes les nations européennes, avant 1776, s'est élevé à neuf millions; et Albert Hüne, l'historien allemand circonspect du commerce des esclaves, regarde son évaluation comme trop faible. Une analyse exacte de la population de couleur en Amérique à différentes époques et les conclusions qu'on peut tirer du petit nombre de documents authentiques sur le nombre des nègres importés, corrigées par la comparaison des produits commerciaux du travail des esclaves, tels qu'ils résultent des annales du commerce anglais, semblent prouver d'une manière incontestable que même l'estimation de Raynal est plus considérable que la réalité. Nous ne nous tromperons pas de beaucoup si pendant le siècle antérieur à la prohibition de la traite par le congrès américain, en 1776, nous supposons que le nombre des noirs importés par les Anglais dans les Indes occidentales espagnoles, françaises et anglaises, aussi bien que dans les colonies anglaises du continent, s'est élevé en totalité à près de trois millions, auxquels il faut ajouter plus d'un quart de million de nègres achetés en Afrique et jetés dans l'Atlantique pendant la traversée. La masse de bénéfices recueillis par les marchands anglais pour la totalité de leur trafic sur ce chiffre d'esclaves, n'a probablement pas été inférieure à quatre cent millions de dollars. Cependant, comme la moitié au moins des nègres exportés d'Afrique en Amérique ont été transportés sur des bâtiments anglais, il faut observer que cette évaluation est de beaucoup la plus basse qui ait jamais été faite par les fouilleurs des statistiques de la perversité humaine. Toute réduction opérée d'ailleurs, la traite n'en conserve pas moins son caractère de crime gigantesque.

A une époque où les intérêts du commerce servaient de guide à la législation, cette branche de trafic possédait une attraction prédominante. Pas un homme d'État n'en signala

l'énormité; et si Richard Baxter se fit l'écho des sentiments des puritains du Massachusetts, si Southern arracha des larmes au récit tragique d'Oronooko, si Steele réveilla un battement d'indignation par l'histoire d'Inkle et d'Yariko, si Savage et Shenstone chantèrent dans leurs faibles couplets les malheurs des « enfants des sables de l'Afrique, » si Hutcheson, le métaphysicien irlandais, voulant établir un système de morale plus élevé, stigmatisa à juste titre ce trafic, l'opinion publique pourtant n'éleva point la voix contre lui. Des bâtiments anglais, équipés dans des villes anglaises, sous la protection spéciale de la famille royale, du ministère et du parlement, ravirent à l'Afrique, de 1700 à 1750, un million et demi d'âmes probablement, dont le huitième périt victime de la traversée et trouva un tombeau dans l'Atlantique; et pourtant l'indignation publique ne se souleva pas en Angleterre contre ces énormités; car le sentiment général de l'époque était asservi au matérialisme. Il y a eu des guerres pour l'équilibre des puissances, comme si la sauvegarde des nations résidait dans la force seulement. Le protestantisme lui-même a été, au point de vue politique, le triomphe du matérialisme sur l'autorité spirituelle de l'Eglise. Une influence analogue s'est fait ressentir dans la philosophie et les lettres. Shaftesbury qui s'en prétendait l'adversaire, faisant descendre la conscience dans la sphère de la sensibilité, agrandissait plutôt qu'il ne renversait la philosophie des sens. Le poétique auteur des *Essais sur l'homme* exaltait, dans un style excellent, l'égoïsme jusqu'à l'identifier avec la charité et en faisait un magnifique éloge comme si c'était la source de la philanthropie la plus large. Bolingbroke, dans ses attaques contre la religion, n'était qu'un vététaire s'acharnant sur des difficultés historiques. Dans la grande école des déistes anglais, quelques-uns seulement étaient disposés à faire la guerre à l'autorité humaine, tandis

que les autres, égarés par le matérialisme, perdaient si bien de vue, dans leurs théories de la nécessité, la force créatrice de l'esprit, qu'ils ne faisaient de l'univers qu'un vaste ensemble de résultats conformes aux lois de la nature. Hume lui-même ne rejetait pas un système qui ne conduisait, comme il le démontrait, qu'au scepticisme absolu. La philosophie du jour ne fournissait aucune protection aux Africains contre l'oppression; et l'interprétation du droit coutumier anglais tenait également peu de compte de la liberté de l'homme. Le nègre des colonies, qui faisait voile vers la métropole, ne trouvait donc aucun avantage à toucher le sol de l'Angleterre, car il revenait esclave. Telle fut la loi approuvée de la Virginie dans la première moitié du siècle dernier; telle fut l'opinion de Yorke et de Talbot, les officiers de justice de la couronne, exprimée en 1729, puis renouvelée et confirmée, après un espace de vingt ans, par l'un de ces mêmes fonctionnaires publics, en qualité de chancelier d'Angleterre.

L'influence des manufacturiers fut encore pire. Ils réclamaient à grands cris la protection d'un commerce qui leur ouvrait un marché en Afrique. Les partisans de la traite des noirs dictèrent ainsi la loi à l'Angleterre. La chambre des communes, par une décision prise sous le règne de Guillaume et de Marie, proposa de laisser libre le commerce des nègres « pour le plus grand avantage des plantations; » et le livre des statuts de l'Angleterre ne tarda pas à publier l'opinion du roi et du parlement (1695), que « ce trafic est extrêmement profitable et avantageux au royaume et aux colonies. » En 1708 un comité de la chambre des communes déclare dans un rapport que « ce commerce est important et doit être libre; » en 1711, un comité déclare de nouveau dans un autre rapport que « les plantations doivent être pourvues de nègres à un taux raisonnable, » et recommande de

développer la traite. En juin 1712, la reine Anne, dans un discours au parlement, se vante d'avoir réussi à assurer aux Anglais un nouveau marché à esclaves dans l'Amérique espagnole. En 1729, George II recommanda d'ériger, aux frais de la nation, des forts en Afrique, et l'on suivit cette recommandation. Enfin, en 1749, pour imprimer la plus grande activité à la traite, on écarta tous les obstacles qui entravaient les entreprises particulières, et les ports de l'Afrique furent ouverts à la concurrence des Anglais; car « la traite des noirs, » — telles sont les expressions du statut, — « la traite des noirs est très avantageuse à la Grande-Bretagne. » — « Le parlement anglais, » écrivit un de ses membres au mois de février 1750, « a délibéré pendant cette quinzaine sur les moyens de rendre plus productif cet horrible trafic de la vente des nègres. Il nous a été démontré que quarante-six mille de ces malheureux sont vendus annuellement à nos colonies seulement. »

Mais, tandis que le monopole exclusif de la compagnie africaine était renversé et le commerce de chair humaine ouvert à la concurrence des Anglais, le monopole des sujets de la Grande-Bretagne se trouva rigoureusement renforcé contre les étrangers. Pour que les Anglais seuls pussent monopoliser toutes les richesses à retirer de la traite, Holt et Pollexfen et huit autres pages, dans une poursuite en règlement du conseil, avaient émis l'avis « que les nègres sont des marchandises et que par conséquent l'acte de navigation devait s'appliquer au commerce anglais concernant les noirs, à l'exclusion des étrangers.

La même politique se manifesta dans les rapports entre la couronne d'Angleterre et les colonies. On accorda des terres du domaine public aux émigrants, dans une colonie des Indes occidentales, au moins sous la condition que le propriétaire résidant « prit quatre nègres par cent acres. »

Le dix-huitième siècle fut, pour ainsi dire, inauguré par l'instruction royale de la reine Anne (1702) au gouverneur du New-York et du New-Jersey, recommandant « de procurer des encouragements convenables aux marchands et en particulier à la compagnie africaine royale d'Angleterre. » Que des instructions analogues aient été données en général, c'est ce qui ressort évidemment de l'apologie de Sportswood au sujet des faibles importations d'esclaves dans la Virginie. Dans cette république, les planteurs voyaient avec déplaisir l'accroissement des nègres. Une taxe en vient entraver l'importation et, en 1726, Hugh Drysdale, le lieutenant général, annonce à la chambre que, « grâce à son crédit et en vue de ses intérêts, la compagnie africaine a obtenu le rappel de cette mesure. » Longtemps après, un homme d'État de la Virginie, dans un examen complet de la marche de la législation de cette colonie et de l'influence contradictoire du gouvernement anglais, sans préjugé hostile contre l'Angleterre, attesta, conformément à la vérité, que « le gouvernement anglais neutralisa constamment les efforts de la Virginie pour mettre un frein à cet infernal trafic. » Sur quelque motif que fût fondée l'opposition de la Virginie à la traite, le reproche n'en était pas moins juste.

L'homme blanc qui émigrerait devenait un citoyen dangereux ; il était au contraire tout à fait certain que les nègres de ce siècle ne professeraient jamais des idées républicaines ; leur présence dans les colonies en renforçait la dépendance. Cette raison fut avouée par « un marchand anglais, » qui publia, en 1755, une brochure politique intitulée : « *Le commerce africain des esclaves, le grand pilier, et rapport du commerce colonial anglais en Amérique.* » « S'il était possible aux blancs de remplir le rôle des nègres pour la culture, » voilà ce que l'auteur y soutenait, « nos colonies viendraient en concurrence avec les manufactures de ces

royaumes. Dans ce cas, vraiment nous aurions des motifs fondés de redouter la prospérité de nos colonies; mais tant que nous pourrions leur fournir des nègres en abondance, nous n'avons pas à nourrir de semblables appréhensions. » « Le travail des nègres maintiendra nos colonies anglaises dans une juste subordination aux intérêts de leur métropole; car tant que nos plantations dépendront uniquement des nègres, nos colonies ne pourront jamais devenir nuisibles aux manufactures anglaises, et ne pourront jamais se déclarer indépendantes du royaume britannique. » Cette politique de l'Angleterre n'éprouva pas le moindre adoucissement. « Mes amis et moi, » écrivait Oglethorpe, « nous avons fondé la gloire de la Georgie et par charte nous en avons été reconnus les curateurs. Nous étions résolus à ne point y tolérer l'esclavage; mais les marchands d'esclaves et leurs adhérents non seulement nous ont suscité une foule de tracasseries, mais à la fin ont arraché au gouvernement son approbation. » La Caroline du Sud, en 1760, voulut apporter quelques restrictions à la traite, par des motifs de prudence; elle n'y gagna rien, sinon que d'essuyer un refus de la part du ministère anglais. La Grande-Bretagne, repoussant constamment toutes les mesures coloniales prises pour limiter la traite, recommanda aux gouverneurs, sous peine de révocation, de ne pas même donner leur assentiment provisoire à de semblables décisions; un an encore avant la prohibition de la traite des noirs par le congrès américain de 1776, le comte de Dartmouth trahit les tendances des colonies et la politique de l'Angleterre, en adressant ces mémorables paroles à un fonctionnaire colonial : — « Nous ne pouvons permettre aux colonies d'entraver ou de décourager en aucune façon un trafic aussi avantageux pour la nation. »

Le traité de l'assiento, arraché dans l'origine à l'Espagne

par la force des armes, restait une source de jalousie entre cette monarchie et l'Angleterre. D'autres sujets de collision se préparèrent sur la frontière américaine, où l'Espagne prétendit hardiment étendre sa juridiction au nord de la Savannah, au moins jusqu'au détroit de Sainte-Hélène. La fondation de Saint-Augustin avait précédé d'un siècle celle de Charleston; l'orgueil national se rattachait toujours aux traditions de la vaste extension de la Floride; on avait réussi à disperser l'établissement des émigrants écossais à Port-Royal, les Indiens et les nègres se voyaient accueillis comme des alliés tout disposés contre les empiétements des Anglais, et c'était par faiblesse seulement qu'on avait toléré l'avancement graduel des plantations de la Caroline du sud vers la Savannah. Sur ces entrefaites, l'Angleterre résolut de passer ce fleuve et de planter son drapeau encore plus près des remparts de Saint-Augustin.

Cette résolution ne se vit pas adoptée à la hâte. En 1717, fut mise en avant, par un individu dont le père avait été intéressé dans la malheureuse entreprise de lord Cardross, la proposition de fonder une nouvelle colonie au sud de la Caroline, dans le pays proclamé comme la contrée la plus délicieuse de l'univers. Ce pays devait être cultivé par des laboureurs anglais et irlandais, sans « le dangereux secours des Peaux-Noires. Trois ans plus tard, pendant l'époque de surexcitation de l'agiotage et des rêves brillants en Angleterre, le projet fut repris. Quand la Caroline devint, par rachat, une province royale (1728), Johnson, son gouverneur, reçut pour mission de désigner l'emplacement de communes vers le sud jusqu'à l'Alatamaha; en 1731, un site fut choisi pour une colonie de Suisses dans l'ancien pays des Yamassces, mais sur la rive gauche de la Savannah. La contrée située entre les deux fleuves était toujours un désert, sur lequel l'Angleterre n'exerçait qu'une juridiction nomi-

nale, quand l'esprit de charité s'entendit avec la passion égoïste de l'extension du territoire et, sans s'inquiéter de cette objection que « les colonies deviendraient trop grandes » pour l'Angleterre « et secoueraient leur dépendance, » résolut de peupler ce climat échauffé par le soleil des enfants de l'infortune, — c'est à dire de ceux qui en Angleterre n'avaient ni terre ni abri, et de ceux à qui, en leur qualité de protestants, le fanatisme refusait sur le continent européen la liberté de culte et une patrie.

A cette époque où la protection de la propriété constituait le but avoué du gouvernement, le gibet servait de pénalité pour le moindre larcin, et chaque année aussi au moins quatre mille malheureux se voyaient enfermés en prison, dans la Grande-Bretagne, du chef de pauvreté. Une dette minime entraînait l'emprisonnement perpétuel; un engagement contracté à la légère faisait condamner la dupe infortunée à la captivité pour toute sa vie. Cet état de choses attira l'attention de James Oglethorpe, membre du parlement anglais; c'était un homme d'une âme héroïque et d'un naturel compatissant; il avait atteint le plein développement de la maturité; il était riche des leçons variées de l'expérience; il s'était formé aussi bien à l'école de la science qu'à celle de l'action; élève de l'université d'Oxford, royaliste par la naissance, il avait reçu un premier brevet dans l'armée anglaise pendant l'élévation de Bolingbroke, servi comme volontaire dans la maison du prince Eugène et assisté au siège de Belgrade et à la brillante campagne contre les Turcs sur le Danube. A lui revient l'honneur, dans les annales de la philanthropie législative, d'avoir le premier résolu de redresser les griefs qui s'étaient si longtemps dérobés aux regards du public, — c'est à dire de jeter la lumière sur le sort des débiteurs. Touché des chagrins que les murs d'une prison ne pouvaient soustraire à

son œil miséricordieux, il alla scruter les sombres horreurs des cachots,

« Où la maladie fait languir, où la soif et la faim consomment,
Et où le pauvre infortuné ressent les coups de fouet du vice. »

En 1728, il invoqua l'intervention du parlement anglais, et, en qualité de commissaire chargé de s'enquérir de l'état des prisons du royaume, il persévéra dans son zèle, jusqu'à ce qu'il fût parvenu « à arracher à l'extrême misère et à rendre à la lumière et à la liberté des quantités de personnes, qui, par suite d'un long emprisonnement pour dettes, étaient devenues étrangères et se trouvaient délaissées dans leur pays natal. » Il fit plus. Il forma dans leur intérêt et dans celui des protestants persécutés le plan d'un asile et d'une nouvelle destinée en Amérique, où la pauvreté antérieure des uns ne leur serait pas reprochée et où la simplicité de la piété des autres pourrait favoriser l'esprit de dévotion, sans craindre de persécution de la part d'hommes qui haïssaient cette simplicité à cause du blâme qu'elle faisait retomber sur eux par son exemple.

Il ne fut pas difficile à Oglethorpe de trouver des associés, partisans de ses vues désintéressées. Pour leur accomplissement, une charte, émanée de Georges II et datée du 9 juin 1732, érigea la contrée située entre la Savannah et l'Alatamaha, et depuis les sources de ces fleuves, à l'ouest, jusqu'à l'océan Pacifique, en la province de Géorgie, et la plaça pour vingt et un ans sous l'administration d'une association, « en dépôt pour les pauvres. » Le sceau officiel de la corporation, portant sur un de ses côtés un groupe de vers à soie occupés à travailler, avec la devise : *Non sibi, sed aliis*, — non pour eux-mêmes mais pour autrui, — marquait le but désintéressé des patrons, à qui, sur leur propre demande, il fut interdit de recevoir la moindre concession de terres, ou

de retirer le moindre émolument que ce fût. Sur l'autre côté du sceau, on avait représenté comme emblème deux figures appuyées sur des urnes, désignant les fleuves frontières et ayant entre elles le génie de « Georgia Augusta, » avec le bonnet de la liberté sur la tête, une pique dans une main, une corne d'abondance dans l'autre. Seulement, le bonnet de la liberté fut, pendant quelque temps du moins, un emblème mensonger; car tout le pouvoir exécutif et législatif, ainsi que l'institution des tribunaux, fut confié pour vingt et un ans aux administrateurs exclusivement, ou à leur conseil municipal, qui était maintenu en fonction tant qu'il se comportait bien. Les administrateurs, hommes de loisir et de charité, ignorant la valeur ou la nature de la souveraineté du peuple, regardèrent ces clauses comme ne contenant que « les pouvoirs nécessaires pour consolider et gouverner la colonie. » Le pays, ouvert aux juifs, resta fermé aux « papistes. » A la tête du conseil se trouvait Shaftesbury, quatrième comte de ce nom; mais le membre le plus distingué en était Oglethorpe. L'entreprise se présenta sous de si brillants auspices, qu'elle fit concevoir immédiatement des espérances séduisantes et des rêves enchanteurs d'un Éden, destiné par son apparition à récompenser l'ardeur d'une charité si désintéressée. Le bienfaisant soleil de la nouvelle colonie devait luire sur d'abondantes vendanges de raisins pourprés, et le ver à soie filer son coton pour enrichir le négociant anglais, et occuper les métiers de l'Angleterre. Les sentiments de bienveillance des Anglais s'éveillèrent aussi; la charité d'une nation opulente et éclairée devait se concentrer sur la nouvelle plantation; le zèle individuel s'alluma en sa faveur; la société pour la propagation de l'évangile dans les contrées étrangères chercha à faire avancer son œuvre, et le parlement montra son bon vouloir en votant de son côté une allocation de dix mille livres.

Mais, tandis que les autres consacraient à ce projet leurs loisirs, leurs prières ou leurs richesses, Oglethorpe, sans se soucier du danger, se dévoua pour sa réalisation. Au mois de novembre 1732, s'étant embarqué avec environ cent vingt émigrants, il entreprit un voyage en Amérique, et au bout de cinquante-sept jours il arriva à la barre de Charleston (1733). Après y avoir reçu à la hâte un accueil bienveillant, il fit voile directement pour Port-Royal. Pendant que les colons débarquaient à Beaufort, leur patron remonta le fleuve-barrière de la Géorgie et choisit pour emplacement de la capitale le haut mamelon sur lequel se trouve actuellement Savannah.

1733/ A la distance d'un demi-mille résidaient les Yamacraws, branche des Muskhogees, qui, ainsi que Toms-Chichi, leur chef, recherchèrent leur sécurité au moyen d'une alliance avec les Anglais (1733). « Voici un petit présent, » dirent les Peaux-Rouges, en offrant une peau de buffle, sur laquelle étaient peintes à l'intérieur une tête et des plumes d'aigle. « Les plumes d'aigle sont douces et signifient amour; la peau de buffle est chaude et elle est l'emblème de la protection. Aimcz donc et protégez nos petites familles. » Le premier jour de février ou le douze, d'après le nouveau mode de computation, les colons à bord d'un petit sloop et de quelques piroques arrivèrent à l'emplacement désigné pour la ville, et avant le soir campèrent sur le rivage près de l'embouchure du fleuve. Quatre beaux pins abritèrent la tente d'Oglethorpe qui, pendant douze mois environ, ne rechercha pas d'autre demeure. Au sein de cette agréable contrée, les rues de Savannah furent tracées avec la plus grande régularité; on réserva une place publique dans chaque quartier; les maisons s'élevèrent et se construisirent sur un même plan, — chacune en bois de charpente scié, de vingt-quatre pieds sur seize d'étendue, avec un grossier plancher de sapin, les côtés fermés par des planches amenuisées et non rabottées et le

toit couvert de bardeaux. C'est une maison de ce genre qu'Oglethorpe loua plus tard pour résidence, quand il se trouva à Savannah. Bientôt une promenade, percée à travers les forêts primitives, conduisit à un vaste jardin situé sur le bord du fleuve et destiné à servir de pépinière aux fruits de l'Europe et aux productions admirables de l'Amérique. Tels furent les commencements de la république de Géorgie. Le réformateur charitable de la discipline des prisons était déjà le fondateur d'un État, appelé à être « le lieu de refuge des habitants de l'Angleterre réduits à la misère et des protestants persécutés de l'Europe. »

La réputation de notre héros pénétra dans le désert; au mois de mai, les chefs des huit villes des Muskhogees inférieurs, répondant à son invitation, arrivèrent pour conclure une alliance. Long King (Long Roi), le grand et vieux chef civil des Oronas, parla ainsi au nom de tous : — « Le grand Esprit, qui réside partout autour de nous, et qui donne la vie à tous les hommes, envoie les Anglais pour nous instruire. » Réclamant comme leur le pays au sud de la Savannah, il offrit aux étrangers la bienvenue dans les terres dont sa nation ne se servait pas; et en gage de la sincérité, il déposa huit paquets de peaux de daims aux pieds d'Oglethorpe. « Tomochichi, » ajouta-t-il, « quoique banni par sa nation, a cependant été un grand guerrier; et les exilés l'ont choisi pour leur roi, à cause de sa sagesse et de son courage. » Tomochichi entra craintivement et se courbant très-bas exprima sa reconnaissance de ce qu'il lui était toujours permis « de compter sur un bon pays au milieu des tombes de ses ancêtres. » Le chef de Coweta se leva et dit : « Nous sommes venus d'une distance de vingt-cinq journées pour vous voir. Je n'ai jamais voulu me rendre à Charleston, de peur de mourir en chemin; mais lorsque j'ai appris que vous étiez venus ici et que vous étiez de braves gens, je suis venu pour

pouvoir entendre de bonnes choses. » Il accorda alors aux exilés l'autorisation d'inviter les parents qui les aimaient à quitter les villes des Creeks, pour pouvoir habiter ensemble. « Rappelez, » ajouta-t-il, « les Yamassees, pour qu'ils puissent être ensevelis en paix au milieu de leurs ancêtres, et qu'ils puissent en voir les tombeaux avant de mourir. » Le 1^{er} juin se signa un traité de paix, par lequel les Anglais revendiquaient la souveraineté sur les terres des Creeks, dans le sud, jusqu'au Saint-John; puis les chefs repartirent comblés de présents. 112

Un Cherokee parut chez les Anglais. « Ne crains rien, » dit Oglethorpe, « mais parle franchement; » et le montagnard répondit : « Je parle toujours franchement. Pourquoi craindrais-je? Je suis maintenant parmi des amis; je n'ai jamais rien craint, même au milieu de mes ennemis. » Et des relations amicales s'établirent avec les Cherokees. L'année suivante (1734), Red Shoes (Sobliers-Rouges), un chef chocta, proposa de faire commerce. « Nous avons parcouru une longue route, » dit-il, « et nous sommes une grande nation. Les Français construisent des forts près de chez nous (1733), contre notre gré. Nous avons longtemps trafiqué avec eux, mais ils sont pauvres en marchandises; nous désirons que des échanges puissent s'opérer entre nous et vous. » Quand ces relations commerciales furent ouvertes avec eux, les Anglais se mirent à convoiter les ports du golfe du Mexique.

La bonne foi d'Oglethorpe dans ses offres de paix, la noblesse de sa contenance, et la douceur de son caractère lui concilièrent la confiance des Peaux-Rouges; lui de son côté se plaisait dans leur simplicité et cherchait les moyens d'augmenter la lumière qui éclairait leurs esprits de si faibles rayons, de guider leur raison égarée et de leur apprendre à connaître le Dieu qu'ils adoraient par ignorance. 113

Pendant que la province voisine, la Caroline du Sud,

déployait « un zèle universel pour assister sa nouvelle alliée et son boulevard, » les protestants persécutés, connus sous le nom de Moraves, entendirent le message d'espérance et, sur l'invitation de la société anglaise pour la propagation de l'évangile, se préparèrent à émigrer pour la Savannah. Traversée libre; approvisionnements en Géorgie pour toute une saison; des terres pour eux et leurs enfants, franchises de toute redevance pendant dix ans, puis à occuper ensuite moyennant une faible rente; privilèges des natifs anglais; liberté de culte; — telles furent les promesses qu'on leur fit, qui furent acceptées et honorablement accomplies. Le dernier jour d'octobre 1733, « la communauté évangélique, » — bien fournie de bibles et de livres d'hymnes, de catéchismes et d'ouvrages de dévotion, — ayant placé dans un chariot son petit mobilier et dans deux autres voitures recouvertes ses membres les plus faibles et particulièrement les enfants, — après avoir entendu un discours, récité des prières et reçu des bénédictions, — commença joyeusement et sous l'invocation de Dieu son long pèlerinage. Il n'est pas nécessaire de nous arrêter ici à raconter les actes de charité qui les accueillirent pendant leur voyage, à dire les noms des villes qui leur furent fermées par l'ordre de magistrats catholiques romains, à retracer leur entrée à Francfort sur le Mein, deux à deux, en procession solennelle et au chant de cantiques spirituels. S'étant embarqués sur le Mein et se trouvant au milieu des rochers couverts de châteaux, des vignobles et des villes aux murs blancs qui ornent les rives du Rhin, ils s'occupaient dans leurs entretiens, entremêlés d'hymnes et de prières, de la justification, de la satisfaction et de la constance dans l'attachement au Seigneur. A Rotterdam, ils furent rejoints par Bolrius et Gronau, deux prédicateurs qui, tous deux s'étaient formés à la charité dans la maison des orphelins de Halle. Une traversée de six jours les

conduisit de Rotterdam à Douvres, où plusieurs des patrons de la société anglaise vinrent les visiter et pourvurent judicieusement à leurs besoins. Au mois de janvier 1734, ils mirent à la voile pour leur nouvelle patrie. La majesté de l'Océan raviva leur sentiment de la toute-puissance et de la sagesse de Dieu ; et lorsqu'ils perdirent la terre de vue, ils entonnèrent un hymne à la gloire du Seigneur. Le soleil en se couchant après un temps calme enflamma avec tant de splendeur la mer et le ciel, que les mots ne purent exprimer leur ravissement, et ils s'écrièrent : « Que la création est magnifique ! Que le créateur est infiniment digne d'amour ! » Quand le vent était contraire, ils priaient ; venait-il à changer, ils se faisaient leurs confidences les uns aux autres sur le pouvoir de la prière, et même de la prière « d'un homme esclave des passions comme nous. » Comme la longueur du voyage excitait l'ennui, un dévot auditeur s'avoua non converti, et eux lui rappelèrent la promesse faite à celui qui est pauvre et d'un esprit contrit, et qui tremble à la parole divine. Pendant qu'ils naviguaient gaiement, sous une brise favorable, ils firent, à l'heure de la prière du soir, un covenant les uns avec les autres, comme Jacob dans le temps passé, et résolurent, avec la grâce du Christ, de jeter dans les profondeurs de la mer tous les dieux étrangers qui résidaient dans leurs cœurs. Un vent s'éleva, si violent qu'aucune voile ne put être mise dehors ; alors ils unirent leurs voix dans la prière et ils chantèrent au milieu de la tempête ; car aimer le Seigneur Jésus comme un frère procurait de la consolation. A Charleston, Oglethorpe leur souhaita la bienvenue (1734) ; et cinq jours plus tard, ces pèlerins, dont la patrie était au delà des astres, plantèrent leurs tentes près de Savannah.

Restait à leur choisir une résidence. Pour encourager leurs principaux membres, pendant leurs travaux dans la forêt et à travers les ruisseaux, Oglethorpe, s'étant procuré des che-

vaux, alla se joindre à la petite troupe. Au moyen d'arbres enflammés et de guides indiens, il se fraya un chemin au milieu des marais; un arbre tombé lui servit de pont au dessus d'un torrent, que les chevaux passèrent à la nage à défaut de gué; à la nuit il campa avec eux en plein air autour d'un feu, et il partagea toutes leurs fatigues jusqu'à ce que l'emplacement de leur village fût décidé, et qu'on lui eût donné le nom d'Ebenezer, ainsi qu'au petit cours d'eau qui en formait la limite. Là ils construisirent leurs habitations et là ils résolurent d'ériger une colonne de pierre, en signe de gratitude envers Dieu, dont la providence les avait conduits sains et saufs aux extrémités de la terre.

Dans la même année on fonda la ville d'Augusta, destinée à devenir bientôt le rendez-vous favori des trafiquants indiens. La réussite des plans d'Oglethorpe fit que la colonie s'accrut rapidement au moyen des émigrants volontaires. « Son entreprise réussira, » disait Johnson, le gouverneur de la Caroline du Sud; « car il consacre noblement toutes ses facultés à venir en aide aux pauvres, et à les arracher à leur misère. » « Il porte un grand amour aux serviteurs et aux enfants de Dieu, » écrivait le pasteur d'Ebenezer. « Il a pris soin de nous dans toute la mesure de ses moyens, » « Dieu a si bien béni sa présence et les mesures qu'il a prises dans ce pays, que d'autres n'auraient pas accompli en plusieurs années ce que lui a achevé en moins d'un an. »

Enfin, au mois d'avril 1734, après un séjour en Amérique d'environ quinze mois, Oglethorpe s'embarqua pour l'Angleterre, emmenant avec lui Tomo-chichi et d'autres Creeks, afin de rendre hommage au monarque anglais et de renforcer dans les destinées de la nouvelle colonie la confiance de la Grande-Bretagne, qui manifestait le désir de posséder l'amitié des peuplades indiennes environnantes.

Son absence laissa la Géorgie se développer par elle-

même. Cette province comptait seulement au nombre de ses franchises le système du jury; et quoiqu'elle ne pût prospérer qu'en se confiant à ses propres forces, elle n'avait pas encore la faculté de se donner des lois par ses représentants.

La législation inaugurée par les administrateurs était d'ailleurs incommode. Pour prévenir le monopole des terres, pour assurer une condition même aux fils des prodigues, pour fortifier une colonie frontière, ces curateurs, égarés par des raisons puisées dans le système du droit féodal et par leurs propres préjugés comme membres de l'aristocratie territoriale anglaise, n'avaient octroyé des terres qu'avec substitution dans la ligne masculine. C'était là une mesure préjudiciable qui causa bientôt un mécontentement fondé.

Un autre règlement qui prohibait l'introduction des spiritueux ne put être mis en vigueur; il n'aboutit qu'à susciter un trafic clandestin.

Une troisième règle intéressait l'introduction des esclaves. « Aucune colonie n'avait jamais été conçue antérieurement sur un plan si humain. » Tel était l'éloge qu'on articulait à Londres, en 1734, sur la Géorgie. « L'esclavage, ce malheur, sinon ce déshonneur des autres plantations, y est absolument proscrit. Que la cupidité le défende comme elle l'entend, il y a dans le cœur humain une répugnance honorable pour acheter et vendre ceux de notre propre espèce et pour les envisager comme notre richesse et notre possession. » « Le terme d'esclavage est inconnu ici, et tout habitant y est indépendant de maîtres non choisis par lui et libre de toute oppression. » Oglethorpe, qui pourtant un jour avait voulu employer des nègres, qui tout au moins ordonna un jour de vendre un esclave, nous fournit le motif de cette prohibition. « L'esclavage, » dit-il, « est contraire à l'Évangile, aussi bien qu'aux lois fondamentales de l'Angleterre. Nous

avons refusé, comme administrateurs, de porter une loi autorisant un crime aussi horrible. » « L'achat des nègres est interdit, » écrivait Von Reck, « à cause du voisinage des Espagnols; » et c'était, sans aucun doute, « la manière de voir du gouvernement. » La colonie était ainsi « un asile destiné à recueillir les malheureux. Il était donc nécessaire de ne pas permettre qu'il y eût des esclaves dans un pareil pays, car les esclaves réduisent à la misère le pauvre travailleur. » Pourtant au bout d'un peu plus de deux ans, quelques personnes « de la meilleure condition à Savannah » adressèrent une pétition aux administrateurs « pour pouvoir faire l'emploi des nègres. »

Pendant son séjour en Angleterre (1734-1736) Oglethorpe conquist la faveur universelle pour sa colonie, ce dernier rejeton des entreprises de colonisation faites par l'Angleterre. Le parlement lui continua ses allocations; le roi témoigna son intérêt pour une province qui portait son nom. Tandis que la jalousie des puissances maritimes du continent se trouvait excitée, on continuait à envoyer d'Angleterre de nouveaux émigrants. La voix de la miséricorde retentit dans les Highlands de l'Écosse; et une troupe de montagnards gaéliques, aussi braves que les plus braves guerriers de la nation des Creeks, parmi lesquels se trouvaient des parents des royalistes tombés victimes de leur fidélité pour les Stuarts, s'embarqua pour l'Amérique, et fonda New-Inverness à Darien,

• Où le sauvage Altama répondait par ses murmures à leur malheur. •

Au bout de quelques semaines, une nouvelle troupe de trois cents émigrants, conduite par Oglethorpe lui-même (1736), dont la sollicitude pour eux pendant le voyage prouva qu'il était aussi prudent que brave, monta sur une éminence, non loin de l'île Tybee, et « là tous s'agenouillèrent et ren-

dirent grâces à Dieu de les avoir fait arriver sains et saufs en Géorgie. » Dans cette bande se trouvait un renfort de Moraves, — de ces hommes possédant une foi au dessus de toute crainte, « dont les femmes et les enfants mêmes n'avaient pas peur de mourir, » dont la simplicité et la gravité, dans leurs conférences et leurs prières, semblaient faire revivre les primitives « assemblées, où les formalités et la distinction de rangs ne dominaient pas encore, mais que présidait, sous l'influence de l'Esprit, Paul, le faiseur de tentes, ou Pierre, le pêcheur. » On y voyait aussi John et Charles Wesley, — celui-ci choisi pour secrétaire par Oglethorpe, celui-là désireux de devenir un apôtre chez les Indiens, — tous deux fervents enthousiastes qui, de leur propre aveu, n'étaient pas encore parvenus à avoir la paisible possession de leurs âmes. « Ils étaient simples de cœur, mais cependant leurs idées étaient troubles ; » tel était le jugement porté sur eux par Zinzendorf. « Notre but en quittant notre pays natal, » disaient-ils, « est non pas d'acquérir des richesses et de l'honneur, mais simplement ceci, — de consacrer entièrement notre vie à la gloire de Dieu. » Ils voulaient faire de la Géorgie une colonie religieuse ; ils n'avaient d'autre principe que la dévotion, d'autre ambition que de réveiller les sentiments de piété. La réforme de Luther et de Calvin avait impliqué une révolution politique ; ses partisans étaient allés à l'étranger sur les ailes du vent, ardents à saper les institutions que le temps avait consacrées et l'égoïsme perverties. Cette époque était passée où le mobile religieux se joignait au mobile politique ; le fanatisme ne rencontrait plus de sympathie dans l'âge actuel d'influence commerciale. La piété mystique, plus intense à cause de son aversion pour les théories du XVIII^e siècle, apparut comme l'arc-en-ciel ; et Wesley ressembla au semeur, qui vient après que les nuées se sont dissipées et

que les pluies se sont calmées, et répand sa semence à l'heure sereine de la paix. Les nouveaux dévots, contents de rester sous la tutelle du gouvernement établi, cherchaient à jouir des plaisirs délicieux de la sensibilité religieuse, et non à renverser des dynasties ou à briser les liens de dépendance des colonies. John Wesley, qui résida près de deux ans en Amérique, ne demanda donc pas le moins du monde à participer à la formation des institutions politiques de la Géorgie et il n'y participa point. Pendant qu'il se promenait dans les avenues naturelles de palmiers et de houx toujours verts et dans les bois sombres à la mousse suspendue, son cœur s'épanchait en invocations à Dieu :

« Y a-t-il un objet sous le soleil
Qui puisse lutter avec toi pour partager mon cœur ?
Ah ! arrache-le de là et règne seul, —
Toi le créateur de toute vie ici-bas. »

L'austérité de ses maximes l'entraîna dans des controverses avec les colons mélangés de la Géorgie; son séjour en Amérique y précéda son influence sur la culture religieuse de la population. Son frère était encore moins propre à dominer les événements; succombant sous la fatigue, il soupirait après la sympathie; les privations et les rigueurs du désert, au milieu de grossiers compagnons, plongeaient sa douce nature dans les abîmes de la mélancolie et de la nostalgie; aussi son journal de cette époque, dont on a imprudemment publié quelques extraits est, non point le récit des faits qui se réalisaient autour de lui, mais plutôt une chronique de ce qui se passait en lui-même, — des mouvements de jalousie sans motif d'une âme pure, rendue soupçonneuse par une maladie de langueur. Quand plus tard Georges Whitefield arriva, grâce à son caractère intrépide, il ne perdit pas son enjouement dans le contact avec la solitude; dans son

ardente bienveillance, séduit par l'exemple des Moraves et la renommée de la Maison des orphelins de Halle, il fonda et entretint une maison d'orphelins à Savannah, au moyen des contributions que son éloquence parvenait à arracher. Il s'identifia de plus en plus étroitement avec l'Amérique, en visita toutes les provinces depuis la Floride jusqu'à la frontière septentrionale et trouva son tombeau dans la Nouvelle Angleterre ; mais lui également n'influença en rien les assemblées législatives, et il resta principalement renommé pour sa ferveur et pour sa puissance d'attendrir la multitude.

Oglethorpe visita en même temps les Moraves à Ebenezer, pour les louer de leur bonne culture et pour choisir l'emplacement de leur nouvel établissement ; le plan n'en fut pas plus tôt tracé et les rues indiquées par un ingénieur, que les cabanes recouvertes d'écorces s'élevèrent pour abriter les émigrants et que les travaux des champs reprirent une nouvelle vigueur. En quelques années le produit de la soie écrue fournie par les Allemands monta à dix mille livres par an ; l'indigo devint également une de leurs productions. Dans leurs placets, ils repoussaient longtemps avec instance l'emploi des esclaves nègres en soutenant que les blancs étaient très aptes à travailler sous le soleil de la Géorgie. Leurs sentiments religieux les tenaient unis dans une sorte de fraternité ; leurs controverses se décidaient entre eux ; tous les incidents de leur vie revêtaient un caractère moral ; et la ferveur de leur culte ne troublait jamais le calme salulaire de leur jugement. Ils se montraient enjoints et vivaient en paix.

Des villes des Moraves, Oglethorpe se rendit, sans retard, dans le Sud ; il traversa dans une barque légère les étroits canaux intérieurs, qui charmaient les yeux par leur transparence, leur teinte vert-de-mer et leur tranquillité et étaient

ombragés par des forêts de pins, de chênes toujours verts, et de cèdres croissant en rangs serrés tout près de l'eau. Le deuxième jour, secondé par le zèle de ses propres gens et par l'adresse des Indiens à manier la rame, il arriva à l'île de Saint-Simon. Là le feu, ayant consumé les longues herbes d'un ancien champ indien, nettoya l'espace nécessaire pour tracer les rues de Frédérica; et au milieu des chants d'une foule de rouges-gorges et d'oiseaux moqueurs et de la gaieté bruyante des oiseaux de riz, on construisit au centre du mamelon un fort, composé de quatre bastions, commandant le fleuve et protégeant les cabanes en palmier; celles-ci, ressemblant à un camp garni de bouquets d'arbres, au lieu de tentes et de feuilles luisantes d'une couleur agréable, au lieu de toiles, longues chacune de vingt pieds sur quatorze, vinrent se ranger sur les branches et les troncs en files régulières, — offrant un abri solide et convenable aux émigrants.

Il n'y avait que dix milles de Frédérica à l'établissement des Écossais à Darien. Pour leur donner du cœur par sa présence, Oglethorpe, en costume highlandais, fit voile sur l'Alatamaha; aussitôt que les Highlanders s'aperçurent de son approche, ils se réunirent tous, revêtus de leurs plaids et armés de leurs claymores, de leurs boucliers et de leurs armes à feu, pour lui souhaiter la bienvenue. Ces braves gens étaient contents de voir s'établir une ville, et les navires passer si près de chez eux; de savoir aussi qu'ils allaient pouvoir entrer maintenant en communication avec Savannah par terre. Les « endroits marécageux » avaient été reconnus n'être pas tout à fait infranchissables; « deux rivières » qui n'avaient pas de gué pouvaient se traverser à la nage; et les arbres avaient été brûlés tout le long du chemin, pour frayer une route « aux chevaux. »

Restait à revendiquer les frontières de la Géorgie. Le

messager envoyé à Saint-Augustin au mois de février n'était pas revenu. Oglethorpe résolut de soutenir lui-même les prétentions de la Grande-Bretagne au territoire s'étendant au Sud jusqu'à Saint-Jean et les Highlanders offrirent leurs services volontaires. Avec leur assistance il explora les canaux au sud de Frédérica; et sur l'île à laquelle Tomo-Chichi donna le nom de Cumberland, il traça un fort qui devait s'appeler Saint-André. Mais Oglethorpe s'avança encore davantage au Sud. Après avoir dépassé l'île Amélie et revendiqué la rivière de Saint-Jean, comme limite méridionale du territoire possédé par les Indiens, sujets de l'Angleterre à l'époque du traité d'Utrecht, il érigea, pour défendre la frontière anglaise, le fort Saint-Georges sur l'extrémité méridionale de l'île, à l'entrée du fleuve, dans un endroit où les myrtes et les palmiers abondaient et où les vignes sauvages, grimpant jusqu'au sommet des arbres, formaient des promenades aussi belles que l'art aurait pu en créer.

Irrités de l'approche incessante des Anglais, les Espagnols de la Floride menacèrent de s'y opposer. Les messagers d'Oglethorpe furent retenus comme prisonniers et celui-ci résolut de réclamer leur mise en liberté. Le bruit de l'expédition qu'il projetait était parvenu dans le désert; les Uchees, tous brillamment peints, descendirent des hautes terres pour former alliance avec lui et empoigner la hachette. De longs discours eurent lieu, des présents s'échangèrent et la danse de guerre s'ensuivit. Tomo-Chichi se montra aussi avec ses guerriers, toujours prêts à chasser le buffle le long des frontières de la Floride ou à engager les hostilités avec les quelques planteurs de la Péninsule; un embarquement s'effectua dans l'intention de déterminer la frontière méridionale des colonies anglaises.

Oglethorpe savait bien quel danger il courait; les Espagnols cherchaient à séduire ses alliés et voulaient détruire

d'un seul coup les établissements de la Géorgie; les secours promis qu'il attendait d'Angleterre n'étaient pas arrivés. Mais dans son enthousiasme, sans s'inquiéter de ses fatigues continuelles, sans s'inquiéter de lui-même, — songeant, non pas comme Baltimore et Penn, à assurer des domaines à sa famille, mais bien aux émigrants, ne se souciant pas comme tant de gouverneurs royaux du Nord à amasser des terres, ni même à devenir propriétaire définitif d'un cottage quelconque ou d'un simple lot de cinquante acres, — il prit le parti de soutenir les droits de l'Angleterre et de défendre sa colonie comme étant le boulevard de l'Amérique anglaise du nord. « Pour moi, » disait-il à Charles Wesley, « la mort n'est rien. » « Si des esprits détachés des choses de ce monde, » ajoutait-il, « envisagent nos petits intérêts, ils le font comme des hommes qui envisagent les folies de leur enfance. » Les habitants de Frédérica lui déclarèrent qu'ils étaient prêts à mourir pour défendre leur ville et qu'ils n'avaient d'autre regret que de le voir s'exposer au danger sans eux.

Cependant on évita par des négociations d'entamer activement des hostilités pour cette saison. Les Espagnols, à la vérité, réclamèrent d'une façon péremptoire tout le pays jusqu'au détroit de Sainte-Hélène; mais les envoyés anglais à Saint-Augustin furent relâchés; et si le poste des Anglais à Saint-Georges fut abandonné, celui de Saint-André qui commandait l'approche de la rivière de Sainte-Marie resta en leur possession. En dernier résultat donc, la rivière de Sainte-Marie devint la frontière de la colonie d'Oglethorpe.

L'amitié des Peaux-Rouges assura la sécurité des établissements anglais. Les Chickasas, fiers de leur victoire sur les Illinois et sur d'Artaguette, vinrent raconter comment ils avaient été attaqués inopinément, comment ils avaient triomphé dans leur résistance et avec quels transports de

joie, ils avaient brûlé leurs principaux prisonniers. Toujours attachés aux Anglais, ils envoyaient maintenant une députation de trente guerriers avec leur sachem civil et leur chef de guerre, pour faire alliance avec Oglethorpe, dont la réputation était arrivée jusqu'au Mississipi. Ils apportaient pour lui un oshapelet indien, fait avec les dépouilles de leurs ennemis, tout brillant de plumes de diverses couleurs et orné de cornes de buffles. Ainsi les Creeks, les Cherokees, les Chickasas étaient ses amis décidés et les Choctas mêmes s'étaient entendus avec lui pour accueillir les trafiquants anglais. Pour hâter les préparatifs de la lutte imminente avec l'Espagne, Oglethorpe s'embarqua pour l'Angleterre (1737). Il put rapporter aux administrateurs « que la colonie marchait bien; que les Indiens, à une distance de sept cents milles, s'étaient confédérés avec lui et avaient reconnu l'autorité de son souverain. »

Après avoir reçu une commission de brigadier-général, ainsi que le commandement militaire de la Caroline du Sud, Oglethorpe lui-même leva un régiment dans la Grande-Bretagne et le forma à la discipline; puis à la suite d'une absence de plus d'un an et demi, il revint à Frédérica (1738). Là, avec le concours de ses soldats, il acheva la construction des murs de la forteresse. On en voit encore aujourd'hui les ruines couvertes de lierre et le village, actuellement presque abandonné, avait renfermé, dit-on, à l'époque de sa plus grande prospérité, un millier d'habitants.

A Savannah, il fut accueilli par des salves et des feux de joie. Il refusa pourtant d'apporter le moindre changement aux titres des propriétés foncières. Il repoussa sévèrement la requête adressée en faveur de l'emploi des esclaves, et il déclara que si les nègres étaient introduits en Géorgie, « il ne voulait plus se mêler en rien de la colonie; » il usa de son pouvoir presque arbitraire comme chef civil et militaire de

l'État, comme fondateur et législateur délégué de la Géorgie, pour interdire l'esclavage des noirs. Les administrateurs applaudirent à cette décision et, nonobstant « des instances réitérées, » « il persista dans son refus concernant l'emploi des nègres, » — même en dépit d'un grand nombre de planteurs qui, regardant comme chose impossible de réussir avec « des serviteurs blancs, » se préparaient à quitter la colonie.

La franchise et la bonne foi d'Oglethorpe lui conservèrent l'attachement des natifs. Les Muskhogees et les Chickasas vinrent de nouveau le trouver pour renouveler leur convention d'amitié. Les premiers l'avaient, au prime abord, considéré comme leur père; et comme il avait fait quelques progrès dans la connaissance de leur langue, ils s'adressaient directement à lui dans toutes les occasions.

Ce ne fut pas tout. Dans l'été de 1739, le chef civil et le chef de guerre des Muskhogees tinrent une assemblée générale à Cowetas et l'ajournèrent à Cusitas, sur le Chatahouchee; Oglethorpe là dessus, se frayant un chemin dans des défilés solitaires, ne craignant ni l'ardeur de l'été, ni la rosée des nuits, ni la trahison de quelque Indien mercenaire, se rendit également au vaste emplacement désigné pour la réunion du conseil, afin d'y distribuer des présents à ses amis les Peaux-Rouges, de renouveler et d'expliquer leurs conventions réciproques, de leur adresser des paroles d'amitié, de boire le sacré *safkey* avec les guerriers creeks et de fumer le calumet de paix avec leurs tribus. Il fut donc convenu que l'ancien attachement des peuplades pour le roi d'Angleterre resterait dans toute sa force, que les terres depuis le Saint-Jean jusqu'à la Savannah, entre la mer et les montagnes, appartenaient de droit ancien aux Muskhogees. La cession faite par ceux-ci aux Anglais du territoire situé sur la Savannah, jusqu'à l'Ogenhee et le

long de la côte jusqu'au Saint-Jean, en allant à l'intérieur jusqu'où la marée se fait sentir, recevait confirmation, à quelques réserves près ; l'entrée, du reste, de leurs possessions était interdite pour toujours aux Espagnols. Le droit de préemption était réservé exclusivement aux administrateurs de la Géorgie, qui ne pourraient accroître leurs domaines, si ce n'est du consentement des anciens propriétaires du sol.

La nouvelle de ce traité n'avait pu parvenir en Angleterre avant la brusque rupture des négociations avec l'Espagne. Walpole désirait la paix ; il plaida pour elle au nom de l'honneur national, de la justice et des véritables intérêts du commerce. Mais l'esprit actif des Anglais s'était laissé corrompre par l'espoir de gains soudains et aigrir par le désappointement ; il s'était donc tourné maintenant vers le commerce illicite ou vers le pillage et la conquête. On voulait la guerre, non pas que l'Angleterre insistât sur le droit de couper du bois de campêche dans la baie de Honduras, où l'Espagne prétendait exercer sa juridiction, quoiqu'elle n'y eût fondé aucun établissement ; non pas que la compagnie de la mer du Sud fût en différend avec le roi d'Espagne au sujet de la balance de leurs comptes ; non pas davantage que les limites de la Caroline et de la Floride fussent encore en discussion ; — toutes ces difficultés auraient pu s'arranger à l'amiable ; — mais parce que les marchands anglais ne jouissaient pas de la faculté d'exercer impunément la contrebande. » Une portion considérable de la population de la Jamaïque ne vivait que des profits de ce trafic illicite avec les ports espagnols ; le navire, qui en vertu de l'assiento pouvait tous les ans entrer à Porto Bello, était suivi à quelque distance par de plus petites embarcations, et de nouveaux ballots de marchandises s'introduisaient nuitamment à la place de ceux qu'on avait déchargés pendant le jour. Non seulement

les bâtimens négriers aidaient à violer les lois fiscales de l'Espagne, les navires anglais de contrebande, sous prétexte de détresse, prétendaient en outre avoir le droit, en vertu du traité, d'entrer dans les ports espagnols du golfe de Mexique. Par suite de cet état de choses, le commerce colonial de l'Espagne se trouvait pour ainsi dire annihilé. Dans les temps antérieurs, le tonnage de la flotte de Cadix s'était élevé à quinze mille tonneaux; actuellement il était réduit à deux mille, et la flotte n'avait plus d'autre mission que de rapporter les revenus royaux provenant de l'Amérique.

Le monarque espagnol, cette victime des scrupules religieux, occupé à célébrer des auto-da-fé et à brûler les hérétiques et qui regardait comme une affaire d'État la question de savoir quel saint devait être révééré comme le véritable patron de son royaume, se sentit à la fin saisi d'impatience et de colère. Il adressa des plaintes à l'Angleterre, qui n'en tint aucun compte; puis, quand les fonctionnaires espagnols se mirent à déployer de la vigueur pour maintenir le système commercial de leur souverain, les marchands anglais prirent cette intervention en mauvaise part, et en qualifièrent les actes de bouffées d'orgueil et de vexations tyranniques odieuses. Un certain Jenkins, qui à des faits de contrebande avait encore ajouté des faits de maraudage qu'on aurait fort bien pu traiter d'actes de piraterie, fut cité à la barre de la chambre des communes pour venir y déposer. Il se mit à raconter, comme on le lui avait appris, qu'il avait été privé de ses oreilles par la cruauté des Espagnols, que le drapeau anglais et la couronne d'Angleterre avaient été insultés, et son témoignage fut accueilli sans défiance. « Quels étaient vos sentimens lorsque vous vous trouviez entre les mains de ces barbares? » lui demanda un membre du parlement au moment où il montrait ses oreilles mutilées. « Je recommandais mon âme à Dieu, » répondit l'impudent menteur, »

« et ma cause à mon pays. » — « Nous n'avons pas besoin d'alliés pour nous mettre en mesure de faire respecter la justice; le récit de Jenkins fera surgir des volontaires, » s'écria Pulteney, qui était résolu à saisir le moindre prétexte pour trouver en défaut, pour embarrasser et renverser l'administration de Walpole. Les clameurs des orateurs trouvèrent de l'écho chez les plus grands poètes de l'époque; Pope, dans ses derniers écrits, se railla de ces gens timides qui se montrent disposés à éviter de froisser leurs ennemis,

« Et avouant que l'Espagnol a commis une espièglerie
En coupant nos oreilles et en les envoyant au roi; »

Johnson de son côté, encore à l'aurore de son talent, s'indignant contre les partisans de Walpole, contre ces hommes qui faisaient bon marché des droits de leur pays et plaidaient ouvertement pour des pirates, revendiqua sur un ton plus énergique encore le droit de l'Angleterre au territoire qu'Oglethorpe avait colonisé : —

« Le ciel, par pitié pour le pauvre, n'a-t-il réservé
Aucun désert non frayé, aucun rivage non découvert?
Aucune île secrète sur l'Océan sans bornes?
Aucune solitude paisible qui ne soit pas réclamée par l'Espagne?

Finalement on signa une convention. On balança et on liquida les prétentions réciproques de dommages essuyés du chef du commerce; tandis que le roi d'Espagne exigeait de la compagnie de la mer du Sud soixante-huit mille livres à lui dues pour sa part dans les bénéfices de cette société, il consentait à payer, à titre d'indemnité aux marchands anglais pour les pertes éprouvées par des saisies non justifiées, la somme de quatre-vingt-quinze mille livres. Tous ces points réglés, il ne restait plus en litige que la question peu importante de savoir si le gouvernement anglais devait garantir à

l'Espagne la dette reconnue de la Compagnie de la mer du Sud. Quant à la question concernant les frontières de la Floride, elle était également bien résolue; les possessions actuelles des deux nations devaient ne pas subir de changement, tant que des commissaires n'auraient pas tracé la ligne de démarcation; en d'autres termes, l'Angleterre conservait sans trouble sa juridiction sur tout le pays s'étendant jusqu'à la Sainte-Marie.

Il est honorable pour Walpole d'avoir osé résister aux clameurs des intérêts mercantiles et, malgré l'imbécile duc de Newcastle, d'avoir hardiment plaidé pour l'acceptation de cette convention. « Il ne faut pas une grande habileté de la part d'un ministre, » s'écria-t-il, « pour poursuivre des mesures qui peuvent rendre une guerre inévitable. Mais combien y a-t-il de ministres qui aient connu l'art d'éviter la guerre, en concluant une paix sûre et honorable? » — « La convention, » dit William Pitt, plus tard lord Chatham, — faisant déjà augurer par son premier discours sur les affaires d'Amérique que sa carrière publique se signifierait par l'énergie, mais non par l'élévation de ses vues politiques, — « la convention dont il s'agit est peu sûre, peu satisfaisante et peu honorable; je crois, dans toute la sincérité de mon âme, qu'elle n'est rien autre qu'une stipulation ignominieuse pour la nation. Les plaintes de vos marchands au désespoir, la voix de l'Angleterre les a condamnées. Que la faute en retombe sur la tête de ceux qui l'ont conseillée; Dieu préserve cette assemblée de participer à la faute, en approuvant le traité! » Akenside, dans ses poésies, a devancé le jugement que la postérité devait former sur Pulteney; mais il n'était pas nécessaire d'attendre le jugement de la postérité, ni de prêter l'oreille aux sentiments d'indignation des contemporains amis de leur pays; Pulteney et ses associés prononcèrent eux-mêmes leur condamnation. Les docu-

ments originaux prouvent « l'extrême injustice » de leur opposition. « Ce fut une bonne fortune pour moi, » disait Edmond Burke, « de converser avec ceux qui soulevèrent principalement ces clameurs de réprobation. Aucun d'eux, non, pas un seul ne défendit en rien la mesure, ni ne chercha à justifier sa conduite. »

Dans un moment, fatal pour elle-même, heureux pour l'Amérique, l'Angleterre déclara donc la guerre à l'Espagne. Si la légitimité du système colonial européen est admise, cette déclaration en constituait une impudente violation dans des vues manifestement égoïstes; mais d'un autre côté, en travaillant à ouvrir les ports de l'Amérique espagnole à l'esprit d'entreprise mercantile de ses propres habitants, l'Angleterre, sans s'en rendre compte, faisait la guerre au monopole et contribuait au progrès de la cause de la liberté commerciale. La lutte s'engageait maintenant, non pour des conquêtes en Europe, ni pour l'équilibre des puissances, ni pour la religion, mais pour la convenance de commercer avec les colonies de l'Espagne. Qu'une grande nation, comme le peuple espagnol, fût contrainte par la force des armes à permettre un trafic de contrebande avec l'une ou l'autre partie de ses possessions, c'était une absurdité. L'Angleterre donc ne pouvait parvenir à ses fins qu'en détruisant le système colonial de l'Espagne; et elle entra dans une voie qui ne pouvait aboutir qu'à faire conquérir leur indépendance aussi bien à ses colonies américaines qu'à celles de l'Espagne.

Pour s'emparer de la plus riche partie de l'Amérique espagnole, on envoya Anson (1740-1744) avec une petite escadre dans l'océan Pacifique; mais des désastres sur mer l'obligèrent à renoncer à ses espérances de conquête et à se contenter de butin. Lorsqu'il doubla la cap Horn, les vents, dont la violence y faisait paraître une brise ordinaire comme un

doux zéphyr, dispersèrent ses navires; les uns après les autres ils échouèrent ou furent désemparés; et finalement après avoir fait le tour du globe, Anson revint en Angleterre, avec un seul vaisseau, chargé de dépouilles, riche en aventures, ayant acquis une célébrité méritée par ses souffrances, son bon jugement et sa persévérance enjouée, — tandis que les esquisses brillantes de l'archipel des Ladrões par l'historien de son voyage ont rendu son nom familier aux amateurs de romans de toute l'Europe.

Au mois de novembre 1739, Édouard Vernon parut devant Porto Bello avec six vaisseaux de guerre. Le 21, commença l'attaque contre la faible garnison, dépourvue de ressources; le lendemain, Vernon, après n'avoir perdu que sept hommes, se trouvait maître de la ville et des forts. Un butin de dix mille dollars et la satisfaction de démolir les fortifications de la place, tels furent les seuls fruits de cette entreprise; après quoi Vernon revint à la Jamaïque, sans avoir acquis de droit légitime à la gloire. Dans les gouvernements libres, l'esprit de parti pervertit parfois le verdict de l'opinion contemporaine. Vernon appartenait à l'opposition; les ennemis de Walpole exaltèrent donc son mérite, si bien que son héroïsme devint proverbial, que l'anniversaire de sa naissance se célébra par des illuminations et des feux de joie et que son effigie devint l'ornement favori des enseignes d'hôtellerie. Sur ces entrefaites, il prit et démolit (1740) le fort Chagre de ce côté-ci de l'isthme de Darien, mais sans autre résultat; car les tempêtes du cap Horn avaient mis obstacle à la coopération d'Anson à Panama.

La victoire, dans ses effets, fut déplorable pour les colonies septentrionales. L'Angleterre se prépara à envoyer dans les Indes occidentales la flotte et l'armée de beaucoup les plus considérables qui eussent jamais paru dans le golfe du

Mexique, et elle ordonna aux colonies situées au nord de la Caroline de contribuer pour quatre bataillons à cet armement. Aucune des colonies ne refusa sa quote-part; la Pennsylvanie vota même une contribution en argent et mit ainsi son gouverneur en mesure d'enrôler des troupes pour l'expédition. « Il ne sera pas mauvais, » écrivit sir Charles Wager à l'amiral Vernon, « aussi bien pour les Français que pour les Espagnols, que vous vous trouviez dans les Indes occidentales un mois ou deux avant nous, afin qu'ils puissent être à moitié morts et à moitié rôtis avant l'arrivée de notre flotte. » L'expédition envoyée d'Angleterre ne commença donc son voyage qu'en octobre; puis, après avoir fait relâche pour prendre de l'eau à la Dominique, où lord Cathcart, le commandant des forces de terre, tomba victime du climat, elle atteignit la Jamaïque au commencement de l'année suivante (1741).

Que de fois l'histoire n'a-t-elle pas eu malheureusement à enregistrer les fautes dues aux passions de quelques personnages médiocres! La mort de lord Cathcart laissa le commandement des forces de terre à Wentworth, homme sans expérience et sans résolution; les forces maritimes d'un autre côté étaient sous les ordres de l'impétueux Vernon, qui ne souffrait pas la contradiction et qui n'était guère disposé à endurer un collègue. L'entreprise au lieu de n'avoir qu'un seul et bon chef, en avait donc deux mauvais.

Après avoir perdu à la Jamaïque un temps inutile, depuis le 9 janvier 1741 jusqu'à peu près la fin du mois, Vernon se décida enfin à lever l'ancre, sans se proposer un but bien déterminé. Il avait avec lui une flotte de vingt-neuf vaisseaux de ligne, sans compter quatre-vingts bâtiments plus petits, montés par environ quinze mille marins; les forces de terre s'élevaient à douze mille hommes; tous étaient parfaitement équipés; on était pourvu de tous les appareils de guerre et

de toute espèce de choses nécessaires. La Havane n'était qu'à trois journées de navigation ; sa conquête avait donné à l'Angleterre la suprématie dans le golfe du Mexique. Mais Vernon insista pour aller à la poursuite de la flotte des Français et des Espagnols ; or les Français avaient déjà quitté ce fatal climat.

Le conseil de guerre cédant à l'impulsion violente de l'amiral Vernon, résolut d'attaquer Carthagène, la place la plus forte de l'Amérique espagnole. La flotte parut devant la ville, le 4 mars, et perdit cinq jours dans l'inactivité. Quinze jours furent employés à s'emparer de la forteresse qui s'élevait près de l'entrée du port ; les Espagnols abandonnèrent d'eux-mêmes Castillo Grande. Restait à prendre le fort San Lazaro qui commandait la ville. L'assaut, conseillé sans jugement, s'effectua avec intrépidité par douze cents hommes ; mais les assaillants se virent repoussés et perdirent la moitié des leurs, pendant que l'amiral ne soutenait pas en temps opportun les forces de terre ; le désordre aggrava encore la défaite. Bientôt les pluies tombèrent ; les journées devinrent humides ; les nuits brillèrent du feu des éclairs. La fièvre des contrées basses des tropiques commença son œuvre rapide de destruction ; les hommes périrent en foule ; les morts, on les jetait dans la mer, parfois sans linceul ou sans lest ; les navires servant d'hôpitaux s'encombraient d'infortunés malades. Au bout de deux jours, les troupes effectives de terre se réduisirent de six mille six cents hommes à trois mille deux cents. Les soldats montrèrent d'autant plus de sentiments envieux qu'ils étaient plus malheureux, et ils se demandèrent s'il n'y avait pas des papistes dans l'armée. Les Anglais ne purent faire autre chose que démolir les fortifications et puis se retirer. « Les Espagnols eux-mêmes, » écrivit Vernon, « pourront attester que nous avons réellement détruit tous leurs forts. »

Au mois de juillet, on médita une attaque contre Santiago, dans l'île de Cuba ; mais elle fut presque aussitôt abandonnée que tentée.

Voilà quels furent les fruits d'une expédition qui devait préparer la voie à la conquête du Mexique et du Pérou. Parmi les recrues venues des colonies, neuf sur dix tombèrent victimes du climat et du service militaire. Quand la flotte revint à la Jamaïque, vers la fin de novembre 1741, on put évaluer la perte totale d'hommes à environ vingt mille et sur ce nombre bien peu avaient succombé sous les coups des ennemis. Vernon attribua l'insuccès au défaut de commandement unique, qui avait dû lui être confié. Il est certain que rien n'avait été accompli.

Au mois de mars 1742, Vernon et Wentworth conçurent le plan d'une expédition contre Panama ; mais, à peine arrivés à Porto Bello, ils reconnurent le projet impraticable et s'en retournèrent. En attendant, le commerce de l'Angleterre avec l'Espagne même était détruit ; l'assiento était suspendu ; la contrebande aussi se voyait paralysée ; tandis que les bâtiments anglais devenaient la proie des corsaires. L'Angleterre n'avait fait aucune acquisition et avait infligé aux Indes Occidentales espagnoles bien moins de maux qu'elle n'en avait soufferts elle-même.

Ces désastres dans les Indes occidentales empêchèrent la conquête de la Floride. Ayant reçu avis d'Angleterre, au mois de septembre 1739, de la guerre sur le point d'éclater avec l'Espagne, Oglethorpe se hâta, avant l'expiration de l'année, d'étendre de nouveau les limites de la Géorgie jusqu'au Saint-Jean et il pressa immédiatement, au mois de décembre, la province de la Caroline du Sud de réduire les Espagnols de Saint-Augustin. « Aussitôt que la mer sera libre, » ajoutait-il, « on enverra de Cuba un corps considérable de troupes. » Entraîné par son intrépidité, il ne vou-

lait pas attendre de délai et, dès la première semaine de 1740, il entra dans la Floride. « Le cher M. Oglethorpe, » écrivait les ministres moraves, « est actuellement exposé à un grand danger; car les Espagnols ne demandent pas mieux que de lui ravir la santé et la vie. Il ne s'épargne pas lui-même, mais sous le vêtement de simple soldat, il s'engage dans les actions les plus périlleuses. Depuis la nouvelle année, il a pris sur les Espagnols deux petites places fortifiées, qui servaient d'avant-postes à Saint-Augustin, et maintenant il attend quelques Indiens et quelques soldats de plus pour attaquer cette forteresse importante elle-même. »

Au mois de mars, Oglethorpe se rendit en toute hâte à Charleston pour ranimer le zèle de la Caroline du sud; mais les forces, dont la province avait voté l'envoi en avril, ne furent pas prêtes avant le mois de mai; mais quand l'expédition, composée de six cents hommes de troupes régulières, de quatre cents hommes de la milice de la Caroline, et en outre des auxiliaires indiens, réduits bientôt à deux cents, s'avança vers les remparts de Saint-Augustin, la garnison, commandée par Monteano, homme de courage et d'énergie, avait déjà reçu des renforts. Elle fit avec succès une vigoureuse sortie contre un détachement formé principalement de Highlanders et placé au fort Moosa. Cependant, pendant près de cinq semaines, Oglethorpe, se défiant de sa propre faiblesse et de la force de la place, chercha à trouver tous les moyens possibles de remporter la victoire; mais « les troupes de la Caroline, affaiblies par la chaleur, découragées par la maladie, et fatiguées de leurs efforts inutiles, se dispersèrent par bandes considérables. » La petite flottille résolut à son tour, en conseil, « de retirer tous ses hommes et de virer de bord, » par conséquent « de mettre fin à l'entreprise. » Oglethorpe revint à Frédérica sans être inquiété. Sa conduite pendant tout l'été dévoila son caracte-

tère. Il traita avec douceur les quelques prisonniers qu'il avait faits; il blâma et réprima les cruautés des sauvages; pas un champ, pas un jardin, pas une maison près de Saint-Augustin n'éprouva de dommages, si ce n'est de la part des Indiens; — car brûler ces propriétés, il regardait cela comme le plus funeste parti qu'on pouvait prendre à leur égard. « Il supporta plus de fatigues que le moindre de ses soldats; et en dépit du mauvais état de sa santé, conséquence des brouillards continuels auxquels sa personne était exposée, il fut toujours à la tête des troupes dans tous les engagements importants. »

Les Anglais maintinrent leur supériorité sur la frontière du Sud (1742). Saint-Augustin n'était pas tombé; les Espagnols n'avaient pas été chassés de la Floride; mais Oglethorpe conserva les limites de la Géorgie avec leur extension; ses alliances avec les Indiens lui procurèrent la supériorité dans le désert jusqu'au pays des Choctas.

A la fin cependant, pour faire valoir ses prétentions, le gouvernement espagnol résolut d'envahir la Géorgie. Il recueillit des troupes de Cuba et il arma une flotte considérable, dont la force a été de beaucoup exagérée, et qui fit voile pour l'embouchure de la Sainte-Marie. Le fort William, qu'Oglethorpe avait construit à l'extrémité méridionale de l'île Cumberland, défendit l'entrée du fleuve avec succès, jusqu'à ce que, se frayant par la force une route à travers les vaisseaux espagnols, qui cherchaient à lui barrer le passage, le général anglais lui-même parvint à ravitailler la place. Puis étant retourné bien vite à Saint-Simon, n'ayant reçu aucun secours de la Caroline, avec moins de mille hommes et à l'aide de sa vigilante activité, il se prépara à se défendre, plein de confiance dans la Providence. « Nous sommes décidés à ne pas souffrir de défaite, » — tel fut le message consolant qu'il adressa à Savannah; — « nous mourrons

plutôt comme Léonidas et ses Spartiates, si par là nous pouvons préserver la Caroline et toutes les autres colonies américaines de la dévastation. » S'étant rendu à bord d'un petit bâtiment qui se trouvait là par hasard à sa disposition, il fit un appel aux hommes de mer pour les engager à résister courageusement, au nom de leurs libertés et de leur pays. « Quant à moi, » ajouta-t-il, « je suis préparé à tous les dangers. Je sais que les ennemis sont bien plus nombreux que nous; mais j'ai la confiance dans la valeur de nos hommes et avec l'aide de Dieu je ne doute pas que nous ne soyons victorieux. »

Le 5 juillet, sept jours après avoir jeté l'ancre pour la première fois à la barre du Saint-Simon, la flotte espagnole composée de trente-six navires, profitant de la marée et d'une forte brise, entra dans le port de Saint-Simon et réussit à passer à travers les batteries anglaises sur la pointe méridionale de l'île. Le général anglais fit donner le signal à ses bâtiments de courir vers Frédérica et après avoir encloué les canons du fort inférieur, il se retira lui-même vers la ville; pendant ce temps-là les Espagnols débarquaient à Gascoin's Bluff et prenaient possession des positions que les Anglais venaient d'abandonner. Mais en continuant la route qui conduisait à Frédérica, Oglethorpe avait laissé un marais d'un côté et un épais bois de chênes de l'autre. Une troupe d'Espagnols s'avance par là; ils ne sont plus qu'à un mille de la ville; ils rencontrent Oglethorpe lui-même, à la tête de la compagnie des Highlanders, ils sont vaincus, poursuivis et la plupart d'entre eux tués ou faits prisonniers. Une seconde troupe d'Espagnols marche à l'assaut; ils parviennent à un endroit où l'étroite avenue, faisant une courbe le long des bords du marais, forme un croissant; à peine atteignent-ils ce fatal endroit qu'ils voient surgir de la forêt les bonnets des Highlanders qui, sous les ordres de Mackay et de Sutherland,

entament l'attaque. Les grenadiers espagnols tinrent bon d'abord et firent décharge sur décharge contre un ennemi que cachaient les arbres. Mais lorsque Oglethorpe accourut ensuite sur le théâtre du combat, il trouva la victoire déjà complètement remportée par les siens; de temps en temps seulement le cri d'un Highlander ou le hurlement d'un Indien annonçait la découverte de quelque Espagnol rôdant. L'ennemi avait battu en retraite, après avoir perdu environ deux cents hommes, laissant à cet emplacement sanglant, alors jonché de cadavres, le nom de « Marais sanglant. »

Désespérant du succès, affaiblis par les divisions, — trompés en outre par un ingénieux stratagème, — les Espagnols se rembarquèrent dans la nuit du 14, laissant après eux une grande quantité de munitions et de canons. Le 18, tout en faisant voile vers le Sud, ils renouvelèrent leur attaque contre le fort William, que Stuart défendit bravement avec sa petite garnison de cinquante hommes. Les barques des Anglais surveillèrent les mouvements de l'escadre en retraite, jusqu'à ce qu'elle fut en vue du Saint-Jean; le 24^e jour de juillet, Oglethorpe put publier l'ordre de célébrer partout, par des actions de grâce, la fin de l'invasion.

Voici comment la Géorgie fut colonisée et défendue; ses frontières restèrent à l'abri des invasions; et la Floride, bien que toujours languissant sous la juridiction de l'Espagne, vit ses limites à elle resserrées. Pour prévenir les plaintes des mécontents, Oglethorpe, après une année de tranquillité, s'embarqua pour l'Angleterre (1733); il ne devait plus jamais revoir la colonie que dix ans de travaux désintéressés avaient identifiée avec sa réputation. Pour le bonheur de la Géorgie, il avait renoncé à ses aises et aux jouissances de la fortune, il avait méprisé le danger et il avait vécu « plus doucement qu'aucun de ceux qui s'étaient établis là. » Cependant ses hautes qualités étaient le résultat du sen-

timent, et non de la réflexion; elles étaient en outre obscurcies par les préjugés de sa nation, la haine pour les papistes et l'aversion pour l'Espagne. Mais la douceur de sa nature perçait dans tous ses actes; il était plein de miséricorde pour les prisonniers; c'était un père pour les émigrants; il resta invariablement l'ami de Wesley, et constamment le bienfaiteur des moraves; il témoigna le zèle le plus louable pour la conversion des Indiens; il invoqua en faveur des nègres les prescriptions de l'Évangile. Son cœur plein de chaleur battait pour tous ceux qui l'entouraient; il aimait à soulager l'indigent, à consoler l'affligé; et son nom devint populaire comme une seconde expression pour désigner « l'extrême bienveillance d'âme. »

Issu d'une famille honorable, voué dès l'enfance au métier des armes, ami de la légitimité par attachement héréditaire et par caractère personnel, il fut à une époque commerciale le représentant de cette chevalerie qui ne connaissait ni peur ni reproche et qui ressentait comme une blessure une tache à l'honneur. Il y a des hommes remplis des sentiments d'humanité et qui conservent cependant de la prédilection pour les formes hiérarchiques, — qui révèrent les institutions aristocratiques avec une foi naïve en elles, — qui aiment mieux protéger les humbles que d'abandonner le pouvoir et d'établir l'égalité. Tel fut Oglethorpe. Loyal et brave, emporté et pourtant miséricordieux, versé dans les belles lettres, affable même jusqu'à la loquacité, légèrement glorieux et nuancé de vanité, — il fut toujours prêt à répandre son sang, plutôt qu'à supporter une insulte, et encore plus prêt à exposer sa vie pour ceux qui l'appelaient à leur défense. Partisan de la monarchie dans l'État, ami de l'Église, il ressembla, même dans sa jeunesse, à un homme qui aurait survécu à son époque, — à un débris des siècles passés et de temps plus chevaleresques, — qui devait servir à mon-

trer au monde moderne des affaires combien le cœur d'un cavalier pouvait abriter de vertu et de charité.

La vie d'Oglethorpe se prolongea jusqu'à près de cent ans, et même dans sa dernière année on le pronait comme ayant « la plus belle figure » qu'on eût jamais vue, comme la personnification vénérable de la vieillesse ; ses facultés étaient toujours aussi brillantes, son œil était encore clair ; toujours « héroïque, romanesque et plein des antiques traditions, » il ressemblait au son de la lyre, qui vibre encore après que l'esprit de l'époque qui faisait résonner ses cordes s'est évaporé. Mais comme il appartenait au passé, il ne put fonder d'institutions durables. Il ne put rien monter pour l'avenir, et sa législation ne survécut pas à sa puissance. Le système de substitution masculine tomba insensiblement dans l'oubli ; l'importation du rhum ne resta pas plus longtemps interdite ; les esclaves venant de la Caroline furent pris à gages par les planteurs, d'abord pour une courte période, puis pour la vie ou pour une centaine d'années. Les marchands d'esclaves partant d'Afrique firent voile directement pour Savannah et les lois portées contre eux ne furent plus strictement observées. Whitefield, qui croyait que la Providence divine finirait certainement par rendre l'esclavage avantageux aux Africains, plaida devant les administrateurs en faveur de cette institution, comme essentielle à la prospérité de la Géorgie ; la portion même la plus pauvre de la population désirait ardemment ce changement. Les moraves, mus en partie par la haine de l'oppression, en partie par leur antipathie pour la race des hommes de couleur, continuaient à témoigner des regrets. A la fin eux aussi commencèrent à penser que l'on pouvait employer des esclaves nègres, sans rompre avec l'esprit chrétien ; et ils tombèrent d'accord que, pourvu que les nègres fussent traités d'une manière chrétienne, le changement de pays serait chose profitable pour

eux. Un message venu d'Allemagne contribua à étouffer leurs scrupules (1751). « Si vous prenez des esclaves dans un esprit de foi et avec l'intention de les amener au Christ, cette action ne sera pas un péché, mais pourra devenir une bénédiction. »

Après le départ d'Oglethorpe, les colonies méridionales jouirent du repos; car la guerre pour le commerce colonial s'était absorbée dans une vaste lutte européenne, impliquant les principes et les vues qui avaient agité le monde civilisé pendant des siècles. En France, Fleury voulant, comme Walpole, s'en tenir à une politique de paix, se vit, comme Walpole, dominé par l'égoïsme de ses adversaires (1740). Il contemplait avec anxiété les commotions de l'Europe et il ne voyait pas de moyen de s'y soustraire. Il lui semblait que la fin du monde était proche; et le fait est que le monde de la féodalité et de la légitimité catholique en était arrivé là. Il témoignait son aversion pour toutes les guerres; aussi quand le roi d'Espagne, — qu'une mélancolie naturelle, alimentée par sa mauvaise santé et ses désastres, poussait à abdiquer la couronne, — obtint de la propre main de Louis XV la promesse d'un secours de cinquante vaisseaux de ligne, le premier ministre dévoila ses intentions : — « Je ne me propose pas d'entamer une guerre avec l'Angleterre, ni de saisir ou molester un seul navire anglais, ni de m'emparer d'un pied de terrain possédé par l'Angleterre dans n'importe quelle partie du monde. Cependant je dois empêcher l'Angleterre d'accomplir son grand projet de s'approprier le commerce entier des Indes Occidentales. » « La France, quoiqu'elle n'ait point de traité avec l'Espagne, ne peut consentir à ce que les colonies espagnoles tombent entre des mains anglaises. » « Notre but, » disaient les hommes d'État de la France, « est non pas de faire la guerre avec l'Angleterre, mais de l'amener à consentir à la paix. »

Telles étaient les sages dispositions du vieux Fleury, quand, par la mort de Charles VI, l'extinction de la ligne masculine de la maison de Hapsbourg souleva la question de la succession autrichienne. La Pragmatique Sanction, dans laquelle la France était intervenue comme partie, assurait toutes les possessions autrichiennes à Marie-Thérèse, la fille aînée de Charles VI ; tandis que d'autre part, se fondant sur des généalogies suivantes ou sur des mariages antérieurs, les rois d'Espagne, de Saxe et de Bavière élevaient tous des prétentions à cet héritage indivis. L'intérêt du roi de France, son système politique, sa parole engagée par un traité solennel, l'avis de son ministre, tout contribuait à lui faire reconnaître les droits de Marie-Thérèse dans leur intégrité ; et cependant, entraîné par les intrigues des Belle-Isles et par sa haine héréditaire pour l'Autriche, sans un seul prétexte plausible, il se constitua le centre d'une coalition contre elle. Chacun de ses alliés dans cette guerre réclamait en totalité la succession autrichienne ; et la France qui en avait en vue le démembrement, ne pouvait s'engager dans la lutte que comme le défenseur commun de leurs prétentions diverses et non fondées à l'ensemble. Mais des individus, qui ne sont liés les uns aux autres que par égoïsme, sont toujours prêts à se trahir ; il en est de même des hommes en masse. Louis XV n'était uni à ses alliés par aucun principe honorable, par aucune politique bien arrêtée, et se vit abandonné par eux ; à mesure que l'égoïsme de chacun put parvenir d'une autre manière à obtenir une meilleure satisfaction. Les relations politiques des nations européennes ne formèrent donc plus qu'un pêle-mêle d'intrigues embrouillées. Pas un des hommes d'État de cette époque, excepté Frédéric, ne parut le moins du monde saisir la portée des événements. De même que l'Angleterre, par ses empiétements arrogants sur l'Espagne, élargit sans s'en rendre

compte la liberté commerciale, ou commença l'indépendance des colonies; de même la France, avec sa guerre injustifiable contre l'Autriche, se détacha de ses amarres et fit présager le naufrage de la légitimité catholique.

Dans le grand débat européen, l'Angleterre, fidèle à sa politique de se rattacher à la seconde puissance continentale, donna des secours à l'Autriche. Les flottes d'Angleterre et de France se rencontrent dans la Méditerranée (1744); la flotte anglaise reste victorieuse. La France déclare la guerre aussi à l'Angleterre; et les petits conflits de l'Amérique vont se perdre dans la conflagration universelle de l'Europe.

Jamais l'histoire ne présenta semblable spectacle de confusion. Pendant que l'égoïsme, qui avait engendré la guerre générale, se montrait lui-même sans foi, il mettait en œuvre toutes les ressources offertes par d'anciennes croyances ou d'anciennes animosités, par le protestantisme et l'Église romaine, la légitimité et le système mercantile, l'ancienne rivalité de la France et de l'Autriche, les jalousies réciproques de la France et de l'Angleterre. L'enthousiasme des autres siècles pour les luttes de religion était éteint; et la passion nouvelle pour la souveraineté du peuple ne faisait à peine que commencer à poindre. L'Europe était agitée comme l'océan après qu'une longue tempête s'est apaisée, et qu'un vent opposé s'est élevé, poussant les vagues soulevées à un nouveau conflit tumultueux.

L'absence de pureté dans la vie publique étouffa l'attachement pour le gouvernement et fournit au prétendant l'occasion d'envahir la Grande-Bretagne, de conquérir l'Écosse et de s'avancer jusqu'à quatre journées de marche de Londres. Cette expédition n'eut pas de partisans en Amérique, où la maison de Hanovre était révérée comme représentant le protestantisme. En Angleterre, où la monarchie était établie, les

vices de la famille régnante avaient produit le dégoût et l'indifférence; mais les amis d'une révolution ne voyaient pas au delà du choix d'une autre dynastie. L'Amérique était destinée à choisir, non entre des rois, mais entre des formes de gouvernement.

Sur le continent, la France remporta des victoires stériles. Son drapeau ne flotta sur Prague que pour être abattu par l'Autriche. La Saxe, la Bavière, ses alliés sur les frontières de l'Autriche, l'abandonnèrent l'une après l'autre. Les batailles sanglantes de Fontenoy (1745), de Raucoux (1746), de Laffeldt (1747), restèrent sans résultat; car la collision des armées n'était qu'une collision sans importance de la force brutale, guidée par l'égoïsme. Les hommes d'État se moquaient de la vertu et celle-ci se vengeait en réduisant leurs projets à néant. En vain rangèrent-ils toute l'Europe en deux camps; ils n'avaient pas de flambeau de la vérité à faire passer de nation à nation; voilà pourquoi, tout en étant à même d'assiéger des villes et de brûler les granges des paysans, leurs folles prodigalités de richesse, d'honneurs, de vies humaines, furent sans fruit pour l'humanité, si ce n'est quand leurs desseins furent renversés.

Un seul résultat, dont le caractère ne se montra pas tout d'abord, s'accomplit cependant au Nord, pendant le conflit. Le protestantisme n'était représenté par aucune grande puissance sur le continent. Frédéric II, l'élève de la philosophie de Leibnitz et de Wolf, tira parti de l'état de confusion des choses, et avec l'heureuse audace de la jeunesse et une ambition discrète, qui savait au besoin mettre des bornes à sa propre impétuosité, ravit la Silésie à l'Autriche. Sans se soucier de contracter des alliances avec des souverains qui, n'ayant de plans arrêtés ne pouvaient avoir d'amitiés durables, il entra seul dans la lutte et en sortit seul. Ayant pris deux fois les armes et ayant conclu deux fois sé-

parément la paix (1742, 1745), il se retira avec la garantie de l'Angleterre pour les acquisitions qui, ratifiées par la puissance de l'opinion publique, constituèrent sa monarchie le centre des intérêts politiques sur le continent européen.

La guerre ne se trouva pas limitée à l'Europe et aux colonies européennes ; dans les Indes orientales, les compagnies commerciales de la France et de l'Angleterre luttèrent aussi pour la suprématie. L'empire du Grand-Mongol tombait en ruines, appelant un restaurateur. Mais qui en entreprendrait le rétablissement ? Un instinct énergique poussait le monde commercial de l'Angleterre à rechercher de plus étroites relations avec l'Indoustan ; le projet de découvrir un passage au nord-ouest vers l'Inde se renouvela encore (1742-1747) ; et pour encourager cet esprit de curiosité aventureuse, le Parlement anglais promit de magnifiques récompenses en cas de réussite. Sur ces entrefaites, la Compagnie française des Indes, soutenue par le roi, avait confirmé son autorité à Pondichéry ; mais, comme la Sorbonne avait proclamé à la nation crédule que les dividendes du capital de la Compagnie commerciale étaient usuraires et par conséquent criminels aux yeux de la religion, la Société fit de mauvaises affaires, bien que les marchands particuliers gagnassent des richesses dans la Carnatique et sur le Gange. Le brave marin de Saint-Malo, l'entreprenant La Bourdonnais, du fond de son gouvernement de l'île de France, avait formé des plans de conquête. Mais on ne prévît pas l'avenir ; aussi, forcé par les instructions des ministres français de ne pas faire la moindre acquisition de territoire, quoique avec le concours du gouverneur de Pondichéry il eût pu obtenir pour la France un ascendant complet dans l'Indoustan, il s'engagea sur sa parole d'honneur à rendre Madras aux Anglais, au moment même où triomphant il plantait fièrement le drapeau de la France sur la forteresse (1746) et se rendait

maître de cette ville qui, après Goa et Batavia, était le plus riche établissement européen dans l'Inde.

La Russie aussi fut appelée à prendre part dans la lutte; et dans ses premières relations politiques avec notre pays, elle se rangea à côté de nos pères, comme l'alliée de l'Autriche et la stipendiée de l'Angleterre. C'est ainsi que, hâtant par son intervention la conclusion de la paix, la Russie influa indirectement sur les destinées de l'Amérique. Mais à une époque antérieure de la guerre, elle s'était, dans une direction opposée, rapprochée de nos frontières actuelles. Après que l'empire des czars se fut étendu sur le Kamtschatka, Pierre le Grand avait projeté un voyage de découverte le long des rivages de l'Asie et, en 1728, Behring avait constaté l'isolement de ce continent à l'est. En 1741, ce même intrépide navigateur, étant parti d'Ochotzk avec deux navires, découvrit le détroit peu large qui sépare les deux continents, reconnut les sommets des montagnes du nord-ouest de l'Amérique, traça la ligne de l'archipel des îles Aléoniennes et, ballotté par les tempêtes, au milieu des neiges et des glaces, tomba victime de ses fatigues sur une île déserte du groupe qui porte son nom. Le brave marin danois ne savait pas qu'il avait vu l'Amérique; et quoique la Russie eût ainsi gagné, par droit de découverte, le nord-ouest de notre continent, les courtisans dissolus qui entouraient l'impératrice Élisabeth, n'avaient pas la moindre idée des institutions politiques qui déjà faisaient sentir le poids de leur influence dans la diplomatie et devaient étendre un jour leur puissance jusqu'aux limites de l'empire légué par elle à ses successeurs.

Tandis que les États de l'Europe, au moyen de leurs vastes relations, formaient pour ainsi dire des nations du monde entier un seul organisme politique, les quelques incidents de la guerre dans notre Amérique ne pouvaient présenter aucun

intérêt. Ils étaient dépouillés de grandeur en eux-mêmes, et, quoique produisant des malheurs individuels, ils n'exerçaient pas la moindre influence durable; on sentait que le véritable théâtre de la guerre n'était pas là. Coxe mit en avant la proposition de constituer, dans des vues de défense, une union de toutes les colonies; mais le danger n'était pas assez général, ni pas assez imminent pour fournir des motifs suffisants de confédération. La paix des provinces du centre n'était pas troublée; le gouvernement de la Virginie redoutait plus les dissidents que les Espagnols. Morris, dans un des comtés intérieurs du pays, sur la chaîne des montagnes du Sud-Ouest, tomba par hasard en possession d'une copie du commentaire de Luther sur l'épître aux Galates et des œuvres de Bunyan, et il se mit à en lire des passages à ses voisins, tous les dimanches. A la fin, on construisit un temple pour qu'il pût y faire ses lectures. Sa réputation se répandit et il fut pris pour subir un interrogatoire (1743); mais quand on lui demanda à quelle secte il appartenait, il ne put le dire. Il n'avait pas entendu parler de sectes dans les vallées de la vieille province; il ne se doutait pas que les hommes pussent se trouver en désaccord. Les dissensions du monde, au point de vue des opinions et de la force des armes n'avaient point agité les planteurs disséminés de la Virginie.

La question de propriété de l'Ouest était toujours contestée; le gouverneur de la Pennsylvanie se réunit à Lancaster (1744), dans cette province, avec les commissaires du Maryland et de la Virginie et avec les députés des Iroquois, qui, depuis leur fusion avec les Tuscaroras étaient connus sous le nom des Six Nations. « Nous avons conquis, » dirent ces derniers, « le pays des Indiens au delà des montagnes; si les Virginiens veulent y obtenir à jamais un titre légitime, ce doit être par nous. » Et, moyennant environ quatre cents livres, les députés des Six Nations firent « un acte recon-

naissant le droit du roi à toutes les terres qui sont ou doivent être comprises dans la colonie de la Virginie, d'après la désignation de Sa Majesté. » Les terres du Maryland furent confirmées de la même manière à lord Baltimore, mais avec des limites précises; l'acte concernant la Virginie étendit indéfiniment les droits de cette colonie sur l'Ouest et le Nord-Ouest.

On reprit alors en détail les événements de la guerre entre la France et l'Angleterre et on rappela les conditions des traités d'alliance antérieurs. « Le lien qui existe entre nous et la Pennsylvanie; » répondit Canassatego, « est un lien d'ancienne date et il n'a jamais contracté de rouille. Nous aurons tout votre pays sous nos yeux. Avant de venir ici, nous avons dit à Onondio qu'il y avait assez de place sur la mer pour se battre, et qu'il pourrait y faire ce qui lui plairait, mais qu'il ne devait pas venir sur notre territoire pour y causer le moindre dommage à nos frères. » Après une pause, il ajouta : — « Les Six Nations exercent une grande autorité sur les Indiens qui prient et qui sont vraiment sous la protection des Français; pour prouver ultérieurement notre sollicitude, nous avons engagé ces vrais Indiens et d'autres alliés des Français; ils sont convenus avec nous qu'ils ne s'uniraient pas contre vous. » Alors la chaîne d'union fut rendue aussi éclatante que le soleil. Les Virginiens proposèrent d'élever les enfants des Iroquois dans leur école publique. « Frère Assaragoa, » répondirent ces derniers, « il faut que vous sachiez que nous aimons trop nos enfants pour les envoyer faire un si grand chemin; d'ailleurs, les Indiens ne sont pas portés à donner de l'instruction à leurs enfants. Votre offre est excellente, mais nos coutumes diffèrent des vôtres. » Puis alors, tout en reconnaissant les riches dons des trois provinces, ils continuèrent ainsi, comme s'ils prévoyaient leur sort : — « Nous avons préparé un petit présent

pour vous; mais, hélas! nous sommes pauvres et nous le resterons toujours, aussi longtemps qu'il y aura tant de trafiquants indiens chez nous. Leur bétail et celui des blancs mangent toute l'herbe et rendent les daims rares. » Là dessus ils présentèrent trois paquets de peaux. A la clôture de la conférence, les Indiens poussèrent, chacun à leur tour, cinq *yo-hahs*; de leur côté, les agents anglais, après un toast au roi d'Angleterre et aux Six Nations, mirent fin à la réunion par trois bruyants hurras. C'est ainsi que la Grande-Bretagne acquit tout à la fois des droits et la confirmation de ces droits sur le bassin de l'Ohio et protégea en même temps sa frontière septentrionale.

Pourtant le sentiment du danger amena pour la première fois les Pennsylvaniens à adopter une organisation militaire, qui s'effectua sous l'influence de Franklin, au moyen d'un système de volontaires. « Il fut l'unique créateur de deux loteries qui produisirent au delà de six mille livres, destinées à couvrir la dépense de batteries à élever sur le fleuve; » en outre, il trouva le moyen (1747) de permettre au pays de lever plus de cent vingt compagnies de milice, dont Philadelphie en fournit dix d'environ une centaine d'hommes chacune. » « Les femmes déployèrent tant de zèle, qu'elles procurèrent dix couples de drapeaux de soie, brodés de diverses devises. » Parmi les quakers il y en avait beaucoup qui admettaient le droit de se défendre soi-même. « J'estime surtout Benjamin Franklin, » écrivait Logan, « pour avoir sauvé le pays par son expédient de la milice. Il a été le premier acteur dans tout cela; » quand il fut élu commandant d'un régiment, il refusa cette distinction, et, comme humble volontaire, « il porta lui-même le mousquet, mêlé au reste des soldats. »

Tandis que les provinces du Centre jouissaient de la tranquillité, un corps de Français parti du cap Breton avant que

la nouvelle de la déclaration de guerre avec la France ne fût parvenue dans la Nouvelle Angleterre, surprit la petite garnison anglaise de Canseau (1744), détruisit la pêcherie, le fort et les autres constructions élevées là et emmena quatre-vingts hommes comme prisonniers de guerre à Louisbourg. Les fortifications d'Annapolis, le seul point de défense qui restât à la Nouvelle Écosse, se trouvaient en état de ruine. Une attaque dirigée contre elles par des Indiens au service des Français et accompagnés de Le Loutre, leur missionnaire, fut repoussée avec difficulté. Les habitants de la province, au nombre de seize mille, étaient Français d'origine; une révolte de la population, soutenue par les Indiens alliés, aurait donc pu remettre de nouveau la France en possession de son ancienne colonie. Pendant que William Shirley, le gouverneur du Massachusetts, en prévision de ce danger, sollicitait des secours de l'Angleterre, les officiers et les hommes pris à Canseau, après avoir passé l'été en captivité à Louisbourg, furent envoyés à Boston sur leur parole. Ils firent la description exacte de la situation de cette forteresse et Shirley résolut d'en entreprendre la réduction. Les pêcheurs, et spécialement ceux de Marblehead, interrompus dans leurs occupations par la guerre, et ne voulant pas passer l'été dans l'oisiveté, embrassèrent ce projet avec empressement. Après quelque hésitation, la législature de Massachusetts se prononça pour l'expédition à la majorité d'une voix (1745). Invités à prêter leur concours, le New-York envoya un petit renfort d'artillerie et la Pennsylvannie des approvisionnements; la Nouvelle Angleterre seule fournit les hommes; le Connecticut en leva cinq cent seize pour sa part; le New Hampshire, — aux troupes duquel Whitefield donna pour devise, comme Charles Wesley l'avait fait pour Oglethorpe, ces paroles : « Il ne faut désespérer de rien avec le Christ pour guide, » — le New Hampshire envoya un deta-

chement de trois cent quatre soldats; de son côté, le Massachusetts mit sur pied, dans cette circonstance, plus de trois mille volontaires. Trois cents hommes s'embarquèrent de Rhode-Island, mais trop tard pour prendre une part active à l'affaire. Une barque-exprès alla réclamer la coopération du commodore Warren à Antigoa avec autant de navires qu'il pourrait en détacher des îles Leeward; mais les capitaines de l'escadre ayant été consultés décidèrent à l'unanimité, qu'en l'absence de toute instruction du gouvernement anglais, ils ne pouvaient s'engager dans l'expédition projetée.

Ne comptant donc que sur eux-mêmes, les volontaires du New Hampshire et du Massachusetts, ayant pour commandant en chef un marchand du Maine, William Pepperell, se rejoignirent à Canseau (1745). Le génie inventif de la Nouvelle Angleterre avait été éveillé; l'un proposa un modèle de pont volant pour escalader les murs avant même d'y pratiquer une brèche; un autre était en mesure de procurer le moyen de se garantir contre les mines; un troisième, qui était ministre, présenta au marchand général, fort ignorant en fait de guerre, un plan pour faire camper l'armée, pour ouvrir la tranchée et placer des batteries, Shirley, le plus sage de tous, donna les instructions nécessaires pour que la flotte composée d'une centaine de bâtiments arrivât tout à la fois à un moment donné; puis sans tenir compte du ressac on débarquerait dans l'obscurité sur le rivage couvert de rochers; on marcherait ensuite en avant à travers les bois et les marais jusqu'à la ville et au delà, et l'on prendrait la forteresse et la batterie royale par surprise avant le lever du jour. Telle était la confiance des esprits dans le pays. L'expédition elle-même se composait de pêcheurs qui, en temps de guerre, ne pouvaient plus se servir de leurs crochets et de leurs lignes sur le Grand Banc, mais qui dans leur prudente prévoyance avaient emporté avec eux leurs hameçons

pour la morue; il y avait en outre des artisans habitués dès l'enfance à se servir des armes à feu; des bûcherons rompus aux fatigues et accoutumés aux campements dans les forêts; des laboureurs de l'intérieur qui avaient grandi les armes à la main et étaient familiarisés avec le danger, tireurs des plus habiles, formés à la poursuite du grand et du petit gibier; tous volontaires, tous commandés par des officiers choisis parmi eux-mêmes; grand nombre d'entre eux membres de l'Eglise; presque tous ayant femme et enfants. Le premier jour de sabbat, avec quel empressement « la très grande masse de la population » se réunit sur le rivage, pour écouter le sermon qui enrôlait les volontaires au service du Grand Capitaine de notre salut! Comme les glaces du cap Breton s'étaient accumulées en quantité si considérable qu'un navire ne pouvait entrer dans le port, la flotie de la Nouvelle Angleterre était retenue depuis plusieurs jours à Canseau, — quand par un ciel serein et un brillant soleil l'escadre du commodore Warren se montra heureusement. Le conseil tenu à Saint-Antigoa avait à peine décliné son concours dans l'entreprise, que des instructions venues d'Angleterre avaient donné l'ordre au commodore de prêter son assistance au Massachusetts; et Warren, ayant appris en mer l'embarquement des troupes, fit voile directement pour Canseau. Le lendemain arrivèrent neuf navires du Connecticut avec les forces de cette colonie, pleines d'animation et de vigueur.

Le dernier jour d'avril, une heure après le lever du soleil, l'armement composé d'une centaine de navires de la Nouvelle Angleterre, étant entré dans la baie de Chapeaurouge, ou de Gabarus, comme les Anglais l'appelaient, arriva en vue de Louisbourg. Les murs de cette place, élevés sur une langue de terre du côté méridional de la rade, ayant une quarantaine de pieds d'épaisseur à la base et vingt à trente

pieds de hauteur, tous balayés par les bastions, entourés d'un fossé de quatre-vingts pieds de largeur, étaient pourvus de cent et un canons, de soixante-seize pierriers et de six mortiers; la garnison se composait de plus de seize cents hommes; le port était protégé par une île avec une batterie de trente pièces de vingt-deux et par la batterie royale située sur le rivage, ayant trente grands canons, un fossé et des bastions, le tout si bien conditionné, qu'on pensait que deux cents hommes auraient pu défendre ce poste contre cinq mille. D'un autre côté, les forces de la Nouvelle Angleterre ne possédaient que dix-huit canons et trois mortiers; pourtant elles ne parvinrent pas plutôt en vue de la ville, que descendant dans les barques de pêche, « elles volèrent au rivage comme des aigles à la curée. » Les Français accourus pour s'opposer au débarquement furent mis en fuite et repoussés dans les bois. Le lendemain, un détachement de quatre cents hommes, conduits par William Vaughan, volontaire du New Hampshire, s'avança près de la ville qu'il salua d'un simple hurra et prit position près du côté nord-est de la rade. Les Français qui occupaient la batterie royale, saisis d'une panique, en enclouèrent les canons et l'abandonnèrent pendant la nuit. Le matin, des embarcations parties de la ville survinrent pour la reprendre; mais Vaughan avec treize hommes, se tenant sur la berge, empêchèrent les assaillants de débarquer jusqu'à ce qu'un renfort arrivât. On confia à un major d'un des régiments du Massachusetts, à Seth Pomroy, armurier de Northampton, la surveillance de plus de vingt forgerons pour forer les canons, qui avaient été peu endommagés; et bientôt on put riposter au feu de la ville et de la batterie de l'île. « Louisbourg, » écrivit Pomroy à sa famille, « est une place excessivement forte et semble inexpugnable. Il semblerait que notre campagne devra durer longtemps; mais je suis décidé à rester

jusqu'à ce que vienne le moment désigné par Dieu de remettre la ville entre nos mains. » « Ne permettez pas à la moindre inquiétude pour moi de se loger dans votre esprit, » lui répondit sa femme du fond de la Nouvelle Angleterre. « Tout le bourg ici porte le plus vif intérêt à l'expédition et attend que la Providence veuille décider de l'affaire, pour le succès de laquelle nous avons chaque semaine des meetings religieux. Je vous laisse dans la main de Dieu. »

Les troupes tournaient en plaisanteries les termes militaires techniques ; elles se moquaient lorsqu'on leur proposait des zigzags et des épaulements. Leurs lumières naturelles leur enseignèrent cependant à ériger des batteries couvertes de fascines à l'ouest et au sud-ouest de la ville. La plus efficace d'entre elles était commandée par Tidcomb, dont on louait avec raison la bonne volonté à s'engager dans toutes les entreprises hasardeuses. Comme il était nécessaire, pour faciliter l'attaque, de faire traverser par les canons des endroits marécageux, impraticables aux roues, Meserve, un colonel du New Hampshire, qui était charpentier, construisit des traîneaux ; puis, à l'aide de ceux-ci attachés par des courroies à leurs épaules, des hommes, les jambes dans la boue jusqu'au genou, firent passer les pièces sans encombre. Le siège avançait ainsi au hasard. Les hommes ne s'inquiétaient pas d'observer une discipline rigoureuse ; ils n'avaient pas de campement déterminé ; privés de tentes pour se préserver du brouillard et de la rosée, ils se logeaient dans du gazon et des broussailles ; la terre leur servait de lit, — dangereuse couche pour ceux d'entre eux qui « n'étaient pas habitués à séjourner dans les bois. » Cependant la température était bonne ; l'atmosphère ordinairement obscurcie par d'épais brouillards, resta remarquablement sèche pendant toute la durée du siège. Tout le long du jour, les hommes, s'ils n'étaient pas de service, se

livraient à toutes sortes d'amusements, — à tirer à la cible, à pêcher, à chasser aux oiseaux, à lutter, à courir ou à attaquer les boulets lancés par les canons ennemis. La faiblesse de la garnison, qui ne comptait que six cents soldats réguliers et environ un millier d'hommes de la milice bretonne, ne permettait pas de faire des sorties ; les chasseurs anglais, aussi vigilants à suivre la piste d'un ennemi que celle du gibier, rendaient toute surprise par terre impossible ; d'un autre côté la flotte de l'amiral Warren gardait les approches par mer.

Quatre ou cinq tentatives de s'emparer de la batterie de l'île, qui commandait l'entrée de la rade avaient échoué. On s'entretint de ces échecs parmi les troupes ; un parti de volontaires se forme, suivant la coutume des expéditions des Indiens, sous les ordres d'un chef de leur propre choix et se décide à une vigoureuse attaque pendant la nuit ; mais dans cette circonstance la Providence sembla prouver qu'elle voyait l'affaire de mauvais oeil. » Les assaillants sont découverts ; un feu meurtrier atteint leurs embarcations avant qu'ils ne puissent débarquer ; une partie d'entre eux seulement atteignent l'île ; un engagement sérieux de près d'une heure s'ensuit ; ceux qui peuvent regagner les barques s'échappent, mais soixante hommes ont été tués et cent seize faits prisonniers.

Pour incommoder la batterie de l'île, les Américains, sous le direction de Gridley de Boston, érigent avec une persévérance laborieuse une batterie près du cap nord de la rade, sur le Light-House Cliff ; tandis qu'à deux cents yards de la ville des tranchées avaient été opérées près d'un poste avancé qui, ainsi que les canons de la batterie royale, tirait sur la porte au nord-ouest de Louisbourg.

Pourtant on n'avait effectué aucune brèche, tandis que les travaux de la garnison rendaient les fortifications plus fortes

que jamais. Ou il fallait abandonner l'expédition, ou il fallait bloquer la ville. Les officiers de marine, que plusieurs bâtiments de guerre envoyés d'Angleterre pour faciliter le siège avaient rejoints conviennent d'entrer dans la rade et de bombarder la place, pendant que les forces de terre doivent essayer de prendre la forteresse d'assaut. Heureusement, quelque solides que fussent les travaux, le mécontentement avait gagné la garnison, et Duchambon, son commandant, n'était pas à la hauteur de sa mission. Le *Vigilant*, un vaisseau français de soixante-quatre canons, chargé de munitions de guerre pour lui venir en aide, fut attiré par Douglas du Mermaid, au milieu de la flotte anglaise et pris, après un engagement de quelques heures, en vue de la ville assiégée. Le gouverneur découragé arbora un drapeau en signe de trêve; on tomba d'accord sur les termes de la capitulation; le 17 juin, la ville, le fort, les batteries, tout fut livré; et bientôt un ministre de la Nouvelle Angleterre prêcha dans la chapelle française. Lorsque les troupes en entrant dans la forteresse purent contempler la solidité de la place, pour la première fois ils sentirent leurs cœurs faiblir. « Dieu est sorti de la voie ordinaire de sa providence, » dirent-ils, « et cela d'une manière signalée et presque miraculeuse, en poussant les Français à céder et à remettre cette cité si forte entre nos mains. » Lorsque la nouvelle de ce succès arriva à Boston, les cloches de la ville firent entendre de joyeuses volées et toute la population fut transportée de joie. Voilà comment la forteresse la plus redoutable de l'Amérique du nord capitula devant une armée composée d'artisans, de fermiers et de pêcheurs de la Nouvelle Angleterre. Ce fut la plus grande victoire remportée par la Grande-Bretagne pendant la guerre.

La prise de Louisbourg sembla menacer de faire voir le théâtre des hostilités les plus sérieuses transporté en Amé-

rique. La France projeta de recouvrer cette place et de porter la désolation dans les colonies anglaises; mais, en 1746, la flotte considérable envoyée de France, sous le commandement du duc d'Anville, eut à souffrir des tempêtes, des naufrages et d'une maladie contagieuse; affaiblie en outre par la mort subite de son chef, puis par le délire et le suicide du successeur de celui-ci, elle n'attaqua même pas Annapolis. L'année suivante (1747), la flotte française, chargée de troupes destinées pour le Canada et la Nouvelle Écosse, rencontra Anson et Warren; et malgré son intrépidité, elle ne put éviter d'amener pavillon. Les colonies américaines ne furent inquiétées que sur la frontière. Le fort Massachusetts dans Williamstown, le poste le plus rapproché de Crown-Point, n'ayant que vingt-deux hommes de garnison, capitula devant un corps considérable de Français et d'Italiens (1746). Pendant les guerres de la reine Anne, Deerfield et Haverhill avaient été le théâtre de massacres. Ce qui prouve le progrès des établissements américains, c'est que maintenant (1746-1747) tout danger fut écarté de Concorde sur le Merrimac, ainsi que de la commune appelée aujourd'hui Charleston, sur le Connecticut.

S'étant rendus à Louisbourg, Shirley et Warren avaient concerté le projet de réduire tout le Canada; le duc de Newcastle répondit à leurs propositions en ordonnant des préparatifs pour cette conquête (1746). Les colonies au nord de la Virginie votèrent une levée de plus de huit mille hommes; mais aucune flotte n'arriva d'Angleterre; et les Français ne furent pas même repoussés de leurs postes dans la Nouvelle Écosse. L'été de l'année suivante (1747) se passa dans cette inaction qui est le résultat de l'attente de la paix; et au mois de septembre, l'armée provinciale, sur les instructions du duc de Newcastle, se vit congédiée. On crut que l'Angleterre, par des motifs politiques, n'avait pas voulu triompher.

« Il y a asscz de raison de douter que le roi, s'il en avait eu le pouvoir, eût voulu chasser les Français de leurs possessions du Canada. » Telle était l'opinion publique à New-York, en 1748; et c'est ce qui nous est attesté par le voyageur suédois Pierre Kalm. « Les colonies anglaises de cette partie du monde, » continua-t-il, « se sont tellement accrues en richesse et en population, qu'elles rivaliseront avec l'Angleterre européenne. Mais pour soutenir le commerce et la puissance de la métropole, on leur a interdit d'établir de nouvelles manufactures qui puissent lutter avec les manufactures anglaises; elles ne peuvent extraire de l'or et de l'argent qu'à condition de les embarquer immédiatement en Angleterre; elles n'ont, à l'exception de quelques places déterminées, pas la moindre liberté de commerce avec aucun des ports non appartenant aux possessions anglaises; et les étrangers ne sont pas autorisés à entretenir de relations commerciales avec ces colonies américaines. Il existe ainsi une foule de restrictions analogues. Ces vexations ont rendu les habitants des colonies anglaises fort peu attachés pour leur mère patrie. Cette froideur trouve encore un nouvel aliment dans le grand nombre d'étrangers établis chez elles; car Hollandais, Allemands, Français, se trouvent ici mêlés avec les Anglais, et n'ont pas la moindre affection pour la Vieille Angleterre. D'ailleurs il y a des gens qui sont toujours mécontents, et qui aiment le changement; et puis une excessive liberté et la prospérité entretiennent un esprit indomptable. J'ai entendu dire, non seulement par des natifs Américains, mais par des émigrants anglais, et cela publiquement, que dans trente ou cinquante ans, les colonies anglaises de l'Amérique du Nord pourront constituer un État séparé, entièrement indépendant de l'Angleterre. Mais comme tout ce pays est sans défense du côté de la mer, et que sur la frontière il est inquiété par les Français, ces dangereux voi-

sins sont le motif pour lequel l'amour de ces colonies pour leur métropole ne disparaît pas complètement. Le gouvernement anglais a donc raison de regarder les Français dans l'Amérique du Nord comme l'influence principale qui porte ses colonies à rester soumises. »

Le Suédois n'avait entendu que la vérité, bien que cette vérité eût échappé aux hommes d'État anglais. Même pendant la guerre, l'esprit jaloux de résistance à la tyrannie s'alluma jusqu'à la fureur à Boston. Sir Charles Knowles, le commandant de la marine anglaise, qu'on croit que Smollett a dépeint avec raison comme « un officier sans résolution et un homme sans véracité, » ayant été abandonné par quelques marins de son équipage, pendant qu'il se trouvait à Nantasket, envoya de bonne heure un matin ses barques à Boston (1747) pour exercer la presse sur les matelots des navires, et sur les artisans et les ouvriers du port. « On ne pouvait pas endurer ici une pareille surprise, » écrivit Hutchinson qui était présent, et il donne comme raison de cette absence de résignation, que « la population n'était pas habituée à pareil procédé. » « On ne voulut pas se contenter des belles promesses du gouverneur; » « on réclama instamment la capture et la mise sous surveillance des commandants et autres officiers qui étaient en ville, comme le seul moyen efficace de procurer le relâchement des habitants embarqués à bord des vaisseaux. » La multitude exécuta ce que le gouverneur se refusait de faire. A la fin après trois jours de colère et de ressentiment, grâce à la médiation de la chambre des représentants, l'ordre fut rétabli. Les officiers furent délivrés de leur emprisonnement irrégulier et en échange, la plupart des citoyens de Boston, si pas tous ceux qui avaient été soumis à la presse, se virent renvoyés de la flotte anglaise.

L'alliance de l'Autriche avec la Russie hâta les négociations pour la pacification de l'Europe; un congrès se réunit à Aix-

la-Chapelle pour rendre la tranquillité au monde civilisé. Les conditions de la paix aussi bien entre l'Angleterre et l'Espagne qu'entre la France et l'Angleterre furent, après huit années de tourments réciproques, après un immense accroissement des dettes nationales, le retour au *statu quo* d'avant la guerre. Rien ne fut obtenu. L'humanité avait souffert sans but et sans résultat. Dans le monde colonial, Madras fut rendu en échange du cap Breton; les limites entre les provinces anglaises et françaises d'Amérique restèrent non déterminées, aucune des parties ne reconnaissant les droits de l'autre sur le bassin du Penobscot ou de l'Ohio; la frontière de la Floride demeura indécise. L'Espagne non plus ne renonça pas au droit de poursuite des navires anglais soupçonnés de contrebande; et quoique l'on convint que le traité de l'assiento continuerait pendant encore quatre années, cet avantage fut bientôt abandonné, moyennant une nouvelle convention, pour une indemnité pécuniaire peu importante. Le principe de la liberté des mers ne se vit proclamé que par Frédéric II. La Hollande, restant neutre aussi longtemps que possible, réclama, en vertu du traité de 1674, la liberté des marchandises pour ses navires libres; mais l'Angleterre, ne tenant aucun compte du traité, captura et confisqua les bâtiments hollandais. A l'occasion de la guerre entre la Suède et la Russie, les Hollandais insistèrent de nouveau sur le principe en question, mais de nouveau les Suédois le repoussèrent (1748). Des navires prussiens même furent saisis; mais le monarque de Prusse indemnisa les victimes de ces prises au moyen de représailles sur les propriétés des Anglais. Quant aux questions les plus relevées, dans lesquelles étaient impliqués les intérêts de la civilisation, pas une ne fut réglée. C'est sur l'équilibre des puissances, soutenu par des armées permanentes d'un million de soldats, que les hommes d'État de cette époque comptèrent pour le

maintien de la tranquillité; ne se doutant guère de la force des principes pour nouer les relations des États, ils virent dans l'Autriche l'alliée certaine de l'Angleterre, dans la France, l'allié naturel de la Prusse.

Ainsi, après bien des années de lutte, de repos, puis de reprise de la lutte, l'Angleterre et la France convinrent solennellement de vivre en paix. Les traités d'Aix-la-Chapelle avaient été négociés pas les hommes d'État les plus capables de l'Europe, dans les formes cérémonieuses de la diplomatie monarchique. Ils se croyaient les arbitres du genre humain, les pacificateurs du monde, — eux qui reconstruisaient le système colonial sur une base qui durerait des siècles, — eux qui consolidaient la paix de l'Europe par une combinaison exacte de forces matérielles. Au même moment où avait lieu le congrès d'Aix-la-Chapelle, les forêts de la Virginie abritaient le jeune Georges Washington, le fils d'une veuve. Né sur les rives du Potomac, sous le toit d'un fermier du Westmoreland, son sort, pour ainsi dire, dès son enfance, avait été celui d'un orphelin. Aucune académie ne l'avait recueilli sous ses ombrages; aucun collège ne l'avait couronné de lauriers; lire, écrire, chiffrer, — voilà à quoi s'étaient bornées ses connaissances. Et maintenant, parvenu à l'âge de seize ans, à la recherche d'une position honorable, il rencontrait de pénibles difficultés; il reprenait graduellement courage au point d'écrire galement à un camarade d'école: « Cher Richard, un doublon et parfois six pistoles, voilà mon gain constant de chaque jour; » « lui-même était son propre cuisinier et n'avait pour broche qu'un bâton fourchu, pour plat qu'un large morceau de bois; » il errait sur les sommets des Alleghanys et le long des rives du Shenandoah; il vivait au sein de la nature et parfois « dépensait la meilleure partie du jour à admirer les arbres et les richesses de la terre; » il se trouvait mêlé à des sauvages vêtus de peaux, parés de

chevelures scalpées et poussant des cris bruyants, ou à des émigrants grossiers « qui ne parlaient jamais l'anglais ; » rarement il dormait dans un lit, regardant une peau d'ours comme une couche magnifique, ou se contentant pour se reposer pendant la nuit d'un peu de foin, de paille ou de fourrage ; souvent il campait dans les bois, où la place la plus proche du feu semblait un avantage inappréciable ; — ce jeune arpenteur, au milieu des forêts, sans autres compagnons que ses associés illettrés, sans autres instruments scientifiques que sa boussole et sa chaîne, contrastait étrangement avec la magnificence impériale du congrès d'Aix-la-Chapelle. Et cependant ce n'était ni Kaunitz, ni Newcastle, ni un monarque de la maison de Hapsbourg, ou de la maison de Hanovre, mais bien le jeune Virginien, que Dieu avait choisi pour donner une impulsion nouvelle aux affaires humaines ; c'est à la garde du fils de la veuve, pour autant que les événements peuvent dépendre d'un individu, que Dieu avait confié les droits et les destinées d'innombrables millions d'hommes.

RENVERSEMENT
DU
SYSTÈME COLONIAL EUROPÉEN

CHAPITRE I

L'AMÉRIQUE RÉCLAME SON INDÉPENDANCE LÉGISLATIVE VIS-À-VIS DE L'ANGLETERRE. — ADMINISTRATION DE PELHAM (1748)

Approche d'une révolution. — Unité de la race humaine. — Ses progrès.
— L'histoire enregistre ces progrès. — La révolution américaine. —
Son caractère et sa portée. — Rapport des treize colonies avec la
métropole. — Le duc de Newcastle comme ministre des colonies. —
Il se retire. — Il est remplacé par le duc de Bedford.

En l'an de Notre Seigneur mil sept cent quarante-huit, Montesquieu, le plus judicieux des penseurs politiques français de son temps, apprit au monde civilisé qu'un grand peuple libre et heureux se formait dans les forêts de l'Amérique, où l'Angleterre avait envoyé ses enfants pour les peupler (1). Les dynasties héréditaires de l'Europe, sans se douter du rapide accroissement de la nouvelle puissance qui s'élevait et qui devait bientôt exercer sur elles une influence

(1) *De l'Esprit des lois*, liv. XIX, chap. XXVII. Elle [une nation libre] donneroit aux peuples de ses colonies la forme de son gouvernement propre : et ce gouvernement portant avec lui la prospérité, on verroit se former de grands peuples dans les forêts mêmes qu'elle enverroit habiter.

considérable, négociaient entre elles des traités pour mettre définitivement fin à leur dernière guerre d'ambition personnelle. Les grandes puissances maritimes, lasses d'espérer des conquêtes et ne prévoyant guère de réforme prochaine, souhaitaient du repos. On accepta comme condition de la paix de se rendre mutuellement les possessions telles qu'elles avaient existé ou qu'elles avaient dû exister; et on imagina des garanties pour les mettre à l'abri de toute nouvelle vicissitude. Mais le cours éternel des choses ne s'arrête jamais et entraîne le genre humain en avant en dépit de fluctuations continuelles. Les principes se font jour dans le domaine de la vie en envahissant l'opinion publique, et parvenus à leur maturité ils parviennent à dominer les événements, ceux-ci succédant à ceux-là comme s'ils obéissaient à un mot d'ordre, et ceux-là réglant tout sans interruption. Les flots agités ne commencent pas plus tôt à se calmer, qu'au milieu du ballonnement irrégulier des vagues, un nouvel envoyé de l'esprit infini se meut sur les eaux; et le navire de la destinée, chargé de la fortune du genre humain, cède à la douce brise, dès qu'elle murmure dans les haubans, pendant même que les spectateurs doutent encore si le vent se lève, ignorent d'où il vient et où il va.

L'heure de la révolution était proche, laissant entrevoir la liberté pour la conscience et la domination pour l'intelligence. L'histoire, échappant aux prescriptions de l'autorité et aux collisions des intérêts isolés, entre dans une ère nouvelle et inconnue de civilisation et d'égalité, dans une ère où la société plus heureuse voit le pouvoir découler, comme d'une source fraîche, de l'assentiment de tous sans cesse renouvelé, dans une ère de vie et d'activité d'un monde uni.

Cette crise faisait présager, pour l'Europe, des luttes pendant des générations. Les liens solides de foi et d'affection,

qui jadis y réunissaient les classes distinctes de la hiérarchie civile, avaient perdu leur vigueur. Dans le chaos imminent des États, les anciennes formes de la société étaient condamnées, après une agonie convulsive, à être mises en pièces; les fragments devaient en être dispersés et paraître inanimés, comme de la poussière, prête à tourbillonner en nuages sous le souffle de la colère publique, avec une force aussi terrible que celle du simoun dans le désert de Libye. La voix de la réforme en passant sur ce théâtre de désolation inspirerait une nouvelle vie, mais chez les classes dont l'influence se voyait écrasée, ainsi que chez les opprimés qui ne savaient pas qu'ils étaient rachetés, elle pourrait éveiller aussi de sauvages désirs, que les ruines d'un monde passé n'apaisaient pas. En Amérique, l'esprit du temps avait été pétri par la force créatrice de la raison, du sentiment et de la nature. Son édifice politique s'éleva dans des proportions harmonieuses, comme aux sons mélodieux de la lyre. L'humanité devait pacifiquement et sans crime se créer une nouvelle existence.

Quelques hommes d'origine anglo-saxonne, principalement des fermiers, des agriculteurs, des artisans, avaient traversé l'Atlantique avec leurs femmes et leurs enfants à la recherche de la liberté et de la fortune. Ils emportèrent avec eux la civilisation léguée à la Grande-Bretagne par le passé; ils se virent suivis par les bâtiments d'esclaves et par les Africains; leur prospérité attira des émigrants issus des races diverses de l'Europe centrale et occidentale; le système mercantile auquel ils furent soumis, prévalut dans les conseils de tous les États métropolitains, et étendit ses restrictions sur tous les continents qui invitaient à la conquête, au commerce ou à la colonisation. La réalisation de leur indépendance agiterait le globe, proclamerait la liberté des mers comme grandes voies commerciales, revendiquerait le

pouvoir dans la république pour la décision commune des habitants et leur assurerait le droit de vivre en se gouvernant eux-mêmes.

Les auteurs de la révolution américaine déclarèrent qu'ils avaient en vue le bien-être du genre humain et crurent se mettre au service de leur propre génération et de toutes les générations futures. Leur croyance était fondée; car le monde du genre humain ne consiste pas en fragments, et un pays ne peut avoir une existence isolée. Tous les hommes sont frères et tous sont solidaires les uns des autres. Toutes les nations aussi sont sœurs et chacune est responsable vis-à-vis de cette humanité fédérative qui ne prononce le ban d'exclusion contre aucune d'elles. De nouveaux principes de gouvernement ne peuvent se proclamer dans un hémisphère sans intéresser l'autre hémisphère. L'idée vraie du progrès d'un peuple particulier, dans ses rapports avec l'histoire universelle, découle de l'unité reconnue de race.

Dès l'aurore de l'existence sociale s'est fait remarquer une tendance vers les communications et les relations commerciales entre les habitants dispersés de la terre. Que le genre humain ait toujours vivement divisé ces liaisons, c'est ce qui résulte des hommages spontanés rendus aux aventuriers et à tous ceux qui ont considérablement élargi les fonctions du monde et les ont ouvertes à la civilisation. Les traditions de l'antiquité la plus reculée célèbrent le rôdeur demi-dieu qui a érigé des colonnes sur les rives de l'Atlantique et mentionnent, comme un visiteur venu du ciel, le premier voyageur qui arriva de l'Europe aux fleuves du centre de l'Asie. C'est la gloire de la Grèce, après qu'elle eut recueilli dans ses îles et au milieu de ses montagnes les rayons disséminés de l'intelligence humaine, d'avoir porté par ses nombreuses colonies la lumière accumulée aux con-

trées voisines de l'Océan et sur les rives du Pont-Euxin. Sa sagesse et ses armes ont relié les continents.

Quand la civilisation eut envahi le magnifique promontoire de l'Italie et que Rome se trouva à l'avant-garde des réformes en Europe, le même mouvement se continua et produisit encore de plus vastes résultats ; car, quoique la république militaire entravât l'expansion de l'esprit d'indépendance en donnant la domination à la propriété, et qu'elle étendit sa propre influence par le glaive, cependant, en entassant conquêtes sur conquêtes, en joignant les îles aux continents, en opprimant les nationalités, en offrant des autels aux dieux étrangers et le droit de cité à tous les peuples vaincus, elle fit participer un empire plus considérable aux bienfaits des règles fixes du droit et fit prévaloir un polythéisme cosmopolite comme religion du monde.

Ce qui fait la gloire distinctive de la religion chrétienne, c'est d'avoir proclamé clairement l'unité du genre humain. Les nations ne devaient plus être séparées par le culte de divinités exclusives. Le monde avait appris que tous les hommes sortent d'un même sang ; que pour tous il n'y a qu'une seule nature divine et qu'une seule loi morale ; la foi rénovatrice enseignait l'identité de la race, dont elle résu-mait les aspirations et dirigeait le progrès.

Les peuplades du nord de l'Europe, sorties tout récemment du sauvage berceau des nations, ouvrirent de nouvelles contrées à la civilisation, au commerce et au perfectionnement. Les colonnes du temple majestueux que l'antiquité avait érigé à ses nombreux dieux s'écroulaient déjà ; les envahisseurs nomades, accueillant dans leur cœur le dogme régénérateur, en devinrent les intrépides messagers et en portèrent les symboles jusqu'en Islande et en Sibérie.

Les relations du monde déjà relié devinrent encore plus étroites, quand un réformateur enthousiaste, brûlant d'une

ambition égoïste et enflammé de colère à la vue des formes creuses de la superstition orientale, communiqua la vie aux déserts de l'Arabie et fonda un système, dont les émissaires se lancèrent audacieusement sur le dos du chameau jusqu'au delà des sables sans chemins, et ne s'écartant jamais beaucoup des climats chauds, conduisirent des armées de la Mecque au Gange et à l'Ebre. Comme les deux doctrines inspirèrent à tous les continents du vieux monde, la soif de combattre pour le sépulcre du Christ, si bien que l'Europe, de l'Espagne à la Scandinavie, entra en conflit et en rapport avec le Sud et l'Orient, du Maroc jusqu'à l'Indostan !

Au moment opportun apparut le marin de Gênes. Dieu donna à Colomb les clefs qui ouvrent les barrières de l'océan, si bien qu'il remplit le christianisme de sa gloire (1). La voix du monde lui avait murmuré que le monde est un ; et lorsqu'il se dirigea vers l'ouest, en traçant un sillon au milieu de flots qu'aucun bâtiment européen n'avait fendus, son but élevé fut non simplement d'ouvrir de nouveaux chemins vers les îles ou les continents, mais de joindre ensemble les extrémités de la terre et d'unir les nations par le commerce et la vie spirituelle.

Tandis que le monde du genre humain entre en connexion plus étroite, il avance aussi au point de vue du pouvoir de l'intelligence. La possession de la raison est le gage de ce progrès dont l'histoire garde le souvenir. Les facultés de chaque esprit individuel se trouvent limitées dans leur développement ; la raison de tous les hommes (2) s'efforce d'arriver à la perfection, elle s'est incessamment occupée à s'éclairer dès le premier moment de l'existence humaine, et elle n'a

(1) Colomb à Ferdinand et Isabelle à l'occasion de son quatrième voyage.

(2) Kant, *Idee zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Ansicht* : *Sämmtliche Werke*, VII, 1, 319.

jamais rencontré de bornes à ses aptitudes pour s'améliorer. Les générations d'hommes ne ressemblent pas aux feuilles des arbres, qui tombent et se renouvellent sans subir d'amélioration ou de changement; les individus disparaissent comme le feuillage et les fleurs; l'existence de notre espèce est continue et ses âges dépendent réciproquement les uns des autres. S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait pas de grandes vérités inspiratrices de l'activité, pas de lois régulatrices du perfectionnement de l'homme; le mouvement du monde vivant serait analogue à celui du flux et du reflux de l'océan, et l'esprit ne serait plus frappé de l'intervention visible de la Providence dans les affaires humaines. Dans la création inférieure l'instinct est toujours égal à lui-même; le castor construit sa hutte, l'abeille sa cellule, sans acquérir une pensée de plus, sans accroître son adresse. « Par une prérogative particulière, » comme Pascal l'a écrit, « non seulement chacun des hommes s'avance de jour en jour dans les sciences, mais tous les hommes ensemble y font un continuuel progrès à mesure que l'univers vieillit; de sorte que toute la suite des hommes, pendant le cours de tant de siècles, doit être considéré comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement (*Pensées*, édit. Charpentier, 1851, pag. 372). »

C'est cette idée de continuité qui donne de la vitalité à l'histoire. Nulle période de temps n'a une existence séparée; et l'opinion publique ne peut échapper à l'influence du progrès intellectuel antérieur. Nous sommes éclairés par les rayons des siècles et nous vivons au milieu de la réflexion brillante de toute leur lumière. Qu'importe que la pensée soit invisible et que, même quand elle produit des effets, elle semble aussi passagère que le vent qui dirige les nuages. Elle n'en est pas moins libre et indestructible; elle ne peut pas plus être enchaînée que la flamme qui monte et, une fois

mise au monde, elle prend l'éternité pour défenseur. Nous sommes les enfants et les héritiers du passé, avec lequel, aussi bien qu'avec l'avenir, nous sommes liés d'une façon indissoluble; et celui qui possède vraiment de la sympathie pour tout ce qui concerne l'homme se sentira, dans ses travaux pour la postérité, saisi d'attachement pour les temps écoulés et cherchera à « vivre dans la grande vie des siècles. » C'est en témoignant de la gratitude pour ces siècles qui sont une fraction de la grande existence à laquelle nous participons, que l'histoire gagne la force d'émouvoir l'âme. Elle vient à nous avec des nouvelles de ce qui pour nous vit encore, de ce qui est devenu la vie de notre vie. Elle embaume et elle conserve pour nous le suc vital, non seulement des génies supérieurs, mais des générations successives de la race humaine.

C'est aussi parce que l'idée d'amélioration se rattache à celle de l'existence continue, que l'histoire est la plus consolante de toutes les études. Elle répand comme une auréole de joie et d'espérance même sur les douleurs de l'humanité et elle trouve des promesses de bonheur au milieu des ruines des empires et des tombeaux des nations. Elle retrouve partout les vestiges de la Providence intelligente et elle entend les doux sons de sa voix à l'heure de la tranquillité;

- « On ne rencontre pas seulement Dieu dans le calme et la paix ;
- « Il domine la tempête et plane sur les vents. »

Les institutions peuvent s'écrouler et les gouvernements tomber, mais c'est uniquement pour qu'ils puissent recouvrer une meilleure jeunesse et monter plus haut comme l'aigle. Les pétales de la fleur se fanent pour que le fruit puisse se former (1). Le désir de la perfection, surgissant

(1) Kant's, *Werke*.

toujours de la force morale, dirige le glaive même et s'échappe sain et sauf du champ de carnage; il communique aux batailles tout le lustre qu'elles peuvent avoir et aux guerriers leur seul titre de gloire; il survit aux martyres et surnage au milieu du naufrage des États. Sur les rives du fleuve des temps, pas un monument n'a été élevé en l'honneur d'un héros ou d'une nation, sans retracer le souvenir de quelque amélioration et sans en renouveler l'espoir. Chaque peuple qui a disparu, chaque institution qui s'est évanouie, n'a été qu'un des échelons par lesquels l'humanité monte vers le perfectionnement de sa nature.

Et comme, d'ailleurs, l'humanité a toujours progressé, ajoutant aux opinions justes du passé les découvertes de la succession des âges! Les générations qui tiennent en main le flambeau de la vérité le long de la route du temps, deviennent poussière et cendres; mais la lumière augmente toujours sa flamme brûlant sans cesse et elle est de plus en plus abondamment alimentée d'une huile consacrée (1). Combien le progrès n'est-il pas manifeste en religion, depuis les grossiers symboles de l'Orient jusqu'à la sublime philosophie des Grecs; depuis le fétichisme du sauvage jusqu'au polythéisme de Rome; depuis les formes multipliées de la superstition ancienne et les charmantes représentations en pierre des divinités, jusqu'à la conception claire de l'unité de la puissance divine et à l'idée de la présence de Dieu dans l'âme! Comme l'esprit dans sa liberté d'investigation a appris à l'homme à se servir des éléments, ainsi que les artisans font avec leurs outils, et l'a déjà rendu, en partie du moins, maître et possesseur de la nature (2)! Comme les connais-

(1) Milton, *Remarques sur la défense des remontrants* : « O toi qui as les sept étoiles, » etc.

(2) Descartes, *Discours sur la Méthode*, sixième partie; *Œuvres*, I, 192.

sances se sont non seulement accrues, mais répandues ! Comme la moralité a constamment tendu à neutraliser la suprématie de la force brutale, à adoucir les passions, à enrichir la littérature des formes variées de la pensée pure et du sentiment exquis ! Comme la vie sociale s'est améliorée et comme toutes les variétés du labeur des champs et de l'atelier se sont ennoblies par l'industrie spontanée des hommes libres ! Comme l'humanité est devenue de plus consciente de son unité et soigneuse de son propre développement, au point que l'opinion publique, brisant les liens de nationalité, est parvenue à se reconnaître comme l'esprit du monde, qui se meut de génération en génération au dessus du flux et le reflux de la pensée !

C'est de l'intelligence de l'humanité civilisée, arrivant graduellement à sa maturité, qu'est sortie la révolution américaine, qui était destinée à organiser l'union sociale au moyen de l'établissement de la liberté individuelle et à émanciper ainsi les nations de toute autorité non puisée dans leur propre sein. Dans la vieille civilisation de l'Europe la puissance descendait d'un supérieur aux inférieurs et aux sujets ; une caste sacerdotale transmettait une foi commune dont elle ne permettait pas qu'on s'écartât ; le gouvernement se regardait comme investi de la souveraineté, en vertu d'un contrat ou du droit divin ; il accordait sa protection et réclamait allégeance. Mais un nouveau principe, bien plus puissant que l'Église et que l'État du moyen âge, força à reconnaître son influence. Une série de connaissances croissantes et de héros dans le monde de la pensée avait conquis pour le genre humain l'idée de la liberté de l'individu ; l'énergie créatrice, mais longtemps latente qui réside dans la raison collective était sur le point de se manifester. D'elle devait surgir l'État, comme l'esprit de beauté et d'amour sort, d'après la fable, de l'écume de l'Océan, toujours

troublé. C'était la mission de l'Amérique de substituer au privilège l'égalité naturelle des hommes; à l'autorité irresponsable d'un souverain, un gouvernement dépendant émané de l'accord de l'opinion; et à mesure qu'elle s'avança dans cette noble carrière, les peuples de toutes les latitudes tournèrent les yeux vers l'exemple qu'elle donnait, pleins d'espérances d'une propriété inconnue, et toutes les nations de la terre aspirèrent à une rénovation.

La révolution américaine, dont j'écris l'histoire, en essayant de dérouler les principes qui en dirigèrent les incidents et en voulant rendre un hommage sincère aux cendres de ses héros, fut très radicale dans son caractère; cependant elle s'accomplit avec tant de calme et de douceur, que les conservateurs eux-mêmes hésitèrent à la blâmer. Une guerre civile arma, les uns contre les autres, des hommes issus des mêmes ancêtres, mais c'était pour l'avancement des principes de paix perpétuelle et de fraternité universelle. Une nouvelle démocratie plébéienne prit place à côté des plus fiers empires. La religion s'affranchit des institutions civiles. La pensée obtint pour elle-même la faculté de se manifester librement par la parole et par la presse. L'industrie eut le pouvoir de suivre la pente de son génie propre. Le système des restrictions commerciales entre États fut condamné et renversé, et l'Océan ouvert à toutes les entreprises pacifiques. Le droit international devint plus humain et plus doux; un nouveau code maritime moins rigoureux et plus juste fut adopté de commun accord et mis en vigueur. Le commerce des esclaves se vit flétri et réprimé. La patrie de la langue de Bacon et de Milton, de Chatham et de Washington prit tant d'extension que dans chaque zone, et presque à chaque longitude, les enfants balbutiaient l'anglais, comme leur langue maternelle. L'égalité de tous les hommes fut proclamée, la liberté personnelle garantie de la manière la

plus complète à tout individu, et le consentement universel reconnu comme la seule source légitime des lois fondamentales, de sorte que les populations de treize États séparés, possédant un territoire assez vaste pour en créer davantage, se donnèrent chacune leurs institutions politiques particulières. A côté des principes de la liberté des individus et de la liberté des États séparés, l'intelligence humaine accomplit son œuvre la plus noble dans l'union fédérative. Et cette union écarta tout motif de renversement, en assurant à toutes les générations futures le droit d'en améliorer la constitution, conformément au progrès croissant des connaissances des masses existantes.

Des exploits étonnants accompagnèrent ces changements d'un bout à l'autre du monde. Des armées se battirent dans le désert pour dominer sur des solitudes qui devaient servir plus tard de demeure à des millions d'âmes. Des flottes se poursuivirent les unes les autres sur toutes les mers, engageant des combats tantôt près de la région des glaces, tantôt au milieu des îles des tropiques. L'esprit d'invention fut appelé à rendre la guerre plus destructive, et à signaler les sièges par de nouveaux prodiges d'habileté et d'audace. Les nations rivales de race blanche envahirent l'Afrique et se l'approprièrent en partie. L'Asie se vit soumise à l'influence et à la domination de la civilisation plus avancée de l'Europe et une compagnie de hardis trafiquants anglais s'empara, par la conquête, de l'empire du Grand-Mogol.

Quant à l'Amérique, cette période offrit en abondance chez elle de nouveaux exemples de vertu et de grandeur. La fidélité aux principes pénétra dans les masses. Un peuple non encore organisé suspendit le commerce par un effet de sa libre volonté et de l'assentiment de tous. La pauvreté repoussa la corruption. Un héroïsme, plus grand que celui de la chevalerie, éclata dans les actes des gens les plus hum-

bles. Les citoyens avec leurs familles s'enfuirent de leurs demeures et abandonnèrent leurs richesses dans les villes, plutôt que de céder à l'oppression. Des bataillons entiers surgirent en une nuit de la spontanéité du patriotisme. Là où d'éminents hommes d'État hésitaient, l'instinct de la multitude faisait naître des conseils magnanimes. La jeunesse et le génie vouèrent librement leur vie pour les libertés du genre humain. Une nation sans union, sans magasins ni arsenaux, sans trésor, sans crédit, sans gouvernement, lutta avec succès contre les forces et les richesses réunies de la Grande-Bretagne. Une armée de soldats vétérans capitula devant des laboureurs insurgés.

Le monde ne pouvait assister avec indifférence à ce spectacle. Les membres de la plus vieille aristocratie française, les nobles polonais les plus orgueilleux, les cœurs les plus braves de l'Allemagne, envoyèrent leurs représentants pour se comporter comme les pairs de plébéiens, pour mourir glorieusement ou pour survivre respectés comme les champions de l'humanité et de la liberté. La Russie et les peuples du Nord protégèrent la jeune république en observant une neutralité armée; tandis que les monarchies catholiques et féodales de France et d'Espagne, ces rejetons du moyen âge, se laissèrent miraculeusement entraîner à ouvrir les portes de l'avenir au nouvel empire de la démocratie; aussi jamais Dieu ne déploya-t-il plus visiblement, dans les affaires humaines, sa gracieuse providence et son amour.

Pourtant les treize colonies, sur lesquelles reposait l'avenir de notre espèce, ne consistaient qu'en de faibles établissements dans le désert, dispersés le long de la côte d'un continent, fort peu rattachés les uns aux autres, fort peu considérés par leur métropole et presque inconnus du monde. Elles n'étaient liées ensemble que comme constituant l'Amérique anglaise, c'est à dire cette portion de

l'hémisphère occidental que le génie anglais s'était appropriée. L'Angleterre était la mère de leur langue, le foyer de leurs traditions, le source de leurs lois, et la terre sur laquelle leurs affections se concentraient. Et cependant elles formaient un rejeton de l'Angleterre plutôt qu'une partie intégrante; c'était un empire par lui-même, affranchi de toute noblesse et de toute prélature, non seulement protestant, mais dissident en grande partie de l'Église anglicane, attirant les communions et les sectes plébéiennes de la mère-patrie, et rendu cosmopolite en se recrutant chez toutes les nations du continent européen. Grâce à la douceur de ses lois, les natifs des autres pays y étaient reçus comme citoyens; la liberté politique, pour droit d'aïnesse, tel fut le talisman qui y fondit harmonieusement toutes les différences et y inspira une nouvelle vie publique, plus chère aux émigrants que leur langue maternelle, que leurs souvenirs et que leur parenté. Hollandais, Français, Suédois et Allemands renoncèrent à leurs nationalités respectives, pour réclamer les droits de citoyen anglais.

L'étendue de ces droits, en tant qu'appartenant aux colons, n'avait jamais été déterminée avec précision. De toutes les formes de gouvernement civil dont les colons avaient jamais appris quelque chose par ouï-dire ou par la lecture, pas une ne leur paraissait si bien calculée pour sauvegarder la liberté et pour assurer tous les avantages les plus précieux de la société civile, que le gouvernement anglais (1); et ils voyaient dans leur propre constitution une copie de cette heureuse constitution de la mère-patrie, qu'il était d'usage de représenter et presque de vénérer comme approchant de la perfection (2), ou plutôt ils envisageaient la leur comme une

(1) Écrits de Samuel Adams en 1748.

(2) Comparez Blackstone, *Commentaires*, liv. I, ch. I, § V, note 12.

amélioration, car elle renfermait des privilèges additionnels dont ne jouissait pas la masse du peuple en Angleterre (1). Les franchises électorales étaient plus équitablement réparties chez eux ; il n'y avait pas de bourgs pourris, pas de villes sans représentants ; la représentation qui était de règle universelle se trouvait plus étroitement en rapport avec le chiffre de la population ; dans les colonies renfermant moitié plus d'habitants, l'assemblée se choisissait annuellement et au scrutin, et l'époque de convocation de la législature était fixée par une loi fondamentale ; la liste civile dans toutes les colonies, sauf une, se votait pour une année et était soumise tous les ans au scrutin ; pour plus de sécurité contre la corruption et les dilapidations, les désignations d'emploi de l'argent contenaient la nomination et le salaire des agents appelés à diriger les dépenses ; les libertés municipales étaient plus indépendantes et plus étendues ; dans aucune des colonies il n'y avait de cour ecclésiastique et dans la plupart d'entre elles il n'y avait pas d'église établie ni de serment religieux à prêter pour pouvoir remplir une fonction ; le cultivateur du sol était le plus souvent franc-tenancier ; sur tout le continent les habitants possédaient des armes, et les gens robustes inscrits s'exerçaient à en faire usage. Il y avait donc en Amérique plus d'indépendance personnelle et bien plus de puissance démocratique qu'en Angleterre.

Cette supériorité des colonies, sortie de la souffrance et des événements, était un sujet de plainte incessant de la part des officiers de la couronne, dont la métropole pouvait bien cesser un jour de contempler les efforts avec indifférence ; les rapports des colonies avec la Grande-Bretagne, soit avec le roi, soit avec le Parlement, devenaient toujours de plus en plus vagues et mal définis. Les colonies avaient

(3) *Écrits de Samuel Adams*, en 1748.

été fondées en vertu de concessions de la couronne et, en dernier lieu, le roi dans un conseil était leur plus haute cour d'appel ; cependant, pendant que les légistes de cour du *xviii^e* siècle soutenaient l'autorité législative illimitée du roi sur les plantations, les colons mettaient des limites à la prérogative royale, soit au moyen des chartes que la couronne était amenée à accorder, soit en s'appuyant sur les principes traditionnels de la liberté anglaise, soit en ayant recours à cette énergie innée qui, secondée par l'éloignement, prenait hardiment en main la direction de leurs intérêts.

La méthode adoptée en Angleterre de confier la surintendance des affaires américaines à l'intermédiaire d'un bureau de commissaires du commerce et des colonies, qui n'avait ni voix délibérative au sein du cabinet ni accès auprès du roi, tendait à entraîner les provinces du Nouveau Monde dans une confusion toujours croissante. Le bureau rédigeait des instructions sans pouvoir ni les mettre en vigueur, ni proposer les moyens propres à les rendre efficaces. Il prenait connaissance de tous les incidents et pouvait faire des enquêtes, donner des informations ou des avis (1) ; mais il n'avait pas autorité pour formuler une décision définitive sur quelque question politique que ce fût. A cette époque il y avait deux secrétaires d'État chargés du règlement des relations extérieures de la Grande-Bretagne. Le pouvoir exécutif en ce qui concerne les colonies était réservé au secrétaire d'État, placé à la tête de ce qu'on appelait le département du Sud, qui comprenait la direction de tous les rapports avec la péninsule espagnole et la France. Le bureau du commerce, organisé dans l'origine en vue de restaurer le

(1) Chalmers, *Annales politiques des colonies unies*, liv. II, chap. III, 236 ; *Opinions de légistes éminents*, préface, VII, IX.

commerce et d'encourager les pêcheries de la métropole, se voyait obligé d'entendre les plaintes des officiers du pouvoir exécutif en Amérique, de leur communiquer des instructions, de recueillir et d'examiner tous les actes des législatures coloniales; mais il n'avait pas en définitive de responsabilité quant au système de politique qui pouvait être adopté pour l'Amérique. Par suite de cette faiblesse réelle, les lords du commerce étaient toujours disposés à témoigner leur impatience de la moindre contradiction; ils se sentaient facilement contrariés de toute désobéissance à leurs ordres; et ils n'étaient que trop portés à conseiller les moyens les plus rigoureux de coercition, sachant fort bien que leur vivacité se traduirait dans les documents officiels, pour peu qu'elle excitât l'orgueil ou éveillât le sentiment du ministre responsable de la couronne et du parlement.

L'effet de leurs recommandations dépendait du caractère de la personne revêtue par hasard des fonctions de secrétaire d'État du Sud et de son influence sur le parlement et le roi. Une longue période d'indécision avait jusqu'à présent multiplié les questions, sur lesquelles les exigences et les procédés habituels des colonies se trouvaient entièrement en désaccord avec les maximes qui prévalaient au bureau du commerce.

Au mois d'avril 1724, les sceaux du département du Sud et des colonies avaient été confiés au duc de Newcastle. Son élévation, due à sir Robert Walpole qui redoutait les hommes de talent comme des rivaux cachés, fut la conséquence de son rang, de ses richesses, de son influence sur les bourgs et de son incapacité personnelle. Pendant près de vingt-quatre ans, il resta ministre pour l'Amérique anglaise; pourtant en dernière analyse cet homme d'État, qui était si profondément au courant des statistiques électorales, ne savait pas grand'chose du continent dont il se voyait le protecteur.

On se répétait confidentiellement qu'il adressait ses lettres à « l'île de la Nouvelle Angleterre (1), » et qu'il ne cessait de croire la Jamaïque située dans la Méditerranée (2). Des tas de mémoires et de lettres des colonies restaient dans son bureau sans qu'il en prît lecture; on pouvait être presque sûr qu'un document quelconque serait négligé, à moins que quelque agent ne se trouvât avec lui pour assister à l'ouverture de cette pièce (3). Son naturel frivole ne put jamais ressentir la moindre affection, ni saisir une grande idée, ni analyser des rapports complexes. Après de longues recherches, je n'ai pu constater qu'il ait jamais étudié sérieusement une seule question américaine, ou qu'il ait jamais eu une idée nette de n'importe quelle mesure concernant l'Amérique.

L'influence de la chambre des communes dans la Grande-Bretagne reposait sur son droit exclusif d'accorder tous les ans les ressources nécessaires à la marche du gouvernement; la chambre s'assurait ainsi l'occasion sans cesse renaissante d'exiger le redressement des griefs. La force du peuple en Amérique consistait aussi dans le droit exclusif des assemblées de lever les taxes coloniales et d'en déterminer l'emploi. En Angleterre, le roi obtenait sa liste civile pour la vie; en Amérique, la rapacité des gouverneurs rendit nécessaire de faire dépendre leurs émoluments d'un vote annuel; le montant en était réglé d'année en année, et on prenait en considération pour cela les services du fonctionnaire, aussi bien que l'état d'opulence de la province. Il était facile pour les gouverneurs d'arracher à leurs patrons des instructions ministérielles exigeant d'une façon péremptoire

(1) James Otis, *Sur les droits des colonies*, MS., lettre de J. Q. Adams.

(2) Walpole, *Mémoires sur les dix dernières années du règne de Georges II*.

(3) *Mémoires*, etc., I, 343; le gouv. Clinton de New-York au comte de Lincoln, avril 1748.

une allocation considérable, uniforme et permanente ; mais les assemblées n'envisageaient ces instructions que comme obligatoires seulement pour les fonctionnaires du pouvoir exécutif et elles prétendaient exercer une liberté sans contrôle de délibération et de décision. Pour résoudre la contradiction, le roi aurait dû payer ses officiers au moyen d'un fonds indépendant, ou changer ses instructions. Newcastle ne fit ni l'un ni l'autre. Il continua à donner des instructions, qu'il consentit en secret à laisser violer. Souvent arbitraire par étourderie, il n'avait point de système, sauf celui d'affaiblir l'opposition en distribuant des emplois à ses chefs. Lui-même était exempt de cupidité ; mais ayant le patronage d'un continent, de colonies, où il fallait déployer une prudence et une habileté consommée, il voulut obliger les amis et parents qu'il possédait dans les familles aristocratiques de l'Angleterre, en revêtant de la prérogative royale des hommes ruinés, dissolus et ignorants, trop vils pour pouvoir être employés dans leur patrie ; de sorte que l'Amérique devint le déversoir de la Grande-Bretagne pour ses membres du parlement déchus et ses courtisans décriés (1). La conduite de pareils fonctionnaires ne pouvait manquer de provoquer une défiance jalouse et de justifier une opposition permanente. Cependant Newcastle était satisfait de pouvoir distribuer des places et acquiesçait avec indifférence à la politique des colons de faire dépendre des délibérations annuelles de la législature le salaire de tous les officiers de la couronne. Placé entre les lords du commerce qui rédigeaient des instructions, et le cabinet qui seul pouvait proposer les mesures nécessaires pour les mettre en vigueur, il joua à peu près le rôle de fil non conducteur du

(1) Huske à un ami, lettre renfermée dans celle de Lyttelton à son frère du 30 janvier 1758, dans Phillimore, *Mémoires de lord Lyttelton*, II, 604.

zèle ardent des premiers, dont les fonctions, sous un semblable secrétaire d'État, devinrent presque de plus en plus des sinécures; tandis que l'Amérique, négligée en Angleterre, et faisant avec raison résistance à ses gouvernants, poursuivait allègrement sa route vers la liberté et l'indépendance.

Les sujets de contestations s'accumulaient chaque année; mais Newcastle temporisa jusqu'à la fin et, au mois de février 1748, lors de la démission du comte de Chesterfield, il échappa aux embarras des affaires américaines en prenant les sceaux du département du Nord. Ceux du Sud, qui comprenait les colonies, furent confiés au duc de Bedford.

Le nouveau secrétaire était « un homme d'une honnêteté inflexible et de bonnes dispositions pour son pays, » « à l'abri de toute duplicité ou timidité. » Ses capacités n'étaient pas brillantes; mais ayant hérité du rang et de la fortune de son frère aîné, il avait acquis de la considération politique. En 1744, il était entré dans le ministère de Pelham comme premier lord de l'amirauté, et il avait fait nommer avec lui dans ce conseil George Grenville et le comte de Sandwich. Parvenu à cette position, il avait contribué puissamment à la conquête de Louisbourg par ses ordres à Warren. Son attention fut donc attirée vers le Nouveau Monde comme vers le théâtre de sa propre gloire. Lors de la dernière guerre, il avait caressé « le projet favori » de la conquête du Canada et Pitt a dit que « les grandes vues pratiques concernant l'Amérique étaient dues à lui seul. » Fier de sa connaissance du commerce et habitué à parler facilement sur tous les sujets, il se chargea sans défiance de l'administration de tout un continent.

Les deux ducs qui, à cette époque de l'influence prédominante de l'aristocratie, dirigèrent la politique extérieure de l'Angleterre, hâtèrent chacun l'indépendance de l'Amérique.

Newcastle, privé d'enfants, ne trouvait d'autre plaisir que dans ses fonctions; Bedford, quoique parfois amateur des emplois, était trop altier pour en convoiter toujours. Newcastle n'avait d'autre passion que les affaires, qu'il conduisait avec une précipitation emportée, et qu'il ne terminait jamais; Bedford, plus grave, quoique porté pour « les théâtres et les réjouissances (1), » était cependant capable de persévérer dans un système. Newcastle possédait « une tête si légère et un cœur si inconstant, » que Walpole prétendait que « son nom était perfidie (2); » Henri Fox, le premier lord Holland, disait « qu'il n'avait pas d'amis et qu'il n'en méritait pas; » et lord Halifax était habitué à l'injurier dans les termes les plus durs, comme « un fourbe et un sot (3); » il avait trop d'inconstance pour se laisser mener par les autres et, grâce à son instinct personnel des majorités, il savait déplacer ses voiles selon les variations du vent. Bedford, qui était hardi et inflexible et ne voulait rien faire que ce que lui-même croyait « incontestablement bon, » était « toujours gouverné, » et montrait en même temps « une obstination démesurée dans une opinion une fois admise (4); » c'était « l'homme gouverné le plus ingouvernable de l'Angleterre (5), » et le plus fidèle aux « bandits » vulgaires et dissolus, qui formaient ses amis politiques. Ni Newcastle, ni Bedford n'étaient cruels ou vindicatifs; mais tandis que l'un « ne conservait pas de rancune ou de malveillance, » et ne connaissait d'autres inimitiés que des boutades de brusquerie, l'autre apportait de la décision dans ses

(1) Pelham à Newcastle, dans Coxe, *Administration de Pelham*, II, 365.

(2) Lord John Russell, *Introduction à la correspondance de Bedford*, I, XXVI.

(3) Bubb Dodington, *Journal*, 206.

(4) Walpole, *Mémoires de Georges II*, I, 162.

(5) Henry Fox, *Lord Holland*.

attachements et ses animosités. Newcastle, sans élévation d'esprit, sans dignité de manières, prodiguait promesses, caresses familières, larmes et baisers (1), et s'abaissait à des témoignages de respect avec une hypocrisie outrée ; Bedford, dont le naturel hardi ne connaissait pas la tromperie, se montrait trop hautain pour pratiquer même la dissimulation, aussi ne se gênait-il pas, la honte ne le retenait pas, et, sans s'en inquiéter, il s'emportait grossièrement, même en présence de son souverain. Newcastle jalousait ses rivaux ; Bedford ne souffrait pas la contradiction. Newcastle était timoré sans circonspection et se précipitait dans des difficultés auxquelles il échappait par l'indécision ; Bedford, l'intrépide, l'absolu, l'homme qui ne voulait pas de compromis, Bedford, énergique sans perspicacité et entêté tout en n'ayant qu'une étroite portée de jugement, dédaignait de montrer de l'indécision sur n'importe quelle question qui pouvait s'élever, devenait irascible en face de la résistance, ne pouvait ou ne voulait pas prévoir les obstacles et était connu dans toute l'Amérique comme toujours prêt à tout hasard à défendre l'autorité.

(1) *Dodlington, Journal*, 419.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEUR ROYAL DU NEW-YORK FAIT APPEL AU POUVOIR SOUVERAIN
DE LA GRANDE-BRETAGNE. — CONTINUATION DE L'ADMINISTRATION DE
PELHAM (1748-1749).

Congrès à Albany en 1748. — Plan de Clinton et de Colden. — Les délégués du Massachusetts à ce congrès. — Shirley. — Oliver et Hutchinson. — Traité avec les Six Nations et les Miamis. — Oliver et Hutchinson proposent l'intervention du roi pour fournir un fonds américain. — Délimitation réclamée par les Français. — Minion et village indien à Ogdansbourg. — Shirley et Clinton conseillent la coercition des colonies par le parlement. — Murray, le principal conseiller. — Clinton se décide à rendre forcée l'intervention du parlement. — Résistance animée de l'assemblée du New-York. — Halifax devient chef du bureau du commerce. — Il trouve la France commettant des empiétements en Amérique et les colonies tendant à l'indépendance. — La Caroline du Sud. — La Caroline du Nord. — La Virginie. — La Pennsylvanie. — La Nouvelle Angleterre. — Le New-Jersey. — Halifax cherche à arrêter la France en fondant une nouvelle colonie dans la vallée de l'Ohio. — Les Français prennent des mesures pour l'en empêcher. — Leurs prétentions sur l'Acadie. — Halifax établit une colonie anglaise dans la Nouvelle Écosse. — Les Acadiens. — Les Indiens miamis. — Les lords du bureau de commerce s'adressent au parlement pour obtenir un pouvoir absolu. — Protestation des colo-

nies. — Le Massachusetts devient une colonie d'argent difficile. — Intrigues ultérieures des officiers de la couronne en Amérique. — Fermeté des représentants du New-York. — Charles Townshend entre dans le bureau du commerce. — Les colonies manifestent une vie indépendante.

Le soleil du mois de juillet 1748 répandait ses rayons sur les rives de l'Hudson. Jusqu'alors les défilés non gardés des montagnes de cette contrée ne puisaient d'autre intérêt que dans l'aspect sauvage et majestueux qui rehaussait la grandeur de leurs contours. Les ombres de ces chaînes, lorsqu'elles sortaient de leur calme silencieux pour saluer les rares embarcations qui venaient y exposer leurs voiles à la brise chagrine d'été, semblaient encore assombries par d'épaisses forêts descendant du flanc des éminences jusqu'à la berge même du fleuve. Les massifs boisés et verdoyants n'y étaient que rarement interrompus par des clairières situées autour des habitations de quelques fermiers disséminés, ou par les châteaux solitaires du petit nombre de propriétaires, qui, à la faveur de concessions dues à la prodigalité royale, réclamaient comme leur héritage des manoirs d'une étendue illimitée et même des comtés entiers. C'est à travers ces lieux que Georges Clinton, amiral anglais illettré, qui étant étroitement lié avec le duc de Newcastle et le duc de Bedford avait été envoyé en Amérique, comme gouverneur de New-York, pour y rétablir sa fortune, se fraya un chemin vers Albany, où il s'agissait de confirmer l'alliance des Six Nations par un traité entre leurs chefs et les commissaires de plusieurs colonies et de s'opposer aux empiètements de la France par des mesures communes de défense.

Lorsque son embarcation fut sortie des contrées montagneuses, elle s'approcha (1) de la rive occidentale pour

(1) Clinton au duc de Bedford, 15 août 1748.

recevoir à bord Cadwallader Colden, le plus ancien membre du conseil royal. Combien de fois le gouverneur et ses adhérents n'avaient-ils pas déploré ensemble « les principes niveleurs (1) de la population du New-York et des colonies voisines ; » « les tendances des législatures américaines vers l'indépendance ; leur présomption inexcusable de « proclamer elles-mêmes leurs droits et privilèges ; leurs efforts ambitieux pour arracher l'administration aux officiers du roi, « en refusant des traitements fixes et en obligeant les gouverneurs respectifs des provinces à capituler tous les ans pour leur subsistance ! Combien de fois n'avaient-ils pas comploté ensemble pour dissuader le gouvernement anglais de soutenir l'opulent James Delancey, alors grand juge de province et le chef égoïste et rusé de l'opposition ! « Les habitants des colonies, » se répétaient-ils les uns aux autres et répétaient-ils au ministère, « sont généralement élevés dans les principes républicains ; tout se fait d'après les principes républicains. Il ne reste plus qu'une ombre de l'autorité royale dans les colonies du nord (2). » Tout récemment Clinton avait importuné le duc de Newcastle pour « le dilemme de soutenir l'autorité du gouverneur ou d'abandonner le pouvoir à une faction populaire. » « Il sera impossible, » disait-il dans une de ses lettres, qui fut mise (3) en Angleterre sous les yeux du roi, « de garantir cette province importante de l'ennemi, ou d'une faction qui y existe, sans le secours de 2,000 hommes au moins de troupes régulières.

(1) Clinton à Colden, 11 mars 1748 ; Colden à Clinton, 21 mars 1748 ; Colden au duc de Newcastle, 21 mars 1748 ; Clinton à Colden, 25 avril 1748.

(2) *Mémoire MS. préparé en réponse à la représentation de l'assemblée du New-York du 19 mai 1747 ; Procès-verbaux de l'assemblée du N.-Y., II, 119-155.*

(3) Le bureau du commerce à Clinton, 29 juin 1748.

Il n'y a jamais eu tant d'argent dans le pays qu'à présent et les habitants n'y ont jamais montré d'habitudes plus dépen-sières. Avec les colonies du sud ils peuvent très bien supporter cette charge (1). »

Les membres du parti royaliste, qui avaient songé à un Congrès, comme mesure subsidiaire à la guerre entre la France et l'Angleterre, furent surpris à la nouvelle que des préliminaires de paix avaient été signés au mois d'avril entre les puissances européennes belligérantes; ils saisirent donc avec empressement cette occasion du retour de la tranquillité pour former des plans de gouvernement et de taxation des colonies en vertu de l'autorité souveraine de la Grande-Bretagne. On voulut constituer un revenu colonial au moyen de l'intervention anglaise, dans l'intérêt de la défense commune de l'Amérique et en vue de pourvoir à la liste civile des provinces respectives de ce continent. Pourvu qu'un revenu indépendant pût s'obtenir pour l'un ou l'autre de ces objets, il pourrait petit à petit s'appliquer à tous les deux.

A la convention d'Albany parut William Shirley, déjà gouverneur du Massachusetts depuis sept ans; c'était un légiste anglais rusé, besoinx et ambitieux, un membre de l'Église anglicane, fort peu soucieux des lois et des croyances particulières du peuple qu'il gouvernait; nommé dans l'origine pour rétablir ou introduire l'autorité anglaise, il se fiait plus là dessus qu'aucun autre officier de la Couronne en Amérique.

Avec lui arrivèrent, comme commissaires du Massachusetts, André Oliver et Thomas Hutchinson, tous deux natifs de Boston et y résidant. Oliver avait été élevé au collège d'Harvard; il possédait une instruction solide et une bonne connaissance des affaires de la province, il savait aussi bien

(1) Clinton à Newcastle, d'après la copie.

écrire. Signalé pour la modération de sa conduite et pour toutes ses apparences de piété, il jouissait de la confiance publique; mais, au fond du cœur, il était dominé par l'amour de l'argent, et, ayant entamé son patrimoine par des entreprises commerciales infructueuses, il recherchait avec avidité les avantages pécuniaires des emplois.

L'obligeant, l'éclairé et le vraiment intelligent Hutchinson était alors speaker de la Chambre de l'Assemblée du Massachusetts; c'était l'homme le plus spécieux et le plus influent, aussi bien que le plus ambitieux de cette colonie. Aimant lui-même les louanges, il flattait de ses caresses obséquieuses tous ceux qui lui faisaient espérer de parvenir à ses fins. Il témoignait une déférence assidue pour le clergé de la congrégation, comme s'il en était un des plus sérieux et des plus fermes soutiens; mais sa conduite ne découlait pas d'une foi bien vive; ses manières pieuses et sa présence invariable « aux réunions religieuses » n'étaient guère qu'une flatterie prolongée. De la catégorie de ces gens qui redoutent d'articuler directement un mensonge, il ne se faisait point scrupule de cacher la vérité, de se servir d'équivoques et de tromper son monde. Il courtoisait le peuple, et pourtant, dès son adolescence, au fond, il ne l'aima pas et le méprisa; il ne se servait de la faveur et de la confiance qu'il lui inspirait que comme de moyens propres à faciliter son propre avancement. Lui aussi, quoiqu'ayant reçu une bonne éducation, quoique doué de dispositions peu ordinaires et renommé au collège pour les grandes promesses qu'il donnait, il convoita tellement le gain, qu'il se fit commerçant dans sa ville natale, et que, comme les autres, il exerça la contrebande, pour en vendre les produits en détail. N'ayant pas réussi à tirer des bénéfices de ses opérations mercantiles, il se retira des affaires, dans lesquelles il avait plutôt compromis son patrimoine; mais sa passion dominante n'en

éprouva pas de modifications, et gagner du bien fut toujours le plus ardent désir de son âme (1) ; de sorte que son avidité servit d'aiguillon dominant à son ambition. Il avait été jadis en Angleterre comme agent du Massachusetts, à l'époque où il fut question, pour la première fois, de faire taxer l'Amérique par le parlement, et il avait eu ainsi l'occasion de se familiariser avec les hommes d'État anglais, avec les maximes du bureau de commerce, et la manière dont les Anglais raisonnaient au sujet des colonies. Il aimait le pays où il avait vu le jour et s'était appliqué à en étudier les lois et l'histoire ; mais il savait que tous les avantages lucratifs à retirer des emplois pouvaient découler non de la frugalité de ses concitoyens mais du bon plaisir royal. C'était un homme d'un jugement sain, et lorsque ses propres intérêts ne venaient pas à l'encontre, il préférait faire ce qui était juste ; mais son caractère sordide le poussait à adorer le pouvoir ; il était capable de s'abaisser pour implorer la justice comme une faveur ; la moindre séduction non seulement lui ôtait la hardiesse de résister à l'oppression, mais l'aurait entraîné facilement à en devenir l'instrument. Il excellait en même temps dans l'art de la dissimulation et il savait bien comment voiler son égoïsme sous les apparences du patriotisme.

Les chefs des Six Nations et de leurs alliés (2) accoururent en foule au congrès d'Albany, bien plus nombreux qu'on ne l'attendait. Ils prirent la résolution de ne plus permettre aux Français d'entrer sur leur territoire et de ne plus même envoyer de députés au Canada, mais de laisser l'Angleterre comme médiatrice pour obtenir la mise en liberté de leurs frères captifs. Il fut annoncé au congrès que les tribus du lointain Ouest, qui demeuraient sur les affluents de l'Erié et

(1) John Elliot, *sub voce* Hutchinson.

(2) Minutes du congrès tenu à Albany, juillet 1748.

de l'Ohio témoignaient des dispositions amicales; et, en effet, presque au même moment, des envoyés de leurs villages se trouvaient à Lancaster, pour y conclure solennellement un traité de commerce avec la Pennsylvanie (1). Le retour de la paix fut salué comme une heureuse occasion de faire entrer les Miamis et leurs voisins dans l'alliance des Anglais, et d'étendre ainsi, comme l'entendaient les Européens, la domination de la Grande-Bretagne sur le New-York occidental jusqu'au Wabash.

Le calumet de paix allumé avait passé de bouche en bouche; les tombeaux des héros des Peaux Rouges, tués dans la guerre, avaient été si bien couverts de présents expiatoires, que les ombres vindicatives de ces braves en étaient calmées; les ceintures de coquillages s'étaient échangées pour confirmer les témoignages d'amitié, quand les commissaires du Massachusetts, agissant d'accord avec Clinton et Shirley, et adoptant presque leurs opinions et presque leur langage, leur représentèrent dans un mémoire que puisque le Massachusetts, le New-Hampshire et le New-York servaient de barrière à l'Amérique contre la France, la charge de défendre les frontières de ces provinces devait aussi peu reposer sur elles que la charge de défendre n'importe quel comté de la Grande-Bretagne ne devait reposer sur ce seul comté; que les autres gouvernements s'étaient vus invités à s'entendre pour concerter les mesures nécessaires, mais que tous, sauf le Connecticut, s'y étaient refusés; ils priaient donc instamment le roi d'intervenir pour que, tant que les Français occuperaient le Canada, les colonies plus éloignées et non immédiatement exposées, pussent être obligées à contribuer, dans une proportion équitable,

(1) *Relation de Georges Croghan*, MS.; *Causes de l'aliénation des Indiens Delaware et Shawanese*, 56, 126.

aux dépenses qu'exigerait la défense de l'intérieur des territoires de la Nouvelle Angleterre et du New-York (1). Clinton et Shirley, en adressant ce document au Bureau du Commerce, y ajoutèrent ces mots : « Nous partageons l'avis des auteurs du mémoire (2). »

L'attitude des Français justifiait la prudente vigilance de tous les fonctionnaires de l'Amérique anglaise. La précipitation ou la négligence des plénipotentiaires à Aix-la-Chapelle avait laissé les limites des deux puissances en Amérique, sur toute leur ligne, sans autre fixation que la clause vague de les remettre sur le même pied qu'avant la guerre; or, pendant un quart de siècle avant la guerre cette question n'avait jamais cessé d'être un sujet de contestation. Dans cette situation flottante d'un traité de paix accepté et d'une limite incertaine de juridiction, chaque parti s'empressait d'occuper à l'avance autant de territoire que possible, sans compromettre son gouvernement respectif. L'Acadie, conformément à son ancienne délimitation, appartenait à la Grande-Bretagne; mais la France, même dans les temps de paix profonde (3), avait toujours proclamé avec insistance que l'Acadie comprenait exclusivement la péninsule; avant la restitution du cap Breton, un officier du Canada avait occupé l'isthme compris entre la baie verte et la baie de Jundy; une petite colonie prenait possession de l'embouchure du fleuve Saint-Jean (4); et la prétention à la

(1) *Mémoire de Oliver, Hutchinson et Choate, envoyé par Clinton et Shirley.*

(2) Clinton et Shirley au bureau du commerce, 18 août 1748, dans la *Collection des documents obtenus pour l'État du New-York par son agent John Romeyn Brodhead; Documents de Londres, XXVIII, 58.*

(3) Représentation du Bureau du commerce au roi, 1721.

(4) Le col. Mascarene au Bureau du commerce, 2 juin 1749; les lords du commerce à Bedford, 10 août 1749; de Boisherbert, commandant français, à St. John, au colonel Cornwallis, 16 août 1749; Cornwallis aux lords du commerce, 20 août 1749.

côte ouest jusqu'au Kennebec n'avait jamais été abandonnée (1).

A l'ouest également, la France avait invariablement et ouvertement réclamé tout le bassin du Saint-Laurent et du Mississipi, et comme preuve de sa possession légitime, elle avait allégué ses forts à Crown Point, à Niagara, chez les Miamis et dans les limites de la Louisiane. Envisageant toujours l'amitié des Six Nations comme un bonheur essentiel à la sécurité de la France, le gouverneur général du Canada, La Galissonnière, insista sur la nécessité de traiter avec elles comme les alliées communs des Français et les Anglais (2); et il leur proposa des négociations directes pour la libération de leurs guerriers captifs. Quand Clinton et Shirley réclamèrent la délivrance des prisonniers iroquois comme sujets de l'Angleterre, le gouverneur du Canada leur contesta cette qualité et il envoya la lettre des Anglais pour la faire lire aux tribus assemblées autour du grand feu du Conseil à Onondaga. « Nous n'avons cédé nos terres à personne, » dit l'orateur indien indigné, après mûre délibération, « c'est du Ciel seul que nous les tenons (3). »

Pour s'assurer encore davantage l'attachement de la confédération des Indiens, on résolut d'établir une mission sur la rive méridionale du Saint-Laurent, et l'abbé François Picquet (4) se dévoua à cette œuvre; attiré par la profondeur et la sécurité de la rade, par la position à la tête des Rapides, par l'élévation et la grandeur des forêts de chênes environnantes, par la richesse étonnante du sol, il fit choix d'Oswegatchie, aujourd'hui Ogdensbourg, pour y réunir dans un

(1) La Galissonnière au colonel Mascarene, 15 janvier 1749.

(2) La Galissonnière à Clinton, 25 août 1748; Shirley au Bureau du commerce, 28 octobre 1748.

(3) *Acte authentique*, etc., 2 nov. 1748; N.-Y. *Doe. de Paris*, X, 8.

(4) *Histoire documentaire du N.-Y.*, I, 423, etc.

village, sous la souveraineté de la France, tant d'Iroquois convertis au christianisme qu'ils parviendraient à réconcilier toute leur tribu avec les Français et à en faire l'alliée de ceux-ci. Quant aux régions plus éloignées, on envoya en octobre l'ordre au commandant du détroit de s'opposer de force à tout établissement anglais sur le Maumee, le Wabash et l'Ohio; ou, si les ressources dont il disposait étaient insuffisantes à cet effet, de sommer les envahisseurs de se retirer, sous menace des plus grands périls; en cas de désobéissance (1).

Il existait donc des raisons plausibles à l'appui du mémoire de Hutchinson et Oliver; mais le projet que caressaient le plus ceux qui dirigeaient les conseils du Congrès d'Albany, c'était la jouissance paisible des émoluments de leurs charges, sans la moindre responsabilité vis-à-vis des provinces américaines respectives. « D'après l'expérience du passé, » ajoutèrent de commun accord Clinton et Shirley, en envoyant la pétition inoffensive en apparence, « nous sommes convaincus que les colonies ne s'entendront jamais sur leurs quotes-parts, que, par conséquent, des instructions royales devront déterminer (2). » « Il est également indispensable pour nous de faire observer à vos seigneuries, » — c'est ainsi qu'ils continuaient à exposer leur principal dessein, — « que dans maintes occasions les différentes colonies ont témoigné si peu d'égards pour les instructions royales, qu'il faut absolument songer à un moyen de les mettre à exécution (3). »

Qu'elle marche fallait-il suivre pour réduire à l'obéissance une colonie factieuse, c'est ce qu'avaient déjà indiqué les

(1) *Journal de ce qui s'est passé, etc.*; N.-Y., *Doc. de Paris*, X.

(2) Clinton et Shirley au Bureau; N.-Y., *Doc. de Londres*, XXVIII, 60.

(3) *Procès de Bayard*, New-York, 1702.

grands maîtres de la jurisprudence anglaise. Deux systèmes de gouvernement s'étaient depuis longtemps montrés en désaccord; l'un se fondait sur la prérogative royale, l'autre sur la suprématie du Parlement. La première opinion avait été professée par un grand nombre d'anciens légistes, qui regardaient les colonies comme une dépendance de la couronne seulement. Même après la révolution, le grand juge à New-York avait déclaré, en 1702, que « dans les colonies le roi gouverne en vertu de sa prérogative (1); » et sir John Holt avait dit : « La Virginie étant un pays conquis, n'a pour loi que le bon plaisir du roi. » Mais quand, en 1711, le New-York, sous l'administration de Hunter, se trouva sans revenus, les ministres durent recourir à la haute influence du Parlement; et ils présentèrent un bill, énumérant les faits de négligence de cette province et imposant toutes les taxes dont sa législature avait interrompu son prélèvement. Northey et Raymond, l'attorney et le solliciteur général, légistes du plus grand poids, approuvèrent cette mesure (2). Quand, en 1725, une contestation analogue s'éleva entre la couronne et la Jamaïque, et que quelques personnes soutinrent que le roi et un conseil privé avaient le droit de lever des taxes sur les habitants de cette île, les légistes de la couronne, lord Hardwicke, alors sir Philippe Yorke, et sir Clément Wearg (3), firent cette réponse remarquable : « Une colonie de sujets anglais ne peut être taxée que par un corps représentatif de son choix ou par le Parlement d'Angleterre. » Cette opinion s'imprima de bonne heure et profondément dans l'esprit de lord Mansfield; aussi, au mois d'octobre 1744, la négligence

(1) Knox, *Revue de la contestation*.

(2) Knox, même ouvrage.

(3) *Opinions de légistes éminents*, I, 223; *Opinion de Mansfield sur l'affaire de Campbell*, v. Hall.

de la Pennsylvanie à prêter son concours à la guerre ayant appelé l'attention du ministère, sir Dudley Rider et lord Mansfield, alors William Murray, déclarèrent, que « une assemblée coloniale ne peut être obligée à faire davantage pour sa propre défense qu'elle ne le juge convenable, à moins que n'intervienne un acte du Parlement, qui seul peut lui prescrire des règles de conduite (1). » Arrière donc toutes les tentatives de contrainte en vertu de la prérogative royale, de gouvernement par instructions, d'obtention de revenus par des réquisitions royales, de fixation des contingents par un conseil d'officiers de la couronne. Nul autre pouvoir que celui du Parlement ne peut dominer les assemblées coloniales.

Telle était la doctrine de Murray qui se trouvait très capable de défendre lui-même ses idées, car il n'avait pas de rival dans la discussion, sauf le seul William Pitt. L'avis du célèbre jurisconsulte possédait une grande autorité, parce qu'il « avait longtemps fréquenté les Américains. » « J'ai commencé à vivre chez eux, » dit-il dans une occasion postérieure, « et je leur dois beaucoup, m'étant fréquemment occupé des intérêts des plantations devant le conseil privé ; c'est ainsi que je me suis fort familiarisé avec les affaires et avec le peuple d'Amérique (2). » Pendant les discussions qu'il s'agit actuellement de retracer, il fut souvent consulté par les agents des royalistes américains : son opinion, coïncidant avec celle d'Hardwicke, reçut l'approbation du Bureau du commerce et devint la pierre angulaire de la politique anglaise.

C'est sur cette théorie de la suprématie du parlement que Shirley et nos associés s'appuyèrent. D'après l'avis de

(1) Chalmers, *Introduction*, MS., II, 86.

(2) Holiday, *Vie de lord Mansfield*.

Shirley (1), on résolut en secret, mais fermement, d'amener à une crise les débats entre les gouverneurs et les assemblées américaines. New-York fut le théâtre choisi pour cette expérience et le retour de la paix comme l'époque convenable. Des documents bien travaillés mirent le ministère à même de soutenir la lutte; Clinton devait annuler aux législatures coloniales des appointements et des revenus fixes, dont la couronne disposerait à son gré, ou bien, en suscitant de violents désordres, obliger le parlement de la Grande Bretagne à intervenir (2).

Clinton, fidèle à ses engagements et prenant New-York pour le lieu d'ouverture de la contestation finale qui devait amener l'indépendance, déclara à l'assemblée réunie au mois d'octobre 1748, que la marche adoptée pour subvenir aux besoins de la colonie « lui imposait le devoir impérieux de mettre, à la première occasion, un terme à ces innovations; » il demanda donc, ce qui avait été si souvent refusé, le vote d'un revenu pour le roi, fixé au moins pour cinq ans. L'assemblée en réponse insista sur le droit de désigner avec les sommes accordées le titulaire de chaque emploi. « D'après des expériences récentes, » ajouta-t-elle, « nous sommes pleinement convaincus que la méthode des allocations annuelles est la plus salubre, et nous persistons dans l'opinion que les fidèles représentants du peuple ne s'en écarteront jamais (3). » Clinton menaçant les opposants de la colère du « parlement (4), » prorogea l'assemblée et, dans un déluge

(1) Clinton à Bedford, 17 octobre 1749. Que Clinton agissait d'après les conseils de Shirley; c'est ce qui résulte de plusieurs lettres.

(2) Clinton à Shirley, 5 août 1748; Shirley à Clinton, 13 août; Clinton à Bedford, 15 août; le même au même, 20 oct., et le même au même, 30 oct.; Clinton aux lords du commerce, 20 oct., et le même aux mêmes, 30 oct.; Clinton à Bedford, 22 nov.

(3) *Journal de l'assemblée du N.-Y.*, II, 246.

(4) Clinton à Bedford, d'après la copie.

de lettres et de documents, représenta au secrétaire d'État que les membres en « avaient constitué le peuple en haute cour d'appel pour l'Amérique; » que « ils s'attribuaient tous les pouvoirs et privilèges du parlement; » qu'ils « prenaient en réalité tout l'argent public dans leurs propres mains et qu'ils en disposaient sans la permission du gouverneur; » que « ils accaparaient pour eux le pouvoir exclusif de récompenser tous les services, et, comme conséquence, la nomination à tous les emplois, puisqu'ils octroyaient annuellement le salaire, non à l'emploi, mais nominativement à la personne revêtue de l'emploi; » que ce système, « si l'on n'y remédiait promptement, ébranlerait la dépendance des colonies vis-à-vis de la couronne (1). » Il conjurait donc le roi de « donner un bon exemple à toute l'Amérique, en réglant ce qui concernait le gouvernement du New-York. » « Jusque-là, » ajouta-t-il, « je ne puis convoquer l'assemblée, sans risquer d'exposer l'autorité du roi et de m'exposer moi-même au mépris (2). »

On aboutissait donc à cette conclusion d'entraîner le parlement anglais à se mêler de l'administration des colonies, précisément au moment où Bedford, en sa qualité de secrétaire d'État, avait résolu d'introduire de l'uniformité dans cette administration, en soutenant l'autorité du gouvernement central; or, le caractère du duc était une garantie de résolution et de persévérance. « En présence de la situation des choses, » avait-il déclaré à Newcastle (3), « il serait excessivement maladroit d'avoir un homme faible à la tête du Bureau du commerce; » aussi, sur cette insinuation, le premier jour de novembre 1748, deux mois après la ratification de la paix d'Amérique et d'Europe, le comte de Halifax,

(1) MS. *État actuel de la province de N.-Y.*

(2) Clinton à Bedford, 20 octobre 1748.

(3) Bedford à Newcastle, 11 août 1748; *Correspondance de Bedford*, I, 441.

alors âgé de trente ans, commença-t-il sa longue carrière de fonctionnaire comme premier commissaire pour les colonies. C'était un homme aimant la magnificence, prodigue et endetté; passionné, impérieux et entêté; « d'un jugement médiocre et sans connaissance du monde (1). » Familiarisé avec une faible branche des *belles-lettres*, il se plaisait à déclamer de longs passages de Prior (2); mais son esprit n'était guère nourri d'études politiques, ni fortifié par les leçons d'une philosophie virile. En sa qualité de personnage officiel, il était partisan de l'autorité; dépourvu de sagacité, il ne montrait pourtant de déférence pour personne; ne redoutant pas d'ailleurs l'application, il préférait un poste d'affaires à une sinécure. Les colonies américaines apparaissaient à l'imagination du peuple anglais comme des déserts illimités et inhospitaliers, dangereux à cause des sauvages et tristement incultes. Halifax, lui, ne voyait en elles que la moitié d'un hémisphère soumise à sa surveillance; aussi, enflé d'ambition, résolut-il de s'élever en augmentant la dignité et l'influence de ses fonctions. Dans cette intention, à la différence de ses prédécesseurs, il se consacra avec ardeur et zèle aux affaires des colonies, se reposant sur son habileté pour se rendre maître, comme par intuition, de toutes les difficultés qu'elles pourraient présenter, écrivant lui-même ses dépêches, et prêt, avec la confiance robuste des novices présomptueux, à émettre des opinions arrêtées et à proposer des plans d'action.

La situation du continent dont il avait à surveiller les intérêts sembla l'inviter à diriger sans retard toute l'énergie de son activité vers ces deux points : assurer les possessions de la Grande-Bretagne contre la France et maintenir l'auto-

(1) Walpole, *Georges II.*

(2) Richard Cumberland, *Mémoire sur lui-même.*

rité du gouvernement central contre les colonies elles-mêmes. Jetant les yeux sur la carte de l'Amérique, il vit que la ligne de démarcation le long de toute la frontière était rendue incertaine par les prétentions de la France; les deux nations voulaient des possessions illimitées; la France voulait arrêter l'esprit entreprenant des Anglais par le Penobscot ou le Kennebeck (1) et les Alleghanys; l'Angleterre de son côté voulait planter son drapeau sur tout le continent, approvisionner de ses produits les wigwams les plus reculés, remplir le désert de colonies qui ne trafiqueraient qu'avec leur métropole.

En lisant les papiers qui s'étaient accumulés dans le Bureau du commerce et les dépêches qui arrivaient constamment, depuis que les officiers de la couronne dans les colonies s'étaient aperçus du changement d'esprit de l'administration, Halifax parut reconnaître que les affaires confiées à ses soins étaient tombées, par suite de l'irrésolution de ses prédécesseurs, dans une confusion générale et devaient aboutir à l'indépendance législative et à la rébellion. « Ici, » écrivait Glen, le gouverneur de la Caroline du sud, « ici prévalent les principes niveleurs; l'organisation du gouvernement civil est bouleversée; un gouverneur, s'il veut être adoré, doit trahir la confiance qu'on a mise en lui (2); le peuple s'est emparé de toute l'administration; l'élection des membres de l'assemblée se fait au scrutin; non seulement les emplois civils, mais toutes les dignités ecclésiastiques sont à la disposition ou au choix du peuple; pour maintenir la dépendance de l'Amérique en général, il faut une nouvelle constitution (3). »

(1) Galissonière au colonel Mascarene, 15 janvier 1749.

(2) Glen à Bedford, 27 juillet 1748.

(3) Glen à Bedford, 10 octobre 1748, lettre reçue le 17 novembre.

Dans la Caroline du sud, on n'avait point porté de loi complète pour la perception des redevances ; et les habitants aux habitudes frugales, que leur gouverneur dépeignait comme « des sauvages et des barbares, » y payaient mesquinement les serviteurs de la couronne, et souvent même laissaient ces paiements arriérés (1).

Dans la Virginie, le pays des taxes légères et d'absence du papier monnaie, ce pays si longtemps renommé pour sa fidélité aux rois, où la population avait presque doublé en vingt et un ans, et où les revenus octroyés à perpétuité, au moyen d'une redevance fixe, écartaient les motifs ordinaires de contestation avec les colonies, l'esprit turbulent de liberté avait miné l'autorité royale au sein de l'Église établie ; aussi en 1748, au moment même où Sherlock, le nouvel évêque de Londres, suppliait le roi de donner un évêcat à l'Amérique, mesure que Bedford et Halifax approuvaient tous deux comme essentielle dans l'intérêt de l'autorité royale, la Virginie, du consentement de Gooch, son lieutenant gouverneur, transféra par une loi (2) la concession de tous les bénéfices aux conseils des paroisses. Cet acte fut compris dans les lois révisées et reçut la sanction du roi (3). Mais dès que l'on en saisit la portée, Sherlock demeura convaincu que « la Virginie, cette province si bien réglée jadis, n'avait rien plus à cœur que d'amoindrir l'influence de la couronne (4). »

Des lettres de la Pennsylvanie avertissaient les ministres que comme « l'assemblée obstinée, opiniâtre des quakers » de cette province « prétendait n'avoir aucun compte à rendre à Sa Majesté ou à son gouvernement, » ce corps « pour-

(1) Gabriel Johnston à Bedford, sans date.

(2) Hening, *les Statuts en général*, VI, 90 ; 22 *Georges II*, chap. XXXIV, § 7.

(3) Dinwiddie au comte de Holderness, 5 juin 1753.

(4) L'évêque de Londres au Bureau du commerce.

rait bien dans un moment donné employer l'argent du public à des desseins pernicioeux pour la couronne et la mère-patrie. »

Mais nulle part la puissance populaire ne semblait aux royalistes aussi profondément ou dangereusement enracinée que dans la Nouvelle Angleterre, où chaque village formait une petite démocratie constituée d'une manière indépendante, et dont l'organisation avait reçu la sanction de la loi et la confirmation du roi. Boston, dont la population avait délivré les marins, ses concitoyens, lorsqu'ils s'étaient vus soumis à la presse, dans le port, par un amiral anglais, Boston était particulièrement accusée « d'insurrection et de rébellion. » « La principale cause, » disait Shirley (1), « des dispositions populacières de cette ville habitée par vingt mille personnes, réside dans sa constitution, grâce à laquelle son administration se trouve dévolue à la populace qui se réunit dans des meetings urbains. »

Quant à l'assemblée qui représentait les villes du Massachusetts, le prudent avocat, qui en était le gouverneur, reculait devant une rupture avec elle. Lorsque, au mois de novembre, la législature de cette province, par un instinct fondé de jalousie, réduisit d'un tiers le traitement de Shirley, sous le prétexte de la détresse publique, celui-ci répondit, d'une façon assez plausible, que la province avait vu sa population doubler en vingt années, que dans cet espace de temps elle avait constitué vingt cinq nouvelles villes dans ses limites et qu'à la fin de la longue guerre qui avait eu lieu elle se trouvait moins endettée qu'au début. Mais l'espoir de Shirley d'obtenir des émoluments assurés reposait sur l'Angleterre et se rattachait au succès des mesures à appliquer dans le New-York.

(1) Shirley au Bureau du commerce.

La même conspiration contre les colonies s'étendait au New-Jersey. Au mois de décembre, le conseil de cette province trouva également « de son devoir indispensable de représenter à Sa Majesté que l'esprit de rébellion faisait du progrès dans la province (1). » Le conflit au sujet des terres de la partie orientale, où les titres de concession dérivés des Indiens et confirmés par une longue occupation, avaient à défendre leur validité contre les prétentions puisées dans les octrois d'un monarque anglais, aboutit à une confusion à laquelle les règles du droit anglais ne pouvaient porter remède. Que les habitants de comtés tout entiers fussent chassés de leurs foyers domestiques ou jetés en prison, c'était chose impossible; Belcher (2), le gouverneur temporisateur, avoua que « il ne pouvait faire adopter par les délégués des mesures propres à anéantir le mauvais esprit de rébellion. » Les propriétaires qui avaient acheté le droit si longtemps inefficace à une portion considérable de la province, firent cause commune avec les gens en charge, invoquèrent l'intervention anglaise et accusèrent leurs adversaires de fouler aux pieds l'autorité du roi et de dénier traitreusement et audacieusement ses titres au New-Jersey. Ces appels devaient « s'accorder avec les représentations venues du New-York et donner du crédit à celles-ci (3). »

Tel était l'aspect sous lequel les documents officiels présentèrent l'Amérique aux regards de l'inconsidéré et inexpérimenté Halifax. Dès le début de son entrée en fonctions, il se posa en champion décidé de l'autorité royale, et au mois de décembre 1748, dans ses premières paroles officielles de

(1) James Alexander à C. Colden, 3 janvier 1749.

(2) Belcher au Bureau du commerce, janvier 1749.

(3) C. Colden à Clinton, 12 janvier 1749. Comparez aussi Hamilton, *Discours à l'Assemblée des Jerseys à Perth Amboy*.

quelque importance, il promit de prendre « en très sérieuse considération » ce qu'il appelait « les légitimes prérogatives de la couronne, et ces défauts de la constitution » qui s'étaient « propagées dans la plupart des colonies et étaient destructives de tout ordre et de tout gouvernement (1) ; » aussi résolut-il d'opérer immédiatement un changement complet, au moyen de l'action du parlement. En attendant la réunion de celui-ci, il dirigea instamment son attention sur les empiétements imminents de la France et avec le même empressement il prit le parti d'assurer à l'Angleterre la possession de la Nouvelle Écosse et de la vallée de l'Ohio.

La région située au delà des Alleghanys ne renfermait jusqu'alors (1749) aucun établissement anglais, sauf peut-être quelques cabanes disséminées dans la Virginie occidentale. Les Indiens du sud du lac Érié et ceux de la vallée de l'Ohio avaient été amis des Anglais pendant la dernière guerre, et actuellement ils se trouvaient liés à la Pennsylvanie par un traité de commerce. Les trafiquants, venant principalement de la Pennsylvanie, qui rôdaient de tribu en tribu, n'avaient pas de lieux de séjour fixes, mais attiraient un grand nombre d'Indiens sur les bords du lac pour échanger des peaux et des fourrures. La colonie du New-York, au moyen des Six Nations, pouvait commander les passages conduisant du Canada à la vallée de l'Ohio ; la concession faite à William Penn comprenait actuellement une portion de cette vallée ; mais la Virginie ne bornait son ancien territoire qu'au lac Érié. Pour assurer l'Ohio aux Anglais, Lawrence Washington de la Virginie, Auguste Washington et leurs associés proposèrent de fonder une colonie au delà des Alleghanys. « Le pays à l'ouest des grandes montagnes est le centre des possessions anglaises, » écri-

(1) Lettre de décembre à Glen de la Caroline du sud.

virent Halifax et ses collègues, qui brûlaient de l'espoir de le recouvrer au moyen de la colonisation d'une grande étendue de terres. Grâce aux dispositions favorables de Henri Pelham et aux instances réitérées du Bureau du commerce (1), on obtint, au mois de mars 1749, des instructions du roi au gouverneur de la Virginie pour concéder à John Hanbury et à ses associés du Maryland et de la Virginie cinq cent mille acres de terrain, entre le Monongahela et le Kenawha, ou sur la rive septentrionale de l'Ohio. La Compagnie ne devait pas payer de redevance pendant dix ans ; elle devait, dans l'espace de sept ans, établir au moins cent familles de colons, faire choix immédiatement des deux cinquièmes du territoire octroyé, y construire à ses propres frais un fort et y mettre garnison. Thomas Lee, président du Conseil de la Virginie, et Robert Dinviddie, natif d'Écosse, arpenteur-général des colonies du Sud, figuraient parmi les actionnaires.

Informée de ces projets, la France devança l'Angleterre. La Galissonnière, à qui ses sentiments patriotiques faisaient concevoir de grands desseins de domination et qui interrogeait l'avenir sur les résultats à obtenir en Amérique dans l'intérêt de la puissance, de la population et du commerce des Français (2), envoya sans retard, en 1749, De Celoron de Bienville, avec trois cents hommes parcourir et occuper la vallée de l'Ohio (3) et celle du Saint-Laurent jusqu'à Détroit. Sur la rive méridionale de l'Ohio, vis-à-vis du promontoire d'une île et près du confluent avec une autre rivière, cet

(1) Représentation du Bureau du commerce au roi ; Coxe, *Administration de Pelham*, II, 277, 278 ; Franklin, *Écrits*, IV, 336 ; Shelburne à Fauquier, 8 octobre 1767.

(2) *Mémoire sur les colonies de la France*, par M. de la Galissonnière ; N. Y., *Doc. de Paris*, X, 25.

(3) Comparez Shirley aux lords du commerce, 4 juillet 1749.

officier enterra, au pied d'un chêne rouge primitif, une plaque de plomb, portant pour inscription, que depuis la chaîne de montagnes la plus éloignée, d'où les eaux coulaient vers l'Ohio, le pays appartenait à la France; en même temps il cloua les lis des Bourbons à un arbre de la forêt, en signe de prise de possession (1). « Je vais descendre la rivière, » dit-il aux Indiens à Logstown, « pour châtier chez eux nos enfants, les Miamis et les Wyandots; » puis il défendit tout trafic avec les Anglais. « Ces terres sont à nous, » répondirent les Indiens et ils réclamèrent la liberté du commerce. L'émissaire français s'avança jusqu'aux villes des Miamis, chassa les trafiquants anglais et requit, par lettre, Hamilton, le gouverneur de la Pennsylvanie, d'empêcher toute nouvelle intrusion à l'avenir. Mais les Indiens virent de mauvais œil les plaques qu'il enterrait au bord de toutes les criques un peu remarquables. « Nous savons, » murmurèrent-ils, « que cela se fait pour nous ravir notre pays; » et ils résolurent « d'aller au Conseil d'Onondaga » pour demander protection (2).

Au nord-est, La Galissonnière bien informé, sut tirer parti du caractère inoffensif et peu soupçonneux des Acadiens eux-mêmes, ainsi que des doutes qui régnaient relativement à la prise de possession et aux titres anciens. En 1710, quand Port-Royal, actuellement Annapolis, fut abandonné, le fort situé près de l'embouchure du Saint-Jean resta à la France. Les Anglais n'avaient pas d'établissement sur ce fleuve, et quoique à la suite d'un appel à leurs tribunaux ils y eussent exercé une sorte de juridiction, celle-ci n'avait pas été positivement reconnue par les quelques habitants de ces parages et avait toujours été contestée par le gouverne-

(1) *Procès-verbal*; N. Y., *Doc. de Paris*, X, 9.

(2) Croghan, MS., *Relation de ses opérations*, etc.

ment français. On commença par insinuer (1) que l'Acadie cédée ne formait qu'une partie de la péninsule située sur la mer entre le cap Fourches et le cap Canso et que, par conséquent, les descendants des Français devaient toujours allégeance à la France. L'abbé La Loutre, missionnaire et curé de Messagouche, aujourd'hui fort Lawrence, qui se trouve dans la péninsule, embrassa avec empressement cette manière d'interpréter les choses; confiant dans son influence sur la population et sur les prêtres ses compagnons, il forma avec le concours de La Galissonnière et de la cour de France, le plan d'attirer les Acadiens de leurs anciennes résidences et de les établir sur la frontière pour opposer une barrière aux Anglais (2).

Mais même avant la paix, Shirley, qui plaida toujours pour la plus grande extension des limites de la Nouvelle Écosse, avait représenté à Georges II que les habitants qui occupaient le voisinage de l'isthme, étant Français et catholiques, devaient être éloignés et transportés dans l'une ou l'autre des colonies de Sa Majesté, et que des colons protestants devaient occuper leurs terres (3). Newcastle, cruel seulement par légèreté, n'avait pas hésité à approuver cette atroce proposition; mais Bedford, son successeur, plus humain que lui, restreignit ses plans de colonisation au territoire anglais incontesté et chercha à assurer l'obéissance complète des habitants français en mêlant à eux des colons d'origine anglaise (4).

L'exécution de ce projet, que le duc de Cumberland, Pelham et Henri Fox avaient contribué à mûrir, fut dévolue à Halifax. On lança dans toute l'Europe des invitations aux

(1) La Galissonnière au colonel Mascarene, 15 janvier 1749.

(2) *Mémoires sur les affaires du Canada, depuis 1749 jusqu'à 1760.*

(3) Shirley, *Mémoire sur la dernière guerre*, 75, 77.

(4) Bedford au duc de Cumberland, 28 octobre 1748.

protestants du continent, pour les engager à émigrer vers les colonies anglaises. Les frères moraves (1) se sentirent attirés par la promesse d'exemption du serment et du service militaire. On encouragea le bon vouloir de la Nouvelle Angleterre, en témoignant de la sollicitude pour ses pêcheries; et les pêcheurs de baleine américains, stimulés par la promesse de les faire jouir des mêmes avantages (2) que les Anglais, apprirent à suivre leur proie au milieu des montagnes de glace des mers du Groenland. Pourtant le fardeau de garantir la Nouvelle Écosse retomba principalement sur le trésor anglais. Tandis que la cour générale du Massachusetts (3), par l'intermédiaire de son agent en Angleterre, cherchait à empêcher les Français de posséder un port quelconque dans la baie de Fundy ou à l'ouest de celle-ci, sur l'Atlantique, la proposition fut faite, au mois de mars 1749, aux officiers, soldats et marins congédiés, d'accepter et d'occuper des terres dans l'Acadie; aussi avant la fin de juin, plus de quatorze cents personnes (4) se rendirent, sous les auspices du parlement anglais et sous la direction du colonel Édouard Cornwallis, dans la rade de Chebucto. C'est là que, sur un sol froid et stérile, couvert jusqu'au bord de l'eau d'une forêt non interrompue de pins, dont l'épais taillis et le mélancolique ombrage cachaient des rochers et les déserts les plus affreux, sans la moindre éclaircie à apercevoir ou à reconnaître par oui-dire, c'est là que s'éleva la première ville d'origine anglaise à l'est du Penobscot (5). Elle prit la dénomination d'Halifax, du nom du ministre dont la promptitude,

(1) *Georges II*, ch. XXX.

(2) *Georges II*, ch. XLV.

(3) Instructions à l'agent du Massachusetts, 26 juin 1749.

(4) Les lords du commerce à Cornwallis, 15 mai 1749.

(5) L'hon. Col. Cornwallis aux lords du commerce, 22 juin 1749 et 20 août 1749.

la vigilance et l'ardeur avaient contribué à réaliser l'entreprise. Avant l'hiver trois cents maisons y furent construites (1). A Mirsas, aujourd'hui Lower Horton, on érigea un fort, qu'on entourait d'un fossé et d'une palissade; un autre fort à Pesiquid, près de Windsor, servit à garder les communications avec Halifax. Ces places avec Annapolis sur la baie de Fundy garantissaient la péninsule.

Les anciens habitants avaient prêté, en 1730, serment de fidélité et de soumission au roi d'Angleterre, comme souverain de l'Acadie et ils avaient reçu la promesse de voir tolérer « le libre exercice de leur religion et d'être exemptés de porter les armes contre les Français ou les Indiens. » Ils étaient connus sous le nom de Français neutres. Leurs cœurs étaient toujours vers la France et leur religion les rattachait au diocèse de Québec. Tout à coup on annonça à leurs députés (2), convoqués à Halifax, que des commissaires anglais allaient se rendre dans leurs villages et leur présenter le serment d'allégeance sans aucune condition (3). Ils ne pouvaient pas s'engager à la face du ciel à faire cause commune avec les Anglais dans une guerre contre le pays de leur origine et de leurs affections; aussi, dans une lettre signée par un millier d'entre eux, demandèrent-ils la permission de vendre leurs terres et leurs meubles et d'abandonner la péninsule pour de nouvelles demeures, que leur fournirait la France (4). Mais Cornwallis ne voulut leur laisser d'autre option que celle du serment d'allégeance sans condition ou la confiscation de tous leurs biens. « C'est à moi, » dit-il, « de commander et d'être obéi (5); » et il s'adressa au Bu-

(1) Cornwallis au Bureau du commerce, octobre 1749.

(2) Minutes du conseil de la Nouvelle Écosse, 14 juillet 1749.

(3) Ordonnance de Cornwallis, etc., 1^{er} août 1749.

(4) Lettre des habitants français à Cornwallis, 7 septembre 1749.

(5) Réponse du gouverneur en conseil aux habitants français, 7 septembre 1749.

reau du commerce pour en obtenir des instructions ultérieures (1).

Le gouverneur anglais agit encore plus sommairement avec les Indiens Micmacs, qui, à l'instigation du missionnaire La Loutre (2), s'étaient joints à d'autres tribus pour inquiéter les établissements naissants. « La terre sur laquelle vous dormez est à nous; » ainsi était conçu le message de l'implacable tribu (3); nous en sommes sortis comme l'herbe; nous y sommes nés de père en fils; elle est à nous pour toujours. » La-dessus le conseil réuni à Halifax (4) déclara par un vote que tous les pauvres Peaux Rouges qui habitaient la péninsule (5) étaient « autant de bandits, de voleurs ou de rebelles; » et en vertu de l'autorité de cette assemblée, Cornwallis, « pour mettre ces coquins à la raison (6), offrit par chaque tête d'individu, « pris ou tué, » une prime de dix guinées, payable sur l'exhibition du sauvage ou de sa chevelure scalpée (7). » Mais la source de tous ces désordres, c'était l'incertitude de la possession entre les compétiteurs européens de l'Amérique du sud.

Sur ces entrefaites La Galissonnière, ayant résigné son gouvernement entre les mains d'un homme plus pacifique, La Jonquière, se rendit en France pour y faire partie de la commission chargée de régler les frontières américaines. La Jonquière vit l'imminence du danger d'une nouvelle guerre, et,

(1) Cornwallis au Bureau du commerce, 11 septembre 1749.

(2) « Un certain Loutre, un prêtre français. » — Le Bureau du commerce à Bedford, 16 octobre 1749. « De Lutre, un prêtre. » — Cornwallis.

(3) Les Indiens Micmacs au gouverneur Cornwallis, 23 septembre 1749.

(4) Résolutions du conseil, Halifax, 1^{re} octobre 1749.

(5) « Ces Micmacks occupent le cap Sable, l'île de Saint-Jean, le cap Breton et tous habitent la péninsule. » — Cornwallis au Bureau du commerce.

(6) Cornwallis au Bureau du commerce, 17 octobre 1749.

(7) Proclamation contre les Indiens Micmacs, 2 octobre 1749.

comme Bedford, il aurait voulu éviter les hostilités; mais les instructions qu'il avait reçues du ministère français, bien que n'exigeant pas de lui qu'il s'avancât au delà de l'Isthme, le forcèrent à essayer de contenir les Anglais dans la péninsule de l'Acadie (1).

Ainsi, tandis que la France, au moyen de l'unité d'un pouvoir central despotique, mettait en œuvre toutes ses forces du Canada pour appuyer ses prétentions à l'extension de ses frontières, Halifax signalait son entrée en fonction, en établissant des émigrants protestants dans la Nouvelle Écosse, pour présenter une barrière contre tout empiétement du côté du nord-est, et en accordant des terres à une colonie de la Virginie sur les deux rives de l'Ohio, pour prendre possession de la vallée du Mississippi. Ce fut encore avec une plus grande impétuosité qu'il se jeta inconsidérément en travers de toutes les difficultés accumulées de l'administration des colonies, et qu'il voulut les résoudre arbitrairement.

Comme une longue expérience avait prouvé que les assemblées américaines tenaient avec persistance au droit de délibérer librement sur toutes les matières sur lesquelles il leur convenait de porter des lois, le bureau du commerce, aussitôt que Halifax se trouva à sa tête, fit revivre et remit avec empressement en avant le plan de renforcer l'autorité de la prérogative royale au moyen d'un acte général du parlement anglais. Sur les instances de ce conseil, le 3 mars 1749 (2), sous prétexte de supprimer le mal flagrant du papier monnaie colonial, Horace Walpole désappointé, lui qui, pendant près de trente ans (3), avait en vain tenté, comme auditeur

(1) La Jonquière à Cornwallis, 25 octobre 1749; Cornwallis à La Jonquière, 1^{er} novembre 1749; John H. Lydius à Cornwallis, 1^{er} décembre 1749; l'abbé Maillard à Gérard Beaubassin, 3 mai 1749.

(2) *Journal de la Chambre des communes*, XXV, 426.

(3) « J'ai été pendant près de trente ans dans le conseil de cette pro-

général des colonies, d'obtenir pour sa sinécure une allocation de cinq pour cent sur tous les revenus des colonies, présenta un bill destiné à régir toutes les chartes et à faire de tous les ordres du roi, ou rendus sous son autorité, la loi suprême de l'Amérique.

Pareille coalition du pouvoir semblait en harmonie avec cette suprématie législative regardée comme la grande doctrine whig de la révolution de 1688; elle avait en outre à invoquer un précédent antérieur. Sous le règne de Henri VIII, le parlement avait sanctionné « ce qu'un roi, en vertu de sa puissance royale, pouvait faire (1), » et communiqué force de loi aux proclamations et ordonnances de la couronne. En cela il n'avait fait qu'abandonner les libertés de ses propres commettants. Halifax et le bureau qu'il présidait engageaient aussi le parlement anglais à confisquer les libertés d'autres communautés et à les transférer à la couronne d'Angleterre.

Les habitants du Connecticut (2) protestèrent, par l'intermédiaire de leur agent, Eliakim Palmer, contre une tentative « inaccoutumée et extraordinaire, si opposée aux lois et à la constitution » de la Grande-Bretagne et à leurs propres « et inestimables privilèges » et charte, qui leur conféraient le droit « de se gouverner par des lois votées par eux-mêmes. » Au nom de leurs droits de naissance, des dangers

vince,... et durant tout ce temps je ne me rappelle pas que la moindre somme ait été prise par n'importe quel gouverneur dans le trésor public ni employée à tout autre usage que l'usage désigné par l'assemblée qui l'avait votée, sauf le cas de réquisition de la part de l'auditeur des revenus du roi; et vous savez, monsieur, à quelle influence les gouverneurs étaient soumis à cette époque pour les forcer à en agir ainsi. » Horace Walpole, l'auditeur, était frère de sir Robert Walpole. Lettre MS. au gouverneur Shirley, datée de New-York, en juillet 1749.

(1) 31 *Henri VIII*, ch. VIII. Comparez 1 *Éd. VI*, ch. XII; Hallam, *Histoire constitutionnelle d'Angleterre*, I, 47, 48, 50.

(2) *Journal de la Chambre des communes*, XXV, 793.

courus par leurs ancêtres, de la sainteté des engagements royaux, de leur attachement et de leur zèle, de leur dévouement, corps et biens, à leur roi et à leur pays, ils adressèrent des remontrances contre le bill proposé. La Pennsylvanie et Rhode Island invoquèrent leurs patentes et rappelèrent au parlement les tributs déjà levés sur eux en vertu du monopole exercé sur leur commerce. Quant au Massachusetts, William Bollan, par l'organe de « l'excellent lord Baltimore, » fit observer que le bill comprenait virtuellement tous les ordres futurs de tous les princes futurs, quelque opposés qu'ils pussent être à la constitution de la Grande-Bretagne ou des colonies; qu'ainsi il abrogeait pour les habitants du Massachusetts leurs droits communs de citoyens anglais, non moins que les privilèges découlant de leur charte. L'agent de la Caroline du Sud donna avec circonspection à entendre que, comme les gouverneurs, dont la nomination dépendait du bon plaisir du roi, devaient déjà obéissance aux instructions qu'on leur envoyait, le droit de délibération des assemblées présentait la seule sauvegarde des colonies contre une autorité illimitée (1).

« Plein de respect pour la constitution anglaise établie lors de la révolution, » Onslow, le speaker de la chambre des communes, émit l'opinion que le parlement avait le pouvoir de taxer l'Amérique, mais non de déléguer ce pouvoir; et, sur ses ordres, les objections à la mesure proposée furent reproduites tout au long dans le journal (2). Le bureau du commerce hésita et consentit, au mois d'avril, quoique à contre-cœur, « à abandonner pour le moment et à réserver » les clauses favorables au despotisme (3); mais il n'en conti-

(1) *Journal de la chambre des communes*, XXV, 793, 794, 813, 814, 815, 818.

(2) *MS Mémoires des services de Bollan*.

(3) Bollan, agent du Massachusetts, au secrétaire Willard, avril 1749.

nua pas moins à pencher vers l'esprit qui les avait dictées, jusqu'à ce qu'il eût poussé les colonies à se déclarer indépendantes et que lui-même eût cessé d'exister.

A la même époque, le Massachusetts écarta tout motif d'intervenir dans la question de la circulation du numéraire, en abolissant chez lui le papier monnaie. Cette province avait réclamé comme un droit le remboursement de ses dépenses pour la prise de Louisbourg. Sa prétention, comme de juste, fut contestée; car, dit-on, les habitants en étaient les sujets et non les alliés de l'Angleterre; ils devaient allégeance et n'avaient donc pas de titre à des subsides. Le parlement dans son équité accorda l'indemnité demandée; mais Pelham lui-même, le premier ministre, déclara que c'était là une faveur octroyée. Le Massachusetts avait déjà voté au mois de janvier 1749, sur les instances d'Hutchinson, que les effets publics de la province se rembourseraient au moyen des traites attendues du trésor royal. Deux fois l'année précédente, il avait invité les colonies voisines à se concerter pour supprimer de commun accord la funeste circulation du papier monnaie; mais ayant reconnu ce concert impossible, il se décida à agir seul dans ce sens. Comme les billets avaient subi une dépréciation et ne se trouvaient plus dans les mains des premiers possesseurs, il fit observer que les rembourser au taux de leur valeur primitive ce serait imposer une nouvelle taxe sur ces premiers possesseurs eux-mêmes; et, par conséquent, quarante-cinq shillings de l'ancienne émission, ou onze shillings et trois pence de la nouvelle, purent se racheter, avec l'approbation du roi dans son conseil, au moyen d'un dollar frappé au coin espagnol. Le Massachusetts devint ainsi la « colonie à argent solide » du Nord (1).

(1) *Correspondance de Hutchinson*; Hutchinson, *Hist.*, II; Felt, *le Numéraire du Massachusetts*.

Le plan de mettre en vigueur en Amérique toutes les ordonnances royales au moyen d'un acte du parlement anglais avait à peine été abandonné, que la loyauté et la vigilance du Massachusetts furent détournées pour faciliter les intrigues contre sa liberté. Au mois d'avril 1749, l'assemblée de cette province, qui regardait toujours la Nouvelle Écosse comme comprenant toute la partie du continent à l'est de la Nouvelle Angleterre, fit des représentations au roi sur « les insolentes invasions » de son territoire par la France, conseilla « d'informer les provinces voisines de ce danger commun, » et supplia « de ne pas permettre la moindre violation de l'un ou l'autre des territoires de la couronne sur le continent » américain. Ce fut à l'occasion de la transmission de cette adresse que Shirley développa son système. Il recommanda au duc de Bedford (1) d'ériger sur la frontière « des forteresses, sous la direction d'ingénieurs et d'officiers nommés par le roi » et d'y mettre garnison. « Une taxe pour leur entretien, » il insistait sur ce point, « devait être appliquée par le parlement sur les colonies, sans quoi il n'y aurait rien de fait. » Il concluait de la situation prospère de l'Amérique que « faire contribuer les sujets anglais sur ce continent à leur sécurité commune ne pouvait pas s'envisager comme un fardeau imposé; » et il cita les actes du commerce et l'impôt levé sur les sucres étrangers importés dans les colonies du Nord, comme autant de précédents qui prouvaient combien sa proposition était raisonnable.

Les associés de Shirley dans le New-York ne montrèrent pas moins de persévérance. Le 7 mai 1749, ils reçurent « l'agréable nouvelle que tout marchait bien (2), » au gré de

(1) Shirley au duc de Bedford, 24 avril 1749 et 18 février 1748-9.

(2) J. Ayscough, secrétaire privé de Clinton, à Colden; 9 mai 1749.
« Catherwood nous envoie l'agréable nouvelle que tout marche bien; »

leurs désirs. Sachant que Bedford, Dorset et Halifax avaient épousé leur cause, ils convoquèrent la législature. Mais ce fut en vain. « Les fidèles représentants du peuple, » c'est ainsi que s'exprima l'assemblée du New-York, au mois de juillet, « ne peuvent jamais s'écarter de la méthode des subsides annuels. » Je connais bien, » répondit le gouverneur, « les sentiments actuels des ministres de Sa Majesté ; et crois avoir pu les deviner par le bill présenté tout récemment au parlement pour pouvoir mettre à exécution les instructions du roi. Considérez, » ajouta-t-il, « les grandes libertés dont il nous est permis d'user. Considérez également, si notre mère-patrie venait à soupçonner que votre dessein est d'amoindrir la prérogative de la couronne dans les colonies, quelles pourraient en être les conséquences. Les Romains n'accordaient pas à leurs colonies les mêmes privilèges que ceux dont les autres citoyens jouissaient ; et vous savez de quelle manière la république de Hollande gouverne ses colonies. Efforcez-vous donc de montrer votre excessive reconnaissance pour les énormes privilèges dont vous jouissez. »

Les représentants (1) persistèrent à l'unanimité dans leurs résolutions, en alléguant que « les gouverneurs sont en général étrangers au peuple qu'on les envoie gouverner ;... rarement ils envisagent le bonheur du peuple à un autre point de vue que celui du parti qu'ils peuvent en tirer pour leurs propres intérêts particuliers ; et puis, comme ils savent que le temps de leur maintien en fonction est incertain, ils emploient tous les moyens, ils mettent en œuvre tous les ressorts, pour s'amasser des richesses. Si les revenus publics

l'assemblée sera blâmée et dissoute ; le nouveau ministère, c'est à dire le duc de Bedford, le duc de Dorset, lord Halifax, etc., présentera un mémoire à Sa Majesté en faveur de son excellence, » etc.

(1) *Journal de l'assemblée du New-York*, II, 267, 269.

étaient laissés à leur disposition, à quoi pourrait-on s'attendre sinon à voir sans cesse les plus grossiers alors se commettre, sous divers prétextes » En présence de cette unanimité, le gouverneur ne put qu'opposer sa détermination d'appeler « très sérieusement » l'attention du ministère et du roi sur leur conduite; » après quoi il prorogea l'assemblée, dont plus tard il prononça la dissolution.

Pour rendre cet appel au ministère plus efficace, Shirley, qui avait obtenu l'autorisation d'aller en Angleterre et dont le succès sur tous les points était regardé comme la chose la plus certaine (1), Shirley avant de s'embarquer reçut de Colden une note élaborée, dans laquelle on proclamait indispensable pour la couronne un revenu indépendant du peuple américain; et pour l'obtenir, « la marche la plus prudente, » — on insistait là dessus, — c'était de recourir au parlement (2). »

Mais, avant même que Shirley n'arrivât en Europe, le ministère était déjà gagné à ses projets. Le 1^{er} juin, le bureau du commerce s'était recruté d'un jeune homme doué de « mille talents (3), » le hardi et infatigable Charles Townshend. C'était le plus jeune des fils de lord Townshend; ambitieux, capable d'un travail soutenu, entreprenant, quelque peu excentrique dans son mode d'éloquence, mais n'étant surpassé dans une discussion que par Murray et Pitt, il entra dans la carrière des emplois par la commission des colonies. Sa capacité extraordinaire et remuante lui procura rapidement de l'influence dans le bureau; Halifax le protégea comme un favori et le parlement ne tarda pas à voir en lui « le maître le plus consommé pour les affaires américaines. »

(1) Clinton à Colden, 6 novembre 1749.

(2) Colden à Shirley, 25 juillet 1749.

(3) « D'un millier de talents. » Cet éloge venait de David Hume.

Comment il fallait régulariser les chartes et les gouvernements des colonies, et se procurer une liste civile américaine indépendante des législatures américaines : tel fut le premier aussi bien que le dernier problème que Charles Townshend essaya de résoudre. A cette époque, Murray, en sa qualité de jurisconsulte de la couronne, dirigeait le cabinet dans les questions de droit et de légalité; Dorset, le père de lord Georges Germain, était président du conseil; Lyttelton et lord Georges Grenville se trouvaient déjà au bureau de la trésorerie; et Sandwich, qui devait son éléction à l'appui et à l'attachement du duc de Bedford, présidait l'amirauté. Halifax, Charles Townshend et leurs collègues s'occupaient à réformer les constitutions américaines, tandis que Bedford, le chef du nouveau parti qui devait au bout de quelques années exclure du pouvoir la fraction la plus libérale de l'aristocratie whig, Bedford, en sa qualité de secrétaire d'État du département du Sud, servait d'intermédiaire entre le Bureau du commerce et la couronne.

Tels étaient les hommes qui se proposèrent de faire disparaître l'opposition entre les prétentions légales de la métropole et la situation actuelle des colonies. En vain résolurent-ils de façonner l'Amérique à leur gré et de lui imprimer un nouveau mode d'existence. Les jeunes républiques ne ressemblaient pas à des blocs de marbre sortant de la carrière, que l'artiste peut transformer en groupes suivant sa fantaisie, et faire passer graduellement à l'aide du ciseau de l'état de masses informes à celles de statues, produit de son imagination; c'étaient comme des plantes vivaces, dont la vie intime obéit à l'idée divine, sans effort ni sans conscience de sa volonté, et qui déployaient simultanément leur existence tout entière et les rudiments de toutes leurs parties d'une manière harmonieuse,

magnifique et complète à chaque période de leur croissance (1).

Les colonies anglo-américaines étaient le trophée le plus brillant de la civilisation moderne ; c'est sur elles que, pendant les quarante années qui suivirent, repose le principal intérêt de l'histoire de l'humanité (2).

(1) Bacon, *de Augmentis Scientiarum*, lib. VII, cap. II. « Quemadmodum enim statuarius, quando simulacrum aliquod sculpsit aut incidit, illius solummodo partis figuram effingit, circa quam manus occupata est, non autem cæterarum (veluti si faciem efformet, corpus reliquum rude permanet et informe saxum, donec ad illud quoque pervenerit), e contra vero natura, quando florem molitur, aut animal, rudimenta partium omnium simul parit et producit : eodem modo, etc. » Lord Bolingbroke, dans son *Idéal d'un roi patriote*, traduit les paroles du grand maître : « La nature produit à la fois et tout d'un coup le système complet de chaque être et les rudiments de toutes ses parties. »

(2) John Adams, *Œuvres*, V. 405. « L'histoire de la révolution américaine est vraiment l'histoire du genre humain à cette époque. »

CHAPITRE III

EXPLORATION DE L'OHIO. — SUITE DE L'ADMINISTRATION DE PELHAM (1749-1754)

Le ministère se prononce pour un nouveau système d'administration des colonies. — Zèle de Halifax et de Bedford. — Importunités incessantes des officiers de la couronne en Amérique. — Proposition à l'impôt du timbre. — Esprit de la Nouvelle Angleterre. — Jonathan Mathew. — Le ministère anglais persiste. — Nouveaux développements du système commercial. — Le commerce des esclaves. — Restrictions apportées aux manufactures américaines. — Politique imprudente. — Prophétie de Turgot. — Divisions dans le cabinet. — Les Français et les Anglais dans la Nouvelle Écosse. — Halifax et Bedford en désaccord. — Newcastle se prononce contre Bedford. — Les Anglais prennent Chiegeusko. — Commissaires anglais et français. — Brigantin français capturé. — Le Vermont. — La vallée de l'Ohio. — Explorée par Gist. — Richesse des terres de cette vallée. — Conseil à Picqua. — Message aux Anglais. — Aux Français. — Retour de Gist. — Second voyage de Croghan.

Le monde n'avait jamais vu des colonies avec des institutions aussi libres que les colonies de l'Amérique; mais ce résultat ne provenait nullement de la bonne volonté de l'An-

gleterre. Le 12 juillet 1749, tous les ministres d'État se réunirent au Bureau du commerce et délibérèrent depuis sept heures du soir jusqu'à une heure du matin (1) sur la situation politique des plantations. Les opinions de sir Dudley Rider et de William Murray étaient là sous leurs yeux. On convint de ce point que « tous les rapports s'accordaient à représenter le New-Jersey comme se trouvant dans un état de désobéissance vis-à-vis de la loi et du gouvernement, accompagné de circonstances qui manifestaient des dispositions à secouer toute dépendance de la couronne.... Tant que le gouverneur se trouverait si absolument dépendant de l'assemblée, l'ordre ne pourrait se rétablir. » Puis on avoua comme règle « fondamentale » de gouvernement pour l'Amérique, que les officiers du roi dans les colonies devaient avoir « des appointements venant de la métropole. » C'était là « une maxime, un principe bien arrêté (2). » Le ministère envisageait la chose comme une question mesquine, relative à une branche subordonnée du pouvoir exécutif; l'Amérique savait bien que ce problème embrassait pour le monde l'espoir d'établir la souveraineté du peuple.

Les agents des royalistes américains continuaient à se montrer infatigables dans leurs sollicitations. Ils avaient pour eux l'avis confidentiel de Murray (3), qui leur apprenait quel était le meilleur moyen d'accroître leur influence auprès du ministère. Pour arriver à ce but ils excitèrent des inquié-

(1) Lettre du solliciteur F. J. Paris, dans James Alexander à C. Colden, 25 septembre 1749.

(2) *Relation des choses décidées par le bureau du commerce*, 26 juillet 1749, dans F. J. Paris à James Alexander, 26 juillet 1749; le Bureau du commerce au gouverneur Belcher, du New-Jersey, 28 juillet 1749.

(3) « Le solliciteur Murray a conseillé M. Catherwood de ne pas abandonner les Sharpes, car ce sont les meilleures mains qu'on puisse trouver pour travailler dans l'intérêt du ministère. » — Lettre du gouverneur Clinton du 9 février 1749.

tudes sur « les principes d'égalité qui s'étaient glissés dans le New-York et le New-Jersey, » et qui prévalaient, croyait-on, dans la Nouvelle Angleterre et la Pennsylvanie. « Buons une ronde en l'honneur de lord Halifax, » telles furent les paroles de Clinton, lorsqu'il lut les lettres venues d'Angleterre, « quoique j'ose dire, » ajouta-t-il, « que les autres ne sont pas moins portés pour nous. » Le premier jour de novembre, le duc de Bedford spécialement donna l'assurance à Clinton (1), que les affaires des colonies seraient prises en considération et qu'il pouvait compter recevoir toute l'aide convenable et tout l'appui vigoureux nécessaire pour le maintien de l'autorité du roi. Le secrétaire d'État était de bonne foi et jusqu'à la fin de sa vie il resta fidèle à sa promesse, ne se doutant pas qu'il était dupe de l'impudente avidité de quelques indignes fonctionnaires.

Dans un document destiné à passer sous les yeux de Halifax, Colden s'empessa de confirmer les assertions de Clinton. « L'accroissement » de l'influence du peuple « dans les colonies du Nord était sans bornes. » La royauté n'aurait plus dans le New-York que « l'apparence extérieure » de l'autorité, tant qu'un gouverneur et « des juges convenables » ne recevraient pas « des traitements indépendants. » « Je ne pense pas, » écrivait-il en novembre 1749, « qu'aucune assemblée se laisse amener à céder le pouvoir, dont toutes sont si amateurs, en accordant des impôts pour un certain nombre d'années. Il faut recourir à l'autorité du parlement et rendre généraux dans toute l'Amérique du Nord les impôts sur le vin et les denrées des Indes occidentales. » « Le ministère, » ajoutait-il, « ne connaît pas le nombre des hommes de l'Amérique du Nord capables de porter les armes et s'en ser-

(1) Bedford à Clinton, 1^{er} novembre 1749; Clinton à Colden, 3 février 1749-50.

vent tous les jours. Il devient nécessaire de s'occuper sans retard des colonies, pendant la paix, et de régler leur administration (1). » William Douglas, médecin écossais à Boston, proposa publiquement comme source de revenu « un impôt de timbre sur tous les documents à produire en justice (2) » Mais cette idée suggérée n'avait rien de nouveau. En 1728, sir William Keith avait conseillé d'étendre « par acte du parlement, les impôts du parchemin et du timbre à l'Amérique (3), » et onze ans plus tard ce conseil avait été reproduit par des marchands de Londres, avec tant d'instance (4), que la proposition attira l'attention du ministère.

Ainsi la politique coloniale future de l'Angleterre avait été insinuée à des hommes d'État qui étaient très disposés à l'adopter. Morris, le grand juge du New-Jersey (5), intéressé dans les terres de cette province, et poussé par son père à la haine de la souveraineté du peuple, se vit bien plus écouté; et l'infatigable Shirley, qui ne réussissait pas complètement auprès du trop modéré Pelham, devint le prôneur et le principal conseiller de Cumberland, de Bedford et de Halifax. Si le Massachusetts venait à réduire ses émoluments, il menaça ouvertement de faire appel à « l'intérêt épiscopal et de se rendre indépendant de l'assemblée pour ses appointements futurs (6). »

Cette menace au Massachusetts n'était pas opportune. L'esprit public de cette province, surtout à Boston, était sérieusement porté à s'appuyer sur l'activité des facultés de

(1) Comparez Clinton à Bedford, 17 octobre 1749; le même aux lords du commerce, même date.

(2) Douglas, *Résumé historique et politique*, I, 259.

(3) Sir Wm. Keith, *Recherches sur les moyens les plus rationnels*, etc.

(4) Propositions d'établir par acte du parlement les impôts sur le papier timbré et le parchemin dans toutes les colonies anglo-américaines.

(5) Gov. Belcher à Partridge, 13 novembre 1750.

(6) Shirley au secrétaire Willard, 29 novembre 1749.

l'homme, à en déduire le droit d'examen sans limites, comme la seule garantie contre tout ouvrage religieux et civil. Le champion de ces idées, c'était Jonathan Mayhew; issu d'ancêtres irréprochables, élevé sur les rives de l'Océan, « sanctifié » dès l'enfance, il avait été étudiant de Cambridge, dans la Nouvelle Angleterre. « Nourri dès ma jeunesse, » c'est ainsi qu'il s'exprimait sur son propre compte, « des doctrines de liberté civile, telles qu'elles étaient enseignées par des hommes comme Platon, Démosthènes, Cicéron et d'autres chez les anciens, et comme Sidney et Milton, Locke et Haudley chez les modernes, je m'y attachai; puis ayant appris par l'Écriture sainte que les hommes sages, courageux et vertueux, sont toujours amis de la liberté, que Dieu a donné un roi aux Israélites dans sa colère, parce qu'ils n'avaient pas assez de raison ni de vertu pour aimer une république libre, que là enfin où est l'esprit du Seigneur, là est la liberté, tout cela m'a fait conclure que la liberté est une grande bénédiction (1). » Dès les premiers temps de sa vie, Mayhew prit donc à cœur le droit d'apprécier les choses par soi-même, et il y adhéra comme à sa religion. La vérité et la justice, il les vénérât comme des réalités que tout homme est capable de discerner. Le devoir de tout individu d'examiner et de juger, il le déduisait de la constitution de l'homme et il le regardait comme aussi universel que la raison même. Devenant tout à coup révolutionnaire, il dédaigna d'admettre des opinions, parce que nos ancêtres les avaient professées; et poussant le principe du protestantisme dans son application universelle, il provoqua les esprits des Américains à accomplir leur œuvre en se débarrassant de tout préjugé. Ce principe avait traversé l'Océan, en effaçant les traces de la tradition; il s'agissait maintenant de

(1) Sermon de Mayhew, imprimé en 1766.

découvrir son chemin par soi-même et de se créer une nouvelle existence, sans même laisser de vestiges derrière soi et sans avoir rien en avant que son propre avenir.

Au mois de janvier 1750, Mayhew, encore jeune et « volontaire » déterminé au service de la bonne cause, se sentant instinctivement alarmé des menaces d'empiétement du pouvoir, engagea tous les amis de la vérité et de l'humanité à prendre part à la guerre défensive contre la « tyrannie et l'imposture religieuse (1). » Il blâmait l'accord impie « entre le sceptre et le surplis. » Il prêchait la résistance aux « premiers et minces débuts de la tyrannie civile, de peur qu'ils ne se changent en un torrent et n'engloutissent des empires. » « La doctrine du droit divin des rois et celle de la non résistance, » s'écriait-il, « sont aussi fabuleuses et aussi chimériques que les rêveries les plus absurdes des visionnaires anciens et modernes. » « Si ceux qui portent le titre de gouverneurs civils n'accomplissent pas leur devoir comme tels, — s'ils commettent des injustices et s'ils oppriment les citoyens, — ils n'ont pas le moindre motif d'être respectés ou obéis. Si la sécurité et l'utilité publiques ne se trouvent pas garanties par la soumission au gouvernement, il n'y a pas de raison pour la soumission ; » la désobéissance devient « légitime et glorieuse, » — « elle est, non pas un crime, mais un devoir. »

Telles étaient les « litanies des nations (2), » qui s'échappaient du cœur le plus hardi et le plus fervent de la Nouvelle Angleterre, et qui s'adressaient à la multitude du haut de la chaire et par la voie de la presse. Boston accueillit ces idées et les citoyens les plus recommandables s'y plaisaient à cultiver l'amitié de l'éloquent prédicateur.

(1) Sermons de Mayhew, prêchés et imprimés en 1750.

(2) *Le Problème*, par Ralph Waldo Emerson, poème.

Les paroles de Mayhew se prononçaient au moment où « les plantations attiraient toutes les pensées des hommes au pouvoir, » d'hommes persuadés que l'Amérique entière s'efforçait à rendre complète son indépendance législative et que le New-Jersey, tout au moins, se trouvait en état de rébellion. Dans un grand conseil tenu en février 1750, le Bureau du commerce (1) reçut l'ordre de proposer des mesures pour rétablir et consolider la prérogative royale de la manière la plus étendue dans toutes les colonies. « Bedford (2), les lords du commerce, le conseil privé, » — tous avaient « fort à cœur » les affaires américaines, et résolurent de donner aux gouverneurs coloniaux et « pour toujours à leurs successeurs » les coudées franches. Le prétexte à l'intervention de la législature souveraine se puisait dans l'appréhension de la formation d'un empire séparé. « Des fous, » disait le vieux propriétaire Penn, « expriment toujours leurs craintes que les colonies ne se déclarent indépendantes (3); » ces alarmes s'accrurent encore à la suite du plan de Franklin de fonder une académie à Philadelphie. De nouvelles et importantes récriminations venant d'Amérique se succédaient les unes aux autres; et quand Bedford envoya l'assurance qu'il se proposait de soutenir l'autorité royale, les officiers de la couronne dans le New-York rappelèrent les documents déposés dans les archives du Bureau du commerce et relatifs à Hunter qui, de 1700 à 1710, avait lutté dans cette province pour la prérogative. A la faveur de ce précédent, Clinton (4) insista, en mars, sur ce point que « il était absolument nécessaire de réprimer l'insolence des fac-

(1) R. H. Morris du New-Jersey au gouverneur du New-York, 12 février 1750.

(2) Le comte de Lincoln à Clinton, 12 février 1750.

(3) Thomas Penn à James Hamilton, 12 février 1750.

(4) Clinton à Bedford, 19 mars 1750.

tieux par une intervention puissante; » il conseillait donc d'établir des impôts sur le vin et les produits des Indes occidentales. « Ces taxes, votées par le parlement, suffiraient pour alimenter la liste civile. Si on les appliquait d'une manière générale à toutes les colonies, elles ne préjudicieraient en rien au commerce (1). » Il appuyait sur ce que sa proposition renfermait en elle-même la preuve qu'elle était faite dans l'intérêt du roi. « Cette province, » répéta-t-il au mois d'avril (2), « exerce, par son exemple, une grande influence sur toutes les autres colonies. Le parlement, sur le tableau véridique de la situation des plantations, doit regarder comme de son devoir, de rendre les officiers du roi moins dépendants des assemblées, ce qui peut se faire aisément en accordant au roi les mêmes taxes et impôts qui dans les colonies s'accordent d'ordinaire d'année en année. »

Pourtant ni la brusquerie et la résolution de Bedford, ni l'arrogance et la présomption d'Halifax, ni la pétulance et l'activité de Charles Townshend, ne parvinrent à imprimer soudainement à la marche de l'Angleterre une nouvelle direction, ni à l'emporter sur des habitudes et une politique de plus d'un demi-siècle de durée. Seulement on donna facilement de nouveaux développements au système commercial et restrictif. Afin de pouvoir remplir les colonies d'esclaves, qui ne troubleraient pas la Grande-Bretagne de la crainte de favoriser l'indépendance politique, qui ne feraient pas concurrence par leur travail aux manufactures anglaises, et qui ne laisseraient pas à leurs maîtres la sécurité complète nécessaire pour se préparer à la révolte, on étendit, en 1750,

(1) Clinton à Bedford, 26 mars 1750.

(2) Clinton aux lords du commerce, 3 avril 1750, et le même à Bedford, 9 avril.

à tous les sujets du roi d'Angleterre la pleine liberté (1), — la plus déplorable liberté qui fût jamais concédée, — de trafiquer à l'entrée et à la sortie dans toute la partie de l'Afrique comprise entre Sallée, dans la Barbarie du sud, et le cap de Bonne-Espérance. Quant au travail des hommes libres, on imagina de nouvelles entraves.

L'Amérique abondait en minerai de fer; son fer brut se trouvait exclu du marché anglais par des droits; et sa population avait rapidement acquis de l'habileté dans le travail de la fonte et de la fabrication de ce métal. Au mois de février 1750 (2), cet objet appela l'attention de la chambre des communes. Pour éviter le danger de la concurrence américaine, on plaça Charles Townshend à la tête d'un comité, au nombre des membres duquel figuraient Horace Walpole l'ancien, et Robert Nugent, plus tard lord Clare, — homme de talent, mais non dépourvu « d'emphase et d'extravagance (3). » Après quelques jours de délibération, Townshend présenta un bill qui permettait l'importation, en franchise de droit, du fer américain, sous sa forme la plus grossière; mais actuellement que les cloutiers des colonies pouvaient fournir des barreaux et de grands clous à meilleur marché que les Anglais, ce même bill interdisait aux forgerons d'Amérique d'ériger le moindre moulin pour fondre le fer en long ou le rouler, ni la moindre forge-laminoir où on le travaillerait à coups de marteau, ni le moindre fourneau pour fabriquer de l'acier. « Cette restriction, » dit Penn, « est de la plus fâcheuse conséquence; elle nous empêche de faire ce dont nous avons besoin pour notre propre usage... C'est une attaque contre les sujets du roi en Amérique (4). »

(1) *Georges II*, ch. XXXI, § 1.

(2) *Journal de la chambre des communes*, XXV, 979, 986, 993.

(3) Walpole, *Mémoires sur Georges II*, I, 171, et lettres.

(4) Douglas, *Résumé historique et politique*, II, 109.

William Bollen, l'agent du Massachusetts, en soutint aussi l'incompatibilité avec les droits naturels des colons (1). Mais tandis que l'Angleterre applaudissait à la mesure, les propriétaires de mines de fer y enviaient à l'Amérique sa part du marché pour les matériaux grossiers; les tanneurs redoutaient, comme résultat de l'inaction dont étaient menacés les fourneaux anglais, une diminution dans leurs approvisionnements d'écorce; le clergé et la *gentry* prévoaient une dépréciation de leurs terrains boisés (2). L'importation du fer en barres venant des colonies fut donc limité au port de Londres, qui déjà avait son approvisionnement de l'étranger. Les feronniers et les forgerons de Birmingham avaient bien songé à faire importer des barres de fer en franchise de droit; mais par « compassion » pour les « plusieurs milliers de familles du royaume » qui autrement « doivent être ruinées, » ils formulèrent le vœu que « le peuple américain » fût assujéti non seulement aux restrictions proposées, mais à toutes les autres « qui pourraient assurer à jamais le commerce de ce pays-ci. » Quelques-uns auraient voulu exclure l'envoi du fer non ouvré de toutes les colonies où on s'occupait de la fabrication d'objets en fer. La chambre des communes même se partagea sur la proposition de faire démolir toutes les fonderies en Amérique, et la clause projetée n'échoua qu'à la majorité de vingt-deux voix. Mais on exigea une rétribution de tous les moulins déjà existants et le nombre ne devait plus s'en accroître (3). Il ne fallait pas espérer que cette prohibition fût jamais levée (4).

L'Angleterre ne se doutait pas de l'indignation qu'elle soulevait ainsi dans les villages de l'Amérique. Cependant le

(1) W. Bollen au speaker de l'assemblée du Massachusetts, 5 avril 1750.

(2) *Journal de la chambre des communes*, XXV, 1053, 1091, 1096.

(3) *Georges II*, ch. XXI.

(4) Thomas Penn à James Hamilton, 1^{er} mai 1750.

royaliste Kennedy, membre du conseil de New-York et partisan de la taxation par le parlement, fit remarquer publiquement au ministère (1), que « la liberté et l'encouragement sont la base des colonies. » « Nous procurer ce dont nous avons besoin à l'aide de nos manufactures, est chose fort praticable, » il appuyait là-dessus ; « et lorsque en pareille circonstance un peuple est nombreux et libre, il tentera tout ce qu'il croira de son intérêt ; toutes les lois prohibitives, il les envisagera comme des actes d'oppression, et spécialement des lois que, conformément à l'idée que nous nous faisons de la liberté anglaise, on n'a pas le droit de débattre ou de porter... On ne peut tenir les colons dans la dépendance en les rendant pauvres ; » et il citait au ministère le conseil de Trenchard (2), qui disait que le moyen de les empêcher de se détacher, c'était de ne pas le leur faire vouloir. Mais la mère-patrie se sentait de plus en plus poussée à recourir aux mesures restrictives et arbitraires. Les colonies se mirent de leur côté à voir dans les gardes-côtes, des bâtiments qui stationnaient là moins dans l'intérêt de leur défense à elles, que dans celui de les maintenir dépendantes et de s'opposer à tout trafic illicite de leur part (3).

Dans cette même année, Turgot, alors âgé seulement de vingt-trois ans, destiné à devenir un jour ministre de France et ami des États-Unis, Turgot, prieur de Sorbonne, mêlait à son zèle pour le christianisme l'enthousiasme d'un jeune homme plein d'espoir, lorsqu'il contemplant les destinées du monde occidental. « Vastes régions de l'Amérique ! » s'écriait-il au sein de l'assemblée du clergé français, vingt-six ans précisément et presque jour pour jour avant la déclaration

(1) A. Kennedy, *Observations sur l'importance des colonies du Nord*, 1750.

(2) Trenchard dans les lettres de Caton, 1722.

(3) *Mémoire de New-York à l'Amirauté*, 1750.

d'indépendance. « L'égalité les préserve à la fois du luxe et du besoin et maintient chez elles la pureté et la simplicité avec la liberté. L'Europe elle-même y trouvera la perfection de ses sociétés politiques et le plus ferme appui de sa félicité (1). » « Les colonies, » ajoutait le jeune philosophe (2), « ressemblent à des fruits qui ne restent attachés à l'arbre que jusqu'à ce qu'ils soient devenus mûrs; aussitôt que l'Amérique pourra se tirer d'affaire elle-même, elle fera ce que Carthage a fait. » Pendant quelque temps encore l'Amérique devait prendre patience; la politique coloniale de l'Angleterre était en train de se détruire. Le même motif prédominant qui faisait entraver le commerce et l'activité des colonies, poussait l'Angleterre à empiéter sur les possessions de la France; car il fallait que les habitants futurs de contrées encore plus vastes pussent tomber sous la domination anglaise et servir d'instruments à son industrie. C'était dans le système mercantile que résidaient les germes de la guerre avec la France pour la question territoriale et finalement de l'union et de l'indépendance de l'Amérique.

Cependant la tentative d'établir un système de gouvernement qui aurait provoqué immédiatement la résistance, se trouva retardée par des jalousies et des divisions au sein du cabinet. « Cher frère, » avait coutume de dire Pelham à Newcastle, « je dois vous prier de ne pas tant vous agiter à chaque occasion (3). » Mais le duc devenait de plus en plus remuant et de plus en plus impatient de toute rivalité. « Cela me va au cœur, » disait-il, « de voir un jeune parti nouveau, inconnu et factieux, s'appliquer à rivaliser avec moi et à s'opposer

(1) Discours de Turgot, prieur de Sorbonne, prononcé le 3 juillet 1750, dans *Œuvres de Turgot*, II, 391, 392.

(2) Second discours. *Œuvres de Turgot*, II, 602 : « Ce que fera un jour l'Amérique. »

(3) Pelham à Newcastle, dans Coxe, I, 460.

constamment à moi (1); » aussi résolut-il d'exclure de l'administration le collègue qu'il détestait, qu'il enviait et qu'il redoutait; tant il est vrai que le ciel sème toujours la discorde dans les conseils des ennemis de la liberté. L'égoïsme fait naître autant de factions qu'il y a d'intérêts distincts; rien n'unit d'un lien indissoluble comme l'amour des hommes, que la vérité, la justice et l'amour de tout ce qui est bien peuvent seul inspirer.

Les affaires de la Nouvelle Écosse, dont Newcastle ne savait pas le premier mot, servirent du moins ses plans d'intrigue (2). Les Français voyaient avec une extrême inquiétude l'établissement d'Halifax. Pour en contrecarrer l'influence, une troupe considérable sous les ordres du partisan La Corne, homme sanguinaire sans scrupule, avait pris possession pendant l'hiver de l'isthme de la péninsule et trouvé un abri chez les Acadiens au sud de la Messagouche, dans la ville de Chiegnecto ou Beaubassin, actuellement le fort Lawrence. Les habitants de cet endroit, quoiqu'il fût situé au delà des limites que La Corne avait mission de défendre, furent obligés de prêter serment d'allégeance au roi de France (3); et au nom de trois chefs indiens Micmacs (4), ordre avait été envoyé aux Acadiens des établissements plus éloignés de renoncer à leur soumission à l'Angleterre et de chercher refuge chez les Français.

Cornwallis, qui avait reçu de La Jonquière lui-même (5) le premier avis de ce mouvement, voulut immédiatement recouvrer la ville. Il demanda l'assistance du Massachu-

(1) Newcastle à Pelham, 9-20 mai; Coxe, II, 336.

(2) *Correspondance explicative*: Newcastle à Pelham.

(3) Cornwallis à Bedford, 19 mars 1750.

(4) *Ordres de trois chefs indiens aux habitants de Pesiquid, Mines, etc.*, inclus dans Cornwallis aux lords du commerce, 19 mars 1750, du Bureau du 3 mai 1750.

(5) Cornwallis aux lords du commerce, 7 décembre 1749.

setts (1); mais il n'obtint pas d'autre réponse sinon que, en vertu de la constitution de cette province, l'assemblée devait d'abord se convaincre de la nécessité de lever des renforts (2); que pour s'assurer de sa coopération, le gouvernement anglais devait adopter des mesures de contrainte vis-à-vis de toutes les colonies.

Cornwallis ne fut donc en état d'envoyer d'Halifax qu'un corps de quatre cents hommes, qui arrivèrent le 20 avril, précisément au coucher du soleil, non loin de la ville, à l'entrée de ce qu'on appelle aujourd'hui le Cumberland Basin. Le lendemain les bâtiments de transport firent voile vers la rade; le drapeau des Bourbons fut hissé sur les digues au nord du Messagouche (3); tandis qu'au sud, le prêtre La Loutre mit lui-même le feu à l'église de Chiegnecto, et que les habitants, agissant avec répugnance, désespérés, agités de passions diverses, attachés à leurs foyers qui se trouvaient situés sur une des plus fertiles terres (4) du monde, liés pourtant à la France par leur religion et leurs serments, réduisirent leurs maisons en cendres et s'échappèrent à travers le fleuve qui marque les limites de la péninsule (5).

Le dimanche 22 avril, Lawrence, le commandant en chef des Anglais, ayant débarqué au nord du Messagouche, eut une entrevue avec La Corne, qui avoua son dessein de défendre (6) à tout hasard, en vertu des instructions de La Jonquière, et d'occuper tous les postes jusqu'au fleuve Messagouche, tant que des commissaires n'auraient pas délimité les frontières des deux pays.

(1) Cornwallis aux lords du commerce, 30 avril 1750.

(2) Le lieutenant gouverneur Phips à Cornwallis; Boston, 20 fév. 1750.

(3) *Journal de Lawrence*.

(4) Cornwallis aux lords du commerce, 10 juillet 1750

(5) *Mémoires*, 8.

(6) Cornwallis à Bedford, 1^{er} mai 1750

La Corne était maître d'une forte position et avait sous ses ordres des Indiens, des Canadiens, des troupes régulières et des réfugiés acadiens, au nombre, croyait-on, de deux mille cinq cents. L'officier anglais fut donc obligé pour sa sécurité de se réembarquer le jour même qu'il avait abordé (1), et de laisser les Français en possession de l'isthme sans pouvoir les inquiéter.

On envoya expressément d'Halifax un bâtiment léger pour faire savoir au gouvernement que La Corne et La Loutre occupaient l'isthme; qu'une ville située dans les limites reconnues de l'Angleterre avait été incendiée; que les habitants en avaient passé du côté des Français; que les réfugiés en état de porter les armes s'étaient organisés en force militaire; que les Acadiens français, restés dans la péninsule, étaient rebelles au fond du cœur et qu'ils l'abandonneraient plutôt que de prêter serment d'allégeance au roi d'Angleterre; que l'on excitait les sauvages à faire des incursions et à menacer les Anglais d'un massacre général; que la guerre enfin se continuait de la part des Français par tous les moyens ouverts et secrets de violence et de trahison (2). En même temps les gouvernements du New-Hampshire et de la baie de Massachusetts se trouvaient informés « des procédés audacieux » des Français et invités à se concerter pour punir La Corne comme « un incendiaire public (3). »

Les colonies de la Nouvelle Angleterre reçurent ces nouvelles sans prendre la moindre disposition pour essayer de déloger les Français. En Angleterre, le comte d'Halifax insista (4) avec succès pour que l'on envoyât sans retard des

(1) Cornwallis aux lords du commerce, 30 septembre 1750.

(2) Cornwallis aux lords du commerce, 30 avril, et le même à Bedford, 1^{er} mai 1750.

(3) Cornwallis au lieutenant gouverneur à Boston, 3 mai 1750.

(4) Les lords du commerce à Bedford, 4 juin 1750.

renforts à la colonie, dont la fondation était due à son zèle. Ordre avait déjà (1) été donné de désarmer les Acadiens; on rassembla alors de nouveaux colons pour les transporter au delà de l'Atlantique aux frais du trésor (2) et on envoya un régiment irlandais avec mission de prendre Chiegnecto, de la fortifier et, si c'était possible, de la coloniser avec des protestants (3). Cependant il existait une divergence marquée d'opinion entre les lords du commerce et leur chef. Bedford inclinait honorablement vers un arrangement pacifique avec la France; mais Halifax, entraîné par son orgueil et son ambition, ne tenait nul compte de tous les risques de la guerre; souffrant d'ailleurs avec impatience sa position subalterne, déjà il « haïssait passionnément (4) » son patron et convoitait, avec toute l'ardeur impétueuse d'une ambition inexpérimentée, un siège au sein du cabinet ainsi que l'autorité exclusive dans le département du Sud.

Newcastle était sûr de pouvoir saisir l'occasion de se ranger du côté d'Halifax. « Agis avec vigueur, » disait-il à son frère, « et défends nos droits à l'extension des frontières de la Nouvelle Écosse. En agissant ainsi, tu peux courir le risque d'une guerre avec la France; il faut courir ce risque (5). » Mais « le grand objet » qui remplissait ses pensées et troublait son repos, c'était le renvoi de Bedford. Pelham, plus circonspect, commençait lui-même à se plaindre de la « puérilité » du secrétaire d'État et de son inattention aux affaires (6); la maîtresse du roi, qui avait cru Bedford un personnage trop important pour qu'on se jouât de lui, se laissa

(1) Les lords du commerce à Cornwallis, 16 février 1750.

(2) Les lords du commerce à Cornwallis, 8 juin 1750.

(3) Les lords du commerce à Cornwallis, 14 juin 1750.

(4) Pelham à Newcastle, dans Coxe, *Administration de Pelham*, II, 378.

(5) Newcastle à Pelham, 9-20 juin 1750; Coxe, II, 343.

(6) Pelham à Newcastle, 25 juillet, 5 août 1750; Coxe, II, 365.

aller à consentir à son renvoi. « Sa charge est une sinécure, » disait le roi, qui manquait de decorum dans ses formes; « il reçoit sa paie facilement; et il ajoutait à Newcastle : « Vous, votre frère et Hardwicke, vous êtes les seuls ministres (1). » Il semblait qu'Halifax était sur le point d'obtenir à la fois les sceaux du département du Sud avec toute la gestion des colonies. « Halifax, » écrivait Pelham, qui favorisait son avancement, « est parmi les jeunes gens, celui qui possède les talents les plus réels (2). » « Il serait bien plus approuvé par le public, » pensait Hardwicke, « que Holderness ou Waldegrave. » « C'est le dernier homme, sauf Sandwich, auquel je penserais pour les fonctions de secrétaire d'État, » s'écriait Newcastle. « Il est si enflé de sa capacité, qu'il ne serait pas un mois dans le cabinet sans se croire aussi bien et plus au courant des affaires que qui que ce soit. Il est impossible de vivre avec lui;... c'est l'homme le plus détestable du royaume... Un homme de sa manière de vivre, de son esprit, de son caractère, croira qu'il sait tout mieux que n'importe qui. » Newcastle ne voulait avoir personne de « ce jeune fretin. » Cependant par dessus tout il voulait se débarrasser de Bedford. « Je suis, je dois rester un chiffre vagabond de la pire espèce, » disait-il dans sa détresse, « si le duc de Bedford continue à être accouplé à moi comme secrétaire d'État. » Se défaire de Bedford était toujours pour lui « le grand point, » « le grand point avant tout (3), » avant la désignation prochaine de l'empereur d'Allemagne et avant même une guerre avec les Bourbons.

Les deux ducs restèrent donc brouillés, laissant Cornwallis « se tirer d'embarras le mieux possible dans la Nouvelle

(1) Newcastle à Pelham, 12-23 août 1750, et Coxe, *Administration de Pelham*, II, 129.

(2) Pelham à Newcastle, 24 août, 4 septembre 1750.

(3) Newcastle à Hardwicke, 8-19 septembre 1750.

Écosse, sans entente préalable avec la France (1). » Au mois d'août, une seconde expédition partit d'Halifax pour prendre possession de Chiagnecto. Elle réussit, mais non sans de grandes pertes. Des Indiens et des réfugiés acadiens, aidés peut-être par des Français déguisés, ne formant en somme qu'un petit nombre de combattants, s'étaient retranchés fortement derrière les digues et s'opposèrent à son débarquement. Ils ne furent délogés de là qu'à la suite d'un intrépide assaut dans lequel les Anglais eurent six hommes tués et douze blessés (2). Le sang fut ainsi versé pour la première fois après la paix d'Aix-la-Chapelle. On construisit alors le fort Lawrence au Sud du Missagouche, mais les Français avaient déjà consolidé leur position sur la rive opposée, aussi bien à la Baie Verte qu'au fort Beau Séjour. Possédant en outre des postes à l'embouchure du fleuve Saint-Jean et l'alliance des Indiens du voisinage, ils occupèrent le continent depuis la Baie Verte jusqu'aux bords du Penobscot.

Telle était la situation des choses quand, au mois de septembre, à Paris, Shirley, qui avait été mis à la tête des commissaires anglais, présenta un mémoire, dans lequel il réclamait pour l'Angleterre tout le pays situé à l'est du Penobscot et au sud du Saint-Laurent, comme constituant l'ancienne Acadie (3). Cette réclamation si large et si élastique était absurde, au point de vue du droit des nations; elle était insoutenable, en interprétant sincèrement les traités. La France n'avait jamais eu l'intention de céder et elle n'avait jamais cédé à l'Angleterre la rive méridionale du Saint-Laurent, ni aucune contrée au nord du quarante sixième degré de latitude. Dans leur réponse aux préten-

(1) Pelham à Newcastle, dans Coxo, II, 344.

(2) Cornwallis aux lords du commerce.

(3) *Mémoires des commissaires anglais*, 21 septembre 1759.

tions des Anglais, les commissaires français, ne tenant aucun compte également des expressions manifestes des traités, resserrèrent l'Acadie dans la langue de terre située sur l'Atlantique entre le cap Sainte-Marie et le cap Canseau (1).

Il y avait en France des hommes d'État qui envisageaient le Canada comme un embarras, comme une possession difficile à défendre, entraînant dans des dépenses plutôt que rapportant des avantages. Mais La Galissonnière (2) fit valoir auprès du ministère que l'honneur, la gloire et la religion interdisaient l'abandon de colons fidèles et attachés et la renonciation à la grande œuvre de la conversion des infidèles du désert; que Détroit était le centre naturel d'un commerce intérieur immense; que l'Illinois était une contrée d'un climat délicieux, une prairie découverte, n'attendant que la charrue; qu'en présence du manque de forces maritimes, le Canada et la Louisiane servaient en Amérique de boulevards pour la France contre les desseins ambitieux de l'Angleterre. De Puyzieux, le ministre français des affaires étrangères, désirait vivement, comme le secrétaire d'État anglais Bedford, éviter la guerre; mais une nouvelle collision en Amérique éveilla la susceptibilité de l'honneur de la nation française et rendit toute négociation désespérée.

Un brigantin français, en compagnie d'une goëlette chargée de provisions ainsi que de munitions de guerre, était partie de Québec en destination pour le fleuve Saint-Jean; il fut rencontré en route, à la hauteur du cap Sable, par le vaisseau de guerre anglais, l'*Albany*, commandé par Rous. Celui-ci fit tirer un coup de canon pour forcer à amener le

(1) *Mémoires des commissaires français*, 21 septembre, et *Mémoire explicatif*, 16 novembre 1750.

(2) La Galissonnière, *Mémoire sur les colonies de la France*, décembre 1750.

brigantin, poursuivit sa course; il en fit tirer un deuxième, puis un troisième; alors le brigantin se prépara à l'action. Les Anglais lui lâchèrent immédiatement une bordée et une décharge d'armes à feu de petit calibre; après un court engagement, le bâtiment français dut baisser pavillon. *L'Albany* eut un midshipman et deux matelots tués; les Français perdirent cinq hommes. Le brigantin fut conduit à Halifax et condamné à la confiscation par la cour de l'amirauté (1). Du côté de la France, il n'y eut pas de bornes à l'indignation; il semblait que son drapeau avait été insulté, ses droits comme puissance maritime méconnus, ses sujets insolamment tués en temps de paix, sa propriété saisie et confisquée par des pirates. Elle fut moins que jamais disposée à céder quelque chose de ses vastes frontières.

Le territoire, qui forme aujourd'hui le Vermont, était également contesté. Le New-York portait ses limites à lui jusqu'au fleuve le Connecticut, et regardait le territoire dont il s'agit comme rentrant dans sa juridiction; la France qui, seule, était maîtresse du lac Champlain, poussait ses prétentions jusqu'à la crête des Montagnes Vertes; tandis que Wentworth, le seul gouverneur royal de la Nouvelle Angleterre, commençait à s'emparer sous main du sol compris entre le Connecticut et le lac Champlain, au moyen de concessions octroyées sous le sceau du New-Hampshire.

Un intérêt plus vif s'attachait à la vallée de l'Ohio. Quelle langue serait la langue-mère de ses millions d'habitants futurs? Quelle race, la race latine ou la race germanique, formerait le noyau de sa population? Les Six Nations exprimaient leurs alarmes au sujet de leurs amis et alliés de l'Ohio, contre qui les Français faisaient leurs préparatifs, et elles demandaient quelle confiance elles pouvaient placer dans la protection du

(1) Cornwallis aux lords du commerce, 27 novembre 1750.

New-York. Après s'être entendu avec le gouverneur de la Pennsylvanie, Clinton, au mois de septembre 1750, fit appel à l'assemblée pour en obtenir les moyens de consolider l'alliance avec les Indiens et d'aider la Pennsylvanie « à s'assurer la fidélité des Indiens de l'Ohio (1). » L'assemblée refusa; et les Onondazas, dont le chef était un catholique romain avoué, dont les forts renfermaient une centaine de néophytes, dont les guerriers brillaient sous leurs vêtements venus de France, se moquèrent entre eux de la parcimonie des colons (2).

La tendance des Américains eux-mêmes vers l'union et le désir de la part de l'Angleterre de concentrer son pouvoir sur les colonies à l'aide de l'autorité du Parlement britannique se développaient, en même temps que se faisait sentir la nécessité de résister à tout empiétement du côté du Canada. L'unité du système d'administration de la France promettait le succès, en assurant l'obéissance à « un seul Conseil et à une seule voix (3). » Pour contrebalancer avec efficacité les projets des Français, tout le long des frontières, les meilleurs esprits dans le New-York et dans les autres provinces s'occupaient à rechercher les moyens « d'unir les colonies sur le continent; » car, si cela ne se faisait pas, l'Ohio serait perdu. De toutes les provinces méridionales la Caroline du sud était la plus disposée à faire cause commune avec les autres (4). Doubtant que l'union pût se réaliser, « si l'on ne s'adressait pas immédiatement à Sa Majesté pour

(1) *Journal de l'Assemblée du New-York*, I, 283, 284.

(2) Lettre de Conrad Weisser, dans Hazard, *Registre de la Pennsylvanie*, IV, 222.

(3) Clinton au gouverneur de la Pennsylvanie, 8 octobre 1750.

(4) Lettres de Glen, gouverneur de la Caroline du sud, à Clinton, et de Clinton à Glen, juillet-décembre 1750, dans les *New York London Documents*, XXX.

atteindre ce but, » le Conseil du New-York, après mûres et réitérées délibérations sur les affaires indiennes, décida pourtant que le gouverneur écrirait à tous les gouverneurs, sur le continent (1), des provinces, qui ont des nations indiennes pour alliées, d'inviter des commissaires de leurs gouvernements respectifs » à se réunir à Albany avec les chefs des sauvages. Mais par suite de ce que Clinton appelait « le tempérament parcimonieux (2) des assemblées américaines, » cette invitation resta généralement sans suite (3) bien qu'elle soit un pas important dans la marche de l'Amérique vers l'union.

Tandis que la Pennsylvanie, en contestation avec ses propriétaires, négligeait sa frontière occidentale, la Compagnie virginienne de l'Ohio, profitant de renseignements fournis par des chasseurs indiens (4), qui avaient remonté chaque cours d'eau jusqu'à sa source et franchi toutes les brèches des chaînes de montagnes, découvrit le défilé conduisant à l'Ohio par Will's Creek. En 1750, elle ne transporta pas plus loin que ce creek ses approvisionnements de marchandises. Là elles furent vendues à des trafiquants qui, avec leurs concurrents venus de la Pennsylvanie, pénétraient dans l'Ouest jusque chez les Miamis.

Afin d'explorer et de découvrir les pays à l'ouest des « Grandes Montagnes, » la Compagnie de l'Ohio (5) arracha l'aventureux Christophe Gist à son habitation sur la frontière du Yadkin. Il reçut pour instruction de visiter les con-

(1) Lettre du secrétaire de Clinton, Ayscough, fort Georges, 11 décembre 1750; Clinton au gouverneur de la Pennsylvanie, 19 juin 1751, etc.

(2) Clinton au bureau du commerce.

(3) Belcher du New-Jersey à Clinton, 18 avril 1751; Belcher, *Lettres*, livre VII, 78, 79, 117.

(4) Washington, *Écrits*, II, 302.

(5) *Instructions de la compagnie de l'Ohio à Christophe Gist*, 11 sept. 1750.

trées occidentales jusqu'aux chutes de l'Ohio, de rechercher un espace considérable de bonnes terres nivelées, de noter les défilés des montagnes, de tracer le cours des rivières, de compter les cataractes, d'observer la force et le nombre des peuplades indiennes.

Le dernier jour d'octobre (1), le hardi pionnier de la civilisation quitta le Potomac. Il traversa, malgré la neige, « les terrains rocheux et brisés » des Alleghanys; il fit halte chez les vingt familles delawares qui formaient la ville de Shannopin au sud-est de l'Ohio; faisant passer à la nage la rivière à ses chevaux, il descendit jusqu'à Logstown au milieu d'une vallée riche, mais étroite. « Vous êtes venu, » lui dirent les habitants jaloux de ces parages, « pour occuper les terres des Indiens; vous ne retournerez jamais chez vous sain et sauf. » Cependant ils le respectèrent comme un envoyé du roi d'Angleterre. De Great Beaver Creek, Gist poussa jusqu'au Muskingum, en tuant des daims et des dindons sauvages. Sur l'Elk's Eye Creek, il rencontra un village des Ottawas, amis des Français. Les cent familles de Wyandots ou Petits Mingoes à Muskingum étaient divisées entre elles, une moitié étant partisan des Anglais. Georges Croghan, l'émissaire de la Pennsylvanie se trouvait déjà là (2); des trafiquants y arrivèrent avec la nouvelle que deux de ses concitoyens avaient été pris par une bande de Français et d'Indiens et emmenés au nouveau fort de Sandusky. « Venez vivre avec nous, » dirent les Wyandots à Gist; « apportez de grands canons et construisez un fort. Si les Français prétendent avoir droit aux affluents tributaires des lacs, ceux de l'Ohio nous appartiennent à nous et à nos frères les An-

(1) *Journal de Gist*, imprimé par Thomas Pownall, dans l'*Appendice à la description topographique de l'Amérique du nord*, de Thomas Pownall.

(2) Croghan, *Journal*, MS., dans les *New York London Documents*, XXXIV, 16.

glais. » Quand ils apprirent qu'un autre trafiquant anglais avait encore été pris, ils auraient voulu tuer trois déserteurs français pour se venger. Au mois de janvier 1751, après un délai de plus d'un mois, les Wyandots tinrent un conseil à Muskingum; mais tout en accueillant bien les agents anglais et en acceptant leurs colliers de wampum, ils s'en rapportèrent pour prendre une décision à un conseil général des différentes nations. Quittant les Wyandots, et traversant le White Woman's Creek, où était longtemps restée debout la demeure d'une triste captive de la Nouvelle Angleterre, l'agent de la Virginie atteignit la dernière ville des Delawares, à cinq milles au dessus de l'embouchure du Scioto. Ceux-ci, qui comptaient en tout cinq cents guerriers, promirent, comme les autres de leur tribu, bon vouloir et attachement pour les Anglais.

Précisément en dessous de l'embouchure du Scioto se trouvaient les demeures des Shawnees, de chaque côté de l'Ohio. Leur salle de conseil était située sur la rive nord, elle avait quatre-vingts pieds de longueur et un toit d'écorce. Les Shawnees se rangèrent avec reconnaissance du parti des Anglais, qui avaient détourné d'eux la colère des Six Nations.

De la ville des Shawnees, les envoyés anglais passèrent le petit Miami et se dirigèrent au mois de février vers la rivière Miami; ils furent, d'après la tradition historique, les premiers des blancs à constater que le pays au delà du Scioto, sauf pendant les vingt premiers milles, est riche et uni, portant des noyers d'une énorme dimension, des érables, des cerisiers sauvages et des frênes, rempli de petits cours d'eau et de ruisseaux, bariolé de magnifiques prairies naturelles, couvertes de seigle sauvage, d'herbes bleues et de trèfle blanc. Les dindons y abondaient, ainsi que les daims et les élans et toute espèce de gibier; souvent on voyait trente ou quarante buffles pâtre dans une seule prairie. « Rien ne

manque, » s'écrièrent nos explorateurs, « si ce n'est la culture, pour rendre cette contrée la plus délicieuse du monde (1). » Leurs chevaux nagèrent à travers le courant gonflé du Grand Miami; ils transportèrent sur un radeau leurs effets et leurs selles; aux approches de la ville des Picqualennees, les guerriers de cette peuplade vinrent au devant d'eux avec le calumet de paix et ils fumèrent ensemble et en signe de bienvenue. Les étrangers entrèrent dans le village en portant les couleurs anglaises, furent accueillis comme des hôtes dans la demeure du roi et y plantèrent la croix rouge sur le toit.

Les Miamis formaient la plus puissante confédération de l'Ouest, et surpassaient les Six Nations avec lesquelles ils vivaient amicalement. Chaque tribu avait son chef propre; l'un d'eux, à cette époque c'était le chef des Piankeshaws, était choisi indifféremment pour gouverner toute la nation, Ils résidaient antérieurement sur le Wabash, mais afin de trafiquer avec les Anglais ils s'étaient rapprochés vers l'Est. Leur influence se faisait sentir jusqu'au Mississipi et ils recevaient fréquemment des visites de tribus situées au delà de ce fleuve. La ville de Picqua contenait environ quatre cents familles et était une des plus fortes de cette partie du continent.

La nuit de l'arrivée des envoyés de la Virginie et de la Pennsylvanie (2), deux colliers de wampum remis à la Long House (Maison Longue) des villages, écartèrent toute inquiétude du cœur des habitants et ouvrirent leurs yeux; quatre autres ceintures servirent de confirmation au message des Wyandots et des Delawares, qui recommandaient les Anglais aux Indiens de Picqua.

(1) Gist, *Journal*, dans Pownall, *Appendice*, 11.

(2) De la Jonquière à Clinton, 10 août 1751.

Pendant les jours suivants, les serviteurs des trafiquants anglais aidèrent les gens de Picqua à réparer leur fort; on leur distribua aussi des vêtements et des couleurs, pour qu'ils pussent se parer afin d'assister au conseil. Lorsque le bruit se répandit que des députés des Wawiachtas, ou, comme nous les appelons, des Weas, et des Piankeshaws arrivaient, des députés des Picquas s'en allèrent à leur rencontre. Les Anglais furent invités à se rendre à la Long House et à s'y tenir un quart d'heure en silence de l'attente; alors deux Indiens de chaque tribu, chargés par leurs nations d'apporter la longue pipe, entrèrent avec leurs messages et leurs calumets.

Le 21 février, après une distribution de présents, les clauses de la paix et d'alliance furent rédigées entre les Anglais de la Pennsylvanie d'un côté et les Weas et les Piankeshaws de l'autre; on les signa et on les scella en double, puis on les remit aux deux parties contractantes. Toutes les tribus amies de l'Ouest devaient ainsi se réunir l'été suivant à Longstown pour y conclure un traité général avec la Virginie (1).

Les conventions venaient de s'échanger (2), lorsque arrivèrent quatre Ottawas avec un présent de la part du gouverneur du Canada; ils furent admis sur le champ au sein du conseil, et ils demandèrent le renouvellement de l'alliance avec leurs pères, les Français (3). Le roi des Piankeshaws, mettant en évidence dans la salle du conseil le drapeau anglais aussi bien que le drapeau français, se leva et répondit : « Le chemin vers les Français est couvert de sang. et ce sont eux qui l'ont rendu tel. Nous avons frayé une route pour

(1) Croghan, *Journal de ses négociations*, etc.

(2) Gist, dans Pownall, 12, 13.

(3) Comparez *Des essais d'établissements des Anglais à la Belle-Rivière*, 22 septembre 1751.

nos frères, les Anglais, et vos pères l'ont souillée et ont fait prisonniers quelques-uns de nos frères. » Ils en avaient pris trois au village des Hurons, près de Détroit, et un sur le Wabash. « Nous envisageons cet acte, » ajouta le roi, « comme dirigé contre nous; » puis, tournant tout à coup le dos aux Ottawas, il sortit à grands pas du conseil. Là dessus, le représentant des Français, un des Ottawas, se mit à gémir et à hurler, et à prédire des malheurs aux Miamis (1).

Les Weas et les Piankeshaws, après en avoir délibéré, envoyèrent un discours aux Anglais par l'intermédiaire du grand orateur des Weas. « Vous nous avez conduits par la main, » telles étaient les expressions de ce document, « dans la grande chaîne de l'amitié. Nous nous présentons donc à vous avec ces deux paquets de peaux, destinées à confectionner des souliers pour vos compatriotes, et avec cette pipe pour la fumer; nous vous assurons que nos cœurs sont bien disposés pour vous, nos frères. »

En présence des ambassadeurs Ottawas, le grand chef de guerre de Picqua se leva et apostrophant en imagination les Français supposés présents, il s'exprima ainsi :

« Pères! vous avez désiré que nous venions résider chez vous, mais je vous dis que ce n'est pas là notre patrie; car nous avons fait du chemin vers le soleil levant et nous avons été pris par la main par nos frères les Anglais, les Six Nations, les Delawares, les Shawnees et les Wyandots; et nous vous assurons que nous voulons marcher dans cette route. Comme vous nous menacez de la guerre pour le printemps, nous vous dirons que, si vous êtes en colère, nous sommes prêts à vous recevoir, et résolus à mourir ici, avant d'aller vers vous. Pour que vous sachiez que ce sont là nos intentions, nous vous envoyons ce collier de wampum noir.

(1) De la Jonquière au ministre français, 17 octobre 1751.

« Frères, les Ottawas, vous entendez ce que je vous dis ; rapportez cela à vos pères, les Français ; car c'est là notre pensée et nous l'énonçons du fond de nos cœurs. »

Là dessus le drapeau français est descendu ; les Ottawas sont renvoyés au fort français de Sandusky. La Long House, auparavant la chambre du sénat des Miamis Unis, retentit du bruit de la musique et des mouvements tumultueux de la danse des plumes. Un chef de guerre frappe tout à coup un poteau ; à l'instant musiciens et danseurs font silence et deviennent paisibles auditeurs ; le brave raconte ses hauts faits de guerre et donne des preuves de sa grandeur d'âme en prodiguant des présents aux assistants. Le joyeux vacarme recommence de nouveau, jusqu'à ce qu'un autre guerrier vienne à son tour se vanter de ses prouesses et distribuer ses dons.

Le mois de février s'écoula de cette façon. Le premier jour de mars, Gist prit congé des Indiens. Les Miamis résolus de ne plus jamais faire attention aux avances des Français, envoyèrent ce message de l'autre côté de Alleghanys : « Notre amitié subsistera aussi longtemps que la plus haute montagne. »

L'agent de la compagnie d'Ohio contempla avec admiration la vallée du Grand Miami ; c'étaient « les plus belles prairies qu'on pût voir. » Il apprit que le pays n'était pas moins fertile aux sources mêmes de la rivière, et à l'ouest jusqu'au Wabash. Il descendit vers l'Ohio par le Petit Miami, et il y trouva beaucoup de « campagnes ouvertes, » où des troupeaux de quarante à cinquante buffles paissaient ensemble au milieu d'herbes étonnamment hautes. Il s'arrêta dans sa course périlleuse, quand il fut arrivé à quinze milles des chutes de Louisville ; puis, ayant emporté avec lui, comme un trophée, la dent d'un mammouth, un nouveau prodige d'alors, il passa dans la vallée du Kentucky et à travers une

suite non interrompue de hauteurs, de rochers et de fourrés de lauriers presque inaccessibles, il se fraya un passage jusqu'à la Bluestone (Pierre Bleue). Il interrompit sa route pour gravir ce qu'on appelle aujourd'hui « le Hawk's Nest (Nid du Faucon), » d'où il put « apercevoir le Kenhawa jaillir de la haute montagne voisine ; » ayant ensuite proposé aux Mingoës, aux Delawares, aux Wyandots, aux Shawnees et aux Miamis de s'unir avec les Anglais, et leur ayant désigné Logstown comme point de réunion, il retourna vers ses commettants par le Yadkin et le Roanoke.

Au mois d'avril 1751, Croghan se rendit de nouveau chez les Indiens de l'Ohio. Le demi-roi, comme s'appelait le chef de la tribu mêlée qui habitait sur les embranchements de l'Ohio, en signe de subordination vis-à-vis de la confédération des Iroquois, lui rapporta que la nouvelle de l'expédition sous les ordres de Celoron avait engagé le conseil des Onondagas à permettre aux Anglais d'établir un comptoir ; et une ceinture de wampum, présentée avec toute la solennité convenable, servit d'invitation, auprès d'Hamilton de la Pennsylvanie, à construire un fort aux fourches de Monongahala (1).

(1) Croghan, *Journal de ses négociations*.

CHAPITRE IV.

L'AMÉRIQUE REFUSE DE SE LAISSER GOUVERNER PAR DES INSTRUCTIONS ARBITRAIRES. — SUITE DE L'ADMINISTRATION DE PELHAM (1734-1735)

Les lords du commerce reprennent leurs projets. — Régularisation du calendrier. — Plan d'une liste civile américaine. — Il est différé à cause de la division du cabinet. — Les colonies obligées de se défendre elles-mêmes. — Zèle des Français. — Plan d'union des Américains. — Nouveaux pouvoirs du Bureau du commerce. — Relations avec la France en Amérique. — Les Français commencent les hostilités. — Conseil dans la ville des Shawnee. — Rapport de Dinwiddie. — État de l'Angleterre. — Mesures du Bureau du commerce. — Mécontentement des Indiens de l'Ouest. — Décision du roi. — Le bureau occupé à essayer de soumettre New-York. — Il échoue.

L'esprit des ministres anglais était trop préoccupé des intrigues du dedans pour prêter grande attention aux contrées magnifiques situées au delà des Alleghanys. Ayant échoué dans leur tentative de soumettre à l'avenir toutes les colonies, par acte du Parlement, aux ordres du roi, les lords du commerce cherchaient à atteindre le même but en détail. Le Rhode Island, qui avait un gouvernement basé sur une charte, et dont les lois étaient valides sans l'assentiment du

roi, continuait à émettre du papier-monnaie (1), et d'autant plus librement que le Massachusetts avait retiré ses billets de la circulation et en était revenu aux espèces métalliques (2). En 1742, vingt-huit shillings en papier monnaie du Rhode Island, suffisaient pour acheter une once d'argent; sept ans plus tard, il fallait soixante shillings; comparée à la monnaie anglaise, la dépréciation était de dix et demi à onze pour un. On argumenta de ce fait pour justifier le Bureau du commerce qui, au mois de mars 1751, présenta un bill destiné à restreindre le montant des billets de crédit dans la Nouvelle Angleterre et renfermant une clause additionnelle qui donnait autorité de loi aux instructions du roi sur cette matière (3). Dans ce « dangereux précédent, » Bollan, l'agent du Massachusetts, entrevit le dessein caché d'étendre graduellement la même autorité au règlement d'autres objets. Il soutint d'ailleurs que « la province avait le droit naturel et légitime de se servir de son crédit pour sa défense et son salut (4). » Le New-York également, insista sur « l'avantage de pouvoir créer du papier de crédit. » Avant que le bill ne fût adopté, on abandonna la clause nuisible (5). Cependant il semblait exister dans l'esprit de « quelques personnages considérables, » un dessein arrêté d'obtenir de façon ou d'autre la sanction parlementaire pour les instructions du roi; et on se dirigea vers ce but avec beaucoup de persévérance et d'adresse (6).

Sur ces entrefaites, le Parlement, par un acte souverain et

(1) Potter, *Numéraire de Rhode-Island*, 12.

(2) J. B. Felt, *Numéraire du Massachusetts*, 133, 134.

(3) *Journal de la Chambre des communes*, XXVI, 65, 119, 120, 187, 206, 265.

(4) Comparez Lind, *Sur les actes relatifs aux colonies*, 238.

(5) 24 *Georges II*, ch. LIII.

(6) Bollan, agent de la baie de Massachusetts, au speaker de l'assemblée, 7 mars, 12 avril, 12 juillet 1751.

sur la motion de lord Chesterfield, changea le commencement de l'année, et régularisa le calendrier pour toutes les possessions britanniques. Comme la terre et la lune, dans leur révolution annuelle, différaient de onze jours de la computation du temps par les Anglais, et ne pouvaient pas retarder leur marche, la législature d'un royaume protestant, après plusieurs siècles d'obstination, consentit à recevoir des leçons du ciel, et, maltrisant ses préjugés, adopta le calendrier réformé par un pape de Rome.

Le Bureau du commerce ne cessait de mûrir son plan d'une liste civile américaine (1). La prérogative royale était toujours la base de son système. De l'approbation de Bedford (2), il conseilla de nommer un nouveau gouverneur pour le New-York et de lui donner une commission et des instructions plus rigoureuses; la législature du New-York recevrait l'ordre d'allouer des ressources permanentes, qui seraient à la disposition des officiers de la Couronne, et qui suffiraient à couvrir les frais des présents aux Indiens aussi bien que ceux de la liste civile. En même temps on résolut d'obtenir un revenu de l'Amérique au moyen d'actes du Parlement (3). Les droits différentiels excessifs en faveur des Indes anglaises occidentales « octroyés et concédés, » en 1733, sur les produits des îles étrangères des Indes occidentales, importés dans les colonies du continent, étaient prohibitifs de leur nature et n'avaient jamais été perçus. L'Angleterre, qui se croyait en mesure d'ordonner que pareilles taxes seraient levées dans les ports d'un continent peu habité, ne put jamais

(1) Représentation du Bureau du commerce sur l'État du New-York, 2 avril 1751, dans *N.-Y. London Doc.*, XXX, 5. Comparez aussi l'ordre du conseil privé du 6 août 1751 et la justification à l'appui des lords du commerce, 4 avril 1754; *London Doc.*, XXXI, 39.

(2) Thos. Penn au gouverneur Hamilton, 30 mars 1751.

(3) MS. de William Bolian.

mettre ce statut à exécution; elle ne fit qu'habituer l'Amérique à lui contester l'autorité souveraine. Le commerce continua à se pratiquer sans autre formalité qu'un semblant de dissimulation; et Newcastle, qui avait échappé aux sollicitations et aux importunités des Indes occidentales anglaises en accordant la loi dont il s'agit, avait aussi évité les reproches des colons en ne la mettant jamais en vigueur.

Cette indulgence, il faut aussi l'attribuer en partie à la modération de caractère de sir Robert Walpole. Il repoussa la proposition d'établir un impôt du timbre dans les colonies; il se contentait du tribut payé par le commerce colonial à l'opulente Grande-Bretagne; et il pensait que les infractions des Américains aux actes relatifs au commerce, en enrichissant les colonies, ne faisaient que profiter à l'Angleterre qui était leur marché final. Cette politique était généreuse et sûre; mais un ministre peut-il excuser ses propres actes législatifs, entachés de despotisme, par sa négligence à les mettre en vigueur? L'administration de sir Robert Walpole avait laissé les statuts anglais et la pratique américaine plus en divergence que jamais. Malheur à l'homme d'État anglais qui croirait de son devoir de faire exécuter les lois anglaises!

En 1740, un auteur bien informé, Ashley, avait proposé de se créer des ressources par « un abaissement du droit sur la mélasse importée dans les colonies du Nord (1), » tel qu'il cesserait de rendre ce droit prohibitif. « Que ce droit, » ajoutait-il, « soit d'un, de deux ou de trois pence, monnaie de la Grande-Bretagne, par gallon, c'est là un sujet digne d'attention. » L'heure avait sonné où l'on était décidé à s'écarter de

(1) John ashley, *Mémoires et considérations concernant le commerce, etc., des colonies anglaises*, avec des propositions pour rendre ces colonies plus avantageuses pour la Grande-Bretagne.

la politique de Walpole. Les opinions avaient changé à l'égard de la taxe du timbre; et le bureau du commerce embrassa définitivement, en 1751, la politique de régler le commerce, de façon à extirper tout trafic illicite et à tirer un revenu de l'Amérique (1). Pour atteindre ce but, on excita la jalousie qui divisait les colonies du continent et les îles anglaises si favorisées des Indes occidentales; on voulait, sous l'apparence de la douceur abaisser les droits prohibitifs méconnus, et enrichir le trésor en percevant des impôts plus modérés.

Mais la perfidie jalouse avec laquelle le duc de Newcastle complotait contre son collègue, le duc de Bedford, retarda pour le moment l'intervention décisive du Parlement dans le gouvernement de l'Amérique. D'ailleurs Halifax, ainsi que son bureau, se trouvait également en opposition avec son supérieur. Halifax voulait à tout hasard encourager l'établissement de la Nouvelle Écosse; Bedford désirait ménager les deniers publics et était aussi honorablement porté à conserver la paix avec la France. Le gouverneur de la colonie anglaise (2) avait réclamé avec impatience l'envoi de bâtiments de guerre; et Halifax avait soutenu sa requête de la manière la plus pressante dans des documents officiels bien élaborés (3); mais Bedford était mécontent des sommes énormes prodiguées pour la nouvelle plantation, et était d'ailleurs déterminé à abandonner aux négociations pendantes l'occasion de réussir. Il se voyait appuyé par l'amirauté, où il avait Sandwich pour ami; tandis que Newcastle, avec son frère circonspect, embrassait l'opinion d'Halifax. Les intrigues au sein du cabinet étaient parvenues à leur maturité.

(1) Bollan, *Esquisse de ses services*.

(2) Cornwallis aux lords du commerce, 30 sept. et 27 nov. 1750.

(3) Halifax et les lords du commerce à Bedford, 16 janv. et 7 mars 1751.

La négligence de Bedford à observer les formes de l'étiquette avait indisposé le roi ; son indépendance de caractère l'avait empêché de montrer la moindre déférence pour la maîtresse du monarque. Sandwich reçut son congé de l'amirauté. Bedford, admis au mois de juin, à une audience royale, se répandit en de longues et violentes invectives contre son perfide collègue et donna sa démission (1). Son successeur fut le comte de Holderness, un pair tout à fait courtisan, orgueilleux de son rang, cérémonieux, et doué de capacités qui ne pouvaient porter ombrage à l'envieux Newcastle, ni alarmer l'Amérique au sujet de ses libertés. Halifax désappointé de ce qu'il n'était pas encore admis dans le cabinet, reçut pour consolation la promesse que toute la direction et toute la correspondance des colonies seraient confiées à son bureau. Cette augmentation de pouvoirs du Bureau du commerce pouvait renforcer ses projets de régularisation de l'administration américaine ; cependant pour en arriver là, on ne pouvait adopter aucune mesure énergique sans le concours du nouveau parti dont Bedford était le chef.

Pendant que ces changements s'opéraient, on laissait les colonies s'occuper elles-mêmes de leur défense. Malheureusement tout le monde reculait devant le soin de s'assurer de la vallée de l'Ohio. Les ressources de la compagnie de Virginie étaient limitées. L'assemblée de la Pennsylvanie refusait, par des motifs d'économie, de ratifier le traité que Croghan avait négocié à Picqua ; d'autre part les propriétaires (2) de cette province déclaraient ouvertement ne pas vouloir s'engager « à contribuer aux dépenses concernant les Indiens ni à aucun autre (3) ; » et ils cherchaient à rejeter

(1) Hardwicke, dans Coxe, *Administration de Pelham*, II, 189.

(2) Thomas Penn au gouverneur Hamilton, 25 février 1751.

(3) Hamilton, *Message à l'assemblée de la Pennsylvanie*, 21 août 1751, dans Hazard, IV, 235.

la charge de la construction d'un fort dans l'Ouest sur le « peuple de la Virginie, » qui ne s'y opposait pas moins. Quant au New-York, il ne pouvait que faire des remontrances, ainsi que le gouverneur du Canada (1).

Les députés des Six Nations furent les premiers à témoigner de leur zèle. A l'époque désignée au mois de juillet, ils arrivèrent à Albany pour y renouveler leur traité d'alliance, et pour blâmer l'inaction des Anglais, qui aboutirait certainement à laisser la France maîtresse du désert.

Quand le Congrès, que Clinton avait convoqué pour se rencontrer avec les Iroquois, s'assembla à Albany, la Caroline du sud vint également (2), pour la première fois, se joindre à ce conseil formé de députés du New-York, du Connecticut et du Massachusetts; — c'étaient ses premiers pas vers la confédération. Les députés des Catawbais, ces ennemis héréditaires des Six Nations, étaient aussi accourus pour étouffer le chant de guerre qui pendant tant de générations avait attiré leurs chefs le long du Blue Ridge (des Montagnes Bleues) jusque dans le New-York occidental. Ils s'avancèrent dans le grand conseil, en chantant des paroles de réconciliation et en portant leur enseigne de plumes aux vives couleurs, non perpendiculairement, en signe de défi, mais horizontalement, en signe d'amitié; puis, accompagnés de la grossière musique de leurs calebasses, ils continuèrent leurs mélodies, pendant que leur grand chef allumait le calumet de paix. Celui-ci se mit le premier à fumer la pipe sacrée; après quoi Hendrick des Mohawks et tous les principaux sachems en firent successivement autant. Le conseil ne se sépara pas, avant qu'on n'eût enterré irrévocablement

(1) Clinton à La Jonquière, 12 juin 1751.

(2) Drayton, *la Caroline du sud*, 94, 239; Clinton à Bedford, 17 juillet 1751, dans *New York London Documents*, XXX, 16, et Clinton aux lords du commerce, même date.

la hachette à une grande profondeur et qu'on n'eût planté un arbre de paix, qui devait rester toujours vert comme le laurier sur les Alleghany et répandre des branches dont l'ombre s'étendrait depuis les grands lacs jusqu'au golfe du Mexique. C'est ainsi que pour la première fois la Caroline du sud se vit comprise dans la même et glorieuse chaîne d'union que la Nouvelle Angleterre. Quand se rencontreraient-elles encore dans le même conseil ? C'est ainsi également que les Indiens, alliés à l'Angleterre, s'engagèrent les uns vis à vis des autres et proposèrent des mesures de protection mutuelle.

Pour devancer ou prévenir l'accomplissement de ces projets, il ne restait aux Français qu'à mettre en œuvre les plus sérieux efforts. Ils envoyèrent des prêtres, animés en partie par l'ambition, en partie par la ferveur de l'enthousiasme, pour convertir les Six Nations; leurs trafiquants vendirent leurs marchandises à meilleur marché que les Anglais; dans l'été de 1751, ils lancèrent sur le lac Ontario un bâtiment armé d'une dimension extraordinaire (1) et ils transformèrent leur comptoir de Niagara en une forteresse (2); ils avertirent le gouverneur de la Pennsylvanie (3) que les Anglais ne devaient jamais conclure de traité avec les naturels du bassin de l'Ohio; ils envoyèrent des troupes pour empêcher le Congrès projeté des Peaux Rouges (4); enfin ils résolurent de ruiner les intérêts anglais dans les coins les plus reculés de l'Ouest et de tirer vengeance des Miamis.

(1) *Mémoire sur les affaires indiennes*, dans Clinton aux lords du commerce, 1^{er} oct. 1751.

(2) Clinton à de la Jonquière, 12 juin 1751; de la Jonquière à Clinton, 10 août; Alexandre, *Remarques sur les lettres envoyées au D^r Mitchell*.

(3) La Jonquière au gouverneur Hamilton de la Pennsylvanie, 6 juin 1751.

(4) Lettre de Jonathan Edwards, août 1751.

Cependant Louis XV protesta n'avoir point d'intentions hostiles; lui-même exprima personnellement au ministre anglais à Paris ses regrets de voir le moindre motif d'offense soulevé et assura que sa résolution bien arrêtée était de maintenir la paix. Le ministre des relations extérieures, De Puyseux, homme d'honneur, quoique peu capable, qui s'était engagé au nom de la France par le traité d'Aix-la-Chapelle, ne se sentait également point disposé à troubler la tranquillité générale. Mais Saint-Contest le remplaça au mois de septembre 1751, et cet homme d'État, quoique médiocre et porté pour la paix, visa cependant à former une alliance des puissances maritimes contre l'Angleterre (1); de son côté, Rouillé, le ministre du département de la marine, aimait la guerre et s'y prépara. L'Espagne se tint sagement à l'écart. « Par antipathie, » disait le marquis d'Ensenada, le prudent ministre de Ferdinand VI, « et par intérêt aussi, les Français et les Anglais resteront ennemis, car ils sont rivaux pour le commerce de l'univers ; » et il engagea son souverain à faire à temps les préparatifs nécessaires, pour pouvoir, tout en conservant la neutralité, recouvrer Gibraltar et devenir l'arbitre du monde civilisé (2).

Tout semblait présager un conflit entre l'Angleterre et la France, le long de leurs frontières respectives en Amérique. Pour s'y préparer, les conseillers de Clinton lui recommandèrent de s'assurer la possession du lac Ontario au moyen d'un sloop armé en guerre et de forts établis sur le rivage. Mais on se demanda à quel chiffre monterait la dépense de ce chef? Cette question ne fit que provoquer de la part du gouverneur du New-York de nouvelles propositions d'établir

(1) Flasseau, *Hist. de la diplomatie française*, VI, 15.

(2) De la Ensenada, *Rapport présenté à Ferdinand VI en 1751*. Voir Coxe et Muriel, *l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, IV, 294.

« un impôt général par acte du Parlement (1) : car ce serait pure imagination de compter que toutes les colonies consentiraient chacune à part à le décréter. »

Le receveur général du New-York, Archibald Kennedy, provoqua, par la voie de la presse, « une réunion annuelle de commissaires de toutes les colonies, à New-York ou à Albany. » « D'observations de quarante ans sur la conduite des assemblées provinciales et du peu d'égard que celles-ci avaient montré pour les instructions (venues d'Angleterre), » il concluait que « un Parlement anglais devait les obliger à payer des contributions (générales), sinon que tout finirait par des (gros) mots et des altercations. » Il conseillait donc d'accroître le montant des quote-parts respectives des provinces et d'étendre l'union, de façon à y comprendre les deux Carolines ; puis un acte de la législature anglaise devait sanctionner et mettre en vigueur toute cette organisation (2). »

« Une union volontaire, » dit une voix, partie de Philadelphie, au mois de mars 1752, dans un style que je crois appartenir à Franklin (3), « une union volontaire, inaugurée par les colonies elles-mêmes, serait préférable à une union imposée par le Parlement ; car elle ne serait peut-être pas beaucoup plus difficile à établir et elle serait plus facile à changer et à améliorer, selon que les circonstances l'exigeraient et que l'expérience le conseillerait. Ce serait vraiment chose étrange que les Six Nations, composées de sauvages ignorants, eussent été capables de former le plan d'une semblable union et en mesure de la réaliser de façon à la faire

(1) *Mémoire sur les affaires indiennes* ; Clinton aux lords du commerce, 1^{er} oct. 1751.

(2) Archibald Kennedy, *Importance de gagner et de conserver l'amitié des Indiens*, etc.

(3) Lettre anonyme de Philadelphie, mars 1752.

subsister pendant des siècles et à la faire paraître indissoluble, et que pourtant une union analogue fût impraticable pour dix ou douze colonies anglaises, à qui elle est bien plus nécessaire et doit être bien plus avantageuse. -

Tandis que le peuple américain se familiarisait ainsi avec l'idée de s'unir, de son propre mouvement, en une seule confédération, le gouvernement anglais faisait un pas décisif vers cette concentration de pouvoir, dans ses possessions éloignées, qui pendant trente ans (1) avait été l'objet avoué des poursuites du Bureau du commerce. Halifax ainsi que ses collègues, dont Charles Townshend était le plus entreprenant, le plus hardi et le plus téméraire, avait été désigné pour prendre le fardeau des affaires américaines, pour s'occuper de toute leur direction et de toute la correspondance y relative (2). Cependant l'indépendance du bureau n'était pas absolue. S'agissait-il de matières importantes, les gouverneurs pouvaient toujours s'adresser au secrétaire d'État, par l'intermédiaire duquel en outre les nominations aux emplois devaient être soumises au roi en conseil. Nous nous approchons de plus en plus du conflit d'autorité qui devait éclater entre le gouvernement central et les colonies. Une commission ambitieuse, formellement nommée à cet effet, venait enfin d'être investie du soin d'affaires, dont les luttes de partis et les intrigues de cour, ou l'amour du repos et de la tranquillité, avaient détourné jusque-là l'attention des ministres. Aussi les lords du commerce se mirent-ils sans retard à exercer leurs fonctions et à former des plans d'une liste civile américaine et d'une nouvelle administration des colonies. Ils résolurent d'attacher de larges émoluments,

(1) Voir le rapport très élaboré du Bureau du commerce, signé par Chetwynde, Dominique, Bladen et Ashe, 8 sept. 1721.

(2) Ordre pris en conseil, 11 mars 1752.

indépendants des actes des assemblées américaines, à tous les emplois dont ils avaient actuellement acquis le patronage exclusif et fort lucratif. Leur subordination perpétuée servit à cacher leurs desseins et l'incapacité d'Holdernes ne leur laissa rien à redouter de son intervention.

Mais au moment où le bureau allait mettre la main à l'œuvre, la situation des relations de la France détourna son attention.

La chaleur du débat le long des confins de la Nouvelle Écosse commençait à se calmer, mais le danger s'abattit des forêts de toute la frontière américaine. Au commencement de l'été de 1752, John Stark, du New-Hampshire, le plus hardi des jeunes coureurs des bois qui eût jamais bivouaqué dans le désert, chassait le castor en suivant les ruisseaux limpides qui jaillissaient des hautes terres, son pays natal, quand une troupe d'Indiens de Saint-François se glissa sur ses traces et scalp un de ses compagnons. Lui-même, grâce à son courage et à sa bonne humeur, sut gagner l'attachement de ses ravisseurs; leur tribu le salua comme un jeune chef et lui témoigna une tendresse cordiale; son maître indien accepta sa rançon et le rendit à son pays. Mais des individus doués de moins de présence d'esprit que lui, tombèrent souvent victimes de la colère des Indiens alliés à la France.

A la même époque, la compagnie de l'Ohio formait, avec l'approbation formelle (1) de la législature de la Virginie, un établissement au delà des montagnes, Gist avait exploré, dans un second voyage, les terres du sud-est de l'Ohio jusqu'au Kenhawa. La jalousie des Indiens en fut éveillée. « Où sont, » dit le député des chefs Delawares, « où sont donc les terres des Indiens? Les Français réclament tout ce

(1) *Lois de la Virginie*, février 1752; 25 *Georges II*, ch. XXV; Rapport de Lewis et Walker à lord Botecourt, 2 février 1769.

qui est d'un côté de la rivière et les Anglais tout ce qui est de l'autre. »

La Virginie, en vertu du traité de Lancaster de 1744, s'arrogea le droit d'étendre sa juridiction sur tout le pays situé à l'ouest jusqu'au Mississipi. Au mois de mai 1752, ses commissaires se réunirent à Logstown avec les chefs des Mingoës, des Shawnees et des Indiens de l'Ohio. On a prétendu (1) que les chefs des Six Nations étaient présents à cette conférence; mais lors de la réunion générale d'Onondaga, ils avaient déclaré qu'il n'était pas dans leurs habitudes « de traiter d'affaires dans les bois et au milieu des herbes (2). » « Nous n'avons jamais compris, » dit le demi-roi, « que les terres vendues en 1744 dussent s'étendre au couchant plus loin que la montagne située de l'autre côté de la chaîne des Alleghany. Nous voyons et nous savons maintenant que les Français veulent nous dépouiller de nos terres. Ils ne traitent que méfaits, car ils ont attaqué nos amis les Miamis; nous désirons donc que nos frères de la Virginie construisent un fort à la fourche du Monongahela. »

Cette autorisation d'ériger un poste fortifié au point de jonction des deux rivières qui forment l'Ohio était due aux alarmes soulevées par l'influence croissante d'année en année de la France, qui déjà occupait le lac Ontario avec ses bâtiments armés, qui dominait sur le lac Érié par le fort de Niagara et qui ne voulait permettre aux tribus de l'Ouest de former d'alliance qu'avec elle-même. Il s'agissait pour elle d'exclure les Anglais de la vallée des Miamis; pour arriver à ce résultat, le matin du solstice d'été, deux Français, à la

(1) Le lieutenant-gouverneur Dinwiddie de la Virginie au gouverneur Glen, 23 mai 1753.

(2) Col. William Johnson au gouv. Clinton, 26 mars 1753, dans *Histoire documentaire du New-York*, II, 621; *Faits vrais*, 38, 44.

tête de deux cent quarante Indiens alliés de la France et ayant une trentaine de Français pour réserve, se montrèrent inopinément devant la ville de Picqua, pendant que la plupart des habitants en étaient absents et se trouvaient à la chasse, et ils exigèrent qu'on leur livrât les trafiquants anglais et leurs effets. Le roi des Piankeshaws répondit : « Ils sont ici sur notre invitation ; nous ne commettrons pas une action si basse que de les livrer. » La bande française assaillit alors le fort ; les Piankeshaws défendirent bravement leur propre vie et celle de leurs hôtes, jusqu'à ce qu'ils fussent accablés par le nombre. Un seul blanc fut tué et cinq faits prisonniers ; quatorze Miamis périrent ; le roi des Piankeshaws, le grand chef de toute la confédération, tomba captif et, selon la coutume des sauvages, on le sacrifia et on le mangea (1).

Quand William Trent, le député de la Virginie, ayant quitté les feux du conseil de Logstown, arriva au village de Picqua, il le trouva désert et vit le drapeau français flottant sur les ruines (2). Après lui avoir substitué le drapeau anglais, il s'en retourna à la ville des Shawnees, à l'embouchure du Scioto, et là il rencontra les envoyés des tribus alliées qui venaient se lamenter et se concerter pour la vengeance.

« Frères, » dirent les Delawares aux Miamis, « nous désirons que les Anglais et les Six Nations plaient leurs mains sur vos têtes et empêchent les Français de vous nuire. Restez fermement attachés à la chaîne d'amitié qui vous unit au gouvernement de la Virginie. »

(1) Le lieutenant gouverneur Dinwiddie aux lords du commerce, déc. 1752 ; *Message des Ticighiwees au gouverneur de Pennsylvanie ; Traité indien*, 19 ; Mitchell, *Contestation en Amérique*, 221, où la date est 1751 au lieu de 1752 ; Dr. Wm. Clarke, *Observations*, 9.

(2) Rapport au Journal de Mr. Trent ; Archives du Bureau du commerce.

« Frères, » dirent les Miamis aux Anglais, « votre pays est agréable ; vos cœurs sont bons ; les résidences de vos gouverneurs sont comme le printemps dans sa fleur. »

« Frères, » ajoutèrent-ils en s'adressant aux Six Nations et tenant en l'air un calumet orné de plumes, « les Français et leurs Indiens nous ont frappés, cependant nous avons gardé cette pipe non brisée ; » et ils la donnèrent aux Six Nations, en signe d'amitié avec eux et avec leurs alliés.

Une écaille et un collier de wampum noir furent remis pour signifier l'union des cœurs ; cela voulait dire aussi que, bien qu'il fit sombre à l'ouest, cependant il faisait clair et brillant du côté du lever du soleil. Un autre collier de wampum noir annonça que les chefs de guerre et les guerriers des Miamis tenaient la hachette à la main, prêts à en frapper les Français. La reine veuve des Piankeshaws envoya une ceinture de coquillages noirs mêlés de blancs. « Frères, » telles furent ses paroles, « je suis restée une pauvre femme isolée, avec un seul fils, que je recommande aux Anglais, aux Six Nations, aux Shawnees et aux Delawares et dont je les prie de prendre soin. »

Les Weas à leur tour montrèrent un calumet. « Nous possédons, » dirent-ils, « cette pipe couverte de plumes, depuis le commencement du monde ; de sorte que quand le ciel devient couvert, nous pouvons disperser les nuages. Il fait sombre à l'ouest, cependant nous balaierons tous les nuages vers le soleil levant et nous rendrons au ciel sa clarté et sa sérénité. »

Ce fut ainsi au milieu des terres d'alluvion à l'ouest de l'Ohio que commença la lutte qui devait semer la mort si largement sur le monde. Tous ces discours furent récités de nouveau aux députés des peuplades représentées à Logstown, afin qu'ils pussent les répéter exactement au grand conseil d'Onondaga. Un messenger expédié par les Miamis s'empres-

de franchir les montagnes pour porter au lieutenant gouverneur de la Virginie, le rusé et habile Dinwiddie, un collier de wampum, la chevelure scalpée d'un Indien allié des Français, et une pipe ornée de plumes, ainsi que des lettres d'habitants des rives du Maumee et du Wabash. « Nos bons frères de la Virginie, » disaient les premiers, « nous devons nous regarder comme perdus, si nos frères les Anglais ne se mettent pas avec nous et ne nous donnent pas des armes (1). » « Frère aîné, » c'est ainsi que s'exprimaient les Picts et les Windaws, « ce collier de wampum vous certifie que les sujets du roi des Français ont répandu notre sang et dévoré la chair de trois des nôtres. Jetez les yeux sur nous et ayez pitié de nous, car nous sommes dans une grande détresse. Nos chefs ont levé la hachette de guerre. Nous avons tué et dévoré dix Français et deux de leurs nègres. Nous sommes vos frères ; et ne pensez pas que nous le soyons seulement du bout des lèvres ; nous le sommes vraiment du fond du cœur (2). » Ils réclamaient donc protection et vengeance.

Au mois de décembre 1752, Dinwiddie envoya un rapport bien fait au Bureau du commerce et demanda des instructions précises pour savoir comment régler sa conduite dans sa résistance aux Français. La possession de la vallée de l'Ohio, il le prévoyait, tomberait entre les mains des Américains, à cause de leur nombre et de l'extension graduelle de leurs établissements, pour la sécurité desquels il recommandait d'élever, comme barrière, des forts dans l'Ouest ; puis, insistant sur les grands avantages qu'il y avait à cultiver l'amitié des Miamis, il offrait de passer les montagnes et d'aller en personne leur remettre des présents dans leurs résidences éloignées.

(1) *Message des Twightwees à Dinwiddie, 21 juin 1752.*

(2) *Message des Picts et Windaws à Dinwiddie.*

Le vieux prince allemand sans jugement qui occupait toujours le trône de l'Angleterre, ce monarque étroitement méthodique, plus dirigé par sa maltresse que par ses ministres, mesquin, avare et sans vigueur, était trop plein de préjugés pour pouvoir spontanément réunir autour de soi les hommes d'État les plus capables, et il s'inquiétait plus du Hanovre que de l'Amérique. Quant à ses ministres, ils ne songeaient qu'à une seule chose, rester au pouvoir. « Être en bons termes avec lady Yarmouth, » écrivait Pelham, « c'est le meilleur moyen de se maintenir en place (1). » « Si la bienveillance, » continuait le premier ministre de l'Angleterre en s'adressant au principal secrétaire d'État, « si la bienveillance de la maltresse du roi nous fait défaut, nous sommes sans ressource. » L'aristocratie whig s'était trouvée exclusivement en possession du gouvernement pendant près de quarante ans ; son influence était actuellement à son point culminant ; et elle n'avait rien de mieux à offrir au peuple anglais qu'une administration qui parlait ouvertement des sièges du Parlement comme « d'une marchandise à vendre (2), » et qui gouvernait le roi en caressant ses vices.

L'héritier du trône était un jeune garçon de quatorze ans, de l'éducation duquel les royalistes et les membres plus libéraux de l'aristocratie se disputaient la direction. Sa naissance avait probablement été trop prématurée, car elle avait eu lieu moins de dix mois après celle de sa sœur aînée ; aussi son organisation se fit-elle remarquer par une irritabilité nerveuse, qui s'accrut avec les années. « Il ne montre point de disposition à tomber dans aucun grand excès, » disait Dodington à sa mère. « C'est un très brave garçon, » répon-

(1) Pelham à Newcastle, 12-24 oct. 1752, dans Coxe, *Administration de Pelham*, II, 463

(2) Bubb Dodington, *Journal*.

dait la princesse, qui cependant aurait désiré le voir « plus avancé et moins enfant. » « Les jeunes gens de qualité, » ajoutait-elle, « sont si mal élevés et si vicieux, qu'ils m'épouvantent ; » elle séquestra donc son fils de leur société. Le prince, d'un caractère naturellement sérieux, se prêta à cette vie retirée ; était-il en colère, il allait cacher son trouble dans la solitude de son appartement ; à mesure qu'il grandit, on put signaler également et sa sobriété rigoureuse et son attachement profond pour la vie domestique. Jamais il n'aima l'étude ; mais quand il rejetait son défaut d'application sur la paresse : « Ce n'est pas de la paresse, » répliquait Scott ; « vous ne pouvez pas être appelé paresseux, puisque vous dormez tout le long du jour (1). » « En vérité, » disait sa mère (2), « je ne sais pas trop ce que ses précepteurs lui enseignent ; mais, à parler franchement, je crains que ce ne soit pas grand'chose ; » elle regardait la logique qu'apprenait au jeune prince l'évêque, son professeur, comme « une étude vraiment bizarre pour un enfant de sa condition. » « Je ne fais pas grand cas des livres, » répondait à la princesse son conseiller Dodington ; « mais Son Altesse Royale doit au moins connaître l'organisation générale de ce gouvernement, sa constitution, et la marche générale des affaires. » « Je suis de votre opinion, » reprenait la princesse ; « Stone me dit que le prince semble prêter une attention toute spéciale à ces matières et qu'il fait des remarques judicieuses. » « Je ne comprends rien, » ajoutait-elle, « à ces doctrines jacobites qu'on cherche à insinuer à cet enfant ; je ne puis saisir leur portée ; » car aux yeux d'une princesse allemande, la suprématie de l'autorité royale paraissait le véritable dogme qu'il convenait de lui inculquer. Mais

(1) Waldegrave, *Mémoires*.

(2) Dodington, *Journal*.

lord Harcourt, son gouverneur, « se plaignit vivement au roi de ce qu'on inspirait au prince des idées dangereuses et des principes d'arbitraire; et il déclara que lui-même ne pouvait être d'aucune utilité, si les instigateurs de ces doctrines, Stone, Cresset et Scott n'étaient pas renvoyés; » à son tour, le comte de Waldegrave, successeur de Harcourt, « trouva le prince Georges extraordinairement imbu de préjugés princiers, contractés dans la chambre des nourrices et entretenus dans la société des femmes de chambre et des pages sur les escaliers dérobés. Un bon système d'éducation lui semblait impraticable (1). »

Ni le roi, ni la cour du prince de Galles ne furent donc disposés à prendre attention à la communication de Dinwiddie (1753); mais elle trouva les lords du commerce tout prêts à soutenir l'extension des limites de l'Amérique. Aucun d'entre eux ne se montrait aussi persévérant et aussi infatigable que Charles Townshend dans l'étude de ce qui concernait le monde de l'Ouest. Le mémoire travaillé sur les limites de l'Acadie présenté à Paris, au mois de janvier 1753, par les commissaires anglais, était entièrement son œuvre (2), et quoiqu'il reposât sur une base fausse, il attira à son auteur de grands éloges (3) sur ses recherches et son habileté. Townshend se joignit actuellement à ses collègues pour conseiller au secrétaire d'État d'occuper immédiatement la rive orientale de l'Ohio, de peur que la vallée de cette « magnifique rivière » ne tombât aux mains des Français.

Plusieurs propositions furent également « faites pour établir des taxes dans l'Amérique du nord. » Le Bureau du

(1) Waldegrave, *Mémoires*.

(2) *Réponse des commissaires anglais à tous les mémoires, etc.*, note à la page 195; Gasper Mauduit au speaker de l'Assemblée du Massachusetts, 12 mars 1763.

(3) *La Bretagne du Nord*, n° 20.

commerce n'avait pas cessé d'insister sur la nécessité « d'un revenu à l'aide duquel on rendrait stables les traitements des gouverneurs du Nord et l'on paierait les frais des alliances avec les Indiens. » « Des personnes considérables, » on nous l'a dit, « ont sans cesse et ouvertement émis des idées peu mûries sur les moyens de tirer un revenu des colonies (1). » Quelques-unes ont proposé d'en obtenir de la poste, d'une modification aux actes du commerce et d'un acte général de timbre pour l'Amérique (2). Avec le concours de Pelham, le Bureau du commerce (3) déclara, le 8 mars 1753, à la Chambre des communes qu'il fallait absolument se procurer un revenu colonial ; comme premier expédient, on proposa d'abolir, dans les Indes anglaises occidentales, le droit d'exportation qui ne rapportait rien, et, sauf une légère différence en faveur de celles-ci, d'y substituer des impôts sur tous les produits des Indes occidentales introduites dans les colonies du Nord. Ce projet à cette époque fut différé, afin de permettre une enquête qui devait servir à combiner les détails ; mais la mesure en elle-même était déjà regardée comme rentrant dans la politique bien arrêtée de la Grande-Bretagne.

Sur ces entrefaites les Indiens de l'Ohio se fatiguaient de plus en plus de l'indécision de l'Angleterre et des colonies. Une centaine d'entre eux renouvelèrent, en 1753, à Winchester, leur proposition à la Virginie d'ériger un fort anglais sur l'Ohio, et promirent leur assistance pour repousser les Fran-

(1) Thomas Penn à James Hamilton, 9 janvier 1753 ; Wm. Bollen aux secrétaires Willard, 10 juillet 1752 et 24 mai 1753.

(2) *Registre politique*, I, 248. Le document auquel il est fait allusion ici renferme des erreurs à côté de beaucoup de choses confirmées par des sources plus dignes de foi.

(3) Walpole, *Mémoires sur Georges II* ; lettre de Wm. Bollen à Charles, l'agent à New-York du propriétaire de la Pennsylvanie.

çais (4). Ils se rendirent en Pennsylvanie, chargés du même message, et n'obtinrent que des réponses évasives.

Le ministère qui, dès le principe, avait cherché à faire retomber sur l'Amérique la dépense des traités avec les Indiens et de la défense des colonies, continuait à recevoir des communications exactes et précises de Dinwiddie (2). Le système qu'on adopta mit en évidence non seulement le zèle inconsidéré des lords du commerce pour étendre la domination de la Grande Bretagne au delà des Alleghany, mais encore l'incapacité du cabinet. Le roi en conseil, entraîné par les représentations du bureau, décida que la vallée de l'Ohio se trouvait comprise dans la partie occidentale de la colonie de Virginie, et qu'il fallait résister, comme à un acte d'hostilité, à « la marche suivie par certains Européens d'ériger un fort dans des contrées » qui rentraient de droit dans ses possessions. Après avoir ainsi provoqué un conflit avec la France par des instructions impliquant nécessairement la guerre, le cabinet ne prit aucune mesure efficace pour soutenir les prétentions considérables dans lesquelles il était bien solennellement décidé à persister. On rappela au gouverneur de la Virginie combien était grand le nombre d'hommes enrôlés dans la milice de cette province. Il devait les envoyer en campagne en tout ou en partie, bâtir avec leur aide et aux frais de la colonie elle-même des forts sur l'Ohio, tenir les Indiens en état de soumission, repousser et chasser les Français de force. Mais quant à expédier d'Angleterre des troupes, de l'argent, des vaisseaux de guerre, il n'en était pas question ; la seule charge que la métropole s'imposait, consistait en quelques canons provenant des parcs d'artil-

(1) Dinwiddie à Glen, de S. C., 23 mai 1753.

(2) Le lieutenant gouverneur Dinwiddie aux lords du commerce, 16 juin 1753.

lerie. C'était à la vieille colonie à effectuer elle-même la conquête de l'Ouest. La France se voyait donc défilée et attaquée; et pour tout préparatif on se contentait de lettres du secrétaire d'État (1) et d'instructions du roi (2). On envoya encore à chaque colonie une circulaire commune, mais moins explicite, pour leur demander vaguement de s'aider les unes les autres à repousser tout empiétement de la France sur le territoire « incontestable (3) » de l'Angleterre. Voilà comment Holdernes et Newcastle réalisèrent les plans du Bureau du commerce.

Ce bureau, comme tel, n'avait jusqu'alors aucun accès auprès du roi; pourtant il s'arrogeait toujours la direction des affaires de son ressort. Persistant avec empressement dans ses projets de réforme du gouvernement des colonies, il fit un dernier grand effort pour se rendre maître de l'administration de l'Amérique au moyen de la prérogative royale. Le New-York servit de théâtre pour cette expérience; sir Danvers Osborne, beau-frère du comte de Halifax, reçut sa nomination de gouverneur de cette province, se vit adjoindre comme secrétaire Thomas Pownall, et fut muni d'instructions « préparées (4) » par Halifax et Charles Townshend, puis confirmées par le conseil privé (5) en présence du roi.

Le nouveau gouverneur, au moment même où il allait s'embarquer, se trouva en outre chargé « de tourner très soigneusement son attention vers les affaires indiennes (6); » et à peine eut-il mis à la voile, qu'au mois de septembre, les

(1) Le comte de Holdernes au lieutenant gouverneur Dinwiddie, août 1751.

(2) Instructions au lieutenant gouverneur Dinwiddie, août 1753.

(3) Circulaire de Holdernes aux gouverneurs américains, 28 août 1753.

(4) Représentations de Halifax et de Townshend, etc., 5 juillet 1753.

(5) Ordre en conseil, 10 août 1753.

(6) Thomas Penn à James Hamilton, 12 août 1753.

lords du commerce donnèrent l'ordre à des commissaires des colonies du Nord de se réunir l'été suivant à Albany et de conclure un traité avec les Six Nations. Des relations de la France et de l'Angleterre avec ces tribus et leurs alliés de l'Ouest dépendaient en dernier résultat la paix universelle et l'union américaine.

Pendant son voyage à travers l'Atlantique, Osborne, l'esprit agité, et déjà tourmenté par des chagrins personnels, envisageait avec désespoir la tâche qu'il avait assumée. Le 10 octobre, il prêta le serment de son entrée en fonction à New-York; le peuple qui l'accueillit avec acclamation hua son prédécesseur. « Je m'attends au même traitement, » dit-il à Clinton, « avant de quitter ce gouvernement. » Le même jour, il fut épouvanté d'entendre une adresse du conseil de la cité, qui déclarait ne pas vouloir « souffrir la moindre infraction aux libertés civiles et religieuses inappréciables » des colons. Le lendemain, il communiqua au conseil ses instructions, qui exigeaient de l'assemblée « qu'elle se désistât de tout empiétement sur la prérogative royale, » et « qu'elle s'occupât sans délai d'une bonne loi pour établir un revenu permanent, convenable, fixe et sans détermination. » Tout l'argent public devait s'appliquer, d'après les mandats du gouverneur, avec l'approbation du conseil; l'assemblée ne devait jamais se mêler d'examiner les comptes. Osborne, dans une attitude embarrassée et d'une voix plaintive, demanda si l'on obéirait à ces instructions (1). Tous les membres du conseil furent d'accord que jamais l'assemblée n'y donnerait son assentiment. Alors il soupira, se retourna, s'appuya contre l'encadrement de la fenêtre et s'écria : « Pourquoi suis-je donc venu ici ? »

Ce malheureux, d'une sensibilité malade, honnête et

(1) Smith, *Histoire du New-York*, II, 159, 160.

serupuleusement attaché à sa parole, passa la nuit à mettre ordre à ses affaires privées et vers le matin se pendit à la clôture de son jardin. Il livra ainsi par son désespoir l'autorité de l'Angleterre à ses adversaires. Sa mort laissa le gouvernement entre les mains de James Delancey, homme capable et possédant de grandes propriétés. Natif de New-York, issu d'ancêtres huguenots, celui-ci s'était acquis une grande influence politique, comme chef de l'opposition dans l'assemblée coloniale; et Newcastle avait cherché à obtenir sa neutralité en lui donnant une commission de lieutenant-gouverneur. Il comprit et reconnut que jamais on n'abandonnerait la coutume de voter annuellement des fonds. « Prononcez notre dissolution aussi souvent que vous le voudrez, » lui dirent ses anciens associés de l'opposition, « jamais nous ne renoncerons à ce droit. » Seulement, ils ne persistèrent pas dans leurs prétentions au pouvoir exécutif, et ils consentirent à ce que nul déboursement des fonds du trésor public ne pût s'effectuer sans l'ordre du gouverneur et du conseil, sauf pourtant le cas de paiement des traitements du greffier même de l'assemblée et de son agent en Angleterre. L'opinion publique dans la Grande Bretagne ne se montrait pas, d'ailleurs, favorable aux instructions du bureau du commerce. Charles Townshend, à la vérité, se trouva toujours prêt à les défendre jusqu'au bout; mais aux yeux du jeune Horace Walpole, elles parurent « mieux calculées pour la latitude du Mexique et pour un tribunal espagnol, que pour des établissements anglais libres, riches et parvenus à un tel degré d'opulence et d'orgueil, que depuis longtemps on avait conçu le soupçon qu'elles méditaient de s'affranchir de leur dépendance vis à vis de la métropole (1). »

(1) Walpole, *Mémoires sur Georges II.*

CHAPITRE V

FRANKLIN PROJETTE LE PLAN D'UNE UNION DES PEUPLES AMÉRICAINS. — SUITE DE L'ADMINISTRATION DE PELHAM (1755-1754)

Progrès des Français dans l'Ouest. — Protestation des Indiens. — Mission de Washington au fort Le Bouif. — Le premier fort à Pittsburg. — Mesures prises par les colonies. — Projets de taxes par le parlement. — Washington marche vers l'Ohio. — Les Français à Pittsburg. — Combat avec Jumonville. — L'affaire des Grandes Prairies. — Congrès à Albany. — Traité avec les Six Nations. — Plan d'union de Franklin. — Franklin conseille de coloniser l'Ouest.

Le New-York ne présentait aucune résistance au progrès des Français en Amérique. La compagnie de l'Ohio ouvrit, en 1753, une route par Will's Creek de la Virginie jusque dans la vallée de l'Ouest; et Gist fonda une plantation près du Youghiogeny, précisément au delà du Laurel Hill. Onze familles s'établirent dans son voisinage; on traça le plan d'une ville et d'un fort sur le Shurtee's Creek; mais le gouvernement anglais ne fit rien pour s'emparer de la vallée de l'Ohio, et laissa la faible compagnie exposée à la jalousie et à l'irrésolution des Peaux Rouges, sans la moindre protection contre les attaques imminentes de la France.

Les jeunes gens des Six Nations avaient été chasser, au

mois d'avril, près des rapides du Saint-Laurent. Tout à coup ils aperçurent une troupe considérable de Français et d'Indiens, équipée pour la guerre et se dirigeant vers Ontario; deux de leurs coureurs les plus agiles traversèrent aussitôt en toute hâte les forêts et arrivèrent en messagers au grand conseil d'Onondaga. En quarante-huit heures la décision du conseil fut portée par d'autres courriers jusqu'à la station anglaise la plus rapprochée; et le 19 avril, à minuit, les deux Indiens de Canajoharie, escortés par des guerriers mohawks, qui remplissaient l'air de leurs cris et de leurs exclamations, présentèrent à Johnson la ceinture d'avertissement, pour presser les Anglais de défendre les Indiens de l'Ohio et les Miamis (1). Au mois de mai, on put compter plus de trente canots passant par Oswego; c'était un corps d'armée se dirigeant vers la « magnifique rivière » des Français (2). Les Six Nations brûlaient du désir de prendre la hachette; car, disaient-elles, « l'Ohio est à nous. »

Sur le bruit qu'un corps de douze cents hommes avait été détaché de Montréal par le brave Duquesne, le successeur de La Jonquière, pour occuper la vallée de l'Ohio, les Indiens des rives de ce fleuve, — ainsi que des bandes mêlées de Delaware, de Shawnees et de Mingoes ou d'Iroquois émigrés, — résolurent, après un conseil à Logstown, de s'opposer à la marche des blancs. Leur envoyé rencontra les Français à Niagara, au mois d'avril, et leur communiqua la première sommation de retourner sur leurs pas. Comme on ne tenait aucun compte de ce message parti des feux du conseil des tribus, Tanacharisson, le demi-roi, se rendit lui-même auprès des Français au port nouvellement découvert d'Érié et,

(1) Col. Johnson au gouverneur du New-York, 20 avril 1753.

(2) Stoddard à Johnson, 15 mai 1753; Holland à Clinton, 15 mai 1753; Smith à Shirley, 24 déc. 1753.

sans se laisser décourager par la mauvaise réception qu'on lui fit, prononça le discours suivant :

« Pères! vous êtes des fauteurs de troubles dans ce pays, vous nous l'enlevez de force sans rien nous en dire. C'est notre pays et non le vôtre. Pères! vous et les Anglais vous êtes blancs; nous vivons dans une contrée située entre vous deux; par conséquent elle n'appartient ni à l'un ni à l'autre de vous. Mais le Grand-Être nous l'a en outre accordée pour nous servir de résidence; ainsi, pères, je demande que vous vous retiriez, comme je l'ai fait avec nos frères les Anglais; » et là dessus il donna la ceinture de wampum.

L'officier français traita avec dérision les paroles simples du chef rouge des nomades du désert, de ces hommes qui n'appartenaient à aucune confédération, sauf qu'ils étaient soumis aux Six Nations. « Mon enfant, » répondit-il, « vous parlez follement; vous dites que ce pays vous appartient; mais il ne vous en appartient pas autant que le noir de vos ongles. C'est mon pays, et je l'aurai, n'importe qui voudra s'y opposer; » et il rejeta en arrière la ceinture de wampum en signe de mépris.

Ces paroles du commandant français remplirent le demi-roi d'épouvante. Au mois de septembre, les hommes les plus vigoureux du clan des Mingos, des Delawares, des Shawnees, des Wyandots et des Miamis, allèrent trouver, à Carlisle, Franklin de la Pennsylvanie et deux de ses collègues. Ils ne désiraient voir ni les Français ni les Anglais s'établir dans leur pays; si les Anglais voulaient leur prêter assistance, ils repousseraient les Français. Le calme homme d'État leur distribua à tous des présents, mais spécialement des dons de condoléance à la tribu qui demeurait à Picqua (1); puis s'en étant retourné, il fit connaître que les

(1) Hazard, *Registre*, IV, 236.

Français avaient successivement établi des postes à Érié, à Waterford et à Venango, et se préparaient à occuper les rives du Monongahela.

S'appuyant sur les ordres du roi, Dinwiddie (1) de Virginie résolut d'envoyer « une personne de distinction au commandant des forces françaises sur l'Ohio, pour apprendre de lui quels étaient ses motifs d'envahir les possessions anglaises, tandis qu'une paix solide subsistait encore. » L'envoyé dont il fit choix fut Georges Washington. Ce jeune homme, alors âgé de vingt-et-un ans, élevé dans le désert, et aussi héroïque que La Salle, entreprit avec empressement, pendant l'hiver, le périlleux voyage de Williamsbourg aux affluents du lac Érié.

Au milieu de novembre, accompagné d'un interprète, de quatre compagnons et de Christophe Gist comme guide, il quitta Will's Creek, et, suivant les traces des Indiens à travers les solitudes des forêts, rendues plus sombres encore par la chute des feuilles et la tristesse solennelle de l'automne précédent, franchissant les montagnes, les ravins rocailleux, les torrents, malgré la neige et le grésil, il gagna à cheval en neuf jours la fourche de l'Ohio. Qu'il était désert ce lieu si longtemps dédaigné des hommes, où les rapides Alleghany rencontrent pour ainsi dire à angle droit les eaux « profondes et tranquilles » du Monongahela! Washington prévint sur le champ la destinée de cet emplacement. « Je passai quelque temps, » dit-il, « à examiner la rivière; le pays compris dans la fourche commande parfaitement aux deux branches. » « Le pays plat et bien boisé situé tout autour est très convenable pour y bâtir. » Après y avoir érigé en imagination une forteresse et une ville, lui et sa troupe firent traverser l'Alleghany à la nage par leurs chevaux et ils

(1) Dinwiddie à Sharpe, du Maryland, 24 nov. 1753.

s'enveloppèrent dans leurs couvertures pour passer la nuit sur la rive nord-ouest de la rivière.

De la fourche, le chef des Delawares conduisit Washington à travers de riches champs d'alluvion jusqu'à la riante vallée de Logstown. Là des déserteurs venus de la Louisiane parlèrent de la route de la Nouvelle Orléans à Québec par le Wabash et le Maumee et d'un détachement parti de la province inférieure, qui était en route pour rencontrer les troupes françaises s'avancant du lac Érié; pendant ce temps Washington avait un entretien secret avec le demi-roi; le premier était soucieux d'obtenir l'Ouest comme une partie du territoire de l'ancienne colonie, l'autre de le conserver aux Peaux Rouges. « Nous sommes frères, » dit le demi-roi dans le conseil; « nous sommes un seul peuple; je renverrai la ceinture symbolique des Français, et je ferai en sorte que les Shawnees et les Delawares en fassent autant. »

Pendant la nuit du 29 novembre, le feu du conseil fut allumé; on fit choix d'un orateur d'âge pour aller s'adresser aux Français; le discours qu'il devait prononcer fut débattu et répété; il fut convenu que si les Français ne tenaient aucun compte de ce troisième avertissement de quitter le pays, les Delawares se déclareraient aussi leurs ennemis; enfin, on envoya un très grand collier de wampum noir et blanc aux Six Nations pour les prier de prêter leur concours.

Après ces dispositions, la troupe de Washington, suivie du demi-roi et des envoyés des Delawares, s'avança jusqu'au poste des Français à Venango. Les officiers français avouèrent leur dessein de prendre possession de l'Ohio; ils firent l'éloge de La Salle en y mêlant avec ostentation la mention de leurs forts de Le Bœuf et d'Érié, de Niagara, de Toronto et de Frontenac. « Les Anglais, » dirent-ils, « peuvent lever deux hommes sur nous un; mais ils sont trop lents pour empêcher la moindre entreprise de notre part. » Les

Delawares se laissèrent intimider ou séduire; mais le demi-roi resta attaché à Washington comme à un frère, et il remit sa ceinture comme il l'avait promis.

Les pluies de décembre avaient gonflé les creeks. Les députés ne purent les franchir qu'en abattant des arbres pour leur servir de ponts. C'est ainsi qu'ils poursuivirent leur route, tuant tantôt un chevreuil, tantôt un ours, retardés par des pluies et des neiges abondantes, par la boue et les marais, ce qui n'empêchait pas Washington de discerner d'un coup d'œil toute la richesse de ces prairies.

A Waterford, terme de son voyage, il trouva le fort Le Bœuf défendu par du canon. Tout autour se trouvaient les baraques des soldats, grossières cabanes de bois couvertes d'écorce. Cinquante canots d'écorce de bouleau et cent soixante-dix barques de pin étaient déjà prêts à descendre le fleuve, et des matériaux rassemblés pour en construire davantage. Le commandant de la place, Gardeur de Saint-Pierre, officier intègre (1) et expérimenté, redouté et aimé à la fois par les Peaux Rouges, à cause de son indomptable courage, refusa de discuter les questions de droit. « Je suis ici, » dit-il, « par les ordres de mon général, et je dois m'y conformer rigoureusement et sans hésitation. » Il avoua du reste son intention de s'emparer de tous les Anglais qu'il rencontrerait dans la vallée de l'Ohio. La France était résolue à prendre possession du grand territoire que ses missionnaires et ses voyageurs avaient révélé au monde.

Washington, mettant fin à toutes les courtoisies qu'on lui témoignait, se hâta de retourner en Virginie. Le courant rapide du French Creek jeta ses compagnons et lui contre les rochers; dans les bas-fonds ils passaient à gué et l'eau gelait sur leurs vêtements; là où la glace s'était logée dans

(1) La Galissonnière au ministre, 23 oct. 1748.

les sinuosités des rivières, ils devaient porter leur canot sur le dos. A Venango, ils retrouvèrent leurs chevaux, mais si faibles, que les voyageurs durent continuer la route à pied sans s'inquiéter de la tempête. Le froid augmentait de plus en plus ; les chemins devenaient « de plus en plus mauvais, par suite de la neige qui s'accumulait et se congelait continuellement. » Impatient de rapporter ses dépêches, le jeune envoyé s'enveloppa dans un costume indien, le fusil dans la main, le paquet sur le dos, et le lendemain de Noël quitta le sentier ordinaire, puis avec Gist pour seul compagnon, et à l'aide de la boussole, il se dirigea à travers le pays par le chemin le plus court vers la Fourche. Un Indien, qui s'était mis en embuscade, couché, pour l'attendre, tira sur lui à quinze pas seulement de distance, mais l'ayant manqué devint son prisonnier. « Je l'aurais tué, » écrivait Gist, « mais Washington m'en empêcha. » Après avoir relâché leur captif à l'approche de la nuit, ils franchirent encore un demi-mille environ, puis allumèrent un feu, s'orientèrent en consultant leur boussole et continuèrent à voyager pendant toute la nuit et tout le jour suivant, jusqu'à ce qu'il fit tout à fait noir. Les deux voyageurs fatigués ne « se croyaient pas assez en sûreté pour dormir, » avant ce moment-là ; ils campèrent ainsi, sans autre abri que les arbres de la forêt dépouillés de leurs feuilles.

Lorsqu'ils eurent atteint l'Alleghany, ils construisirent un radeau, en y travaillant tout un jour à l'aide d'une misérable petite hache, et le lancèrent à l'eau ; mais avant d'être au milieu de la rivière ils se virent pris dans les glaçons flottants, s'attendant à chaque instant à être broyés et hors d'état de gagner l'une ou l'autre rive. Washington mettant une perche en dehors pour arrêter le radeau fut lancé dans le courant profond et ne se sauva qu'en se cramponnant aux pièces de bois du train. Gist et lui furent obligés de gagner une île. Là

Washington resta emprisonné par les éléments; heureusement, la dernière nuit de décembre, le froid accrut d'intensité, et au matin il trouva la rivière gelée. Il ne trouva pas de soulagement à ses fatigues avant d'être parvenu, au mois de janvier 1754, à l'établissement de Gist.

Immédiatement après le rapport de Washington, on vit succéder une grande activité. La compagnie de l'Ohio consentit à construire un fort à la Fourche, et Washington lui-même alla résider à Alexandrie pour enrôler des recrues. Au mois de février, l'assemblée générale (1), ne voulant pas se battre contre la France et disposée pourtant à protéger les colons d'au delà des montagnes, approuva l'idée d'emprunter dix mille livres, en ayant soin de confier à son propre comité la surveillance de l'emploi à faire de cette somme. « La chambre des bourgeois, » disait Dinwiddie en s'en plaignant, « est dans un ordre d'idées républicaines; » mais il s'avouait incapable « de la mettre à la raison. » L'assemblée de la Virginie, invoquant son manque de ressource et son impuissance « à accomplir tous les plans qu'on se proposait, » fit appel à la munificence royale (2). »

En Angleterre, c'était « l'opinion des hommes les plus considérables, » que les colonies devaient faire quelque chose pour elles-mêmes et contribuer de commun accord à leur défense (3). Le ministère, jusqu'à présent, n'avait pris d'autre mesure que d'ordonner aux compagnies indépendantes résidant à New-York et à Charleston, de participer à la défense de la Virginie occidentale. Glen, le gouverneur de la Caroline du Sud, proposa une réunion en Virginie, de tous les

(1) Henings Statuts tout au long, VI, 417.

(2) Adresse de la Virginie au roi. Knox, *Examen de la controverse*, 129, 130.

(3) Penn à Hamilton, 29 janvier 1754. H. Sharpe à Calvert, secrétaire pour le Maryland en Angleterre, 3 mars 1754.

gouverneurs du continent, pour déterminer la quote-part de chaque colonie dans les dépenses à faire sur l'Ohio. « L'assemblée de cette province, » fit observer Dinwiddie (1), « ne se laissera pas indiquer quel subside elle doit accorder, elle voudra toujours ne suivre à cet égard que ses propres déterminations, prises librement; elle penserait que ce serait insulter à ses privilèges, auxquels elle est si fortement attachée, que de se soumettre à la volonté ou à la direction de n'importe qui. » La Caroline du Nord vota douze mille livres de son papier-monnaie pour le service commun; cependant cela ne fut que d'un médiocre secours. Le Maryland n'aboutit à rien, parce qu'il voulut rattacher ses offres d'assistance à une diminution des privilèges du propriétaire (2).

Le Massachusetts, lui, voyait les Français prendre position sur sa frontière orientale et occuper Crown Point au nord-ouest. Jamais cette province n'avait confié ses intérêts à un ensemble d'hommes plus partisans du pouvoir arbitraire (3) que les membres du conseil et de l'assemblée de cette époque. Ils adoptèrent l'avis de Hutchinson et d'Oliver. « Les Français, » disaient-ils, « n'ont qu'un seul intérêt; les gouvernements anglais, au contraire, sont désunis; quelques-uns d'entr'eux voient leurs frontières couvertes par les gouvernements voisins, et, n'étant pas immédiatement menacés, semblent tout à fait indifférents. » Ils sollicitèrent donc avec instance l'intervention du roi, pour que l'on fit disparaître les forts français établis dans ses possessions. « Nous comprenons parfaitement (4), » ajoutèrent-ils, « la nécessité pour

(1) Dinwiddie à H. Sharpe, 3 avril 1754.

(2) H. Sharpe à lord Baltimore, 2 mars 1754. Le même à C. Calvert, 29 novembre 1753; 3 mars 1754.

(3) Opinion de Samuel Adams.

(4) Message de l'Assemblée générale de la Baie du Massachusetts au gouverneur Shirley, 4 janvier 1754.

les colonies de se prêter mutuellement assistance ; et nous ne doutons pas que cette province-ci ne se montre en tout temps fort empressée à fournir à cette fin sa quote-part juste et équitable. » Shirley était près de tirer le même parti de ce message que d'une pétition analogue six ans auparavant. Mais son influence était devenue plus grande. Il avait dirigé la commission chargée de régler la ligne de démarcation avec la France, il s'était attiré la faveur de Halifax et de Cumberland par la flatterie et il avait été initié aux projets du bureau du commerce. Ses conseils qui étaient actuellement en quelque sorte l'écho de la pensée de ses supérieurs, il pouvait être sûr de les voir accueillis avec déférence et invoqués comme concluants ; et il donnait sans cesse l'assurance au ministère que, si le roi ne déterminait pas lui-même pour chaque colonie la quote part en hommes ou en argent pour laquelle elle devait contribuer à la cause commune, et si les colonies n'étaient pas obligées d'une manière efficace à se conformer à cette détermination royale, il ne pourrait jamais exister de plan général pour la défense de l'Amérique. Sans une telle mesure et sans le moyen de la mettre en vigueur, il n'y aurait point d'union (1). C'est ainsi que se formulait de plus en plus nettement l'opinion qui devait un jour produire de si merveilleuses conséquences.

La Pennsylvanie, comme le Maryland, entra en contestation avec les propriétaires, et, irritée de leur parcimonie, n'accorda aucun subside, bien que les Français fussent sur son territoire, et se préparassent à prendre possession de toute la partie située à l'ouest des Alleghany. Ignorant les ordres formels adressés à la Virginie, elle s'en tint aux injonctions strictes de la circulaire de Holdernes, qui recom-

(1) Shirley aux lords du commerce, janvier 1734. Le jour du mois n'est pas donné. Renvoyé au secrétaire pour être soumis au roi, 4 avril 1734.

mandait « de ne pas recourir à la force des armes, si ce n'est dans les limites incontestées des possessions de Sa Majesté; » elle pensait « qu'il serait excessivement présomptueux de sa part de décider quelles étaient ces limites. »

Au mois d'avril, l'assemblée du New-York vota un millier de livres pour la Virginie, mais refusa de recourir à repousser les Français d'une position située dans les domaines des propriétaires de la Pennsylvanie (1). L'assemblée du New Jersey ne voulut pas même envoyer des commissaires au congrès d'Albany. Au milieu de cette répugnance universelle des colonies isolées, toutes les voix commençaient à demander l'union. « Une taille modérée, » disait Kennedy dans la presse de New-York et de Londres, « une taille modérée, étant la taxe la plus équitable, doit être notre dernier recours. » Il plaçait beaucoup d'espoir dans le congrès futur d'Albany, mais sa confiance reposait surtout sur le parlement, car « avec le parlement il n'y avait point de contestation. » « Et du moment que le parlement s'en mêlera, » ajoutait-il, « qui sait s'il ne pourra pas jeter les bases d'un gouvernement régulier chez nous, en fixant pour les officiers de la couronne des émoluments indépendants d'une assemblée quelconque (2)? »

James Alexander de New-York (3), le même qui, avec le vieux William Smith, avait limité la prérogative royale, en introduisant la coutume d'accorder des subsides annuels, pensait que le parlement anglais devait établir des impôts pour constituer un revenu colonial, que le futur grand conseil américain, à former de députés de toutes les pro-

(1) Procès-verbaux de l'Assemblée du New-York, pour avril 1754. Smith, *New-York*, II, 173.

(2) Kennedy, *Considérations sérieuses*, 21, 23, etc.

(3) T. Sedgwick, *Vie de W. Livingston*.

vinces, n'avait pas la faculté de diminuer. Le royaliste Cobden ne voyait d'autre moyen de se procurer les fonds nécessaires que par l'intervention du parlement; les membres du grand conseil deviendraient dangereux, si la couronne ne pouvait les révoquer. Le privilège de tenir des réunions fixes, à des époques et dans des lieux déterminés, était un avantage dont ni le parlement ni le conseil privé ne jouissaient et qui aboutirait au renversement de la constitution. L'Angleterre, il en avait la certitude, « veut et peut tenir ses colonies dans la dépendance. » Mais Franklin avait en vue des libertés plus grandes que celles dont le parlement anglais pourrait favoriser l'introduction. Ayant pris pour devise, « l'union ou la mort, » il s'appliqua à tracer pour ses amis le plan d'une confédération qui devait représenter réellement le peuple américain tout entier.

Dinwiddie pendant tout ce temps persistait dans ses projets sur l'Ouest. Trent était déjà là; et Washington, actuellement lieutenant-colonel, à la tête d'un régiment de cent cinquante hommes seulement, « obstinés et ingouvernables, » reçut l'ordre de se joindre à lui à la fourche de l'Ohio « pour achever le fort déjà commencé par la compagnie de l'Ohio, » et « pour faire prisonniers, tuer ou détruire tous ceux qui entraveraient les établissements anglais. »

Mais à peine le printemps eut-il rendu accessibles les rivières de l'Ouest, et avant que Washington pût atteindre Will's Creek, les Français, conduits par Contrecoeur, arrivèrent de Venango et sommèrent les Anglais cantonnés à la fourche de se rendre. Ceux-ci, seulement au nombre de trente-trois, capitulèrent le 17 avril et se retirèrent. Contrecoeur occupa le poste qu'il fortifia et nomma Duquesne, du nom du gouverneur de la Nouvelle France. On abattit et on brûla les arbres de la forêt environnante; on construisit autour du fort des cabanes d'écorce en guise de casernes, et

l'on vit immédiatement le froment et le maïs surgir au milieu des trones charbonnés dans les terrains desséchés où de nos jours se trouve Pittsburg.

« Venez à notre secours aussi vite que vous le pouvez ; » tel fut le message envoyé par le demi-roi à Washington, sous la forme du wampum ; « venez vite, ou nous sommes perdus et nous ne nous renecontrerons jamais plus. Je le dis avec toute l'amertume de mon cœur. » Une ceinture envoyée en réponse annonça au demi-roi l'approche de son « frère et ami. » Les recrues novices sous les ordres du jeune chef, ne pouvaient avancer que lentement, en traversant à gué de profonds torrents et en traînant avec difficulté un petit nombre de canons. La saison était froide et humide, et elles n'avaient ni tentes ni abri contre les intempéries de l'air ; elles n'avaient point de vêtements de rechange ; elles manquaient souvent de provisions ; elles ne possédaient rien en un mot pour rendre leur service supportable. Le 25 mai le demi-roi en homme prudent leur envoya ces mots : « Soyez sur vos gardes ; les troupes françaises ont l'intention de détruire les premiers Anglais qu'ils apercevront. »

Le même jour arriva un autre rapport, d'après lequel les Français ne se trouvaient qu'à dix-huit milles de distance, à l'endroit où l'on traversait le Youghiogany. Washington se dirigea en toute hâte vers les grandes prairies où, « avec l'aide de la nature, il éleva un bon retranchement, et où, en éclaircissant les buissons de ces prairies, il prépara » ce qu'il appelait « un charmant champ de bataille. » Un petit détachement d'éclaireurs, envoyés sur les chevaux de trait pour faire une reconnaissance, revint sans avoir pu rencontrer âme qui vive. D'après les règles de la guerre dans le désert, un parti qui se dérobe et se cache est une troupe d'ennemis. A la nuit la petite armée eut de l'alarme et resta sous les armes depuis deux heures du matin jusqu'en-

viron le lever du soleil. Le 27 au matin Gist arriva. Il avait vu la trace des Français à cinq mille du camp américain.

Dans la soirée du 27, vers neuf heures, vint un exprès de la part du demi-roi, pour annoncer que le corps français n'était pas éloigné. Malgré une pluie battante, au milieu des ténèbres d'une nuit aussi sombre qu'on peut imaginer, Washington, à la tête de quarante hommes seulement, marchant à la file les uns des autres le long d'un passage étroit, se fraya la route jusqu'au camp du demi-roi. Après mûre délibération, on convint de s'avancer de concert et d'attaquer les envahisseurs. Deux Indiens, suivant les traces des Français, découvrirent leur campement, situé hors du sentier et caché au milieu des rochers. Washington prit ses mesures avec les chefs mingos pour tomber sur eux par surprise. S'étant aperçus de l'approche des Anglais, les Français coururent aux armes. « Feu ! » dit Washington, et lui-même donna l'exemple en tirant un coup de son mousquet. Cette parole de commandement mit le monde en flammes. Elle fut le signal de la première grande guerre de la révolution. Là, au sein des forêts de l'Ouest, commença la lutte qui devait bannir du sol et du voisinage de notre république les institutions du moyen âge et leur porter des blessures mortelles dans tout le continent européen. En repoussant la France du bassin de l'Ohio, Washington brisa le repos de l'humanité et souleva un combat qui ne pouvait admettre de trêve, tant que les anciens boulevards de la légitimité catholique n'auraient pas été renversés.

Un engagement d'un quart d'heure environ s'ensuivit. Dix Français furent tués, et parmi eux Jumonville, le commandant de la troupe; vingt et un tombèrent prisonniers.

Quand la nouvelle de ce revers eut franchi l'Atlantique, les salons de Paris retentirent pour la première fois du nom de Washington. Les partisans de la monarchie absolue le pro-

noncèrent avec exécration. Ils prévoyaient la perte du monde de l'ouest ; aussi ces flatteurs de Louis XV et de Madame de Pompadour, ces hommes de haute naissance qui favorisaient les débauches du roi, outragèrent-ils la belle réputation du héros sans-tache, en lui reprochant d'avoir violé les lois internationales. Quel est le courtisan, l'académicien, le familier du palais qui aurait voulu échanger ses espérances de gloire contre celles de l'Américain calomnié ? La mort de Jumonville devint le sujet des plaintes les plus bruyantes ; ce martyr de la cause de la féodalité et du despotisme fut célébré en vers héroïques, et on invita les royaumes de l'Europe à verser des larmes sur sa chute. Au moment même où le nom de Washington commençait à être connu en France, naissait l'enfant qui devait un jour tendre la main pour secourir l'Amérique et faire triompher la puissance populaire et la liberté. Que d'intérêts allaient périr sur le tombeau de Jumonville ! Que d'espérances entouraient le berceau du dauphin Louis (1) !

Les morts furent scalpés par les Indiens, et le grand chef Monacawache porta une chevelure scalpée et une hachette à chacune des tribus des Miamis, pour inviter leurs chefs de guerre et leurs braves à marcher de concert avec les Six Nations et les Anglais.

Tandis que Washington attendait avec impatience des secours des bords du Muskingum, du Miami et du Wabash, du Maryland et de la Pensylvanie, des six provinces enfin auxquelles on avait fait appel, rien n'arrivait. Une compagnie franche vint, à la vérité, de la Caroline du Sud ; mais

(1) Voir la dernière partie du dernier volume de Chateaubriand, *Études historiques, Analyse raisonnée de l'histoire de France*. « Quel est l'homme de cour ou d'académie, qui auroit voulu changer à cette époque son nom contre celui de ce planteur américain, etc., etc. »

son capitaine, tout fier de la commission qu'il tenait du roi, contribua à affaiblir la petite armée en disputant le commandement en chef au commandant provincial du régiment de la Virginie ; aussi, d'après le jugement impartial des gens bien informés (1), si Washington était resté sans contestation à la tête de toutes les troupes, on aurait évité la défaite qui survint peu après. Pendant que Washington, avec ses Virginiens, construisait une route d'environ treize milles, à travers une gorge dans les montagnes, jusqu'à l'établissement de Gist, et qu'un autre parti perçait un chemin jusqu'à l'embouchure du Redstone, le demi-roi voyait avec colère la compagnie franche rester oisive aux Grandes Prairies « d'une pleine lune à l'autre (2) ; » aussi, présageant quelque malheur, il fit conduire sa femme et ses enfants dans un lieu de sûreté.

Le nombre des Français s'accroissait sans cesse. Washington, que tant de colonies avaient été en vain priées de secourir, se vit obligé, le premier jour de juillet, de se retirer sur le fort Nécessité, cette grossière barrière élevée dans les Grandes Prairies. Les troupes royales n'avaient rien fait pour la rendre tenable. Le petit retranchement se trouvait dans une clairière entre deux éminences couvertes d'arbres, qui ne commençaient qu'à une soixantaine de yards. Le 3 juillet, vers midi, six cents Français et une centaine d'Indiens arrivèrent (3) en vue et prirent possession de l'une des éminences, où chaque soldat trouva un arbre assez grand pour s'abriter et put tirer en sécurité sur les troupes d'en bas. Pendant neuf heures et au milieu d'une pluie battante, celles-ci ne cessèrent de riposter. Le courage calme de

(1) Le lieutenant gouverneur Sharpe à lord Bury, 5 nov. 1754.

(2) Hazard, *Registre*.

(3) Journal de De Villers, dans *New-York Paris Documents*. Varin à Bigot, 24 juillet 1754. Correspondance de H. Sharpe.

Washington exerçait son influence sur ces levées provinciales, non aguerries et aussi inférieures aux Français par le nombre que par la position. A la fin (1), après que trente Anglais et seulement trois Français eurent été tués, De Villiers lui-même, craignant que ses munitions ne vinssent à faire défaut, proposa de parlementer. Les conditions de la capitulation offerte furent interprétées à Washington, qui ne comprenait pas le français; elles furent acceptées telles qu'elles avaient été traduites. Le 4 juillet, la garnison anglaise, emportant tous ses bagages, se retira du bassin de l'Ohio. Dans toute la vallée du Mississipi, jusqu'aux sources du fleuve dans les Alleghany, nul autre étendard ne flotta plus que celui de la France.

L'espoir pouvait luire d'Albany. Là, le 19 juin 1754, s'assemblait le fameux Congrès des commissaires de toutes les colonies situées au nord du Potomac (2). L'État de Virginie y était aussi représenté par le président de l'assemblée, Delancey, lieutenant gouverneur du New-York. Les délégués se réunissaient pour concerter les mesures de défense et pour traiter avec les Six Nations et les tribus alliées de celles-ci. L'Amérique n'avait jamais vu une assemblée aussi imposante par les États qui y étaient représentés que par les hommes importants et capables qui la composaient. Toutes les voix se prononcèrent pour la nécessité absolue d'une entente de toutes les colonies; et comme une province aurait pu se séparer selon son bon plaisir d'une union non ratifiée, on chargea Hutchinson du Massachusetts, homme plein d'expérience et fier d'avoir soustrait cette colonie à la sujétion du papier-monnaie, Hopkins, un patriote du Rhode

(1) H. Sharpe à son frère, Annapolis, 19 avril 1755.

(2) *Collections historiques du Massachusetts*, XXX. *Histoire documentaire du New-York*, II.

Island, le sage et honnête Pitkin du Connecticut, Tasker du Maryland, le libéral Smith du New-York, Franklin enfin, le plus bienveillant des hommes d'État, de préparer une constitution en vue d'une confédération permanente du continent; mais Franklin avait déjà « projeté » un plan et en avait porté avec lui les clauses principales (1).

Les représentants des Six Nations s'assemblèrent tardivement, mais ils n'en conseillèrent pas moins instamment l'union et l'action. Ils acceptèrent les témoignages de paix. Ils consentirent à tenir compte de « la Virginie et de la Caroline, » comme si elles étaient également présentes. « Nous vous remercions, » dit Hendrick, le grand chef mohawk, « nous vous remercions d'avoir renouvelé et fait briller la chaîne d'union. Nous porterons cette ceinture à Onondaga, où brûle toujours le feu de notre conseil, et nous la conserverons si soigneusement, que ni le tonnerre ni la foudre ne pourront la briser. Renforcez-vous et faites entrer dans cette chaîne d'union le plus d'alliés que vous pouvez. » « Vous désirez que nous vous ouvrons nos esprits et nos cœurs, » ajouta le guerrier indigné. « Regardez les Français, ce sont des hommes, ils se fortifient partout. Mais vous, nous sommes honteux de le dire, vous êtes comme des femmes, vous n'avez pas de fortifications. Il n'y a qu'un pas du Canada ici, et les Français peuvent facilement arriver et vous mettre à la porte. »

La défiance des Six Nations était encore plus forte qu'on ne l'avait dit. Bien que des présents leur eussent été prodigués avec une abondance extraordinaire et qu'une invitation générale leur eût été adressée, cent cinquante guerriers seulement se montrèrent. La moitié des Onondagas s'étaient retirés et avaient rejoint l'établissement formé à

(1) Hutchinson, *Histoire du Massachusetts*, III, 21.

Oswegatchie sous les auspices des Français. Les Mohawks mêmes allèrent se plaindre auprès des délégués du Massachusetts de ce que leur territoire leur avait été frauduleusement enlevé, — de ce que le sol sur lequel les Anglais dormaient et où brûlaient les feux autour desquels ils s'asseyaient n'avait jamais été acheté, mais avait en outre été arpenté et dérobé pendant la nuit (1). Les terres situées sur l'Ohio, les Indiens les appelaient leur propriété; et comme le Connecticut réclamait une partie de la Pennsylvanie, parce qu'en vertu de sa charte, sa juridiction s'étendait à l'ouest jusqu'à l'océan Pacifique, ils conseillèrent aux parties réclamantes respectives de rester tranquilles.

Après que les Peaux Rouges eurent tenu leur dernier conseil, et que le Congrès, par l'organe de son président, leur eût souhaité adieu, on reprit la discussion du pacte fédéral, et Franklin, ayant vu son projet accepté, fut chargé seul de le rédiger. Le 10 juillet, il présenta tout achevé le plan d'union permanente, qui fut lu, paragraphe par paragraphe, et discuté pendant la journée entière.

Le siège du gouvernement fédéral proposé devait être à Philadelphie, ville centrale, où l'on pouvait arriver, croyait-on, au bout de quinze ou vingt jours, même en partant du New Hampshire ou de la Caroline du Sud. La constitution était une sorte de compromis entre la prérogative royale et la souveraineté populaire. Le roi devait nommer et appointer un gouverneur général qui exercerait un droit de *veto* sur toutes les lois; le peuple des colonies, par l'intermédiaire des législatures, élirait, tous les trois ans, un grand conseil, lequel aurait seul la faculté d'adopter les bills. Chaque colonie devait envoyer un nombre de membres proportionnel au montant de ses contributions, cependant pas moins de deux,

(3) Alexandre Colden à C. Colden, juillet 1754.

et pas plus de sept. Le gouverneur général nommerait les officiers de l'armée, en prenant l'avis du conseil qui, de son côté, nommerait tous les fonctionnaires civils. Pour déboursement d'argent, il fallait le concours du gouverneur général et du grand conseil. Chaque colonie conserverait ses institutions domestiques; quant au gouvernement fédéral, il aurait à régler tous les rapports de paix ou de guerre avec les Indiens, les affaires de commerce et les achats de terres, non comprises dans les limites des colonies particulières; il aurait à fonder, à organiser et provisoirement à gouverner les nouveaux établissements, à lever des soldats et à équiper des vaisseaux de guerre pour les envoyer dans les mers, les rivières ou les lacs; il aurait à confectionner les lois et à lever des taxes justes et équitables. Le grand conseil devait se réunir une fois par an, et choisir lui-même son speaker; il ne pouvait être dissous, ni prorogé, ni continuer à siéger plus de six semaines consécutives, si ce n'est de son propre consentement.

Le plus chaud partisan de l'union et « le principal rédacteur de son plan (1), » c'était Benjamin Franklin. Il rencontra une grande opposition à ce sujet; presque chaque article fut contesté par l'un ou par l'autre (2). Les plus ardents défenseurs de Franklin furent les délégués de la Nouvelle Angleterre; cependant le Connecticut redoutait le droit de *veto* du gouverneur général. Du côté des royalistes, il n'y eut d'opposant que Delaney. Il aurait voulu réserver aux gouverneurs des colonies un droit de *veto* sur toutes les élections pour le grand conseil; mais on lui répondit qu'alors les colonies seraient taxées en réalité par un Congrès de gouverneurs. Les sources de revenus suggérées dans la dis-

(1) Shirley à sir Thomas Robinson, 24 déc. 1754.

(2) Lettres M.S. de Benjamin Franklin, du 21 juillet 1754.

cussion furent un droit sur les spiritueux et un impôt général du timbre (1). A la fin, après de longs débats, dans lesquels Franklin déploya une habileté consommée, les commissaires adoptèrent le projet de confédération « presque à l'unanimité. » « Il n'est pas tout à fait conforme à mes opinions, » dit Franklin, en rendant compte de ce résultat, « mais il est tel que j'ai pu l'obtenir (2); » on ordonna ensuite d'en faire des copies, pour que chacun des membres pût « soumettre le plan de l'union à l'examen de ses commettants; » on en transmit également une copie au gouverneur de chacune des colonies non représentées dans le congrès.

Les colonies de la Nouvelle Angleterre, dès leur enfance, avaient donné le jour à une confédération. William Penn, en 1697, avait proposé un Congrès annuel de toutes les provinces du continent américain, revêtu du pouvoir de régler le commerce. Franklin fit revivre cette grande idée et lui communiqua une vie durable. Lorsqu'il descendit l'Hudson, le peuple de New-York se pressa en foule autour de lui, pour lui souhaiter la bien-venue (3); et le même homme, qui était entré pour la première fois dans la ville en apprenti fugitif, se vit salué maintenant comme le promoteur de l'union américaine.

Pourtant le système adopté ne pouvait être tout à fait accepté, ni par la Grande Bretagne, ni par l'Amérique. L'attachement passionné de chaque colonie pour ses libertés individuelles particulières repoussait l'influence prédominante d'un pouvoir central. Le Connecticut rejeta le projet d'union; le New-York même se montra peu favorable à son égard; le

(1) Smith, *New-York*, II, 185. Gordon, *Histoire de la révolution américaine*, I.

(2) Lettres MS. de Franklin.

(3) Lettre de New-York, 17 juillet 1754. « Les gens honorables ont été en ce moment rendre leurs hommages à M. Franklin et ils en reviennent. »

Massachusetts chargea son agent de s'y opposer (1). Le bureau du commerce, en recevant le rapport des travaux du congrès, fut étonné d'y rencontrer un plan de gouvernement général, « complet en lui-même (1). » Les hommes réfléchis en Angleterre redoutaient l'union américaine comme la clef de voûte de l'indépendance.

Quant à Franklin, son amour pour l'union prenait dans son esprit des proportions bien plus majestueuses encore, et il y faisait entrer « le grand pays situé au delà des montagnes Apalachiennes. » Il dirigeait son attention vers l'extrême richesse du sol, la température salubre de l'air, la douceur du climat et l'immense importance d'une navigation intérieure par les lacs et les grandes rivières. « En moins d'un siècle, » disait-il, avec une sorte de don de prophétie, « cette contrée doit devenir incontestablement un État populeux et puissant. Aussi, par l'intermédiaire de Thomas Pownall, qui avait été présent à Albany pendant les délibérations du congrès, conseilla-t-il d'organiser immédiatement dans l'Ouest deux nouvelles colonies, qui auraient le pouvoir de se diriger et de se gouverner elles-mêmes, tout comme le Connecticut et Rhode Island; l'une de ces colonies devait s'établir sur le lac Érié, l'autre dans la vallée de l'Ohio avec sa capitale sur les bords du Scioto.

C'est ainsi que la liberté des colonies américaines, leur union et leur extension vers l'Ouest, devinrent les trois grands objets des préoccupations de Franklin pendant le restant de sa vie. Le ciel, dans sa miséricorde, accorda à cet illustre homme d'État assez de jours, pour qu'il pût être témoin de l'accomplissement de ses espérances dans toute leur grandeur.

(1) Le Massachusetts à Boilan, 31 déc. 1754.

(2) Représentation du Bureau du commerce, 29 oct. 1754, dans *Plantations Gén. B. 7, XLII*; et à Albany, *Documents de Londres, XXXI, 64*.

CHAPITRE VI

LES TREIZE ANCIENNES COLONIES. — ADMINISTRATION DE NEW-CASTLE (1734)

Les colonies américaines. — Leur population. — Blancs. — Noirs. — La Géorgie. — La Caroline du Sud. — La Caroline du Nord. — La Virginie. — Le Maryland. — La Pennsylvanie et le Delaware. — Le New Jersey. — La Nouvelle Angleterre. — Ses traditions. — Ses croyances.

En 1734, David Hume, à qui la pénétration de son intelligence avait fait découvrir le vide des systèmes prédominants en Europe dans le domaine de la pensée, sans cependant lui permettre d'y substituer en philosophie rien de mieux qu'un scepticisme idéal égoïste, ou sans lui laisser espérer d'autre fin bienheureuse pour la constitution anglaise que son absorption dans la monarchie, David Hume disait de l'Amérique en termes qu'il n'eut jamais besoin d'effacer et dans un esprit qu'il ne désavoua jamais : « Les germes de plus d'un magnifique État ont été jetés dans des climats, regardés comme condamnés à la désolation à cause des mœurs sauvages de leurs anciens habitants, et un asile est assuré dans ce monde de la solitude à la liberté et à la science. » Les treize colonies américaines, dont on projetait l'union, renfermaient, à cette époque, environ un million cent soixante-

cing mille blancs et deux cent soixante mille noirs, en tout un million quatre cent vingt-cinq mille âmes. Le bureau du commerce (1) compta parfois quelques milliers de plus; mais d'autres fois, en revisant son appréciation, il évalua ce chiffre à moins.

Au nombre des descendants de parents européens, il y en avait peut-être cinquante mille habitant le New Hampshire; deux cent sept mille, le Massachusetts; trente-cinq mille, Rhode-Island; et cent trente-trois mille, le Connecticut; il y avait donc dans la Nouvelle Angleterre quatre cent vingt-cinq mille âmes.

Dans les colonies du centre, le New York a pu avoir quatre vingt cinq mille âmes; le New Jersey, soixante-treize mille; la Pennsylvanie avec la Delaware, cent soixante-cinq

(1) La représentation du bureau au roi, basée en partie sur les registres matricules des soldats et sur les listes des contribuables, comprenait la Nouvelle Écosse; or, d'après l'autorité de Chalmers, dans son *Histoire de la révolte*, elle estimait la population de l'Amérique anglaise continentale, en 1754, à

Blancs	1,192,896
Noirs	292,738
Total	1,485,634 âmes.

Thomas Pownall, dont le frère était secrétaire du bureau du commerce, s'en tenant plus rigoureusement aux listes telles qu'elles étaient rédigées, porte le montant, pour les treize colonies, à 1,250,000. Voir « un mémoire très humblement adressé aux souverains de l'Europe sur l'état actuel des affaires entre l'ancien et le nouveau monde. » Le rapport du bureau du commerce du 29 août 1775, appuyé en partie sur des conjectures, évalue le nombre total des habitants blancs à 1,062,000. Shirley, dans une lettre à sir Thomas Robinson, du 15 août 1755, écrit que « les habitants peuvent être actuellement portés à 1,300,000 blancs au moins. » L'évaluation donnée dans le texte repose sur la confrontation de nombreux détails et opinions de l'époque, de journaux et de lettres privées, de rapports du bureau du commerce et de documents officiels des gouvernements provinciaux. Presque toutes ces données sont imparfaites. La plus grande divergence dans les estimations est relative à la

mille; le Maryland, cent quatre mille; en tout, pas loin de quatre cent cinquante-sept mille.

Dans les provinces méridionales, où la douceur du climat appelait les émigrants dans les clairières de l'intérieur, — où les terres de la couronne étaient souvent occupées, en vertu d'autorisations d'arpentage, sans lettres patentes, ou même sans autorisations, — où la population ne s'assemblait jamais que pour les revues, il y avait lieu à des méprises manifestes dans les énumérations. On peut assigner à la Virginie cent soixante-huit mille habitants blancs; à la Caroline du Nord, à peine moins de soixante-dix mille; à la Caroline du Sud, quarante mille; à la Géorgie, pas plus de cinq mille; à tout le pays donc situé au sud du Potomac, deux cent quatre vingt trois mille (1).

Pennsylvanie et aux Carolines. Celui qui, comme H. C. Carey, dans ses *Principes d'économie politique*, partie III, 25, voudra construire rétrospectivement des tables générales d'après les lois d'accroissement en Amérique, depuis 1790, se trompera fort peu. D'après plusieurs renseignements et calculs, j'arrive à former le tableau ci-dessous, comme se rapprochant assez de la vérité.

Population des États-Unis de 1750 à 1790.

	Blancs.	Noirs.	Total.
1750	1,040,000	220,000	1,260,000
1754	1,165,000	294,000	1,459,000
1760	1,385,000	310,000	1,695,000
1770	1,850,000	462,000	2,312,000
1780	2,283,000	562,000	2,845,000
1790	3,477,357	732,409	3,929,766

Les évaluations du bureau du commerce, en 1714, lors de l'avènement de Georges I^{er}, en 1727, lors de celui de Georges II et en 1754, furent, suivant Chalmers :

	Blancs.	Noirs.	Total.
1714	375,750	58,850	434,600
1727	501,000	78,500	580,000
1754	1,192,876	292,738	1,485,614

(1) Le bureau du commerce, au mois d'août 1755, assigne à la Géorgie 3,000 habitants blancs; à la Caroline du Sud, 25,000; à la Caroline du

La population blanche de n'importe laquelle de cinq provinces, ou peut-être même de six provinces américaines, était plus considérable à elle seule que celle de tout le Canada, et prise dans son ensemble en Amérique, elle surpassait de quatorze fois celle du Canada.

Quant aux individus d'origine africaine, leur résidence se déterminait principalement par le climat. Le New Hampshire, le Massachusetts et le Maine peuvent avoir eu trois mille nègres; Rhode Island, quatre mille cinq cents; le Connecticut, trois mille cinq cents; toute la Nouvelle Angleterre donc, près de onze mille.

Le New York seul n'avait pas loin de onze mille noirs (1); le New Jersey, environ la moitié de ce nombre; la Pennsylvanie avec la Delaware, onze mille; le Maryland, quarante-quatre mille; les colonies du centre toutes ensemble, soixante-onze mille.

Dans la Virginie, il n'y en avait pas moins de cent seize mille; dans la Caroline du Nord, peut-être plus de vingt mille; dans la Caroline du Sud, quarante mille au moins; dans la Géorgie, deux mille environ; de sorte que le pays au sud du Potomac peut avoir eu cent soixante-dix-huit mille noirs.

Dans le groupe du Sud, la Géorgie (2), — cet asile choisi pour l'infortune, — avait languì sous la tutelle d'une corporation, dont les bienfaits n'avaient pas été à la hauteur de la bienveillance de ses intentions. Le conseil de ses curateurs n'avait pas accordé le moindre droit législatif à ceux qu'il

Nord, 50,000; à la Virginie, 125,000; au Maryland, 100,000; à la Pennsylvanie avec la Delaware, 220,000; au New Jersey, 75,000; au New-York, 55,000; au Connecticut, 100,000; à Rhode Island, 30,000; à la baie de Massachusetts, 200,000; au New Hampshire, 75,000.

(1) O'Callaghan, *Histoire documentaire du New-York*, III, 843.

(2) Chalmers, *Révolte*, II, 803.

s'était chargé de protéger, mais se rassemblant dans une taverne de Londres (1), il avait imposé de sa propre autorité des taxes sur le trafic de la colonie avec les Indiens. Le travail industriel était découragé par la substitution des propriétés; l'été, se prolongeant au delà des mois de sa durée propre, engendrait des émanations pestilentielles dans les terres basses, dès que celles-ci se trouvaient sous l'influence du soleil; la soie américaine, il est vrai, était admise à Londres en franchise de droits; mais les besoins du désert ne procuraient pas le loisir nécessaire à l'éducation du ver à soie et au dévidage des cocons; le cultivateur n'avait pas appris non plus à recueillir le coton du duvet des cotonniers; l'indigent, à qui la charité avait offert ce pays pour refuge, murmurait d'un exil qui lui faisait subir de nouveaux chagrins d'une autre espèce; les quelques individus ayant des moyens d'existence se retiraient dans la Caroline. Au mois de décembre 1751, les curateurs demandèrent à l'unanimité à faire abandon de leur charte, et, avec l'approbation de Murray (2), toute l'autorité pendant deux ans émana du roi seul. En 1754 (3), lorsque le premier gouverneur royal entra en fonctions, en même temps qu'un conseil royal, il convoqua, en vertu de sa commission, une assemblée législative. La couronne institua des tribunaux et nomma des fonctionnaires du pouvoir exécutif et des juges, jouissant de traitements fixes payés par l'Angleterre; mais le peuple, se retranchant dans le corps représentatif et imitant les précédents des autres colonies, gagna, malgré son état d'enfance, assez de vigueur pour refréner l'autorité déléguée sous toutes ses formes.

(1) Knox, 162, 164. Stokes sur les Colonies, 164.

(2) Chalmers, *Opinions de légistes éminents*, I, 187, 188.

(3) Les lords du commerce au gouverneur Reynolds, 24 juillet 1754. Sir James Wright à Hillsborough, 28 fév. 1771.

La Caroline du Sud prospérait et était heureuse. Sa population ardente, souffrant avec impatience toute contrainte venant du dehors, facile à s'enflammer, était parvenue à accroître sa puissance par tous les modes d'empiétement sur le pouvoir exécutif, et par ses réclamations à obtenir la faculté de se donner elle-même des lois ; mais elle n'excita pas la jalousie des Anglais en faisant concurrence à leur industrie, ou en pratiquant la contrebande sur une grande échelle ; aussi la législation anglaise se montra toujours indulgente à son égard. On mitigea les lois de navigation en faveur du riz, dont la culture couvrait annuellement les marais fertiles et inépuisables de la province d'un tapis sans fin de verdure ; la plantation de l'indigo, qui croissait à l'état sauvage au milieu des terrains boisés, fut encouragée, tout comme la production des approvisionnements maritimes, et cela au moyen de primes sur le trésor royal de la Grande Bretagne ; en revanche, les Caroliniens n'envisageaient pas comme un grief de recevoir par l'intermédiaire de l'Angleterre même des objets manufacturés étrangers, qui, en vertu du système de remise partielle des droits de douanes, leur parvenaient à la vérité chargés d'une taxe, mais leur coûtaient pourtant moins cher qu'aux consommateurs de la métropole. Ils avaient désiré et obtenu la présence de troupes pour intimider les tribus sauvages des frontières et pour en imposer à leurs propres esclaves. Ils étaient propriétaires, sauf le paiement au roi de petites redevances, qui ne pouvaient jamais être rigoureusement exigées ; un titre à des portions du domaine royal leur était octroyé à des conditions avantageuses ; et qui d'ailleurs aurait inquiété l'aventurier, construisant sa cabane selon son gré et faisant paître ses troupeaux dans des savanes et des forêts dont on n'avait jamais pris possession en détail ? Les marchands d'esclaves n'étaient que trop disposés à faire leurs fournitures à crédit

aux laboureurs. Affranchi d'impôts excessifs, protégé par des soldats à la solde de l'Angleterre, le planteur frugal jouissait sans partage des bénéfices de son entreprise et pouvait doubler son capital au bout de trois ou quatre ans. L'amour de la vie rurale prévalait partout; l'artisan économe échangeait son échoppe, le marchand abandonnait les chances stimulantes de la mer, pour cultiver des biens lui appartenant en propre.

La Caroline du Nord, avec à peu près deux fois autant d'habitants blancs que sa voisine du Sud, n'avait pas un seul village considérable. Ses riches marais le long de la mer produisaient du riz; ses terrains d'alluvion abondaient en maïs; les travailleurs libres, employant peu les nègres, extrayaient avec empressement la térébenthine et le goudron des pins de ses blanches plaines sablonneuses; une population robuste et rapidement croissante, maîtresse de ses volontés, se tenait dispersée sur les plateaux fertiles. Là, au sein d'un désert illimité, de hardis émigrants, indifférents aux luttes de l'Europe, incapables de fourberie, affranchis d'impôts, ne répondant de leur conduite à aucun maître, occupaient sans crainte des terres qui leur semblaient n'avoir point de possesseur. Leurs pourceaux parcouraient les forêts; les éclaircies de verdure dans les bois servaient de pâturages à leurs innombrables troupeaux; leurs jeunes gens, habitués à la frugalité et capables de supporter les fatigues, pêchaient le long des ruisseaux où le poisson se trouvait en abondance et se livraient à un délicieux sommeil à l'ombre des arbres; ou bien ils surprenaient le castor, ou, munis d'un fusil et d'une gibecière, ils attendaient à l'affût le daim, lorsqu'il allait étancher sa soif à quelque courant; ou bien encore, par petites bandes, ils rôdaient sur les sommets des Alleghanys, en quête de fourrures de grand prix. Comment l'autorité royale aurait-elle pu pénétrer dans une

semblable région? Si le gouverneur royal, Arthur Dobbs, écrivain d'une certaine réputation, insistait sur l'introduction de la prérogative royale, la législature ne se faisait pas scrupule de refuser le moyen de pourvoir aux dépenses de l'administration. Cherchait-il à établir l'Église anglicane; ces enfants de la nature, dépourvus de bigotisme et des préjugés de sectes, se sentaient tout disposés à accueillir l'institution d'un culte public, pourvu que les administrateurs des paroisses pussent choisir eux-mêmes leurs ministres. Voulait-il percevoir les redevances des habitants, presque tous tenanciers du roi; on ajournait indéfiniment la régularisation des rôles de revenus.

Dans la Caroline et dans la Virginie, aussi bien que dans les autres gouvernements royaux, le roi désignait, sous son seing privé, le gouverneur et le conseil, qui constituaient également la cour de chancellerie; les juges provinciaux, choisis par le roi ou le gouverneur royal, ne conservaient leur charge que selon le bon plaisir du monarque (1); quant aux cours de vice-amirauté, les lords de l'amirauté y nommaient un juge, un greffier et un maréchal; les commissaires des douanes faisaient choisir des contrôleurs et collecteurs, dont l'un résidait dans chaque port considérable; les juges de paix et les officiers de la milice étaient à la nomination du gouverneur et de son conseil. Les francs tenanciers n'étaient qu'une des branches de la législature, et ici, comme dans tous les gouvernements royaux, c'était le conseil qui formait l'autre branche. En Virginie, il y avait moins lutte que partout ailleurs entre le pouvoir exécutif et l'assemblée, en partie, parce que le roi y possédait un revenu permanent provenant de redevances et de concessions perpétuelles, en partie, parce que le gouverneur résidait en Angleterre et

(1) *Opinions de légistes éminents*, I, 222, 223.

prenait soin que son lieutenant ne compromît pas sa sinécure par des contestations. Il s'ensuivit que le conseil, grâce à l'importance du caractère personnel de ses membres, acquit une influence inaccoutumée. L'Eglise d'Angleterre trouva un soutien dans l'autorité législative, et les sectes plébéiennes se virent prosrites quant à présent; mais la grande étendue des paroisses empêcha l'unité du culte public. Bedford, pendant qu'il était en fonction, s'était montré favorable à la nomination d'un évêque anglais en Amérique; mais comme son opinion décidée et les instances de Sherlock et de Secker n'avaient pas prévalu, les bénéfices furent conférés à des prêtres ordonnés en Angleterre et pour la plupart d'origine anglaise, trop souvent mal élevés et licencieux, dont les crimes soulevèrent la Virginie à s'emparer du droit d'attacher des ministres du culte à ses églises. Cette province ne renfermait pas une seule ville considérable; la coutume de vivre dispersés ne rendait pas les écoles libres faciles à fonder. Parfois les fils des planteurs opulents se rendaient en Europe; par ci par là un homme de grand savoir, quelque royaliste écossais, quelque exilé que le malheur entourait d'une sorte de mystère, cherchait sa sécurité en Virginie et y donnait l'instruction. La contrée comprise dans les limites où la marée se fait sentir se trouvait divisée entre les planteurs qui, pour la culture du tabac, recevaient des encouragements de la législation anglaise. Isolés dans leurs vastes possessions, ils se montraient cordialement hospitaliers. Dans le calme de leur vie solitaire, sans le secours d'une presse active, ils apprenaient de la nature ce que d'autres recueillaient de la philosophie, à raisonner hardiment, à ne renfermer leur liberté d'esprit que dans les bornes qu'ils se prescrivaient eux-mêmes. Ils étaient philosophes à la manière de Montaigne, sans avoir entendu parler de lui. Les chevaux, c'était leur orgueil; les réunions

des cours de comté, leurs jours de fête; les courses de chevaux, leur plaisir. Quant à la permission d'étendre l'esclavage des nègres, les opinions étaient partagées et comp- taient presque le même nombre d'adhérents; mais l'Angle- terre tenait des marchés d'esclaves ouverts dans chaque local de cours de comté, au moins jusqu'à la montagne du sud-ouest, en partie, pour enrichir ses marchands d'esclaves, en partie, pour affaiblir la force de résistance coloniale en équilibrant les races. Le travail industriel des Virginiens n'entraînait pas en concurrence avec celui de la mère-patrie; ils avaient peu de mains, ne prenaient point part aux pêche- ries, et ne construisaient point de navires pour la vente. Les facteurs anglais achetaient leurs produits et leur fournis- saient ce dont ils avaient besoin. Leurs rapports avec la métropole étaient bien plus étroits qu'avec les colonies du Nord. L'Angleterre constituait leur marché et leur entre- pôts, et ils l'appelaient encore leur « patrie. »

Cependant la prérogative royale rencontrait peu de par- tisans en Virginie. Son assemblée envoyait, quant bon lui semblait, un agent spécial en Angleterre, elle élisait le trésorier de la colonie et elle conduisait ses délibérations avec dignité et indépendance. Chez les habitants la fierté de la liberté individuelle paralysait tout à fait l'influence royale. Ils se montraient d'autant plus indépendants, qu'ils for- maient la plus ancienne colonie, la plus nombreuse, la plus riche et, sous le rapport territorial, la plus étendue. Les droits de propriété de la couronne sur leur domaine non vérifiés étaient reconnus, pourtant l'opinion admettait facile- ment les théories qui attribuaient à juste titre cette propriété à la colonie elle-même. La population se répandait de plus en plus au loin sur un territoire enchanteur et facilement productif. Elle remontait les rivières vers les plateaux et se rassemblait en assez grand nombre dans les vallées formées

par d'agréables chaînes de montagnes; là, le sol rouge et fertile portait du blé en abondance et communiquait aux fruits la saveur la plus délicate. Dans la charmante région du comté d'Orange, au milieu de ses forêts à moitié ouvertes, dans une habitation prospère (1), déjà jouait sur la pelouse Madison enfant, Madison autour duquel un naturel aimable amassait les espérances de l'Union américaine. Plus profondément enfoncé dans le désert, sur les hauteurs d'Albemarle, Thomas Jefferson, fils d'un arpenteur, dont on n'a conservé que le souvenir d'une seule génération d'ancêtres, demeurait à la lisière des forêts, et dès son enfance pouvait admirer le spectacle le plus magnifique, sans qu'aucune crête élevée ne vint s'interposer entre la maison paternelle et l'océan reculé; là il étudiait avec ardeur le grec, le latin et le français, et d'un pied flexible foulait les montagnes à la poursuite du gibier. Au delà de la chaîne bleue on descendait des clairières de la Pennsylvanie vers le Midi; il y avait là des individus des nations les plus diverses, des Irlandais, des Écossais et des Allemands, toujours en lutte avec les officiers du roi, occupant des terres sans part déterminée, ou sur de simples autorisations d'arpentage, sans lettres patentes ni redevances à payer, déjouant jusqu'au bout les mesures arrêtées par l'Angleterre. Partout en Virginie le sentiment de l'individualisme donnait naissance au républicanisme.

(1) Le célèbre Madison m'a raconté en détail les incidents de sa carrière depuis son enfance jusqu'à sa vieillesse. Il fut envoyé à l'école, dans le comté du roi et de la reine, chez Donald Robertson, homme instruit, qui avait émigré des Highlands d'Écosse, et était soupçonné d'avoir participé à l'insurrection de 1745 et d'être catholique romain. Madison, pendant son séjour à l'école, avait un poney, et la dépense totale pour l'entretien de l'enfant et de son cheval s'élevait à huit livres, monnaie de Virginie, par année; pour l'instruction, à quarante shellings par an. Une génération auparavant, le père de Madison allait à l'école chez le frère aîné du chancelier Pendleton, un bon maître, et la dépense totale d'entretien et d'instruction s'élevait à cinq livres par an.

L'esprit indomptable des habitants, tout en ne s'écartant pas des formes établies, ne souffrait pas de contrainte et ne se soumettait qu'à sa propre direction.

Au nord du Potomac, au centre de l'Amérique, se trouvaient les États propriétaires du Maryland et de la Pennsylvanie, ainsi que la Delaware. Là le roi n'avait d'autres officiers que ceux des douanes et des cours de l'amirauté; son nom était à peine mentionné dans les actes du gouvernement et ne pouvait mettre des bornes à l'influence du peuple.

Pendant la dernière guerre, le Maryland avait joui d'un repos sans interruption, n'avait fourni aucune levée d'hommes pour l'armée et que fort peu de contributions en argent. La législature ne s'y occupait que des affaires intérieures, et le rapide accroissement du nombre des habitants témoignait de la prospérité du pays. Le jeune Frédéric, lord Baltimore, le sixième revêtu de ce titre, jeune homme dissolu et débauché, amateur de vin jusqu'à l'ivresse et des femmes jusqu'à la folie, était, en prince jaloux de sa prérogative, quoique peu soucieux des affaires, le seul propriétaire de la province. A lui semblait appartenir le droit d'initiative de toutes les lois, bien que la branche démocratique de la législature eût assumé ce pouvoir, en ne laissant au propriétaire qu'un triple veto à exercer par son conseil, son lieutenant ou par lui-même. C'était lui qui instituait les cours de justice et en désignait tous les membres; qui punissait les délinquants condamnés ou leur pardonnait; qui nommait à son gré les conseillers, tous les fonctionnaires de la colonie et tous les nombreux fonctionnaires de comtés; qui enfin possédait exclusivement le domaine non approprié. Se réservant les terres de choix pour ses propres manoirs, il avait la population entière pour ses tenanciers, moyennant des redevances qui, en 1754, excédaient vingt-cinq mille dollars par

an, et qui augmentaient rapidement. A chaque concession dans le domaine inculte, il recevait un cautionnement en espèces; étaient siens les droits d'aubaine, les droits de tutelle et les produits de tenures féodales. Des amendes du chef d'aliénation, bien qu'abolies en Angleterre, se payaient à son profit à chaque transfert et il percevait encore des amendes sur les legs. Il jouissait d'un droit de port perpétuel de quatorze pence par tonneau sur les bâtiments non possédés par un habitant de la province, droit qui s'élevait à près de cinq mille dollars annuellement; enfin il retirait en outre un tribut pour patentes accordées aux colporteurs et petits marchands ambulants, et aux équipages des ports.

Tel était le revenu de lord Baltimore. Pour le service public il n'avait pas besoin de fonds votés tous les ans. En vertu d'un acte de 1704 (1), regardé comme devant toujours subsister, une taxe d'exportation d'un shelling par chaque baril de tabac fournissait une somme qui croissait annuellement et qui déjà ne s'élevait pas à beaucoup moins de sept mille dollars, plus qu'assez pour le traitement du lieutenant-général; tandis que les autres fonctionnaires se payaient au moyen de fiefs et de gratifications. Ainsi l'assemblée avait rarement l'occasion d'imposer des taxes, sauf pour l'indemnité de ses propres membres.

Outre le pouvoir de désigner les fonctionnaires de la colonie, indépendants du peuple, lord Baltimore, comme prince et palatin pouvait appeler ses hommes liges à la défense de sa province. A lui appartenait aussi le pouvoir d'émettre des ordonnances pour le maintien de l'ordre; d'ériger des villes et des cités; d'accorder des titres honorifiques; de conférer tous les bénéfices (2). L'acte colonial de 1702 avait partagé le Maryland en paroisses et établi l'Eglise anglicane, en la dotant

(1) Bacon, *Lois du Maryland*, 1704, ch. X, 211.

(2) Trott, *Collection de lois*, etc., 172.

du produit d'une taxe annuelle de quarante livres de tabac par tête. Les paroisses étaient environ au nombre de quarante, et elles augmentaient de valeur, car quelques-unes promettaient de rapporter bientôt un millier de livres sterling par an. Ainsi le dissolu lord Baltimore exerçait un patronage plus étendu sur l'Église qu'aucun propriétaire foncier en Angleterre, et, comme il n'y avait pas d'évêque en Amérique, des voleurs, des individus qui avaient échappé à la justice, des gens souillés par l'intempérance et la luxure (1) (ce que j'écris ici, je ne l'avance pas à la légère, car j'ai sous les yeux la preuve de ces allégations), venaient se caser dans les paroisses du Maryland, grâce à la corruption et à la faiblesse du propriétaire de cette province.

Le roi ne s'était pas réservé le moindre droit de réviser les lois du Maryland, et il ne pouvait pas les annuler, sauf si elles étaient reconnues contraires aux lois de l'Angleterre. Bien que les actes du commerce fussent en vigueur, il était spécialement interdit au pouvoir royal « d'imposer ou d'engager à imposer des droits de douane ou autres taxes, contingents ou contributions quelconques, dans la province, ou sur n'importe quelle marchandise à charger ou à décharger dans ses ports (2). » La population, dont le douzième environ se composait de catholiques romains (3); participait au pouvoir par l'intermédiaire de l'assemblée; et comme le sol qu'elle occupait n'avait jamais été ravagé, sa richesse ne s'était jamais trouvée épuisée par les impôts; les planteurs dispersés jouissaient, sous un délicieux climat, d'une vie aussi calme et aussi heureuse que cela était compatible avec

(1) Plusieurs lettres du lieutenant gouverneur Sharpe. Mais voir en particulier H. Sharpe à Hammersly, 22 juin 1768, et T. B. Chandler à S. Johnson, 9 juin 1767.

(2) Charte pour le Maryland, § XVII et § XX.

(3) Cette estimation est celle du lieutenant gouverneur Sharpe.

la prédominance de l'esclavage des nègres et les restrictions de la puissance populaire.

Dans la Pennsylvanie, y compris les comtés de la Delaware, la population, dont le nombre paraît avoir doublé en seize ans (1), était déjà maitresse; aussi lui disputer l'autorité c'eût été introduire une anarchie manifeste. Les propriétaires communs du territoire noble étaient Thomas et Richard Penn; le premier en possédait les trois quarts. Ce territoire pouvait se subdiviser indéfiniment par héritage. Le pouvoir politique qui leur avait été légué rapportait peu de dignité ou de profit personnel. Le domaine inculte leur appartenait; cependant le Connecticut, qui prétendait s'étendre jusqu'à l'océan Pacifique, s'en était déjà approprié une partie et, comme les Penns, cherchait à confirmer ses prétentions au moyen d'actes émanés des Six Nations (2).

Le lieutenant gouverneur avait un droit de veto sur les décisions législatives, mais lui-même dépendait de l'assemblée pour son traitement annuel et avait souvent à opter entre la condescendance et la pauvreté. Le droit de révision des actes législatifs était dénié au conseil, que les propriétaires nommaient, et aux propriétaires eux-mêmes, et un long usage avait confirmé cette dénégation (3). Dans le pays des Penns, la législature ne se composait que d'une seule branche et Benjamin Franklin en était l'âme. Elle avait une existence indépendante; elle pouvait se réunir sur sa propre convocation et aucun pouvoir ne pouvait ni la provoquer, ni la dissoudre; mais une responsabilité assez légère en forçait les membres à se présenter annuellement devant leurs

(1) Franklin, *Œuvres*, IV, 40.

(2) Traité entre la compagnie connecticutienne du Susquehanna et les chefs des Six Nations, Albany, 11 juillet 1754.

(3) Proud, *Pennsylvanie*, II, 284.

mandants. L'assemblée ne permit jamais aux propriétaires, résidant en Angleterre, de nommer les juges; ils devaient l'être par le lieutenant gouverneur, résidant dans le pays, et, comme lui, ils dépendaient de l'assemblée pour les émoluments de leurs charges. Tous les shériffs et coroners étaient élus par le peuple. On levait les impôts au moyen d'un droit d'accise et c'étaient des commissaires provinciaux qui en percevaient et en déboursaient le produit. Le bureau des terres se trouvait placé sous le contrôle des propriétaires, mais, pour en balancer l'influence politique, l'assemblée insista avec ardeur sur son droit de continuer à exercer sa surveillance sur le bureau des emprunts et du papier monnaie.

Les lois établissaient pour la Pennsylvanie l'affranchissement complet du domaine de la pensée. Une presse éclairée y développait les principes des droits de citoyen; la ville principale y protégeait la science, et, grâce à la munificence privée, un navire avait tenté, à la sollicitation de Franklin, de découvrir le passage du nord-ouest (1). On y avait doté une bibliothèque, et accordé une charte à une académie, qui promettait de donner des preuves d'activité intellectuelle et d'indépendance. Nul serment, nul test, ne barrait l'accès aux emplois publics. L'Église anglicane, sans se voir soutenue par la loi, faisait concurrence à tous les cultes dissidents. Les presbytériens, qui se sentaient tout disposés à combattre pour leurs libertés, commençaient à balancer les enthousiastes, qui étaient prêts à souffrir pour les leurs. Cependant les quakers, la plus humble des sectes plébéiennes et la plus hardie de toutes, — qui avaient divorcé avec le moyen âge sans conserver un fragment ni une trace de ses liens, — qui avaient aboli non seulement l'aristo-

(1) Lettres MS. de B. Franklin, Philadelphie, 28 fév. 1753.

cratie du glaive, mais toute guerre, — non seulement la prélature et la théocratie, mais les symboles et les règles antérieures, les sacrements et les pratiques formelles, — les quakers, ces spiritualistes purs, et ces apôtres de la souveraineté et de la liberté de la raison, — dominaient encore la législation et l'opinion publique. Toujours impatients de toute autorité, ils se montraient méfiants vis-à-vis de la nouvelle génération des propriétaires, qui s'était éloignée de leur société, qui organisait le gouvernement en vue de ses intérêts personnels, qui échappait à la taxe de ses biens coloniaux et ne voulait pas répondre sur le pied d'égalité à la société des Amis, dont les usages ne permettaient pas d'accompagner les noms des Penns de qualifications et de titres (1).

Le New Jersey, actuellement un gouvernement royal, jouissait sous le vieux Belcher d'une tranquillité relative. Il trouvait que la généralité du peuple était « trop rustique, » et manquait « d'instruction (2). » Aux yeux du gouverneur calviniste, les quakers de cette province semblaient manquer « d'orthodoxie en fait de principes religieux ; » mais il détournait d'eux les tendances oppressives du bureau de commerce et la rapacité des grands prétendants aux terres, qui occupaient des sièges dans le conseil. « J'ai à louvoyer, » disait-il, « entre Scylla et Charybde ; à plaire aux ministres du roi en Angleterre et à une population irritable ici ; à me tenir dans le vent de ceux-là et à gagner le large pour celle-ci (3). » Abrisé par sa position, le New Jersey refusait de participer aux dépenses résultant des alliances avec les Indiens, et souvent ne s'inquiétait pas de pourvoir à ses dé-

(1) Lettres de T. et J. Penn au lieutenant gouverneur de la Pennsylvanie.

(2) Gouverneur Belcher au comte de Leven.

(3) Belcher à sir Peter Warren.

penses annuelles ; au lieu de montrer du zèle à prendre leur part des charges de la guerre, les enthousiastes paisibles mais très obstinés de cette province avaient foi dans l'extension d'un empire pacifique « de la mer à la mer, » et dans l'accomplissement des prophéties qui annonçaient que « les nations ne lèveraient plus le glaive contre les nations, et n'apprendraient plus le métier de la guerre. »

Là aussi sur les bords du Delaware, des hommes qui travaillaient pour parvenir au calme intérieur et pour vivre dans l'esprit de vérité, apprenaient à aimer Dieu dans toutes ses manifestations au sein du monde visible ; et ils protestaient contre toute cruauté envers la moindre créature en qui le souffle divin avait allumé la flamme de la vie. Convaincu du progrès possible de la charité évangélique, un tailleur de profession, John Woolman, satisfait du bonheur dans l'humilité, « se leva comme une trompette, au moyen de laquelle le Seigneur parla à son peuple (1). » pour rendre les maîtres des nègres sensibles au mal qu'ils commettaient en tenant les habitants de l'Afrique en esclavage (2) ; et par ses discours aux meetings des Amis ; il recommanda cette portion opprimée de la création à l'attention de chaque individu et de la société. Ayant reconnu, grâce à une lumière éclatante et radieuse, la preuve manifeste de la vérité divine, et ne craignant pas de froisser qui que ce fût par sa simplicité, il se mit à voyager beaucoup sur le continent américain et voulut répéter aux hommes réfléchis, que « des gens habitués à travailler modérément pour leur existence, à élever leurs enfants dans la frugalité et l'occupation, mènent une vie plus heureuse que ceux qui vivent du travail des esclaves ;

(1) Un témoignage de la réunion mensuelle des Amis, tenue à Burlington, N. J.

(2) Le témoignage des Amis dans le Yorkshire.

que des hommes libres trouvent de la satisfaction à pourvoir aux besoins de leurs familles et à améliorer le sort de celles-ci ; mais que des nègres, travaillant dans l'intérêt d'autres personnes qui prétendent ne voir en eux que leur propriété, et ne pouvant compter sur rien que sur l'esclavage pendant leur vie, n'ont pas le même stimulant pour devenir industriels. » « Quand on est en possession du pouvoir, » continuait-il, « trop souvent on en abuse ; bien que nous fassions des esclaves des nègres et que les Turcs fassent des esclaves des chrétiens, la liberté n'en est pas moins le droit de tous les hommes indistinctement (1). »

« Les esclaves, » disait-il, « me paraissent semblables à une lourde pierre pour ceux qui se chargent d'eux. Le fardeau devient de plus en plus accablant, jusqu'à ce que le temps nous entraîne dans une voie fâcheuse pour nous. » « Il peut être juste pour le Tout-Puissant, » répondit un de ses auditeurs, « de régler les choses ainsi. » Tandis qu'il professait des vues consolantes et célestes relativement à la sollicitude et à la providence du Tout-Puissant vis-à-vis de l'homme, comme étant la plus noble de ses créatures visibles, et qu'il était pleinement persuadé qu'à mesure que la doctrine vivifiante du Christ viendrait à régner sur la terre, tous les abus et toutes les oppressions inutiles aboutiraient à leur fin, cependant, sous l'influence du sentiment de l'injustice débordant de toute part, sa vie était souvent une vie de tristesse ; c'était une idée fixe dans son esprit, que le trafic d'importation des esclaves et l'habitude d'en tenir suspendaient sur le pays d'épaisses ténèbres. « Bien que grand nombre de personnes se jettent de gaieté de cœur dans cette

(1) *La vie et les voyages de John Woolman*, 3^e édition, 25, 28, 47, 50, 51. Je suis redevable à un ami inconnu d'une copie de ce spécimen extraordinairement beau d'autobiographie de l'esprit.

manière d'agir, les conséquences en seront déplorables pour la postérité. » Il allait donc environné d'une clarté et d'une consolation divine, pour chercher à persuader aux hommes que « la pratique de continuer l'esclavage n'était pas juste ; » et en termes les plus calmes et les plus modérés, il s'efforçait, au moyen de la presse (1), « d'éveiller l'idée d'une fraternité universelle et la disposition à se laisser facilement toucher par le sentiment des afflictions d'autrui. » Les hommes auxquels il s'adressait sur les deux rives du Delaware n'étaient pas d'accord avec lui, quant à tous les points de la question d'avoir des nègres en propriété ; généralement pourtant l'idée d'émanciper les esclaves l'emportait et les maîtres commençaient à les affranchir, « parce qu'ils n'avaient pas passé de contrat pour leur travail et que la liberté était leur droit. »

Le New York formait à cette époque le centre de l'intérêt politique. Sa position l'engageait à encourager l'union américaine. Possédant le port le plus convenable sur l'Atlantique avec des baies qui s'étendaient des deux côtés et un fleuve navigable qui pénétrait dans l'intérieur des terres, il tenait les clefs du Canada et des lacs. Crown Point et Niagara, ces monuments de l'ambition française, constituaient des empiétements sur ses limites. Sa frontière au dedans du continent, mal déterminée et traçant un circuit au nord, lui faisait contester au New Hampshire le pays situé entre le lac Champlain et le Connecticut et s'étendait vers l'ouest à une distance infinie. Dans son sein, à Onondaga, brûlait le feu du conseil des Six Nations, dont des bandes irrégulières s'étaient établies près de Montréal, sur la rive septentrionale du lac Ontario et sur l'Ohio ; dont les chasseurs rôdaient

(1) Les Œuvres de John Woolman, 2^e partie. Quelques considérations sur la possession de nègres. Imprimées d'abord en 1754.

au nord-ouest et à l'ouest; dont les partis de guerre avaient pendant des siècles entrepris des excursions jusque dans la Caroline. Là se concentraient les rapports de beaucoup les plus importants avec les Indiens, à l'occasion desquels la grande idée d'une union générale se traduisait en une réalité. C'était pour apaiser la guerre héréditaire des Six Nations avec les Indiens du Sud que la Caroline du Sud et le Massachusetts s'étaient réunis pour la première fois à Albany; c'était pour confirmer l'alliance avec eux et leurs alliés, que la Nouvelle Angleterre et tous les États du centre, sauf New Jersey, s'étaient assemblés en congrès. Mais il fallait un motif plus élevé pour unir les diverses colonies sous une seule souveraineté; or ce motif existait aussi sur les bords de l'Hudson, et les hommes d'État du New-York s'attachèrent avec persévérance et sans hésitation à l'idée d'un empire américain uni.

L'Angleterre ne posséda jamais l'affection de ce pays qu'elle avait acquis par la conquête. Les fonctionnaires anglais envoyaient chez eux des plaintes au sujet de la déloyauté des « républicains hollandais. » On reprochait aux descendants des réfugiés huguenots leur origine et on les invitait à accepter avec reconnaissance les libertés anglaises comme une faveur; nulle part les collisions entre le gouverneur royal et l'assemblée coloniale n'étaient aussi violentes, ni aussi invétérées: nulle part la législature, par sa manière d'accorder des subsides, n'avait autant restreint le pouvoir exécutif et ne se l'était autant approprié; nulle part les rapports de la province avec la Grande Bretagne n'avaient été controversés avec plus d'aérimonie. Le bureau du commerce regardait la législature provinciale comme subordonnée, comme devant son existence aux actes de la prérogative royale, aux commissions royales et aux instructions royales, comme ne possédant enfin aucun des attributs de la souve-

raineté; tandis que le peuple voyait dans ses représentants un corps participant à la souveraineté, existant en vertu d'un droit inhérent à lui et placé sur le même rang que la chambre des communes en Angleterre.

Les affaires de religion entraînaient aussi des luttes politiques. Dans une province composée principalement de calvinistes, l'Eglise anglicane était favorisée, quoique non reconnue officiellement par la loi; mais un acte de la prérogative royale, limitant le choix du président du collège provincial à ceux qui faisaient partie de la communion de l'Eglise anglicane, agita l'opinion publique et réunit les presbytériens dans leurs sentiments de défiance vis-à-vis de l'autorité royale.

Les lois du commerce soulevaient encore plus de résistance. Pourquoi une population, dont la moitié était d'origine étrangère, devait-elle se voir exclue du monde entier, sauf l'Angleterre? Pourquoi les enfants de la Hollande devaient-ils se voir repoussés des ports des Pays-Bas? Pourquoi leurs navires devaient-ils se procurer les produits de l'Europe et, en vertu d'une loi postérieure, les produits de l'Asie, dans les seuls ports de l'Angleterre? Pourquoi les esclaves nègres constituaient-ils le seul objet considérable de commerce étranger que l'Angleterre ne s'opposait pas à laisser débarquer d'abord sur les rivages du New York? Le système restrictif anglais ne fut jamais reconnu comme légitime par cette province et fut violé par toute l'Amérique, mais surtout par le New York, à un point qu'on ne peut aisément s'imaginer. Pour en donner un exemple, le ministère avait été invité, en 1752, à observer que, tandis que la consommation du thé croissait annuellement en Amérique, les exportations de l'Angleterre diminuaient (1). Pendant les

(1) Clinton au Bureau du commerce, 4 octobre 1752 : « L'opposition dans cette province se compose principalement de marchands. » « Tout

vingt années suivantes, l'Angleterre y chercha un remède; et pendant ce temps-là, la petite île de Saint-Eustache, un amas de rochers n'ayant que deux lieues de longueur sur une de largeur, sans un ruisseau ou une source, recueillit dans ses entrepôts les produits de la Hollande, de l'Orient, du monde; son port se remplissait de plus en plus des flottes de vaisseaux de commerce des colonies, qui, si cela était nécessaire, complétaient leurs cargaisons en entrant dans les îles françaises, munis de papiers hollandais. Les statuts anglais, qui faisaient des relations commerciales de l'Amérique avec l'Angleterre non un lien, mais une servitude, ne servirent qu'à dissimuler le commerce étranger qu'ils prétendaient empêcher. L'Amérique achetait à peine davantage de l'Angleterre qu'elle ne l'aurait fait sous le système de la liberté de commerce; et ce médiocre avantage, on l'achetait chèrement, en multipliant toujours les frais de bâtiments croiseurs, d'employés de la douane et de cours de vice-amirauté; si bien que la Grande Bretagne, déduction faite de ses dépenses, tirait, disait-on, moins de profit du commerce de New York que les villes hanséatiques et la Hollande; tandis que d'autre part le caractère oppressif de la législation métropolitaine reudait les commerçants les principaux soutiens de ce que les royalistes appelaient « la faction. »

Les grands propriétaires, — dont les concessions, faites dans l'origine avec prodigalité, sans règles et sans bonne délimitation, promettaient l'opulence pour des générations, — se montraient également jaloux de l'autorité de l'Angleterre, qui menaçait de borner leurs prétentions, de mettre

le monde viole les lois du commerce. » « Il n'est pas facile de s'imaginer à quel point énorme cette transgression des lois du commerce s'effectue dans l'Amérique du Nord, etc., etc. » — *N. Y. London documents*, XXX, 43.

leurs titres en question, ou de leur imposer une contribution foncière, par l'intermédiaire du parlement. Les légistes de la colonie, pour la plupart presbytériens et élevés dans le Connecticut, faisaient de bon cœur cause commune avec les marchands et les grands propriétaires pour s'opposer à tout empiétement de la part de l'Angleterre; ils repoussaient avec eux la théorie politique de la subordination des colonies; ils enseignaient le moyen d'accroître le pouvoir des colonies par le système des subsides annuels; ils exigeaient des commissions permanentes pour leurs fonctionnaires de l'ordre judiciaire; ils s'opposaient à l'extension de la juridiction de l'amirauté; ils résistaient enfin avec force contre l'introduction d'évêques, comme devant amener des cours ecclésiastiques et de nouvelles prérogatives. Dans aucune province l'avènement prochain de l'indépendance ne se manifestait plus clairement, ou ne se prédisait plus ouvertement.

Le New York s'était colonisé à l'aide de patentes considérables de terres accordées à des particuliers; la Nouvelle Angleterre, à l'aide de concessions faites à des villes : aussi l'institution de villes faisait sa gloire et sa force. La partie habitée du Massachusetts était reconnue comme divisée en petits territoires, chacun desquels, pour ses destinées intérieures, constituait un gouvernement tout à fait distinct, affranchi de tout contrôle, ayant le pouvoir de choisir annuellement ses propres fonctionnaires, de tenir des meetings de tous les hommes libres, selon son bon plaisir, de discuter dans les meetings toutes les questions d'intérêt public, de constater que chaque individu robuste était dûment enrôlé dans la milice et toujours pourvu d'armes propres immédiatement au service, d'élire ses représentants et de leur donner des instructions, de lever de l'argent et d'en déterminer l'emploi, pour l'entretien des ministres, des

écoles, des grandes routes, des pauvres, et pour défrayer toutes les autres dépenses nécessaires dans la ville. Les royalistes des derniers temps déploraient sans cesse que la loi confirmant ces libertés eût reçu la sanction de Guillaume III, sans que celui-ci se rendit compte de leur portée, et eût en outre obtenu dans la pratique l'interprétation la plus large. Boston même, en plus d'une occasion, alla jusqu'à nommer dans un meeting de ville un agent spécial pour présenter des remontrances au bureau du commerce (1). Le New Hampshire, le Connecticut, Rhode Island et le Maine, qui était une portion du Massachusetts, suivaient les mêmes règles; de sorte que toute la Nouvelle Angleterre constituait une sorte d'agrégation de démocraties organisées. Mais c'étaient le Connecticut et la baie de Massachusetts qui présentaient le développement le plus complet de ce système d'institution. Là chaque commune était aussi en réalité une paroisse territoriale; la ville était la congrégation religieuse; l'Eglise indépendante se trouvait établie par la loi; la population élisait le ministre et votait annuellement les fonds nécessaires à son entretien. Là aussi le système des écoles libres était poussé à un haut degré de perfection, si bien qu'il n'était pas possible de rencontrer un individu né dans la Nouvelle Angleterre, qui fût incapable d'écrire ou de lire. Veut-on comprendre le caractère politique de la Nouvelle Angleterre au XVIII^e siècle, il faut étudier la constitution de ses villes, de ses congrégations, de ses écoles et de sa milice (2).

Cependant dans ces démocraties, l'espoir de l'indépendance, comme événement prochain, n'avait pas encore lui. Chassés de l'Angleterre par la persécution du gouvernement,

(1) Shirley au Bureau du commerce, janv. 1755.

(2) John Adams, *Œuvres*, V, 495.

les habitants ressentaient toujours de la confiance et persistaient dans leur attachement pour le pays de leurs ancêtres, pour le peuple de leur parenté et pour la nationalité de leur langue. Ils étaient d'origine homogène, presque tous remontant par la naissance aux émigrants anglais des règnes de Charles I^{er} et de Charles II. Ils formaient une race frugale et laborieuse. Le long du rivage de la mer, partout où se trouvait une bonne rade, des pêcheurs, accoutumés à l'Océan, se groupaient dans des hameaux et à chaque retour de la saison, on voyait un nombre toujours croissant de marins et de navires prendre la morue et le maquereau et parfois poursuivre la baleine dans les labyrinthes de glaces des mers du Nord ; pourtant ils aimaient leur foyer et tenaient sincèrement à leur modeste patrimoine. A Boston, une société s'était constituée pour encourager les manufactures domestiques ; à l'un de ses anniversaires, trois cents jeunes femmes parurent en public, vêtues de toile grossière, assises sur une triple rangée, chacune avec un rouet, et chacune occupée à faire passer le lin de la quenouille à la bobine. La ville construisit une « fabrique, » et on encouragea par des primes les ouvriers en toile. Comme le bureau du commerce s' alarma à cette nouvelle ! Comme il blâma Shirley de n'avoir pas froncé le sourcil devant cette innovation ! Comme les comités de la chambre des communes interrogèrent des témoins et firent des propositions de lois prohibitives, jusqu'à ce qu'à la fin la manufacture de Boston, destinée à encourager l'industrie de la province, tomba en décadence et servit de preuve de la sollicitude prévoyante de l'Angleterre pour ses colonies ! Quant aux esclaves, il n'y en avait pas assez pour altérer le caractère de la population, sauf dans le sud-est de Rhode Island, où Newport était signalé comme favorable au trafic des nègres et où dans deux ou trois villes les noirs composaient même le tiers des habitants.

Dans les établissements qui se formèrent à l'intérieur sur la lisière des forêts, le modeste lieu de réunion de la congrégation pour le culte public servait partout de point central ; à côté se trouvait l'école publique près de la grande route, sur laquelle il ne passait pas assez de voitures pour faire autre chose que marquer la direction en traçant des sillons sur la terre. Des fermes commodes, occupées comme propriétés libres, sans redevances, jalonnaient le chemin et le pasteur du village au milieu de son troupeau jouissait du calme nécessaire pour se livrer aux extases de la dévotion ; « il ressemblait à ces petites fleurs blanches, telles que nous en voyons dans le printemps de l'année, qui, modestes et peu élevées au dessus du sol, se tiennent paisiblement et affectueusement au milieu des fleurs environnantes ; toutes de la même manière ouvrent leur sein pour boire à la lumière du soleil (1). » La Bible était dans toutes les mains ; chaque foyer était une maison de prière ; dans chaque village tous avaient appris et beaucoup avaient compris une sorte de théorie méthodique du but divin de la création, et de la destinée de l'homme.

Fille de la réforme, se rattachant étroitement aux siècles écoulés et aux luttes intellectuelles les plus considérables de l'humanité, la Nouvelle Angleterre avait été colonisée par des enthousiastes qui ne craignaient d'autre souverain que Dieu. Au milieu de la décadence et de la ruine du monde romain, quand la liberté, les lois, le gouvernement impérial, l'autorité municipale, les institutions sociales, furent balayés, —quand pas une province, pas une ville, pas un village, pas

(1) Esquisses autobiographiques de Jonathan Edwards, dans ses *Œuvres*, I, 28, édition de Worcester. Le dernier Dr Channing appela mon attention sur cette esquisse ; il avait coutume de dire, p. 35, 36, qu'elle contenait l'expression la plus vivante du sentiment dominant de la toute présence de Dieu.

une famille, ne se trouvait en sûreté, Augustin, l'évêque africain, dans la chaleur de son cœur, et plein de confiance que, malgré cet ébranlement de Rome, l'homme pouvait conserver ses espérances, sauva du naufrage du vieux monde les vérités qui devaient régénérer l'humanité et les abrita dans le cloître; là des générations successives s'isolèrent par leurs vœux de la société défailante, ne se reliant à l'État ni par ambition, ni par des tiers d'allégeance, ni par les douces attractions de la femme et des enfants.

Après des siècles de soupirs et de douleurs, des jours plus sercins vinrent à luire et un moine augustin ayant aussi un cœur de flammes, possédé des mêmes grandes idées, les rendit au monde, aidé du concours de ses partisans, de leurs femmes et de leurs enfants. A son ordre, la vérité franchit les murs du cloître et invita tous les hommes à se faire son hôte; elle excita toutes les intelligences à recourir à leur jugement privé; elle transforma une population dépendante, passive, en une population réfléchie, investigatrice; elle arracha tous les êtres humains aux castes du moyen âge, pour les doter de l'individualité et somma les hommes de marcher en avant comme des hommes. Le monde fut soulevé par le conflit ardent des opinions; le peuple et ses guides reconnurent la dignité du travail; les paysans opprimés prirent les armes pour la liberté; on respecta et on pratiqua la liberté de l'âme. Le souffle du nouvel esprit plana sur la terre: il fit revivre la Pologne, il anima l'Allemagne, il matrisa le Nord; et l'inquisition d'Espagne ne put en étouffer les murmures dans les montagnes de la Péninsule. Il envahit la France et, malgré les feux de joie où, par manière d'assentiment, on brûlait les hérétiques aux portes de Paris, il s'insinua dans l'esprit des Français et les entraîna vers une liberté extraordinaire de discussion. L'exil ne put le faire évanouir. Sur les bords du lac de Genève, Calvin se

montra le plus hardi réformateur du temps ; il ne s'engagea pas personnellement dans des intrigues politiques, et pourtant, en promulguant de grandes idées, il jeta la semence des révolutions ; il ne se courbait que devant l'invisible, il ne reconnaissait d'autre sacrement d'ordination que le choix du peuple, d'autre titre de noblesse que celui des élus de Dieu, revêtu du sceau de l'éternité.

La religion de Luther était encore catholique ; elle cherchait à tout enseigner, à tout raffermir, à tout sanctifier ; c'est ainsi qu'à l'ombre des puissances temporelles elle donna une organisation officielle au protestantisme en Allemagne, en Suède, en Danemark et en Angleterre. Calvin, au contraire, enseignait une doctrine exclusive qui, bien que s'adressant à tout le monde, ne s'appuyait que sur les élus. Le luthéranisme n'était donc pas un parti politique ; il embrassait le prince, le noble et le paysan. Le calvinisme était révolutionnaire ; partout où il se montra, il engendra des divisions ; son symbole, tel qu'il fut professé dans les « Institutions » de son fondateur, était un glaive flamboyant. Au pied des montagnes séculaires, au milieu des neiges perpétuelles et des rivières rapides de la Suisse, il organisa une religion sans prélat, un gouvernement sans monarque. Fortifié par sa foi dans des décrets irrévocables, il prit possession de son foyer au sein des Alpes. Il devint puissant en France et y imprima une nouvelle vigueur à la longue lutte entre la noblesse féodale et la couronne, lutte qui ne devait pas finir tant que la soumission de la noblesse au despotisme centralisateur n'eût pas préparé la ruine même de ce despotisme, en provoquant l'égalité du peuple. Il entra en Hollande et y inspira un enthousiasme héroïque à une nation industrielle, en affranchit et en unit les provinces, et rendit des bourgeois, des tisserands et des artisans vainqueurs des ordres les plus relevés de la chevalerie espagnole, de la puis-

sance de l'inquisition et de la prétendue majesté des rois. Il pénétra en Écosse, et pendant que, comme un tourbillon, il y portait la persuasion dans les vallées et les montagnes, il ne recula devant aucun danger et n'hésita devant aucune ambition; il inspira assez de vigueur à son apôtre grossier mais sincère pour résister aux flatteries de la belle reine Marie; il s'empara de l'éducation du fils unique de celle-ci; il divisa la noblesse; il s'insinua dans les masses, bouleversa l'ancienne organisation ecclésiastique, fonda l'école provinciale libre et communiqua une énergie vivace au principe de la liberté dans le peuple. Il se propagea en Angleterre et opposa hardiment ses sympathies plébéiennes à la hiérarchie de cour; il se montra dissident vis-à-vis des dissidents; désireux d'introduire le règne de la justice, il invita tout homme à lire la Bible, et il s'attacha l'opinion publique en enseignant, comme une révélation divine, l'unité de la race humaine, et l'égalité naturelle de tous les hommes; il réclama la liberté de la parole pour lui-même et dans la chaire, avec une éloquence puisée dans le langage plein d'autorité des prophètes et des apôtres; il s'adressa à toute la congrégation; il chercha la vérité nouvelle, refusant tout caractère sacré à la continuité de la tradition; il se dressa contre le moyen âge et son organisation de l'Église et de l'État et nourrit contre eux une haine violente et implacable.

Emprisonnés, mutilés, opprimés chez eux, les indépendants de la Grande-Bretagne, convertis au calvinisme, jetèrent leurs regards au delà de l'Atlantique pour y trouver un monde meilleur. Leur énergie passionnée était alimentée par leur confiance dans la protection divine; leur force de volonté se retranchait en sûreté dans la croyance vigoureuse qui leur appartenait en propre; aussi, sous la bannière de l'Évangile, avec cet amour fervent et endurant qui caractérisait les myriades d'individus qui avaient adopté en Europe la

simplicité sévère de la doctrine de Calvin, ils firent voile vers le désert, bien loin du « papisme et de la prélature, » des traditions de l'Église, du pouvoir héréditaire, de la souveraineté d'un roi terrestre, — de toute domination autre que celle de la Bible, autre que celle « qui découlait de la raison naturelle et des principes de l'équité. »

Les idées qui avaient poussé les émigrants de la Nouvelle Angleterre dans le monde transatlantique étaient polémiques et républicaines par leur origine et leur tendance. Combien les siècles avaient mûri d'ailleurs la lutte pour le genre humain ! A l'autorité de l'Église du moyen âge Calvin avait opposé l'autorité de la Bible ; le temps était venu d'unir la religion et la philosophie et de montrer l'harmonie de la foi et de la raison. Contre l'aristocratie féodale, le réformateur plébéien avait soulevé la noblesse sans tache des élus, prédestinés dès le commencement du monde ; mais la Nouvelle Angleterre, qui n'avait pas de caste héréditaire à renverser, cessa de faire de la prédestination son idée dominante et, s'imprimant peu à peu un caractère propre,

« Vit dans l'attraction de l'amour un lien commun pour tous les systèmes. »

Cette transition s'était effectuée chez elle en partant de l'orgueil de son affirmation contre l'orgueil de la féodalité, pour en arriver à adopter la charité comme l'esprit bienveillant qui devait animer son nouvel enseignement en fait de politique et de religion.

Elle fit dériver de Dieu ses théories d'ontologie, de morale, de connaissance, de bonheur, de perfectibilité humaine et de liberté humaine.

Dieu lui-même est « en réalité l'être universel. » La nature dans toute sa grandeur n'est « qu'une émanation de la plénitude infinie de Dieu ; » elle découle de lui et elle est l'expression de Dieu dans les objets de sa bienveillance. Dans

toute chose il y a un calme et doux reflet de la gloire divine. Dieu comprend « dans sa propre essence tous les êtres et toute perfection. » La création est dérivée d'une disposition de la plénitude de la divinité à se manifester au dehors et à répandre la vie. L'être infini est l'être en général. Son existence étant infinie embrasse toutes les existences. Il n'y a et il ne peut y avoir d'êtres distincts et indépendants. Dieu est « tout et il est unique (1). »

La gloire de Dieu est la fin dernière de la bonté morale, qui dans la créature est l'amour pour le créateur. La vertu consiste dans l'attachement pour tous ou dans la bienveillance universelle. Mais comme, dans l'opinion de la Nouvelle Angleterre, Dieu voulait dire l'être universel, aimer Dieu semblait comprendre l'amour pour tout ce qui existe, et se trouvait, par conséquent, en opposition avec l'égoïsme, « la somme de toute moralité, la bienveillance universelle comprenant toute la justice (2). »

Dieu est la source de la lumière et de la connaissance, de sorte que la vérité pour l'homme n'est que la conformité avec Dieu ; la science dans l'homme n'est que « l'image de la connaissance propre que Dieu a de lui-même. » Il n'y a pas de motif d'empêcher les recherches spéculatives. « Il ne faut pas, » disait Edwards, « que la vérité purement philosophique soit le moins du monde cachée aux hommes. » « Plus le vrai système de l'univers est clairement et complètement connu, mieux cela vaut. » Aucune autorité extérieure ne peut dominer l'esprit humain ; les révélations de Dieu, étant des émanations de la source infinie de la connaissance, sont certaines et réelles ; elles s'accordent avec la raison et le sens

(1) But pour lequel Dieu a créé le monde ; dans les *Œuvres d'Edwards*, VI, 33, 53, 58, 59, et *Œuvres*, I, 35.

(2) J. Edwards, *Œuvres*, VI, 53, 73, etc.

commun; elles fournissent directement, par intuition, et d'une manière toute puissante, la preuve de leur divinité (1).

Dieu est la source du bonheur. Ses anges prêtent leur assistance à ses serviteurs; la vaste multitude de ses ennemis est comme de grands tas de paille légère qu'emporte un tourbillon. L'arc de la colère de Dieu est tendu contre ses ennemis et la flèche est prête sur la corde, et la justice dirige la flèche vers leur cœur et bande l'arc (2). Dieu renferme tout être et toute sainteté. Être ennemi de Dieu, c'est être ennemi de toute vie vraie et de toute puissance véritable; c'est un mal infini suivi d'un malheur infini et sans terme. Exister en union avec Dieu est la félicité la plus relevée, qui ne fera que s'accroître en joie et en gloire à travers l'éternité.

Dieu est sa propre et principale fin dans la création. Mais comme il renferme tout être, sa gloire renferme la gloire et la perfection de l'univers. La race humaine tout entière, dans toute la carrière de son existence, est une et identique et elle « constitue une personne complexe, » « un ensemble moral (3). » La gloire de Dieu implique le salut et la gloire de l'humanité. Depuis le moment de la création jusqu'au jugement dernier, il n'y a qu'une seule œuvre. Tous les événements qui ont exercé de l'influence sur « la situation du monde de l'humanité, » « toutes les révolutions de l'humanité » aboutissent, ainsi que cela a été déterminé d'avance, au « glorieux temps qui régnera dans les derniers jours, » quand le nouveau sera meilleur que le vieux.

Dieu est le souverain absolu, agissant d'après sa volonté sur les armées du ciel et sur les habitants de la terre. Repoussant l'idée de la liberté d'action comme brisant en frag-

(1) *Ibid.* VI, 33, etc.; I, 61; V, 348; IV, 230, 238.

(2) *Ibid.*, VII, 488, 459.

(3) *Ibid.*, VI, 437, 439; V, 129, etc.; II, 377.

ments innombrables l'universalité de l'activité, la plupart des habitants de la Nouvelle Angleterre tenaient pour vrai que toute volonté, même celle du plus humble homme du peuple, est soumise aux décrets arrêtés de la Providence et participe de l'éternité.

Pourtant l'opinion publique de la Nouvelle Angleterre, tout en se laissant inspirer par la grande pensée de la souveraineté absolue de Dieu, ne faisait pas absorber la personnalité et la liberté humaine dans un fatalisme panthéistique. Comme Augustin, qui fit la guerre à la fois aux manichéens et aux pélagiens, — comme les stoïciens dont elle adoptait presque la morale, — la Nouvelle Angleterre affirma avec une saine dialectique, ou, comme d'autres le diraient, avec une sublime inconséquence, la puissance de la volonté individuelle. Dans tout acte elle reconnaissait l'union du motif et de la volition. L'acte, elle le constatait, s'opérait conformément au motif le plus fort, et elle savait que ce qui rend un motif le plus fort dépend du caractère de la volonté. Aussi l'éducation de cette faculté était-elle sous tous les rapports la chose la plus importante. Le calviniste de la Nouvelle Angleterre, qui désirait être « moralement bon et parfait, » ne se proposait pas d'autre but de ses efforts moraux que de rendre « la volonté vraiment charitable et juste. »

L'activité donc, comme découlant d'une volonté énergique, droite et charitable, tel était l'idéal des habitants de la Nouvelle Angleterre. Ils rejetaient l'ascétisme des spiritualistes purs et ils encourageaient tout homme qui cherchait à perfectionner son intelligence et à améliorer sa condition extérieure. Ils retrouvaient dans chacun la nature divine et la nature humaine. Ils n'extirpaient pas, mais seulement ils assujettissaient les principes inférieurs (1). Ils n'attribuaient

(1) *Ibid*, VI, 428, 430.

aucun mérite aux vœux de pauvreté et de célibat et ils méprisaient l'idée de non résistance. Ils étaient tout prêts à prendre les armes et à combattre pour une bonne cause, car ils se sentaient animés de la conviction que Dieu exerçait son influence sur eux, aussi bien pour les faire vouloir que pour les faire agir.



FIN DU TOME V.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME

CHAPITRE XXIII. — Les colonies françaises et anglaises empiétant de plus en plus sur les Peaux Rouges . . .	5
XXIV. — Les empiètements des Anglais sur les monopoles de l'Espagne, aux colonies, préparent l'indépendance de l'Amérique . . .	88

RENVERSEMENT DU SYSTÈME COLONIAL EUROPÉEN

CHAPITRE I. — L'Amérique réclame son indépendance législative vis-à-vis de l'Angleterre. — Administration de Pelham (1748) . . .	169
II. — Le gouverneur royal du New-York fait appel au pouvoir souverain de la Grande-Bretagne. — Continuation de l'administration de Pelham (1748-1749) . . .	191
III. — Exploration de l'Ohio. — Suite de l'administration de Pelham (1749-1751) . . .	236
IV. — L'Amérique refuse de se laisser gouverner par des instructions arbitraires. — Suite de l'administration de Pelham (1751-1753) . . .	255
V. — Franklin projette le plan d'une union des peuples américains. — Suite de l'administration de Pelham (1753-1754) . . .	279
VI. — Les treize anciennes colonies. — Administration de New-Castle (1754) . . .	301

MAG 2000261



